

AU ZAIRE

Les gendarmes katangais s'emparent d'une importante agglomération

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 1,80 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,20 F; Irlande, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

4, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 6297-23 Paris
Tél. Paris 65 00 22
Tél. : 246-72-23

LES OPTIONS DIPLOMATIQUES, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Normalisation » entre Paris et Jérusalem ?

En dépit de la priorité donnée à la politique intérieure, M. Giscard d'Estaing ne pourra pas négliger, au cours des prochains jours, les problèmes de politique étrangère. Il doit recevoir samedi M. Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain, retour de Moscou, ainsi que le président égyptien Sadate qu'il retiendra à déjeuner. Enfin, M. de Gahringer, si du moins il reste ministre des affaires étrangères se rendra à Jérusalem pour renouer avec l'État juif des relations passablement gâtées ces derniers temps.

Le ministre français devait, à la fin de février, compléter par la capitale israélienne la tournée qu'il fit dans le courant du même mois à Beyrouth, à Damas, à Amman et au Caire. Mais la libération du désert palestinien sous l'égide de la justice française avait alors compromis les relations, à un point tel que Paris et Jérusalem jugèrent prudent d'ajourner d'un mois ce projet. Entre-temps, M. de Gahringer et son collègue israélien se sont rencontrés à Bruxelles, et le chef du gouvernement de Jérusalem, M. Rabin, a accepté une invitation à venir en visite officielle à Paris, après les élections qui se dérouleront prochainement dans son pays.

Est-ce à dire que les dissensions franco-israéliennes sont oubliées ? Certainement non. De toute façon, il y a bien longtemps que la France, l'opinion et la plupart des dirigeants de Jérusalem ont cessé de considérer la France comme un médiateur, voire un interlocuteur digne de confiance sur les problèmes du règlement israélo-arabe. Seuls les États-Unis conservent une chance dans ce domaine, et encore... Toutefois, Paris ne veut pas apparaître aujourd'hui comme l'inspirateur d'une croisade antijérusalémite. Pour le ministre français des affaires étrangères, le voyage israélien prévu pour ce mercredi devrait permettre de rétablir des relations « correctes » et de laisser la porte ouverte au rôle que la France pourrait éventuellement jouer, avec l'accord déjà plus ou moins explicite des Grands, dans les garanties d'un règlement de paix.

Il est vrai aussi que la méfiance dont la politique française a été souvent victime, depuis dix ans, dans les milieux dirigeants israéliens n'est plus de mise aujourd'hui. Les trois principes sur lesquels Paris fonde maintenant son attitude — évacuation des territoires occupés en 1967, des modifications mineures ; droit des Palestiniens à une patrie dans le cadre de tous les pays de la région à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties — ont été endossés non seulement par les autres membres de la Communauté européenne, mais, depuis peu, par le président américain lui-même, et pratiquement dans des termes identiques. Même si les dirigeants israéliens sont encore loin de parvenir à de semblables conclusions, on ne peut guère reprocher au général de Gaulle, aujourd'hui, que d'avoir en raison très tôt.

Sur le plan bilatéral, il est exclu aujourd'hui que l'armée israélienne, lourdement équipée en matériel américain, soit tentée à passer d'importantes commandes d'armement en France. Mais une coopération est possible pour des fournitures à d'autres pays, en particulier après le refus opposé par Washington à M. Rabin d'autoriser la vente à l'Égypte d'avions américains fabriqués sous licence en Israël. Il faudra en tout cas trouver de nouvelles formes de coopération pour rétablir les échanges entre les deux pays, lesquels, pour être modestes (la France n'est que le sixième fournisseur d'Israël) n'en sont pas moins traditionnellement déficitaires au détriment de Jérusalem.

Dans son second gouvernement, M. Barre conserve le ministère des finances

M. Raymond Barre s'est entretenu mardi matin pendant quarante minutes avec M. Giscard d'Estaing qui l'a officiellement chargé de constituer un nouveau gouvernement, au sujet duquel le premier ministre reconduit dans ses fonctions a précisé : « Ce ne sera pas, comme on le dit ici ou là, un gouvernement de techniciens. Ce sera un gouvernement d'hommes choisis en fonction de leur capacité et décidés à mener l'action qui est nécessaire pour que les Français ne fassent pas le choix dangereux dont le président de la République a parlé hier soir. Ce gouvernement sera constitué de quinze ministres, y compris le premier. Il y aura donc le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, et quatorze autres ministres. Les secrétaires d'État seront nommés ultérieurement. »

M. Barre apportera mercredi à 18 heures au président de la République « ses propositions concernant la formation du gouvernement », et le conseil des ministres siégera jeudi matin.

M. Giscard d'Estaing, qui a consulté les présidents des Assemblées, MM. Edgar Faure et Alain Poirer, avant de recevoir à l'Élysée M. Chirac, président du R.P.R., attendu dans l'après-midi à l'hôtel Matignon, avait notamment indiqué au cours de son allocution radiotélévisée de lundi soir que la première tâche de la nouvelle équipe gouvernementale serait de « poursuivre le redressement économique en cours » et avait insisté sur le fait que « la séparation entre le gouvernement et les partis doit être tranchée ».

Les décisions du président de la République ont été favorablement accueillies et commentées par les parlementaires du R.P.R. réunis aux Bains-de-Provence. Ils se sont félicités de la constitution d'une équipe restreinte et de ce que M. Giscard d'Estaing avait dit du « pacte majoritaire franc et loyal ».

Une équipe « dépolitisée » pour les législatives

A l'instar de la « classe politique » tout entière, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est clairement et résolument placé lundi soir dans la perspective des prochaines élections législatives dont il a répété une fois de plus qu'elles auraient lieu à la date normale, c'est-à-dire en mars 1978. Aussi bien le second gouvernement Barre, « choisi et conçu par lui », apparaît-il comme « dépolitisé ».

Le chef de l'État se déclare ainsi décidé à admettre l'alternance, et confirme de façon catégorique l'engagement qu'il avait pris le 8 février à Plombières : « Investir d'un rôle constitutionnel, il va de soi que je tiendrai compte de la volonté des Français, démocratiquement exprimée, de construire leur avenir comme ils l'entendent. »

d'Estaing, persistant dans l'analyse qu'il avait faite devant le conseil des ministres du 23 mars, peut-il croire que les Français lui font toujours confiance pour satisfaire la volonté de changement qu'ils ont manifestée par leurs votes du 13 et du 20 mars ? Ne veut-il pas voir le réalisme en face et n'en a-t-il pas la capacité ? N'est-il pas singulier de se parer de faire d'ambitieuses références au discours de Plombières et d'en conclure : « Vous m'avez compris et vous m'avez approuvé », alors que Brest, Nantes et Rennes, pour ne parler que de la Bretagne, viennent de passer spectaculairement de la majorité à l'opposition ?

Comment le président de la République peut-il affirmer l'autre part, et sans ciller des yeux : « Depuis deux ans, j'ai évité soigneusement tout ce qui pouvait accentuer la cassure de la France » ? Il est certainement vrai qu'il s'est abstenu, comme c'était son devoir le plus élémentaire de « polémiquer » et de « participer au tintamarre ».

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 9.)

LE VENT DU CHANGEMENT

par ANDRÉ FONTAINE

Mais où est donc l'Europe d'antan ? La morosité du « sommet » destiné à célébrer, sur les lieux de leur signature, le vingtième anniversaire des traités de Rome était d'autant plus trépidante qu'après tout il s'agit d'un dialogue sur divers points — dialogue Nord-Sud, aide à la sidérurgie, aide aux femmes et aux jeunes — des résultats nettement plus concrets que les réunions précédentes.

Après le succès de l'institution elle-même n'est-ce pas plutôt la crise multiforme qui frappe la plupart de ses membres qu'il convient d'incriminer ?

Deux des chefs d'État ou de gouvernement présents au Capitole, MM. Tindemans (Belgique) et Den Uyl (Pays-Bas), dirigeants des cabinets démissionnaires et attendaient de connaître, dans quelques semaines, le verdict des urnes. M. Callaghan n'avait dû de mettre en échec, quarante-huit heures plus tôt, une motion de censure des conservateurs qu'en soutien obstiné payé des libéraux, tout surpris qu'on ait enfin besoin de leurs voix. M. Helmut Schmidt, qui avait gagné de justesse — à deux doigts près — les élections législatives d'octobre 1976, venait d'apprendre que pour la première fois depuis la création de la République fédérale, les chrétiens démocrates avaient remporté les élections municipales à Francfort, bastion traditionnel de la social-démocratie, et dans l'ensemble du Land de Hesse.

Le cabinet minoritaire de M. Andreotti ne survivait, au milieu d'un océan d'écouls, que grâce à l'abstention des communistes, hostiles à toute aventure. M. Giscard d'Estaing venait de réussir le tour de force de se faire mettre à la fois en échec par la gauche et par le R.P.R. et allait mettre fin au premier gouvernement Barre. Seuls pouvaient se sentir bien en place les présidents du conseil irlandais et luxembourgeois. Quant à leur collègue danois, il devait se satisfaire de conduire une équipe toujours minoritaire, certes, mais tout de même un peu moins qu'elle ne l'était avant les élections de février dernier.

A vrai dire, la grogne et l'instabilité qu'elle engendre ne sont pas un privilège des pays de la

C.E.E. C'est partout ou presque que les élections les plus récentes ont fait apparaître une réelle volonté de changement : le 19 septembre, en Suède, la social-démocratie a été chassée d'un pouvoir qu'elle détenait depuis quarante ans ; aux États-Unis, le 2 novembre, le candidat du renouveau moral a été préféré à celui de la continuité et du conservatisme.

(Lire la suite page 2.)

LES FANTASMES DU GHETTO

A l'ombre des gratte-ciel

Rodzymin et Krasnobrod, Biłgoraj et Biedrzyce, Rejowiec et Zamość, tant d'autres bourgades juives encore, toiles pendant des siècles au fin fond des campagnes polonaises, il ne reste de vous, aujourd'hui, que le souvenir.

Les diables et les sorcières y faisaient bon ménage avec les rabbins miraculeux et les « schnorrers », mendicants inspirés. Loin de grandes villes, on y étudiait fébrilement, aux bougies, le Talmud, la cabale. Quelle passion ne mettait-on à en faire l'exégèse, les commentaires et les commentaires de ces commentaires : populations paisibles qui se faisaient périodiquement massacrer soit par les Polonais catholiques, soit par les Cosaques orthodoxes. Cependant, depuis l'aube du dix-huitième siècle, le hassidisme, mouvement populaire et mystique, prônant le contact immédiat avec Dieu, dans la joie, dans la fête, posait son empreinte indélébile sur ces ghettos aux confins de l'Europe. Le vingtième siècle annonce

d'autres aventures messianiques. L'apparition du nationalisme juif, le sionisme, l'utopie collectiviste, accélèrent la désagrégation du ghetto. Le halètement des locomotives chasse les incubes, les succubes des forêts polonaises. Les vieux mendicants en caftan oubliaient leur violon et s'en vont grossir les rangs du prolétariat lorsque se produit la révolution industrielle. À la vue du premier aéroplane, les amoureux enlacés ou-dessus des toits enneigés disparaissent. Nombreux sont les jeunes qui souhaitent ressembler aux gentils. Ils abandonnent études, popilités, phylactères et revêtent de réussite sociale en de lointaines Amériques. Le ghetto s'ouvre, le ghetto se meurt. Et puis, quand le siècle atteint l'horreur suprême, avec sa maturité, les nouvelles espérances s'évanouissent dans l'insoutenable puanteur des charniers et des fours crématoires.

Tel est l'univers d'où nous vient Isaac Bashevis Singer.
EDGAR REICHMAN.
(Lire la suite page 6.)

Vladimir Nabokov
L'extermination des tyrans
"L'un des plus grands écrivains du siècle"
"L'EXPRESS"
JULLIARD

EUROPE

Italie

PRINCIPALE CIBLE DE L'EXTRÊME GAUCHE <Communism et Libération> attire de plus en plus de catholiques

Rome. — Il ne se passe plus de jour sans que les activités du mouvement catholique *«Communism et Libération»* soient perturbées par des agressions ou des attaques d'extrême gauche : plus d'une vingtaine depuis le début du mois de mars. C'est à la suite de l'un de ces incidents qu'un étudiant devait être tué à Bologne, le 11 mars, au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre (1).

La notoriété croissante de C.I. dans le monde catholique italien n'est pas étrangère à cette information. Estimant que l'intégrité physique de ses membres est désormais menacée, il a lancé un appel à l'opinion publique, jeudi 2 mars, au cours d'une conférence de presse. Il a, à cette occasion, tenté d'expliquer la nature et les objectifs d'un mouvement que la gauche a tendance à traiter un peu rapidement de «fasciste».

«Communism et Libération» échappe aux classifications habituelles. Il refuse de se situer à gauche ou à droite, se défend d'être un mouvement politique et va même, avec quelque coquetterie, jusqu'à nier son caractère d'association. C'est «une expérience d'Eglise, une proposition de vie chrétienne, un lieu d'initiation véritable». Pour lui, la vie est un tout, «on ne peut séparer les rôles». Il veut aider le plus grand nombre d'Italiens à «vivre le christianisme comme expérience globale et intégrale, dans les aspects de l'existence, de l'amour au travail, de la vie privée et de la vie publique». C.I. ne distingue pas vraiment l'Eglise de la société, la doctrine des nouvelles conceptions catholiques — que tous les chrétiens soient politiquement engagés dans le même sens.

L'épiscopat séduit

«Communism et Libération» est issu d'un mouvement appelé *«Jeunesse étudiante»*, qui connaît sa grande époque à la fin des années 50 avant d'être brisé par la contestation de 1968-1969. A l'origine des associations, le mouvement père spirituel : don Luigi Giussani, un prêtre qui se montre rarement en public. La première rencontre nationale de *«Communism et Libération»* eut lieu à Milan, en mars 1972. Dans la salle, on remarqua un observateur discret : M. Aldo Moro, l'un des principaux dirigeants de la démocratie chrétienne, toujours attentif aux «signaux porteurs d'avenir». Ce mouve-

ment un peu mystérieux n'allait pas tarder à faire tâche d'huile et à rassembler, sous une autre étiquette, nombre de sièges municipaux, en Lombardie, lors des élections de 1975. Aujourd'hui, il compte près de soixante-dix mille adhérents répartis en six cents groupes, dans les écoles, les universités, les usines et les quartiers. Son chef reste la Lombardie. Mais il est implanté un peu partout, notamment à Rome, dans le Sud, et dans la région la plus «rouge» de toutes, l'Emilie-Romagne.

A l'égard de C.I., la hiérarchie catholique a évolué. Au départ, elle s'en méfiait beaucoup. Maintenant, sans lui accorder une reconnaissance juridique, elle le soutient de plus en plus. Il suffit de lire le quotidien catholique *«L'Avvenire»*, proche de l'épiscopat, ou même *«L'Osservatore romano»*, journal du Vatican, pour s'en rendre compte. Dans certains diocèses, les évêques sont obligés de constater que les mouvements d'action catholique sont en perte de vitesse. Leur principal interlocuteur, l'Etat, est alors *«Communism et Libération»*, qui fait preuve d'une obéissance exemplaire. Cela est sensible, par exemple, à propos de l'avortement. Pour C.I., il n'y a pas de demi-mesures : la vie est sacrée, l'avortement est un crime. A Seveso, ville de Lombardie polluée par un usage toxique au cours de 1976-1977, le mouvement de don Giussani s'est résolu à s'opposer à la loi sur l'avortement, au lieu de la soutenir.

Pour ce qui concerne la condition féminine, *«Communism et Libération»* ne cherche pas non plus à être dans le vent : «C'est une erreur, affirme une de ses représentantes, de poser le problème en termes de pouvoir et d'antagonisme. Ce qu'il faut, c'est une identification quasi automatique du rôle de la femme avec celui de l'homme».

Sur un plan strictement ecclésiastique, C.I. se situe dans la ligne de don Luigi Giussani, malgré de légères réserves. «Notre attachement à la modernité, affirme-t-il, nous interdit d'adhérer à une modernisation hâtive qui, proposée dans les années passées, a changé l'Eglise pour l'adapter à la société. La tâche de l'Eglise n'est pas de s'adapter mais d'interpeller dans le monde, de

ROBERT SOLÉ

(1) Le Monde du 17 mars 1976.

Allemagne fédérale

M. Franz-Josef Strauss brigue le poste de ministre-président de Bavière

Bonn. — M. Strauss, que ses chuchotements ont surnommé «l'empereur Franz-Josef», va-t-il se retirer sur ses terres de Bavière ? Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué, lundi 28 mars, qu'il sera candidat pour le poste de ministre-président de Bavière si le titulaire actuel, M. Goppel, se retire prématurément, et en tout cas après les élections régionales de 1978. Il y a quelques mois déjà que M. Strauss caresse cette idée, mais il n'avait pas encore exprimé ouvertement ses intentions.

De notre correspondant

des visites officielles à l'étranger, — et M. Strauss aura tout loisir de consolider sa forteresse chrétienne-socialiste, où il obtient régulièrement plus de 60 % des voix. De sa place forte, il pourra partir conquérir le reste de la République fédérale. Il n'a jamais cessé de penser à la création d'un grand parti conservateur à la droite de la C.D.U. S'il prend de nouvelles

responsabilités à Munich, cela ne signifie pas qu'il quitte la scène politique nationale et internationale. Au contraire, il espère que son parti jouera un rôle important au Parlement de Strasbourg. Il tente aussi de réunir autour de lui les partis conservateurs européens, dans une «Union démocratique européenne», à laquelle participeraient les gaullistes français et les conservateurs britanniques.

DANIEL VERNET.

La nouvelle direction des Jeunes Socialistes allemands, élue la semaine dernière (le Monde du 22 mars) a été à l'unanimité M. Bahr, secrétaire général du S.P.D. Elle ne participera pas, en mai, à une manifestation pour la paix, le désarmement et la coopération, organisée par les communistes allemands. Il est interdit, sous peine d'exclusion, à tout

de participer à des actions avec les communistes. M. Benneter, président des Juso et chef de la tendance «stambapistes» (qui défend des thèses proches de celles des communistes orthodoxes), a critiqué l'attitude de la direction du S.P.D., qui «préjuge les mesures administratives à la discussion politique». — (Corresp.)

A travers le monde

Grande-Bretagne

LES DEPUTES LIBERAUX BRITANNIQUES ont constitué un cabinet fantôme. Ses membres auront pour tâche de rester en contact avec les ministres du cabinet travailliste et de coordonner dans chaque domaine l'action des deux partis. Le cabinet-fantôme n'a pu être constitué qu'en recrutant sept membres à la Chambre des lords, après le départ du modeste groupe libéral des Communes, qui ne compte que treize élus. M. Steel conserve la direction de son parti et assure la responsabilité des problèmes touchant le projet de dévolution de pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles. (Corresp.)

Maroc

ONZE MILITANTS de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), condamnés en février en première instance à deux ans de prison pour agression dans les lycées de Marrakech (le Monde du 9 février), ont bénéficié, lundi 28 mars, d'une réduction des peines. Celles-ci ont été ramencées par la Cour d'assise de Casablanca à deux mois de prison avec sursis. Les détenus ont donc été mis en liberté. — (Reuter.)

Mauritanie

DEUX VIOLENTS ACCROCHAGES ont opposé en mars l'armée mauritanienne à des éléments du Front Polisario. Selon une source autorisée à Nouakchott, ces combats auraient coûté à l'armée mauritanienne une trentaine de morts et de prisonniers, tandis que quatre-vingt maquisards auraient été tués. Le capitaine Sidina, commandant mauritanien de la région de Dakhla, dont le Front Polisario avait annoncé la mort, aurait été seulement légèrement blessé au cours d'un affrontement. — (A.F.P.)

bach. Elle a aussitôt été reçue par le roi Hassan II. Certains observateurs croient savoir que l'entretien a porté sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine militaire. Une délégation militaire marocaine s'est rendue la semaine dernière à Nouakchott. — (A.F.P.)

Pays-Bas

LA REINE JULIANA a officiellement demandé à M. Den Uyl de laisser en place son gouvernement démissionnaire jusqu'aux élections législatives du 25 mai prochain. La reine a refusé la démission des six ministres chrétiens-démocrates, et le gouvernement expédiera les affaires courantes. La nouvelle Assemblée sera installée au début du mois de juin. Il est de plus en plus évident que les chrétiens-démocrates veulent essayer de limiter la crise qu'ils ont provoquée. Ils multiplient en effet les déclarations qui laissent augurer d'une nouvelle collaboration avec les socialistes après le scrutin du 25 mai. — (Corresp.)

Rhodésie

SELON LES AUTORITES DE SALISBURY, six femmes et trois fillettes rhodésiennes ont été tuées par l'explosion d'une mine posée par les maquisards nationalistes. Deux autres Africains ont été blessés dans un camion qui a sauté sur une mine dans la région frontalière de l'est du pays. D'autre part, sept maquisards ont été tués lors d'engagements avec les forces rhodésiennes. Selon Salisbury, quatre cent un maquisards et cinquante-quatre soldats rhodésiens ont été tués depuis le début de l'année. — (Reuter.)

DU CHANGEMENT

ment nationaux. Certes, les gouvernements de chaque Etat ne sont pas dispensés du devoir d'agir pour parer au plus pressé, notamment pour empêcher l'aggravation de l'inflation de traverser la nation dans sa substance même. Mais comment le faire sans exporter chez ses voisins, non seulement, comme il est normal, le maximum de marchandises, mais aussi la plus grande part possible de son inflation, de son chômage, de son déficit commercial ? On ne peut guère améliorer sa position, dans la jungle contemporaine, qu'en déplaçant de celle des autres.

Le recours au protectionnisme constitue, dans ces conditions, une tendance naturelle à laquelle on succombe tel ou tel, par boutades. Sans imposer une économie de casernes, il ne saurait cependant constituer une solution pour des pays aussi dépendants que les nôtres de leurs importations de matières premières et notamment d'énergie, et de leurs exportations de denrées agricoles ou de produits finis.

Le cas de la République fédérale montre les limites d'une action purement nationale. On la citait en exemple d'une saine gestion en période de crise : aujourd'hui, le chancelier Schmidt est bien revenu de sa superbe. Il se cogne la tête au mur : onze cent mille chômeurs, malgré le départ de quatre cent mille travailleurs turcs et yougoslaves ; un secrétaire général du D.G.B., centra syndicale totalement acquiesce à la cogestion, qui déclare que si le système capitaliste ne parvient pas à régler le problème de l'emploi, il faudra chercher autre chose ; un militant d'extrême gauche élu à la tête des femmes du parti social-démocrate.

Quant à M. Bahr, malgré sa sincérité déconcertante, il ne défend pas la ligne officielle de la défense du franc et de la lutte contre l'inflation, il est le premier à reconnaître qu'il faudra «des années» pour redresser l'économie, dénoncer le discours de ceux qui prétendent le contraire, et admettre qu'il y a dans la conjoncture mondiale bien des facteurs d'instabilité sur lesquels il n'a guère de prise.

Le tarissement des investissements, le marasme de la Bourse et du bâtiment, l'autocritique, l'extrême sur le marché de quatre milliards d'articles fabriqués à bas prix en Asie, l'écart qui ne cesse d'augmenter entre les moyens des multinationales et ceux d'une Europe atomisée, ont toutes chances de développer encore le chômage. Attendre du libre jeu des lois du marché qu'il ramène le plein emploi ne peut relever, dans ces conditions, que de la candeur ou du dogmatisme. Certes, on pourrait imaginer qu'on renvoie dans leurs pays d'origine la majorité des travailleurs immigrés ; mais, outre que les Français ne seraient pas nécessairement disposés à se charger des tâches que ces travailleurs assurent actuellement, une telle décision rajouterait immédiatement sur le niveau de consommation de la métropole, et donc sur la production industrielle et agricole de la France, comme sur l'utilisation des services. Le bénéfice est donc loin d'être démontré à l'avance. Et il resterait à connaître les réactions de l'opinion, comme celles des gouvernements des pays intéressés, qui pourraient exiger des mesures de représailles.

On peut aussi envisager, bien sûr, de vivre avec le chômage comme on vit avec des rhumatismes. Mais, outre que la Constitution a reconnu le droit au travail, et que l'existence de celui-ci est profondément ancrée dans les mentalités, comment ne pas mesurer l'ampleur de l'échec que représente pour la collectivité nationale le fait de devoir faire travailler certains davantage pour que puissent tout de même subsister ceux auxquels elle n'a pas été capable de fournir un emploi ? Comment empêcher les non-admis au travail, et surtout les déshérités de diplômes, de se battre pour un autre ordre social ? Le chômage intellectuel a, de tous temps, été l'un des maux sociaux les plus dangereux de la contestation, pour ne pas dire des révolutions.

On peut encore rêver d'un autre type de société, qui tournerait le dos à la croissance, aux nuisances, et un mot à la ville. Un contrat

existe dans ce sens dans presque tous les pays développés. C'est la version libertaire du retour à la terre, qui a séduit les penseurs de la veille de la dernière guerre mondiale : «La terre, elle, ne ment pas», disait Pétain. Elle a eu raison du programme nucléaire du gouvernement Falange, en Suède, et par la même occasion de ce gouvernement lui-même. Elle a obtenu la remise en question des projets de surrégénérateurs américains. Elle bloque la construction de centrales nucléaires aux Etats-Unis. Mais elle s'exprime au reproche, récemment exprimé par l'Economist de Londres, de laisser le champ libre aux ambitions des

régimes totalitaires, de droite comme de gauche, qui vont de l'avant dans ce domaine sans trop se soucier de l'hopitalité, et aussi de ne guère contribuer à la solution du problème dominant du dernier quart de ce siècle : une meilleure distribution des richesses de l'humanité ; non seulement entre les peuples riches et les peuples pauvres, entre les citoyens qui ont tout et ceux qui n'ont pas grand-chose, mais aussi entre ce qu'on peut se permettre de consommer tout de suite et ce qu'il est nécessaire de mettre de côté pour l'avenir si l'on ne veut pas s'exposer, d'ici quelques années, à des pénuries majeures.

Une action décisive

L'idée se répand de plus en plus que, pour assurer cette meilleure répartition, il faut une action décisive, qui ne soit pas limitée à l'argent et au crédit, mais qui mette en œuvre, tel est l'objectif, notamment, du programme commun de la gauche, dont les partisans n'ont cessé de gagner des voix depuis 1973, à toutes les élections qu'ils ont affrontées. Mais Serge-Christophe Kolm n'a pas tort, dans son livre récent sur la *Transmutation socialiste* (1), d'insister, à la lumière du double échec chilien et portugais, sur les obstacles auxquels à toutes les chances de se heurter, surtout en période de crise économique, une telle tentative.

Si elle veut éviter de voir se confirmer la règle du «jamais deux sans trois», la gauche française ne méditera jamais trop les leçons de ces deux expériences. Il faut pour cela qu'elle se persuade, et persuade ses partisans, que son succès est lié à celui d'une ouverture sur le monde. Relancer la consommation est certes le meilleur moyen de relancer la production. Mais cette relance risque fort de conduire à l'aggravation de la détérioration de la balance commerciale en raison de l'augmentation automatique des importations, notamment d'énergie, si elle ne prend en compte que le marché intérieur, si l'on ne se préoccupe pas d'abord d'aller chercher à l'extérieur les acheteurs susceptibles d'absorber une production française et européenne qui n'est pas exportable, qu'au long terme qu'on en vienne à se soucier de l'extérieur de la zone frontalière de l'Hexagone ou de la Communauté.

Les consommateurs en puissance existent, certes, dans les couches les plus défavorisées de la population de nos pays. Mais ils existent aussi, cette fois par dizaines et par centaines de millions, dans les pays du tiers-monde. Ils ont besoin de produits alimentaires, de produits finis, de matières premières, de capitaux, de technologie : en un mot de tout, et d'abord, pour se procurer tout cela de pouvoir d'achat. Une situation analogue s'est présentée en Europe, on l'a trop oublié, au lendemain de la deuxième guerre mondiale : le jeu économique paraissait alors impossible dans la mesure où les Américains avaient pratiquement ramassé à la faveur de la guerre, toutes les réserves de devises et de métal précieux de la planète. L'économiste Jacques Gascnel comparait cette situation à celle des partenaires d'un jeu de société dans lequel un des joueurs rafle «tous les haricots». Si l'on veut continuer de jouer, il faut, disait-il, que le gagnant redistribue les haricots. Ainsi expliquait-il le plan Marshall, grâce auquel l'Europe et le Japon ont pu non seulement relever leurs ruines, mais connaître une pé-

riode de fantastique croissance économique.

Une telle politique malheureusement n'a jamais été beaucoup employée en direction du tiers-monde. Le point d'axe de Truman, la plus audacieuse initiative américaine à ce propos, n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan. Quant à l'objectif de 0,7 % du P.N.B. des pays industrialisés retenu par les déclarations de développement de l'ONU comme le minimum à consentir pour l'aide au tiers-monde, il n'a pratiquement jamais été respecté. Actuellement, les seize pays les plus industrialisés n'accroissent au total qu'une aide de 9 milliards de dollars par an aux pays en voie de développement, contre 300 milliards engloutis dans la course aux armements. M. Giscard d'Estaing a bien lancé un «dialogue Nord-Sud». Mais aucun gouvernement n'a vraiment pris la peine d'expliquer à ses ressortissants que le seul moyen pour l'Occident de sortir de la récession, c'est de prêter sur ses richesses pour donner aux pays d'Afrique et d'Asie, mis en coupe réglée par des groupes capitalistes essentiellement animés par la motivation du profit le plus élevé et le plus rapide possible, les moyens d'accéder à leur tour au marché mondial. S'y refuser, ce n'est pas seulement faillir à un devoir élémentaire de solidarité internationale, c'est vouer l'économie européenne au déclin, au passage progressif sous contrôle américain.

Un tel programme suppose qu'on sacrifie un peu de présent à l'avenir, un peu de confort à la fraternité humaine, un peu de routine à l'humain. Il suppose qu'on tourne le dos à l'esprit de clocher, au cartésianisme, au corporatisme. Il suppose que l'on pense un peu moins à ses droits et un peu plus à ses devoirs vis-à-vis des autres. C'est peut-être trop demander à des gouvernements trop technocratiques pour être accessibles aux raisons du cœur. Mais certes pas à ceux dont l'ambition proclamée est de réconcilier la logique et la justice, le pouvoir et les gouvernés.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Aux Editions du Cerf.

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départ de Paris

ATHENES	700 F
NEW YORK	1450 F
MONTREAL	1630 F
DELHI	1900 F
BOMBAY	2050 F
RIO	2900 F

Départ de Bruxelles

NEW YORK	1250 F
LIMA	2150 F
MEXICO	2250 F

Aller-Retour
Voix et bagages inclus

CIRCUITS ORGANISES

Decouverte de l'Albanie
du 2 juin au 12 juillet
du 13 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 13 août
1 800 F

Decouverte du Brésil
du 7 juillet au 24 juillet
du 2 août au 19 août
du 4 août au 21 août
5 950 F

Renseignements et inscriptions à
NOUVELLES FRONTIERES
TOURAGRE
66, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. : 329.12.14
34, rue Franklin, 69002 LYON
Tél. : 37.15.47
2, rue Auguste Brizeux
44000 NANTES
Tél. : 71.09.07

LC 793 A

La Corée du Sud, démocratie très musclée...

II. — Le culte du président Park

De notre envoyé spécial
PHILIPPE PONS

En prévision du retrait partiel des troupes américaines, la Corée du Sud s'arme pour faire face à une éventuelle agression du Nord (« Le Monde » du 29 mars). Les atteintes aux libertés sont nombreuses dans ce pays, sur lequel le président Park exerce une autorité sans partage.

Séoul. — En Corée du Sud, comme dans la plupart des pays du tiers-monde, la croissance économique n'a jamais fait bon ménage avec les libertés. M. Carter a certes rappelé, au cours de son entretien du 10 mars avec le ministre sud-coréen des affaires étrangères, qu'il était profondément préoccupé par la question des droits de l'homme en Corée. On assiste cependant à Séoul à un raidissement du pouvoir. Apparemment, la crainte que la décision américaine de réduire le nombre des GI, ne stimule l'opposition incite le régime Park à agir préventivement et sans trop se soucier de la réaction de Washington.

Triste jour de fête nationale que le 1^{er} mars cette année à Séoul. L'anniversaire des manifestations d'indépendance de 1919 contre l'occupant japonais a été marqué par une nouvelle vague de répression. Les principales personnalités de l'opposition — celles qui ne sont pas déjà en prison — étaient étroitement surveillées chez elles, et une douzaine de pasteurs et de pasteurs protestants appréhendés.

Des conditions inhumaines de détention

Rendu nerveux par les critiques dont il est l'objet aux Etats-Unis, le régime Park a décidé d'éviter à tout prix que ne se renouvellent des incidents comme la lecture à la cathédrale de Séoul, le 1^{er} mars 1976, d'une proclamation demandant la restauration de la démocratie. Cette année, tous les lieux de culte avaient été étroitement quadrillés par des policiers en civil. L'opposition existe certes. Mais elle est si proche du pouvoir que le chef du nouveau parti libéral est surnommé « le vice-président ». Aussi, les chrétiens constituent-ils le seul véritable noyau de résistance aux autorités.

En cours des deux semaines qui ont précédé le 1^{er} mars, une dizaine de personnes, proches des principaux représentants de l'opposition chrétienne, avaient été arrêtées. Parmi elles, un dramaturge, M. Lee Tae O, coupable d'avoir écrit une pièce contre le régime, et surtout d'être membre d'Amnesty International, et un leader étudiant, M. Chang Kil Eyo.

Combien y a-t-il de prisonniers politiques ? Aucun, dit-on du côté du pouvoir. « Il est très difficile de le savoir », affirment les dissidents. On encre en prison et on

caractère de Park, nous dit un observateur américain, nous n'observerions que le contraire de ce que nous souhaitons. Du côté coréen, on dit volontiers que les Etats-Unis sont trop engagés en Corée sur le plan économique pour se montrer très fermes. Le son d'efficacité d'assaut cependant pas des interventions discrètes, au sein d'un régime qui n'a pu se maintenir que grâce à la complaisance des Etats-Unis.

Les chrétiens indociles

Malgré la répression, les opposants chrétiens sont loin de désarmer. Au cours de la réunion de prière du 1^{er} mars à la cathédrale de Séoul, présidée par Mgr Chi, évêque de Wouju, qui fut emprisonné dans des conditions fort pénibles, il y a deux ans, a été lu un communiqué de la commission épiscopale pour la justice et la Paix, rappelant que les fidèles étaient réunis pour célébrer la proclamation du 1^{er} mars 1976, dont l'esprit demeure vivace.

« L'Eglise », a déclaré le prêtre dans son sermon, « pour responsabilité de libérer de l'oppression et de la corruption. La plus importante pour nous aujourd'hui est d'agir dans le sens que voulaient ceux qui sont aujourd'hui détenus. Notre prière ne dépassait pas le niveau des mots. Pour avoir quelque efficacité, elle doit se transformer en actes. » Il concluait en ces termes : « On aura beau doter le pays d'un armement capable d'effrayer le monde, à quoi servira-t-il si nous n'avons pas de valeurs à défendre ? »

Le texte d'une déclaration allant dans le même sens, mais aux termes plus durs, signée par M. Nam Sol Won, vicaire de la non-violence au visage de prophète, surnommé le « Gandhi coréen », et par M. Yun Po Sun, ancien président de la République, avait été saisi la veille au cours de perquisitions à leurs domiciles. La hantise des autorités est que les opposants puissent se faire entendre à l'étranger. Les familles des prisonniers n'ont pas moins fait parvenir récemment une lettre au président Carter.

Pour l'opposition, l'argument du pouvoir selon lequel la menace du Nord légitime la répression est sans fondement : « C'est la population du Sud qui a toujours tiré les agents communistes infiltrés. Par sa répression, le gouvernement est en train de tuer l'esprit de résistance du Nord. Qu'avons-nous à défendre pour l'instant ? La police du régime n'a rien à envier à celle d'un pays communiste », nous dit un opposant.

Quelque peu irrités par l'ampleur du scandale des pots-de-vin versés par les services secrets coréens à des membres du Congrès, certains Américains reconnaissent en privé que le pouvoir multiplie les erreurs, et il est faux de dire que la stabilité intérieure est nécessaire à la croissance économique. N'est-ce pas en 1973, année où les étudiants manifestèrent que le taux de croissance atteignit le record de 16 % ? Une plus grande liberté est concevable sans pour autant remettre en cause la sécurité et le développement », nous a déclaré l'un d'eux.

Mais le régime Park semble s'être enfoncé dans sa politique de répression. Aujourd'hui, il craint de paraître céder aux pressions américaines s'il relâche son contrôle. En même temps, il hésite, ne sachant jusqu'où il peut aller sans provoquer de réaction à Washington. D'un côté, il a fini momentanément la censure des hebdomadaires américains, essaye de tempérer avec les dissidents en leur promettant de leur mener la vie moins dure qu'ils se « calment » ; de l'autre, il emprisonne pour des années.

Il tente surtout de diviser les chrétiens. Une partie de ceux-ci, qui lui est tout acquise, est présentée comme la véritable Eglise de Corée, par opposition à l'« autre », infiltrée par le marxisme-léninisme. C'est ainsi que l'Association chrétienne (protestante), dirigée par la conférence des hommes d'affaires chrétiens, a organisé le 27 mars une manifestation contre le départ des troupes américaines et prévoit un jour de jeûne le 8 avril. Les économes ainsi réalisées seront portées officiellement au ministère de la Défense.

La réduction des forces américaines en Corée est précisément le seul problème sur lequel convergent les points de vue des opposants et des autorités. Tout le monde craint le départ des Américains. Les adversaires du régime ont surtout peur de se trouver seuls face au pouvoir. Washington n'a apparemment pas l'intention pour l'instant, d'exercer ouvertement une pression réelle sur le régime pour qu'il modifie son attitude à l'égard de l'opposition. « Avec la

caractère de Park, nous dit un observateur américain, nous n'observerions que le contraire de ce que nous souhaitons. Du côté coréen, on dit volontiers que les Etats-Unis sont trop engagés en Corée sur le plan économique pour se montrer très fermes. Le son d'efficacité d'assaut cependant pas des interventions discrètes, au sein d'un régime qui n'a pu se maintenir que grâce à la complaisance des Etats-Unis.

Le principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui derrière lequel se retranche tout le monde à l'égard de la Corée (à commencer par la France ou le Vatican) ne peut en tout cas que renforcer la tendance de M. Park à poursuivre son exercice solitaire du pouvoir. Il a à ces dernières années écarté tous ceux qui pouvaient être sinon des rivaux, du moins des successeurs éventuels. Depuis le départ de M. Lee Hu Rak, l'un des hommes forts du régime, qui dirigeait la C.I.A. coréenne, on assiste à une vague des chefs de services secrets. Restant peu de temps en poste, ils n'ont pas le loisir de prendre en main l'organisation, ce qui en facilite le contrôle par la Maison Blanche (la présidence).

Afin d'adapter la nouvelle administration Carter, on prête à M. Park l'intention de modifier dans quelque temps la Constitution de 1973, qui a institué la concentration du pouvoir dans les mains d'un homme pour « restaurer » la démocratie. En toute hypothèse, il ne pourrait s'agir que d'un « habillage ». M. Park n'est pas un homme à partager le pouvoir. Son passé — après avoir été instituteur il fut courtier dans l'armée japonaise de Mandchourie — fait de lui un partisan des solutions autoritaires.

L'esprit « yushin »

L'étude de l'esprit « yushin » (la « restauration nationale ») qui est le fondement de la Constitution, est un programme des cours d'éducation civique dans les écoles primaires. Le « Mouvement pour les nouveaux villages (Saemaul Undo) », qui a été créé afin de développer les zones rurales, mais a été étendu à toutes les activités sociales, sert surtout à répéter les directives du chef de l'Etat. Il est vrai que le Saemaul Undo a permis la mise en valeur des campagnes et une amélioration des conditions de vie des paysans. Mais c'est aussi un système inacceptable de contrôle des campagnes-foyers des révoltes en Asie, et surtout en Corée, réservoir électoral pour le pouvoir.

Depuis deux ans, non seulement les paysans, mais aussi les industriels et les professeurs, sont « conviés » à faire un stage au centre de formation Saemaul des environs de Séoul, qui a déjà « formé » vingt-cinq mille huit cents stagiaires. En uniforme, casquette verte vissée sur la tête, ils mènent pendant une semaine une vie de spartiate dans une « atmosphère de chaude compréhension mutuelle ». La journée commence aux aurores par le salut au drapeau et des exercices physiques. « Saemaul est un lieu de rencontre, disent les responsables, où les plus riches côtoient les plus pauvres, et où forge un esprit de cohésion nationale ». Le ciment en est, une fois de plus, la pensée du président, distillée chaque jour au cours de « séances de méditation ». « Il n'y a à aucune visée idéologique », nous dit-on, les paroles du président ne concernent que l'effort de construction nationale.

Le maître mot du Saemaul est « production, production ». A la construction du pays sont consacrés des films qui se déroulent exactement dans la ligne du « réalisme socialiste ». La finalité en est certes différente : le pouvoir cherche surtout à donner l'impression que tout le monde peut améliorer sa vie et qu'après tout celui qui ne réussit pas ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

Les Coréens ont été trop politisés. Il faut les dépolitiser pour construire le pays », nous dit l'un des conseillers de la présidence. Apparemment, cet objectif est en bonne voie de réalisation. Mais est-ce un progrès pour un peuple qui a une longue histoire et une civilisation d'origine et celui que d'avoir fait de la liberté d'expression un crime ?

Prochain article :
DES EXPORTATIONS
A TOUT PRIX

Les femmes en mauve

Elles sont une trentaine, au milieu des fidèles, à suivre le service protestant. On les reconnaît au châle mauve qu'elles portent sur la tête ou à leur longue tunique de même couleur. Ce sont des femmes ou des parentes de prisonniers politiques. Tout d'un coup, elles chanteront avec toute l'assistance, sur un air de pop-music américaine : « Vive la liberté et la démocratie ! »

Parmi elles, il y a les femmes de dix-huit détenus politiques arrêtés à la suite de la proclamation du 1^{er} mars 1976 d la cathédrale de Séoul. D'autres sont venues les rejoindre. Elles ont elles-mêmes tricoté au crochet leurs châles, en tricotant à chaque point : « Minchu wei bol ! » (« Que renaisse la démocratie ! »). En forme de V, les châles symbolisent la victoire. Le mauve est la couleur de la fleur nationale coréenne : l'hibiscus.

On reconnaît Mme Kim Doe Jung, femme de la personnalité la plus connue de l'opposition (en prison pour cinq ans) : Mme Yun Po Sun, dont le mari a été président de la République ; Mme Lee Oo Chung, qui fut la proclamation du 1^{er} mars ; la mère de Kim Chi Ha, le poète emprisonné à vie. Tout au noir, Mme Chu Te Il, dont

le fils se suicida par le feu, en 1970, sur le marché de Dong-Das-Mun, pour protester contre les conditions de travail des ouvriers.

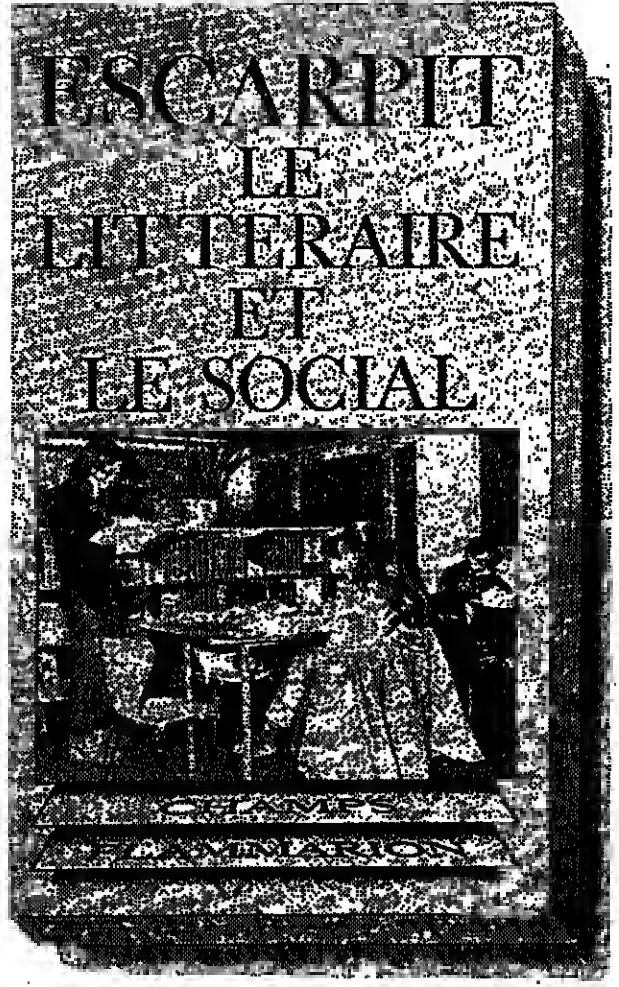
Jeunes ou âgées, douces et souriantes, elles n'ont rien d'une « passionaria ». Mais elles continuent la lutte de leur mari avec détermination. Organisant des manifestations, signant des appels, dénonçant le sort des prisonniers politiques, elles se battent de toutes leurs forces, quel que soit le risque. Et si leur fait du courage pour tenir tête à la police du régime, subir le harcèlement des perquisitions, la nuit, avec les enfants qui ont peur, voire des violences (le 1^{er} mars, sous nos yeux, deux femmes d'une cinquantaine d'années étaient appréhendées avec une rare brutalité à la sortie du service protestant : précipitées dans des voitures, la tête maintenue sur le plancher par un policier assis sur elles).

A Wonju, à une centaine de kilomètres de Séoul, la femme de Kim Chi Ho, frère et triste, nous dit qu'elle ne peut voir son mari qu'une fois par mois, sept minutes. Même ce droit lui fut refusé pendant plus d'un an. Pour certains prisonniers, le régime est pire. La femme d'un homme arrêté en 1974, et condamné à la prison à vie

pour avoir appartenu au « parti populaire révolutionnaire » (1), parle : « Quelles que puissent être les conséquences pour moi, vous pouvez écrire ce que je vous dis : je n'ai plus rien à perdre. » Voici son récit : « Mon mari est au secret dans un cachot qui mesure 1 mètre et demi de superficie : il lui est impossible d'étendre les bras ; il peut juste se coucher. C'est un cachot aux murs de ciment, dans lequel il n'y a pas le moindre trou pour la lumière. L'électricité lui étant refusée, il est jour et nuit dans le noir absolu. Sans chauffage, bien entendu. Comme si le supplice de l'obscurité ne suffisait pas, il est soumis sans interruption au martèlement d'émissions de radio. C'est un fait que les visites sont autorisées : cinq minutes chaque mois. Mais on lui refuse d'assister à la messe... Je croyais que les violations caractérisées des droits de l'homme n'existaient que dans les pays communistes ! » — Ph. P.

(1) Huit personnes faisant partie de ce « groupe » ont été exécutées le 4 avril 1976 avant que n'expire le délai pour la demande de grâce présidentielle. Les funérailles religieuses ont été interdites par les autorités et les familles n'ont jamais pu voir les corps.

Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.



Champs, c'est une nouvelle collection où sont publiés, pour la première fois au format de poche, de grands textes abordant les sujets majeurs de la réflexion contemporaine. Tous les champs de connaissance y sont explorés — psychanalytique, économique, politique, écologique, historique — par les spécialistes les plus éminents.

Jean Orieux, Emmanuel Le Roy Ladurie, Vladimir Jankélévitch, Robert Escarpit inaugurent cette collection ; et tous les mois, quatre nouveaux « Champs » paraîtront chez votre librairie.

CHAMPS
Une collection éditée par Flammarion.

MATH à PAQUES
Révision complète
MATH ET PHYSIQUE
de 6^e en Terminale
à partir du 4 avril
MATH ASSISTANCE
Centre pédagogique privé
526-57-17
Renseignements l'après-midi
du lundi au samedi
573-09-38

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE
YEMEN
Des vols à 1.900 F.
Nos expéditions à partir de 2.700 F.
Un guide : 15 F.

LES SEYCHELLES
Vols avec Varig/KLM de 15 m.
Plongée, pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages désertes et la mer transparente des 94 îles Seychelles vous attendent.
Une semaine, vol + vols en

ILE MAURICE
Plongée à partir de 3.255 F.
Défense et repos hors du commun
vol et séjour à partir de 3.500 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez vos vols ou téléphones-nous.

544-21-99 et 544-20-43
PASSEPORT
68, rue de Valenciennes,
75006 PARIS
Métro : Rennes Ligne A 206

MAROC

8 jours 1230F

Grèce 15 J. 2195 F, Turquie 8 J. 1180 F, Israël 15 J. 2350 F, U.R.S.S. 15 J. 2380 F, Afghanistan 20 J. 5200 F, Indonésie 22 J. 7000 F, Cuba - Népal 24 J. 5200 F, Maroc 8 J. 1230 F, Tunisie 8 J. 1120 F, Egypte 22 J. 5200 F, Israël 22 J. 5200 F.

et Pire, Bolivie, U.S.A., Pays de l'Est, Scandinavie, Thaïlande, Yougoslavie, Corée, Malaisie, etc.

Prix comprenant: voyage par avion, séjour ou circuits découverte.

payscope international

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

nom _____

adresse _____

ville _____ code postal _____

des prix pour aller plus loin plus longtemps

Vient de paraître

A. MAJNAC

La pratique du TRAVAIL TEMPORAIRE

EXTRAIT DU SOMMAIRE

La loi sur le travail temporaire, les conditions de travail, les droits des travailleurs temporaires, les obligations des employeurs temporaires, les sanctions, les recours, les conseils pratiques.

J. DELMAS

En librairie ou aux Editions

J. DELMAS

12, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

(PUBLICITE)

Pour un judaïsme à visage humain le Centre d'Etudes A. ADERETH VEA-EMOUNA propose une approche différente, basée sur l'authenticité écale de pensée HASSIDIQUE HABAD

Renseignements : 228-01-67 - 229-12-28 - 254-09-06

L'amicale des joyeux ostréiculteurs champenois s'est subitement prise de passion pour l'Afrique du Sud.

AFRICATOURS

le spécialiste de l'Afrique

a construit son voyage sur mesure bien sûr!

L'équipe d'AFRICATOURS ou votre Agent de voyages seront heureux de vous adresser par retour la brochure spéciale Afrique du Sud.

Nom ou Groupe ou Société _____

Adresse _____

Code postal _____

Africatours, 9/11 avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris

PARCE QUE L'AFRIQUE DU SUD EST UN TRES BEAU PAYS.

A Grasse: Les Jardins du Rossignol.

Comme si la Côte et tout l'arrière-pays cannois vous appartenaient!

Oui, c'est, de votre luxueux appartement aux Jardins du Rossignol, l'impression que vous ressentirez en ayant sous vos yeux le plus beau panorama que vous puissiez imaginer : la mer, la Côte et tout l'arrière-pays de Cannes : un véritable spectacle, féérique et permanent. Les Jardins du Rossignol, une toute nouvelle résidence édifiée sur l'un des plus beaux emplacements de Grasse. 55 appartements de grand standing, du studio au 4 pièces, tous avec de vastes balcons ou loggias, certains avec terrasses sur le toit et jardins privés. Des finitions et des équipements raffinés, le chauffage électrique intégré. A deux pas du centre-ville.

Renseignements : sur place Av. du 11 Novembre, Grasse Tél. (93) 36.16.39 ou à M. RAVERA 20, Av. Monclar 06100 Nice Tél. (93) 51.55.60

BON A DECOUPER :

Pour recevoir, sans engagement, une documentation sur « Les Jardins du Rossignol », adressez ce bon à M. RAVERA 20, Av. Monclar 06100 Nice.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

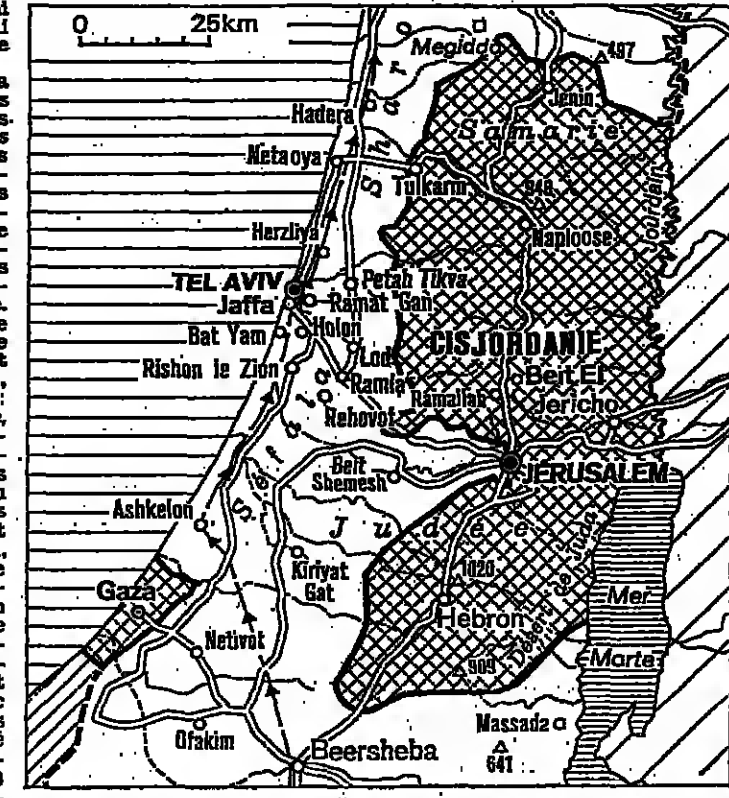
PROCHE-ORIENT

Un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza serait-il économiquement viable ?

Deux personnalités, l'une israélienne, l'autre palestinienne, discuteront pour la première fois en public de la viabilité d'un État palestinien indépendant qui serait éventuellement créé en Cisjordanie et à Gaza. M. Darin-Drabkin, membre de la direction du parti Mapam, et M. E. H. Touma, proche de l'O.L.P. et

professeur d'économie politique à l'université de Californie (Davis), prendront la parole le 30 mars à l'Institut de sociologie de Bruxelles. Organisé sous l'égide de l'Association belge pour la paix, la conférence sera présidée par M. David Susskind, le débat portera sur un plan élaboré en commun concernant

l'absorption d'au moins sept cent mille réfugiés dans le futur État. Il sera sans doute aussi question d'une autre étude faite par M. Edward Sheehan, de l'université Harvard, laquelle prévoit l'intégration d'un million de réfugiés, grâce à des investissements qui pourraient atteindre 20 milliards de dollars.



Dans la perspective de la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, nombre d'économistes se sont attelés à la tâche de déterminer si ce « mini-État » serait viable ou non. Trois questions se posent à cet égard : les ressources de cette entité seraient-elles suffisantes ? Aurait-elle assez de main-d'œuvre qualifiée pour réaliser les indispensables projets de développement ? L'État lui-même, serait-il en mesure d'absorber des centaines de milliers de réfugiés éparpillés à travers le monde arabe, et surtout, de les intégrer dans la production ?

Le premier de ces trois problèmes préoccupe le moins les Palestiniens. Ceux-ci sont persuadés que tous les pays arabes producteurs de pétrole, « progressistes » ou « conservateurs », rivaliseront d'ardeur pour les aider financièrement, afin de se réserver une certaine influence dans le nouvel État. En outre, il est quasiment acquis que les grandes puissances, et de moins grandes, offriront, dans le cadre d'un règlement définitif du conflit, leur concours financier. Il est aussi prévu que des compensations seront versées aux réfugiés. Leurs biens ont été évalués en 1948 à un demi-milliard de livres sterling, que des organismes internationaux fournissent très probablement. Ainsi, le futur État palestinien figurera sans doute sur

la longue liste des pays, parmi lesquels Israël et la Jordanie, qui se développent grâce à l'aide étrangère.

Le futur « mini-État » ne sera pas non plus à court de cadres et de main-d'œuvre. Parmi les peuples arabes, les Palestiniens comptent la proportion la plus élevée d'intellectuels, d'ingénieurs et de techniciens dans divers domaines. Une grande partie des dizaines de milliers de cadres qui travaillent actuellement dans les pays producteurs de pétrole vont sans doute s'installer dans leur patrie d'origine.

Actuellement, la main-d'œuvre en Cisjordanie et à Gaza s'élève à quelque 150 000 personnes (soit environ 13 % de la population), réparties de la manière suivante : agriculture, 31,3 % ; industrie, 6,4 % ; bâtiment, 14,2 % ; services, 47,2 %. Il existe déjà plusieurs projets pour intégrer dans la vie active du futur État non seulement les 65 000 ouvriers des territoires occupés qui sont actuellement employés en Israël, mais aussi une bonne partie des réfugiés qui seront rapatriés. L'économiste israélien Haim Darin-Drabkin, conseiller de l'O.N.U. en matière de développement, et membre du comité central du MAPAM, a mis au point récemment, en collaboration avec l'économiste palestinien Elias Touma, professeur à l'université de Californie, un projet prévoyant l'intégration de 700 000 réfugiés (dont 200 000 travailleurs) dans un délai de trois à cinq ans. Il y aurait ainsi, dans le futur État palestinien, quelque 500 000 actifs (24 % de la population), répartis de la manière suivante : 14 % dans l'industrie, 20 % dans le bâtiment, 20 % dans l'agriculture et 46 % dans les services.

D'importantes transformations structurelles seront nécessaires. En effet, l'industrie est encore embryonnaire en Cisjordanie, où n'existent que de petites fabriques de savon, d'allumettes, d'huile, d'articles en matière plastique, de cigarettes, etc.

12 milliards de dollars d'investissements

La réalisation du programme de développement établi par M. Darin-Drabkin et Touma nécessiterait l'apport d'un montant de l'ordre de 12 000 millions de dollars par agriculteur doté de moyens modernes de production, 10 000 dollars pour chaque ouvrier de l'industrie, 5 000 dollars pour le travailleur employé dans le bâtiment et les services. La création de nouveaux emplois coûterait donc environ 3 milliards de dollars. En outre, il faudrait ajouter 1 milliard de dollars pour améliorer les conditions de travail actuellement en vigueur : 5 milliards de dollars devraient être consacrés à l'urbanisation et à l'aménagement des constructions existantes. Il faudrait encore 3 milliards de dollars pour développer les infrastructures nationales, y compris pour la construction d'une autoroute de 65 kilomètres reliant, à travers le territoire israélien, le sud de la Cisjordanie au port de Gaza.

Ce programme de développement nécessiterait donc des investissements totalisant 12 milliards de dollars, soit la moitié de la somme qu'a coûté la guerre d'octobre aux Israéliens, aux Syriens et aux Égyptiens réunis. Toutefois, selon le plan de M. Darin-Drabkin et Touma, 800 000 du million de réfugiés à intégrer dans le futur État dans une première étape (700 000 rapatriés et 100 000 se trouvant dans les camps de Cisjordanie et de Gaza) vivront en milieu urbain. La répartition actuelle de la population est de 350 000 personnes dans les villes, 500 000 dans les agglomérations rurales, et le reste dans les camps de réfugiés.

Le futur État palestinien s'étendrait sur environ 6 000 kilomètres carrés et, avec les 700 000 rapatriés attendus, abriterait environ 1,5 million de personnes. La densité de la population serait donc à peu près égale à celle qui prévalait au Liban avant la guerre civile. Il ressort cependant de divers calculs que le futur État pourrait absorber jusqu'à six millions de personnes, soit le double du nombre total de Palestiniens établis à travers le monde. En tout cas, l'existence d'un territoire ni la modicité de ses ressources naturelles ne seraient des obstacles insurmontables à un développement harmonieux, comme en témoignent les exemples du Japon et des Pays-Bas.

Quant à l'industrialisation, des études effectuées à l'université de Tel-Aviv indiquent qu'il est possible de créer en Cisjordanie trois centres industriels pouvant employer quelque 100 000 personnes. Comme l'a démontré l'expérience israélienne, il serait aisé, d'autre part, d'améliorer le rendement de la terre. La dépression du Jourdain, l'une des régions les plus fertiles de la Cis-

jordanie, pourrait absorber des centaines de milliers de nouveaux habitants, comme l'a démontré une étude faite par des experts agricoles israéliens. Il faudrait pour cela développer les réseaux d'irrigation existants : 4 % seulement des terres agricoles en Cisjordanie et 45 % à Gaza sont actuellement irriguées (contre 40 % en Israël). La Cisjordanie pourra disposer dans le cadre d'un règlement régional de réserves d'eau quatre fois plus importantes que sa consommation actuelle ; quant à la région de Gaza, elle pourrait aisément couvrir ses besoins en ayant recours au dessalement de l'eau de mer.

Parmi les ressources naturelles qui se trouvent en Cisjordanie, la mer Morte recèle de la potasse et du bromure ; il est possible, comme c'est le cas à Sodome, en Israël, de créer une vaste industrie d'engrais.

Le futur État palestinien n'aurait pas trop de mal à se fournir en énergie électrique, grâce entre autres à la différence de niveaux entre le Jourdain et la mer Morte. En attendant, l'État d'Israël, qui distribue déjà de l'électricité aux territoires occupés, pourrait continuer à le faire aux dépens d'un accord qui serait conclu dans le cadre d'un règlement global.

De toute façon, la plupart des études effectuées par des économistes israéliens, comme M. Darin-Drabkin, dont le rapport sera publié cette année — ou arabes sont parvenues à la même conclusion : le « mini-État » palestinien serait économiquement viable et, s'il le souhaite, pourrait être économiquement autonome, tant à l'égard d'Israël que de la Jordanie.

AMNON KAPELIQ.

A l'ombre des gratte-ciel

(Suite de la première page.)

Celui dont on parle déjà comme du futur prix Nobel de littérature a été consacré à Paris, en 1965, par le Prix du meilleur livre étranger (1). Singer est né au début du siècle en Pologne. Il émigre aux États-Unis en 1935. Les proses de ce maître de l'Ecole juive de New-York s'inscrivent dans la grande tradition de la littérature yiddish, depuis Sholem Aleichem et Peretz, jusqu'à Bobel et Mendel. Ce yiddishisme craint pour une communauté défrayée, l'ensemble de l'œuvre de Singer (2), écrite en yiddish et en anglais, est aussi le très beau jouet d'une culture sacrée qui s'abstient de survivre aussi bien à New-York qu'à Jérusalem qu'à Jérusalem. Des écrivains très différents, tels Rebecca West et Henry Miller considèrent Singer comme le plus important auteur d'aujourd'hui.

« La vérité, si elle existe, est aussi complexe et cochée qu'une

couronne de plumes. » C'est ainsi que finit le récit qui donne le titre à son plus récent recueil de nouvelles, « La Couronne des plumes ». Cette vérité, l'héroïne, hantée par des revenants, orpheline juive richissime qui passe au christianisme pour épouser un très catholique prince polonais, ne l'apprendra jamais. Ni lorsqu'elle retrouve la foi de ses ancêtres ni lorsqu'elle tente de se faire pardonner le terrible péché de conversion, encore moins sur son lit de mort.

Les autres récits qui composent l'ouvrage — récompensé aux États-Unis par le National Book Award et très bien traduit en français — soulèvent les mêmes interrogations douloureuses. Les survivants du ghetto, leurs enfants, se retrouvent aujourd'hui à Tel-Aviv, à Paris, à Anvers et, surtout, à New-York. A l'ombre des gratte-ciel, dans le néon du drugstore, leurs aspirations, leurs comportements, révèlent la permanence des fantasmes de jadis. Attendantisme et cocasse l'aventure de ce conférencier qui perd poapiers et argent pour se retrouver, seul, dans une ville inconnue du Middle-West (« la Serviette »). Devant les terribles oncles qui l'assailent, comment ne pas penser à l'inoubliable héros de Nabokov, Pnine ?

Tragique, irrésistiblement drôle, ce personnage d'écrivain sans talent, qui épouse à New-York une femme à barbe, s'enrichit et passe son temps, jusqu'à sa mort, à tenter de corrompre — non sans succès — les critiques littéraires (« la Femme à barbe »). Que dire encore de ce couple pieux, à peine débarrassé de son mariage, qui, désireux de modernité et de liberté sexuelle, introduit un faux homosexuel dans le ménage, qui éclate (« le Traisème ») ?

Des romanciers et des rabbins savants, des mendiants, des anarchistes, des femmes perdues, la galerie des portraits de Singer est, sans doute, unique dans la littérature d'aujourd'hui. Avec « La Couronne des plumes », héros devenu mythe de l'Argentin Cortazar, ces personnages maladroits, attachants, partagent la même vision poétique de la vie, les mêmes réactions excessives, la même pathétique distraction. Peut-on ne pas les aimer ?

EDGAR REICHMAN.

★ LA COURONNE DES PLUMES ET AUTRES NOUVELLES, d'Isaac Bashevis Singer. Traduit de l'hébreu par Marie-Pierre Castelnaud et Jacques Chastanet, avant-propos de l'auteur, postface d'Edwin Spatz. Ed. Stock, coll. « Le cabinet cosmopolite », 378 pages, 45 F.

هكمان النحل

PROCHE-ORIENT

Irak

LIBÉRATION DE DEUX FRANÇAIS ENLEVÉS PAR DES KURDES

Les deux ingénieurs français qui avaient été enlevés par des Kurdes en Irak, le 28 février, ont été libérés samedi 26 mars, annonce-t-on au ministère des Affaires étrangères.

Il s'agit de M. Dominique Soucy et Philippe Dresse. Un Algérien qui avait été enlevé en même temps, qu'on a nommé Osman, a été également libéré, indique-t-on de même source.

Egypte

Le président Sadat fera une visite officielle à Washington les 4 et 5 avril, a annoncé vendredi 27 mars au Caire. Le chef de l'Etat égyptien aura plusieurs entretiens avec le président Carter.

Le territoire égyptien sera désormais interdit aux ressortissants israéliens, a-t-on annoncé dimanche 27 mars au Caire. Une décision en ce sens a été prise samedi par les autorités du Caire, par mesure de représailles à l'égard de la libre zone, depuis quelques jours, selon la presse égyptienne, interdite l'entrée de son territoire aux Israéliens, syriens, irakiens et libanais. — (A.F.P.)

Un accord est intervenu entre la centrale Histadrout et les dockers israéliens, dont la grève a déjà coûté aux cultivateurs quelque 10 millions de dollars. L'accord prévoit une augmentation de salaires de 4 à 5 %. Le travail dans les ports s'effectuera toujours au ralenti, en attendant que le gouvernement égyptien ratifie cet accord. — (A.F.P.)

INSTITUTS CAPILLAIRES EUROCAP

4, rue de Castiglione
75001 PARIS 1^{er}

20 ANS D'EXPERIENCE

dans les soins et l'hygiène du cheveu et du cuir chevelu

Liban

La nomination d'un nouveau commandant des forces armées aggrave les divisions au sein du camp conservateur

De notre correspondant

Beirut. — L'épreuve de force entre le Front libanais et le président de la République, M. Elias Sarkis, se poursuit. Le Front, hostile à la nomination d'un nouveau commandant en chef des forces armées, pourrait mettre à profit les obsèques du vice-président du parti phalangiste, J. Chader, mort le lundi 28 mars d'une crise cardiaque, pour faire une démonstration de force. Le parti national libéral (P.N.L.) de M. Chamoun a lancé, lundi, un mot d'ordre de grève générale repris dans la soirée par le commandement des forces libanaises « que dirige M. Béchir Gemayel ».

Le fils du dirigeant du parti phalangiste, dont les idées sont très proches de celles de M. Chamoun, ne semble pas toutefois bénéficier de l'appui de son parti qui s'est prononcé contre la grève, à l'issue d'une réunion urgente du bureau politique. La plus haute instance du parti phalangiste a tenu, de plus, à rappeler que seul son chef, M. Pierre Gemayel, était habilité à prendre des décisions engageant les phalangistes. Ce dernier a rendu hommage au colonel Victor Khoury, nommé lundi soir commandant en chef des forces armées, ajoutant que ceux qui l'avaient nommé « ont agi dans l'intérêt du Liban ».

La prise de position modérée du bureau politique du parti phalangiste n'a pas eu, semble-t-il, beaucoup d'effet dans les quartiers est de la capitale où les hommes de M. Chamoun et Béchir Gemayel se sont employés toute la nuit à mettre au point les derniers préparatifs de la grève. Elle renforce toutefois la position du chef de l'Etat. Celui-ci a réussi, en divisant le Front libanais, à isoler les « extrémistes » qui es renouveau aujourd'hui seuls à assumer la responsabilité de l'épreuve de force déclenchée par la tentative d'assassinat de M. Fouad Boutros, ministre des Affaires étrangères et de la défense, dont l'appareil est à Achrafieh (secteur est

de Beirut) avait été en grande partie soulevé par l'explosion d'une puissante charge de plastique.

L'enjeu de la bataille que livrent les « extrémistes » du Front libanais est capitale. En refusant la nomination du colonel Victor Khoury, chrétien maronite, originaire de Jbel, commandant en chef de l'armée, les « jusqu'au-boutistes » n'entendent pas uniquement protester contre le limogeage de leur principal allié dans l'armée, le général Hanna Saïd, originaire du village de Koleyat, près la frontière israélienne, et contre la promotion d'un officier qui a refusé de participer à leurs côtés aux combats de ces dernières années.

En se dotant d'une armée, la puissance central sera désormais en mesure de mettre en échec ces projets qui ne peuvent, selon lui, aboutir qu'à un démantèlement du pays. Il a d'ores et déjà réussi à modifier considérablement la physionomie politique du pays. En effet, depuis l'assassinat de Kamal Joumblatt, le clivage ne s'opère plus sur des bases confessionnelles ou strictement partisans, mais entre « régionalistes », la fraction « dure » du Front libanais, et les « unionistes », qui regroupent le Mouvement national, une fraction importante du parti phalangiste, la majeure partie des dirigeants traditionnels chrétiens et l'ensemble des dirigeants musulmans.

Grâce à ce nouveau clivage, le chef de l'Etat s'est assuré l'appui de la majorité des Libanais et a jeté, du même coup, les bases du dialogue qui devrait s'instaurer entre les parties en présence dès que la reconstitution de l'armée sera achevée.

Cette nouvelle épreuve de force, dont l'issue ne semble pas faire de doute, devrait faciliter une normalisation de la situation au Liban, si aucun événement imprévu ne venait entre-temps modifier la conjoncture au Proche-Orient.

(Intrém.)

AMÉRIQUES

Canada

Au Québec

Le gouvernement veut moraliser le financement des partis

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement québécois a présenté, ces derniers jours, un projet de loi tendant à moraliser le financement des partis politiques dans la Belle pro-

Pérou

LA TENSION AVEC LE CHILI SEMBLE S'APAISSER

(De notre correspondant.)

Lima. — Détente entre le Chili et le Pérou après la visite consensuelle du général Arbulu, premier ministre et ministre de la guerre péruvien, effectuée dans la capitale chilienne du 14 au 23 mars. On essaie de dresser l'un contre l'autre le Pérou et le Chili. Ce sont peut-être des rendements d'armes ou des pays intéressés à ce qu'il existe toujours un foyer de tension dans le monde qui vaudrait maintenant en créer un dans le Pacifique sud, a affirmé aux journalistes chiliens le général Arbulu, qui, durant son séjour, s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président Pinochet.

Cet apaisement survient après une période critique, au cours de l'année 1976, la tension n'avait cessé de croître entre les deux pays.

La tension atteignant un point culminant en décembre, avec l'échec des discussions à propos de l'accès à la mer de la Bolivie. Les diplomates péruviens ont alors le pas aux Chiliens. Ce ne d'ailleurs pas le commandant en chef de la marine péruvienne, le vice-amiral Jorge Farioli, qui se rendit à Santiago. Ensuite eurent lieu divers échanges de déclarations militaires.

Les différences d'ordre politique entre les deux régimes, l'approche du centenaire de la guerre du Pacifique de 1879, ont contribué à accroître la tension. En dépit des pressions de certains militaires de part et d'autre, les deux gouvernements ne paraissent pas désireux de se lancer dans un conflit. A Lima, on affirme qu'une guerre ne pourrait profiter à aucun des deux pays, mais ferait l'affaire de pays tiers désireux de s'implanter dans la région. — T. M.

OCÉANIE

Nouvelles-Hébrides

LES HAUTS-COMMISSAIRES DEMANDENT LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE

Port-Vila (A.F.P., Reuter). — Les hauts commissaires français et britanniques, MM. Erian et Barry Stanley, qui administrent conjointement les Nouvelles-Hébrides, ont décidé de recommander la dissolution de l'Assemblée consultative du condominium, a annoncé mardi 29 mars un porte-parole britannique. Les deux hauts commissaires ont pris cette décision en raison de la crise politique provoquée par le refus du parti Vanuak (Notre Dieu) de siéger à l'Assemblée.

La composition politique de cet organe désormais délibératif a été récemment modifiée, de nouvelles élections (après invalidation) ayant eu lieu à Santo : elles ont conduit à un changement de majorité au détriment du parti Vanuak (l'ex-National Party). celui-ci, depuis sa constitution, réclame l'indépendance pour 1977. Il voudrait que le processus d'autodétermination soit conduit par l'une des deux puissances administratrices, désignée par référendum. Il boycotte les travaux de l'Assemblée.

Pour faire face à cette situation, M. Erian a annoncé que les deux hauts commissaires ont proposé à leur gouvernement de mettre en place un conseil provisoire. Cette solution prise à l'issue de deux semaines de consultations et acceptée par l'ensemble des partis politiques devrait être de nature, selon M. Erian, à maintenir le calme et l'ordre public dans l'archipel en attendant les élections prévues entre novembre 1977 et mars 1978.

Un communiqué, rendu public lundi à Nouméa, confirme les accords antérieurs des gouvernements français et anglais sur l'engagement du processus d'indépendance de l'archipel des Nouvelles-Hébrides. Il rappelle qu'une conférence ministérielle, prévue pour juillet prochain, aura notamment pour objet de fixer la date des prochaines élections, de définir les étapes devant conduire l'archipel à l'indépendance et de discuter des problèmes constitutionnels de l'organisation future des Nouvelles-Hébrides.

ALAIN-MARIE CARRON.

La carte routière de demain.

40 EMBOUTEILLAGE

C'est un système qui indique au conducteur s'il doit changer de direction; qui le prévient lorsqu'il y a du verglas, du brouillard ou un embouteillage et lui signale s'il doit rouler à 40, 60, 80 ou 100 km/h. Ce système s'appelle ALI (Autofahrer-Leitungs- und Informationssystem: système d'information et de guidage des automobilistes), et fonctionne déjà sur le terrain d'essai de BLAUPUNKT à Hildesheim, près de Hanovre.

Lorsque vous prenez le volant de votre voiture, vous programmez votre destination sur un petit appareil. Dès lors, il n'y a plus qu'à suivre les instructions transmises sur un petit écran à peine plus grand qu'une main.

Sans connaître les lieux, sans carte routière, vous trouvez le chemin le plus rapide. Si, sur votre trajet, les conditions de circulation ou les conditions atmosphériques sont mauvaises, vous êtes prévenu. Le système ALI sait même quelle déviation il faut prendre lorsqu'il y a un embouteillage.

Comment fonctionne le système ALI?

Avant chaque bifurcation, une boucle d'induction a été installée sous le revêtement de la route. Elle sert en même temps d'antenne d'émission et de réception pour un codeur-décodeur électronique qui se trouve dans le voisinage immédiat de la chaussée.

Tous ces appareils sont reliés à un ordinateur central. Si un véhicule passe sur la boucle, le système est informé de sa vitesse. Il sait s'il s'agit d'une voiture de tourisme ou d'un poids lourd, et il connaît le lieu vers lequel il se dirige.

L'ordinateur central détermine alors le meilleur chemin à suivre et la vitesse à respecter, en fonction des millions d'informations qu'il reçoit.

Le système ALI est une utopie qui n'est plus utopique.

Il a été mis au point grâce aux efforts conjugués de l'Ecole Technique Supérieure d'Aix la Chapelle et de BLAUPUNKT, société du Groupe BOSCH.

Quel en serait le coût? Pour l'automobiliste, pas plus élevé que celui d'un autoradio.

Pour les infrastructures, quelques millièmes du prix de la construction d'une autoroute.

BOSCH partage votre vie et vous ne le savez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée avec des produits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera sans doute mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH.

Quant à votre autoradio, si c'est un BLAUPUNKT, pensez aussi que BLAUPUNKT est une société du Groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens en bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par nos machines; vous les préparez peut-être dans votre cuisine BOSCH, et vous les conservez dans votre réfrigérateur BOSCH.

Peut-être réalisez-vous des films avec une caméra de chez BOSCH dont la marque est BAUER. Il y a également des salles de cinéma équipées de projecteurs BAUER. C'est d'ailleurs vraisemblablement avec nos yeux que vous avez regardé les Jeux Olympiques: beaucoup d'épreuves ont été retransmises par des caméras de télévision BOSCH.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines: on utilise l'outillage BOSCH pour construire des appartements; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH, et grâce aux réchauffeurs de sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humain.

5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Pour toutes informations: Robert Bosch (France) S. A. 32, Avenue Michelet 93404 Saint Ouen

BOSCH

« L'urgence de l'union l'emporte »

Voici le texte de l'allocution radiotélévisée que M. Giscard d'Estaing a prononcée lundi 28 mars à 20 heures :

Je me suis adressé à vous, il y a six semaines, de Floirac, en Bretagne. Vous m'avez compris et vous m'avez approuvé.

Je m'adresse à vous ce soir pour vous dire quelle va être l'action au cours des douze prochains mois, jusqu'aux élections législatives fixées en mars 1978.

Le rôle du président de la République est de conduire la politique de la France ; il est aussi d'inspirer les Français pour comprendre leurs aspirations et leurs besoins.

Vous venez d'élire vos conseils municipaux. En même temps, vous avez envoyé un message à ceux qui vous gouvernent. Ce message, je l'ai reçu. Voici comment je le comprends. Voici ce que je vais faire.

En d'abord, la France est profondément divisée. C'est pour elle un mal et une cause de faiblesse intérieure et extérieure. Certains conçoivent la majorité et l'opposition comme deux armées en campagne, dont l'une doit écraser l'autre. Je refuse cette attitude. Non, la majorité et l'oppo-

sition ne sont pas deux armées au combat en France, mais deux choix offerts à la France. Pour moi, président de la République, les Français et les Français qui votent pour l'opposition sont des Français comme les autres. Je considère seulement qu'ils font un choix dangereux pour la France et pour eux-mêmes et j'y reviendrai tout à l'heure.

Depuis deux ans, j'ai évité soigneusement tout ce qui pouvait accentuer la cassure de la France. Il n'aurait été facile de polémiquer et de participer mal aussi au tintamarre. Cette attitude a été interprétée à tort comme une faiblesse ou une soumission comme une complaisance. C'était le choix volontaire de la patience pour préserver l'unité française, sans que rien ne vienne entamer les principes et les convictions qui sont celles de toute ma vie. Je me tiendrai à cette attitude et je continuerai à travailler avec obstination pour atténuer la division de la France.

Les Français veulent le changement, et en même temps ils ont le sentiment d'être pris dans un piège.

Ils veulent le changement, je le sais bien, je

l'ai affirmé en 1974, et c'est ce qui m'a permis de l'emporter sur M. Mitterrand.

Ce changement, je l'ai conduit avec détermination, mais chacune et chacun d'entre vous a pu constater la force des résistances dans les structures, dans les mentalités et dans les privilèges.

Alors, les Français se disent : « Puisque le changement est si difficile, puisqu'il rencontre tant d'obstacles, allons plus loin et choisissons l'opposition ».

Et nous retrouvons ici une vieille ruse de notre histoire de France : si nous ne réussissons pas le changement, alors, tant pis ! Risquons le bon-versement !

C'est ici que le piège est tendu, car la France se sent poussée par une sorte de fatalité vers un choix qu'elle redoute.

Où, elle redoute le succès de l'opposition, même si elle devait la choisir !

Le piège, je le vois dans le fait que les succès municipaux de l'opposition n'ont pas suscité un climat de satisfaction mais, au contraire, une atmosphère plus lourde et plus inquiète, qui pèse sur le pays.

Je veux arracher la France à cette fatalité et à ce piège.

La division de la majorité lui a fait, c'est évident, un tort considérable. Si elle s'était présentée unie, si elle avait soutenu le travail accompli depuis deux ans et demi par les gouvernements de Jacques Chirac et de Raymond Barre et, notamment, la stabilisation du franc, la hausse des prix, l'effort pour équiper les régions et pour créer des emplois, alors, je vous le dis, elle aurait gagné les quelques centaines de voix qui, les quelques milliers de voix ailleurs, qui auraient pu garder ou pour gagner une municipalité.

Elle a préféré se déchirer. Entre l'union, d'un côté, et la discorde, de l'autre, les Français ont donné une prime à l'union.

La majorité doit s'unir et, lorsqu'un choix de s'unir, il faut le faire franchement, sans arrière-pensée et sans rancune.

Soyons clairs. Cela ne veut pas dire que la majorité doit être uniforme. Chacun sait qu'il existe en son sein des différences d'opinion. Certains des groupes qui la composent se sont combattus dans le passé, comme d'ailleurs se sont

LES RÉACTIONS

Dans la majorité

M. PERONNET : le langage du bon sens.

M. Gabriel Peronnet, ministre démissionnaire, président du parti radical : « Le président de la République a utilisé un langage simple, celui du bon sens et de la raison. La majorité suppose l'union. L'union suppose une plate-forme électorale, un contrat de législature, un programme commun de gouvernement qui tiennent compte de la volonté populaire de changement vers l'union de la France, et de solidarité entre les Français. Les radicaux, engagés depuis 1974 dans la nouvelle majorité, et parlés depuis, sont attachés à ce langage républicain. Il est bien évident que la nouvelle majorité doit doubler sa capacité d'action économique par une volonté d'offensive politique. »

M. JACQUES DOMINATI : la nécessité de l'union.

M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants : « Le président de la République

a donné une dimension nouvelle à la politique française en indiquant clairement la voie à suivre pour que l'unité française soit préservée. Il a affirmé la nécessité de l'union de la majorité, sans laquelle il ne peut y avoir d'évolution raisonnable de notre société face aux défis du programme commun. A l'écoute des Français et des Français, Valéry Giscard d'Estaing a fixé un nouveau gouvernement des objectifs qui recueillent l'assentiment général. Notre devoir demeure de valider les décisions. »

LE CENTRE DES DEMOCRATES - SOCIAUX : « Depuis longtemps, nous appelons la majorité à s'unir. Les élections municipales ont montré à tous les inconvénients de la discorde. Nous souhaitons donc que soit entamé l'appel du président à l'union de toutes les forces de la majorité. »

LE C.D.S. participera pleinement à l'élaboration du programme majoritaire, qui fera clairement la voie du changement auquel aspirent la grande majorité des Français. Nous relierons tout particulièrement à ce que le nouveau gouvernement, comme l'a annoncé le président de la République, s'engage à nous rendre avec efficacité, qu'il s'agisse de l'emploi, des jeunes, et des personnes âgées. »

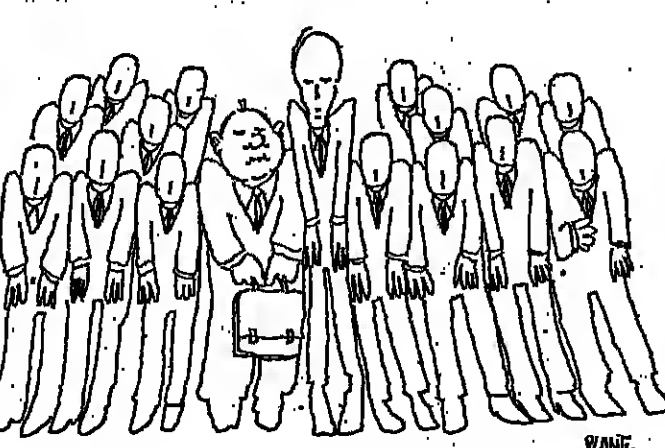
M. JEAN-PIERRE FOURCADE, ministre démissionnaire, président des clubs Perspectives et Réalités : « Le président de la République a indiqué la voie des élections municipales et a proposé les deux actions qui paraissent essentielles à tous les partenaires de la majorité. Le premier, un programme précis et concret, à proposer aux Français. La seconde est la reconstruction de l'unité de la majorité. Je crois que ces deux thèmes sont mobilisateurs. »

M. DOMINIQUE BUSSE-REAU, président de Génération

sociale et libérale (Jeunes giscardiens) : « Le président de la République a tiré franchement et clairement les enseignements des élections municipales. Les Français et les Français bien sûr, une nouvelle fois, ont choisi le changement. Celui-ci sera poursuivi, mais surtout amplifié dans le cadre du plan de douze mois qui devra être soutenu par la majorité, réorganisée et redynamisée. »

La majorité doit maintenant retrouver espoir : après le tintamarre, nous participerons à la création du nouveau souffle. »

M. ANTOINE PINAY, ancien président du conseil : « La constitution d'une équipe nouvelle plus restreinte était une nécessité. M. Pinay ajoute : « Il y a eu d'autres vagues de fond qui ont entraîné le pays. En ce qui me concerne, je n'ai pas d'avis à donner, je suis maintenant en dehors du coup. »



(Dessin de PLANTU.)

Dans l'opposition

M. CLAUDE ESTIER (P.S.) : M. Giscard d'Estaing a-t-il compris les raisons du succès de la gauche ?

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré :

« La démission du gouvernement Barre signifierait d'abord que le président de la République reconnaît l'échec de son gouvernement. Mais on peut se demander si, à cet égard, le président de la République ne se trompe pas. Le succès de la gauche aux élections municipales, nous le voyons, n'est pas le résultat d'un succès électoral, mais le résultat d'un succès politique. La gauche a gagné parce qu'elle a proposé un programme de changement, un programme de progrès, un programme de justice sociale. »

Pour une grande part, le discours présidentiel s'adresse à Jac-

ques Chirac, à qui M. Giscard d'Estaing entend faire savoir clairement, quelques heures avant de le recevoir, que c'est lui qui dirige les affaires de l'Etat et qu'il entend continuer à le faire, sans que sa propre conception et avec son propre langage. Il est peu probable que le président du R.P.R. accepte facilement cette sorte de mise en garde et que le président de la République ne soit pas, du même coup, les divisions de la majorité face à la gauche, dont le président de la République a reconnu la force et l'union. »

M. ROLAND LEROY (P.C.) : la même politique.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré : « Désespérément, M. Giscard d'Estaing veut donner l'impression du changement. Il demande donc une modification de son gouvernement en chargeant M. Barre de la réaliser. La vérité est simple et grave : ce pouvoir ne pourra son action, dans le même sens, contre les travailleurs. M. Giscard d'Estaing a parlé de piège. Le piège est là : il s'agit de prendre pour modification ce qui est continué, de prendre pour progrès ce qui est conservé. Les noms des ministres n'y font rien, la politique fait tout. Ici, la politique, c'est celle de M. Giscard d'Estaing et, comme il l'a dit lui-même, celle de MM. Chirac et Barre. Les Français et les Français veulent en effet le changement, pas un changement qui couperait la France en deux, mais, au contraire, un changement qui unifie le peuple de France. C'est la politique du programme commun de l'union de la majorité, laquelle continuera d'être la politique de la majorité. Le renforcement du parti communiste, le développement des idées du vingt-deuxième congrès sont destinés dans cette action. »

M. ROGER-GERARD SCHWARTZENBERG, député général du Mouvement des radicaux de gauche : « M. Barre remplace M. Barre. C'est l'annonce d'un changement, mais M. Giscard d'Estaing, dans le chef fragile d'une majorité à bout de souffle, veut en continuant de promouvoir le « changement ». »

Mais qui peut encore y croire ? A droite, les municipales de 1977 ont effacé les présidentielles de 1974. M. Chirac est devenu seigneur de la majorité, et M. Barre, lui, remplit l'état d'U.D.R. qu'il faut réhabiliter l'Etat R.P.R. »

M. Schwartzenberg ajoute : « Rien ne sert de courir, l'opposition et son programme. Rien ne sert d'alerter les électeurs contre de faux dangers. Rien ne sert de dresser contre la gauche. Car la gauche, c'est l'espérance pour des millions de Français et de Françaises, et on ne peut rien contre l'espérance. »

M. JEAN CHARBONNEL, président de la Fédération des républicains de progrès (gaulliste d'opposition) : « Tirant une amère leçon d'élections municipales décevantes, le président de la République ne s'est pas adressé ce soir à la nation tout entière : il a regardé au fond des yeux ce qui lui reste de la majorité déjà si faible qui l'avait porté au pouvoir en 1974, pour essayer de la galvaniser enfin. »

M. Charbonnel ajoute : « En

LE GENERAL FRANÇOIS BINOCHE, coprésident du Front progressiste (gaulliste d'opposition) : « Jamais encore un président de la V^e République n'avait constitué un gouvernement dans l'unique perspective de ne pas perdre la majorité. Pour ce faire, un plan s'est établi, utilisant tous les moyens les plus démagogiques. »

Le général Binoche ajoute :

« Il existe heureusement une solution de rechange, qu'il est de fâcheux, alors que les Français, dans leur majorité, l'ont déjà choisie. »

L'ASSOCIATION DES FILS DE RAPATRÉS ET LEURS AMIS ET L'UNION DES COMITÉS DE DÉFENSE DES RAPATRÉS, qui président respectivement MM. Jacques Roseau et Guy Porcy :

« Il serait préférable de régler d'une façon franche et loyale, dès la session parlementaire de printemps, le doloureux contentieux de l'indemnisation des rapatriés, dans le cadre du programme de douze mois annoncé par le président de la République. Si cela n'était pas, les quelques centaines de voix rapatriées ici et là, quelques milliers de voix rapatriées là, comme l'a évoqué M. Giscard d'Estaing, pourraient être véritablement, demain, les candidats de la majorité lors des prochaines législatives dans de nombreuses circonscriptions. »

L'UNION DES JEUNES POUR LES FROGUES, mouvement de jeunes gaullistes, a déclaré :

M. Giscard d'Estaing, affirme qu'il a tout fait pour éviter la cassure de la France en deux. En réalité, il vient très clairement de désigner les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois. Les programmes du président et du gouvernement ont une durée qui n'excède pas l'échéance électorale : le retour à la IV^e République, et la nouvelle équipe qui désigne les responsables, traités par ailleurs d'incriminés : 52 % des Français. L'affrontement droite-gauche s'amplifie donc. Les propositions pour remédier à cette situation sont décevantes : un « mouvement gouvernemental », un programme « magagique » sur douze mois. Des jours, les gouvernements ne durent que sept mois

POLITIQUE

Les deux cent treize jours du gouvernement Barre

1976

25 AOÛT. — M. Valéry Giscard d'Estaing nomme M. Raymond Barre premier ministre.

27 AOÛT. — Le gouvernement est constitué. D comprend trois ministres d'Etat, quatorze ministres et dix-huit secrétaires d'Etat. Pour la première fois sous la V^e République, le premier ministre cumule ses fonctions avec celles de titulaire d'un portefeuille : l'économie et les finances.

28 AOÛT. — Premier conseil des ministres au palais de l'Élysée. M. Giscard d'Estaing expose deux tâches au gouvernement : luter contre l'inflation et poursuivre l'œuvre de réformes. Il précise que M. Barre aura seul la responsabilité de diriger l'action des ministres.

3 SEPTEMBRE. — Dans une lettre à M. Olivier Guichard, le premier ministre confie à son ministre d'Etat la responsabilité d'un groupe de travail « ayant pour tâche de faire évoluer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République ». A la télévision, M. Barre appelle les syndicats et l'opposition au dialogue.

13 SEPTEMBRE. — Le premier ministre, dans une interview télévisée, dresse le bilan d'une semaine de consultation des partenaires sociaux. L'important, explique-t-il, est que nous entreprenions une action commune et globale.

14 SEPTEMBRE. — M. Barre confirme que les grandes orientations de la politique de défense sont celles qui ont été définies par le général de Gaulle.

23 SEPTEMBRE. — Adoption par le conseil des ministres du plan Barre n° 1.

1^{er} OCTOBRE. — Prenant la parole à Rocquencourt dans le cadre des journées parlementaires de l'U.D.R., M. Barre explique qu'il faut que la majorité cesse d'être muette et de porter son cœur et son âme à M. Dujon, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, à la suite d'une polémique liée à la préparation des élections municipales à Toulon.

5-7 OCTOBRE. — Débat de politique générale à l'Assemblée nationale. La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN organisent le 7 octobre une journée nationale de grève, qui sera marquée par des manifestations de grande ampleur.

13 OCTOBRE. — Devant les députés de la majorité, M. Barre dénonce le « syndrome intellectuel » d'un parti d'un impôt sur le capital.

14 OCTOBRE. — Le premier ministre expose la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative de 1976.

15 OCTOBRE. — A Antenne 2, le

premier ministre explique que, du fait de l'action engagée, dans un premier temps l'impopularité est fatale.

19 OCTOBRE. — Communistes, socialistes et radicaux de gauche soumettent à l'Assemblée nationale une motion de censure mettant en cause la politique du président de la République.

20 OCTOBRE. — M. Giscard d'Estaing M. Barre du rejet par l'Assemblée nationale de la motion de censure.

22 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale repousse par 329 voix contre 203 (16 abstentions, 8 non-participations au vote et 2 absences) un amendement relatif à l'imposition de la fortune.

28 OCTOBRE. — M. Barre affirme à TF 1 : « Je suis le chef de la majorité ».

31 OCTOBRE. — Le premier ministre annonce son premier déplacement en province en se rendant à Troyes.

12 NOVEMBRE. — M. Barre annonce que M. d'Ornano sera la candidate de la majorité au poste de maire de Paris.

12-13 NOVEMBRE. — Visite officielle du chef du gouvernement en Egypte.

14 NOVEMBRE. — Premier tour des élections législatives partielles.

20 NOVEMBRE. — Le premier ministre s'entretient avec une délégation du bureau exécutif de l'U.D.R. du problème de la mairie de Paris.

21 NOVEMBRE. — Second tour des élections législatives partielles.

25 NOVEMBRE. — Le premier ministre met en garde contre l'écueil « radical » de certaines entreprises qui ont suspendu leurs investissements. Il annonce une révision de la taxe professionnelle.

1^{er} DECEMBRE. — Lancement du R.P.R. à la porte de Versailles. Evacuation de l'imprimerie du « Parisien libéré », rue d'Anglemont.

15 DECEMBRE. — A Antenne 2, le premier ministre insiste sur le fait que le pouvoir d'achat doit s'arrêter de croître chaque temps.

18 DECEMBRE. — Pour la première fois depuis le 23 août, M. Chirac est reçu par M. Barre.

22 DECEMBRE. — Le premier ministre approuve le plan de redressement financier du développement agricole.

23 DECEMBRE. — M. Claude Contak, républicain indépendant, est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche.

29 DECEMBRE. — Le conseil des ministres examine le bilan de la première étape du plan Barre.

1977

3 JANVIER. — Le gouvernement présente ses projets de loi de la République. La seconde étape du plan Barre débute.

4 JANVIER. — M. Barre est à la tête du redressement économique, a déclaré M. Giscard d'Estaing.

6 JANVIER. — Invité au « forum de l'Expansion », le premier ministre invite les industriels à plus d'engagement.

7 JANVIER. — Visite surprise dans une agence de l'Emploi de Nanterre.

11 JANVIER. — Entretien à Lourdes avec M. Callaghan.

12 JANVIER. — M. Raymond Barre s'explique sur l'arrestation à Paris du dirigeant palestinien Abou Hani, organisateur présumé de l'attentat perpétré lors des Jeux olympiques de 1972 à Munich.

17 JANVIER. — Réunion de presse de M. Giscard d'Estaing.

18 JANVIER. — M. Chirac est à nouveau reçu par M. Barre et annonce sa candidature à la mairie de Paris.

20 JANVIER. — Le premier ministre s'entretient avec le président du conseil du gouvernement dans la région Centre.

27 JANVIER. — M. Chirac refuse de présenter M. Barre sur le problème de la mairie de Paris.

28 JANVIER. — Publication de la correspondance échangée entre le premier ministre et le président du R.P.R.

30 JANVIER. — A Europe 1, M. Barre affirme qu'il n'y a ni crise des institutions ni crise de régime.

2 FÉVRIER. — Le premier ministre estime, au miroir de France-Inter, que, dans certains cas, il n'est pas possible d'éviter des licenciements.

5 FÉVRIER. — M. Barre participe, à Clermont-Ferrand, aux Journées des citoyens du Massif Central.

10 FÉVRIER. — Le premier ministre inaugure à Lyon l'hôtel de la Communauté urbaine. Il confirme, à cette occasion, qu'il prendra en 1978 la tête de la majorité dans la campagne des élections législatives.

14-15 FÉVRIER. — M. Barre effectue dans le Sud-Ouest son deuxième grand déplacement en province.

23 FÉVRIER. — Le gouvernement arrête des mesures pour remédier à la crise de la sidérurgie.

24 FÉVRIER. — M. Chirac demande la neutralité du chef du gouvernement dans la bataille de Paris.

25 FÉVRIER. — M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est reçu par le président de la République. Il expose le bilan de la campagne de réformes.

2 MARS. — Avant le conseil des ministres, M. Barre s'entretient avec M. Giscard d'Estaing d'une lettre de M. Guichard, qui, au nom des ministres R.P.R., lui demande de faire respecter la neutralité du gouvernement à Paris.

3 MARS. — M. Barre autorise tous les ministres à « voter librement » les candidats de leur choix.

10 MARS. — Après avoir visité le Louvre, M. Barre annonce qu'un effort prioritaire pour la culture sera effectué en 1978.

13 MARS. — Premier tour des élections municipales.

18 MARS. — M. Barre se rend dans le dix-huitième arrondissement pour soutenir M. d'Ornano.

20 MARS. — Second tour des élections municipales. Le premier ministre reconnaît le succès incontestable de l'union de la gauche.

23 MARS. — M. Barre souhaite recueillir les suggestions de MM. Chirac, Fontanille, Lecaune et de M. Barre. M. Barre inaugure la Foire de Lyon.

28 MARS. — M. Raymond Barre remet la démission collective de son gouvernement au président de la République.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Résultats prémonitoires

A en croire la plupart des commentateurs de la presse hebdomadaire, les résultats des 13 et 20 mars annoncent ceux des élections législatives de 1978.

A l'inverse de ce qu'a affirmé, lundi soir 28 mars, le chef de l'Etat, Philippe Crumblach, dans L'EXPRESS, considère que ce ne sont pas « les divisions de la majorité qui expliquent sa défaite ». Le directeur de cet hebdomadaire souligne non pas qu'il y ait une tentative pour « recoller les morceaux de l'ancienne majorité », mais que l'on s'engage sur un « autre choix qui consisterait à proposer aux Français, au-delà des alliances d'états-majors et des délices de la bipolarisation, un véritable projet politique ».

Avant de noter que M. Chirac s'est allié à l'Élysée de Valéry Giscard d'Estaing, dans L'EXPRESS, Georges Mamy assure, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, que l'ancien premier ministre « se nourrit guère d'illusions ». Il ajoute : « Marqué pour longtemps à droite, il n'aurait pas réussi à capter cet électeur populaire qu'il gagnait, ayant perdu du terrain partout même s'il s'est approprié Paris, son appétit pourtant n'a fait que s'aggraver. Et, si les élections devaient être perdues l'an prochain par la majorité, il compte bien sauver pour lui-même et les siens plus de meubles que tous les autres ».

Pierre Puja, quant à lui, constate dans ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, « il est clair aujourd'hui que toutes les concessions faites depuis trois ans à la

gauche en vue de raccorder ses électeurs ont été en pure perte. Elles ont seulement été interprétées par les uns comme une preuve de la faiblesse et des incertitudes du pouvoir, tandis qu'elles déçoivent les autres d'apporter leur soutien à celui-ci ».

Pour Patrick Rotman, dans POLITIQUE-HEBDO, « Giscard peut bien faire valoir quelques mérites (...), favorable pour la nation l'apport d'un grand parti centriste et libéral dans l'occupant l'ex-maire de Deauville, discours sans fin sur le thème : « Je réformais, donc je suis », il ne peut s'empêcher de constater, fondamentalement, qu'il ne dispose ni des moyens politiques, ni des forces sociales qui lui permettraient d'appliquer sa politique. Elle restera donc dans le placard. Jusqu'à ce qu'un grand courant d'air frais... ».

Ce grand courant d'air frais, nul doute qu'il se produise, pour Crumblach, qui écrit dans L'EXPRESS, « Le tour du rouleau s'est mis en marche. La pente s'enversera. Bien, désormais, ne s'arrêtera. Au printemps prochain, c'en sera fait. Nous vivons des temps hors du temps. Une année fatale, immatérielle. Une année où le monde va changer. Les journaux les plus sérieux l'y entendent. Le mot « majorité » fait pâlir. Elle n'est déjà plus au pouvoir tout entière, mais elle est en train de se défaire. Ses dessous et ses plans Barre, elle continue à les tricotier, machinalement, sur sa lancée, mais c'est mort-né ».

Olivier Chevillon, dans LE POINT, affirme : « La gauche,

en somme, glèche, par ses châtiments, les talents de ses chefs, tandis que la majorité ruine par ses maladresses des intentions saines. Si la première cessait de rêver, si la seconde se décidait enfin à renouer avec les hommes et les idées, le choc de 1978 serait digne d'une démocratie saine ».

Arlette Lagulier, dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, relève que « malgré la victoire électorale de la gauche, les travailleurs n'ont encore rien gagné. Pour eux c'est toujours la crise ». Elle poursuit : « Alors, élections ou pas élections, s'ils ne veulent pas continuer à subir les effets de la crise, les travailleurs devront contraindre les partis de gauche et les centristes syndicaux à engager, à organiser une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, par la maîtrise du niveau de vie des travailleurs, en s'en prenant aux ressources et aux fortunes de la classe capitaliste ».

Victor Leduc, dans TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U., ne se montre guère plus satisfait par ce qu'il appelle « l'attentisme actuel des états-majors de la gauche ». Il estime : « On ne peut pas se contenter d'être frappé de la modération des commentateurs de leurs dirigeants tant socialistes que communistes. Il est certes louable de ne pas céder au triomphisme, mais y a-t-il de même autre chose à dire que la simple constatation du succès et l'incitation par chaque parti à renforcer sa propre organisation ».

Pourquoi le parti communiste n'a-t-il pas organisé au lendemain des élections municipales ? Henri Malberg y voit là un « acte

politique ». Il s'explique dans FRANCE NOUVELLE, organe du parti communiste : « Que les uns « échoué du pouvoir, un réel succès de la gauche et, pour ce qui les concerne, des communistes et de leur politique, c'est évident. (...) Les élections municipales et leur résultat positif ne sont qu'un point de départ. Il reste à sortir le pays de la crise ».

« Des millions de Français ont fait, parfois pour la première fois, un geste important. Un geste de soutien à une union claire. Un geste vers les communistes, comme pour indiquer que l'avenir ne peut se construire qu'avec eux ».

« Mais d'autres, par millions, n'ont pas encore fait ce choix. Cette fois-ci, il est si évident. Nous ne sommes pas triomphistes en pensant ainsi à eux : la vraie victoire sera le changement de la mise en œuvre de la politique nouvelle du programme commun avec l'appui de tous ceux qui ont initié ce changement ».

Pour Claude Bétier, dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste, le succès que vient de remporter la gauche n'est certes pas le « produit d'un accident ». Mais, ajoute-t-il, « ce ne peut pas être que la gauche a gagné d'écarter les prochaines élections législatives. A partir de la poussée qui vient d'être réalisée, et dont tous les observateurs s'accordent à reconnaître qu'elle est d'abord celle du parti socialiste, il faut que la gauche clarifie encore ses bases et son cadre. Les prochaines élections municipales nouvelles qu'elle vient de conquérir vont l'aider à la fois à travailler plus étroitement avec la population et à former une nouvelle génération de gestionnaires ».

Mort de M. Henry Bergasse ancien ministre

M. Henry Bergasse, ancien ministre, ancien député des Bouches-du-Rhône, est décédé le 28 mars à Marseille dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. Henry Bergasse était né le 26 septembre 1894 à Marseille. Entré à Saint-Cyr en 1913, il appartenait à la promotion qui fit le serment de monter à l'assaut en gants blancs et casque. Après une guerre brillante, il avait quitté l'armée active en 1919 pour devenir avocat au bureau de Marseille. En 1939, il reprend le service, combat ensuite à la tête d'un réseau de résistance pour terminer la guerre mondiale comme colonel en participant à la prise de Royan en 1944.

De 1945 à 1962, il représente la première circonscription des Bouches-du-Rhône au Palais-Bourbon et d'abord comme député P.R.L. (Parti républicain de la liberté) à la seconde Constituante, en juin 1946, et à l'Assemblée nationale, en novembre 1946, puis comme député R.P.F. (mars 1951). Ayant voté l'investiture à la présidence du conseil de M. Antoine Pinay, qui entraîna une scission au sein du rassemblement gauchiste, il adhère, en 1953, au groupe de l'Action républicaine et sociale, qui fusionnera avec le groupe des indépendants. En 1956, il est réélu à la tête du Centre national des indépendants qui comprend en seconde position M. Jean Fraissinet. En 1958, son mandat de député (ind.) est renouvelé. Ministre des anciens combattants dans le cabinet de M. René Mayer (janvier-mars 1953), M. Bergasse devait ensuite présider le groupe parlementaire de l'Action républicaine et sociale (juillet 1953 à décembre 1955), puis le groupe des indépendants, président de la commission de la défense nationale. Lors du référendum sur l'Algérie, il préconise le « non ». Défenseur du régime parlementaire et de l'Algérie française, M. Bergasse avait quitté la vie politique en 1963 pour se consacrer à la préparation de plusieurs ouvrages, notamment en 1967 une Histoire de l'Assemblée des élections de 1789 aux élections de 1967 (Payot) et, en 1976, un essai historique : Le Troisième de la démission (Les Belles-Lettres).

M. Henry Bergasse avait été conseiller général des Bouches-du-Rhône de 1949 à 1951 et conseiller municipal de Marseille. Sa réputation d'avocat et d'homme politique était grande dans cette ville où sa mort est vivement regrettée.

Mme Simone Veil, ministre de la Santé dans le gouvernement démissionnaire de M. Barre, est arrivée lundi soir 28 mars à Lourdes pour une visite officielle de vingt-quatre heures.

Mme Veil, dont c'est la première visite officielle en Grande-Bretagne, a eu mardi matin des entretiens avec son collègue britannique, M. James, avant de visiter un hôpital du nord de la capitale, le Northwick Park, spécialisé dans la recherche clinique. — (A.F.P.)

Un livre de M. Jean Cluzel

Mai 68-mars 77, effets différents, même cause

M. Jean Cluzel, sénateur centriste de l'Ailier, vient de publier à la presse son livre, *Klu du peuple*. Récit d'un itinéraire politique, cet ouvrage retrace la vie quotidienne, les réussites, les espoirs, les échecs d'un élu. A travers sa propre expérience de député communiste, du département de l'Ailier, l'auteur fait la critique d'un système qui a dépossédé l'élu du rôle de représentant du peuple, le rôle d'un élu. A travers sa propre expérience de député communiste, du département de l'Ailier, l'auteur fait la critique d'un système qui a dépossédé l'élu du rôle de représentant du peuple, le rôle d'un élu. A travers sa propre expérience de député communiste, du département de l'Ailier, l'auteur fait la critique d'un système qui a dépossédé l'élu du rôle de représentant du peuple, le rôle d'un élu.

Les Assemblées sont le reflet de la nation, écrivait la fonction publique, estime le sénateur. Investi le Parlement, au point que sous la législature de 1973 le nombre de députés fonctionnaires d'origine est plus important qu'il ne l'était dans la Chambre de Louis-Philippe, époque de la « candidature officielle ».

M. Cluzel propose d'inverser le mouvement, et notamment de soustraire la commune à l'école tutelle de l'Etat de transférer aux présidents de conseils généraux le pouvoir exécutif dévolu par les préfets, de redonner à la fonction parlementaire la prééminence de l'initiative législative.

Fondateur, en 1955, du club Position, chronologiquement le premier des clubs politiques de l'époque et le seul à subsister, conseiller municipal et maire de Brancas, conseiller général, puis

président de l'Assemblée départementale, enfin sénateur de l'Ailier, M. Cluzel souligne que « s'il n'a pas de patrons, son employeur est le peuple ». Il voudrait que le pouvoir lui soit restitué à travers ses élus. Ce sera difficile, reconnaît-il, car il faudra faire entendre à ceux qui détiennent ce pouvoir, qu'ils le laissent à lui. Mais, une telle révélation lui paraît nécessaire et, depuis les élections municipales de 1973, 20 mars 1977, en effet, sont le prolongement « du grand mouvement » du printemps 1968, et ont les caractéristiques d'un véritable mai 1968 démocratique et responsable. « Elles nous commandent », dit M. Cluzel, de renoncer à une centralisation abusive qui dénature la fonction élective et qui a montré son impopularité. — A.G.

★ Au du peuple, par Jean Cluzel, préface de Jacques Chancel, aux éditions Plon.

DES MILITANTS SOUS-ALIMENTÉS L'EXCLUSION DE M. JEAN ELLENSTEIN

Le mensuel *Le Communiste*, qui regroupe les militants du P.C.F. inscrits à la ligue du vingt-deuxième congrès de leur formation, prend vivement à partie dans son numéro de mars M. Jean Ellenstein, accusé de chasser « par tous les moyens la constitution d'un pôle de regroupement de tous les anticomunistes ». Le *Communiste* conclut : « Jean Ellenstein n'a plus sa place dans notre parti ».

Le bulletin se montre également fort critique face à l'« euro-communisme ». Jean Sage écrit par exemple : « L'eurocommunisme, c'est la négation du communisme, parce que c'est la tendance organisée à la constitution de la part de certaines directions de partis communistes d'Europe occidentale (...) ».

★ *Le Communiste*, 32, rue Renoir-Boulogne, 75010 Paris.



"Familles je vous aime."

23.620 F. Conçue pour la famille, l'Opel Ascona 5 places, un grand coffre, elle est agréable à conduire même chargée - son moteur (7-9 ou 11 CV) est d'une fiabilité mécanique renommée.

Pour la famille encore, tous les éléments de sécurité : dégivrage arrière, double circuit de freinage, freins assistés à disque à l'avant, pare-brise feuilleté, ceintures d'encore. Garantie un an pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

*Modèle L, 7 CV, 4 portes, prix TTC + frais de transport et de préparation : 19.64 F TTC, tarif au 10.02.77.

PREZ GARANT 3 MOIS à partir de la date de commande pour les modèles figurant au programme normal d'importation.

Avec Opel, partez tranquille.

LA 1^{re} SESSION DU CONSEIL NATIONAL DU FONDS SOCIAL JUIF UNIFIÉ

Le cinquième session du Conseil national du Fonds social juif unifié (F.S.J.U.) s'est tenue le 27 mars au centre Rachi à Paris en présence d'une centaine de délégués.

Les travaux ont été ouverts par M. Guy de Rothschild, président du F.S.J.U. (1), qui, dans son allocution, a notamment déclaré : « Les organisations juives ont fini par se doter d'un organisme unitaire de représentation politique qui est la CRIF ; il est essentiel qu'en vue des prochaines élections législatives on lise en CRIF le sein, au nom de toutes les organisations juives, de défendre et d'appliquer les options de la communauté juive de France ».

Quinze places du comité directeur étaient soumises à élection. Ont été élus (dans l'ordre alphabétique) : MM. Jacques Attali, Robert Esdiner, Mmes Anne-Marie Boubli (Barcelles), Nicole Goldmann, Mlle Marcel Goldstein (Melun), Jules Jadrokyin, Bernard Kanovitch, Armand Levy, Georges Levy, Albert Najman, Guy de Rothschild, David de Rothschild, David Rouch (Vilky), Ady Steg.

(1) 19, rue de Téhéran, 75008 Paris.

CAPELOU TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

DU CAL

EXPOSITION ET DEMONSTRATION

CAPELOU

MAGASIN DE VENTE

37, Av. de la République

PARIS 11^e - Métro PAINLEVÉ

TEL. 357.45.35 +

POLITIQUE

Le marketing politique et le fiasco de la majorité

II. — Et les législatives de 1978 ?

par BERNARD KRIEF (*)

Les choses se présentent mal pour la majorité (« Le Monde » du 29 mars). Et c'est non sans raison que des affiches du parti socialiste disent : « Nous sommes la vraie majorité ».

Elle peut encore gagner — encore que ce soit bien difficile, — si elle respecte, entre autres, les règles suivantes :

1) Avant tout, le gouvernement doit récupérer sa majorité. Pour cela, il faut qu'il cesse de la décevoir par des mesures excessives, de la blesser par des déclarations injustes, de l'amoindrir en donnant l'exemple d'une désaffection. Il faut qu'il lui donne d'urgence des gages d'un changement de cap pour ce qui la concerne, ce qui l'oblige en rien à renoncer à la recherche d'une plus grande justice sociale.

— Cesser immédiatement toute attaque des uns contre les autres et ne pas chercher à rendre responsable le voisin de l'échec. Le public ne supporte plus ces controverses. Elles donnent du pouvoir une image de désarroi et d'incertitude, ce qui fait perdre des voix. Elles cherchent à donner de M. Jacques Chirac une image désagréable, ce qui risque d'en faire perdre d'autres.

— Prendre des mesures d'urgence pour « briser la bureaucratie de l'administration ». Il faut attaquer au véritable bastion

devant lequel tous les ministres, toutes les entreprises, s'inclinent pour ne pas se briser : le ministère des finances. Et s'y attaquer, c'est non pas s'en prendre aux hommes, qui sont de grande qualité, mais réorganiser ses structures. Pour moi, la véritable réorganisation passe par une séparation de l'économie et des finances, voire du budget. Toute réforme plus modeste, laquelle de n'être que de pure forme.

La réorganisation de ce ministère, dans le but de protéger davantage les citoyens contre l'arbitraire éventuel du fisc, est nécessaire, mais ne règle pas le problème de la rigidification de l'économie française, qui est, lui, essentiel.

Il faut doter le ministre de l'industrie de moyens réels et d'une manière générale, prendre des mesures pour que, désormais, les réglementations ne soient pas édictées sans aucune consultation avec les intéressés.

Si j'ai souvent envie de lancer un cri d'alarme contre les ravages involontaires du « technocratie-je-sais-tout », encore une fois, ce n'est nullement pour m'en prendre aux hommes, car ils ne sont pas en cause. Malheureusement, Malheureusement, en effet, c'est une chose plus grave, ce sont les structures et les procédures de fonctionnement qui sont responsables, par conséquent elles ne sont plus contrôlables par les hommes.

Les intentions et la décision

L'intention est humaine ; après passage à travers la machine administrative, elle se transforme en une décision qui peut être en contradiction formelle avec l'intention.

Les exemples de bonnes intentions ne conduisant pas forcément à de bonnes décisions sont nombreux.

Pour n'en prendre que deux, le

maintien obligatoire d'un emploi pendant une durée de deux ans pour les femmes qui ont un enfant est louable dans son intention, mais c'est là une contrainte supplémentaire paralysante pour les entreprises, qui risquent bien de les conduire à recruter encore moins de femmes — de même que les règlements qui ont pour but d'interdire le licenciement conduisent obligatoirement à une politique de non-recrutement.

On peut favoriser autrement la femme au foyer.

De la même façon, les circulaires récentes du ministère de l'équipement définissant un urbanisme à la française ne peuvent pas être contestées dans leur intention : mais ! ce sont les préfets qui vont décider de ce qui est beau et de ce qui est laid. Ils feront comme toujours leur devoir. Mais sur quels fondements esthétiques ?

On peut multiplier « par centaines » les exemples. Les réformes, il faut les mettre en œuvre d'urgence. Il vaut mieux se tromper sur les détails en agissant vite que d'étudier un projet plus ou moins anodin mais parfait qui sortira d'un an, parce que la majorité du gouvernement doit être confortée au plus vite.

Est-ce à dire qu'il faut renoncer aux réformes dans une attitude passiviste ? Certes non. Mais il faut cesser de désigner des bous émissaires à l'opinion publique : en tout l'industrie pharmaceutique, le lendemain les professions libérales, puis les cadres supérieurs, aujourd'hui les entreprises publiques, etc. Il faut réformer sérieusement « en participation avec les intéressés », et

non montrer du doigt des coupables et lancer de malheureuses réformes mal étudiées aux résultats incertains sur le plan technique et néfastes sur le plan électoral. Il faut lancer des réformes sociales importantes et audacieuses capables de modifier en profondeur les rapports au sein de la société française. Mais il faut comprendre que maltraiter son électoral n'améliore en rien la situation sociale de son opposition.

Le plan Barre doit se poursuivre et — c'est indispensable — réussir. Mais il doit s'accompagner de la suppression des rigidités qui enlèvent aux entreprises, à leurs capacités d'adaptation. L'une des causes de la situation dramatique de la sidérurgie est justement l'application de certains plans de refroidissement et du blocage des prix dont on paye aujourd'hui les conséquences et la lourde note. Il ne s'agit pas de répondre du tac au tac avec talent aux chefs d'entreprise, mais de leur permettre d'agir pour s'adapter. Le pari de M. Raymond Barre est courageux et sérieux. Tout le monde doit le soutenir. Mais, peut-être, il faut aussi se demander si ne s'agit pas de subventionner pour compenser des contraintes, mais de traiter avec considération des hommes dont il a besoin. Un chef d'entreprise ne s'y prend pas autrement pour mobiliser ses cadres.

Un ministre peut-il se percevoir comme un pélerin qui commande à des subordonnés quand il s'adresse à ses partenaires naturels et obligatoires pour lui que (*) Conseil en marketing.

sont les chefs d'entreprise ? Sur ce plan aussi la gauche s'y prend très bien.

Par exemple, il est dommageable qu'un ministre réponde à des revendications de certains de ses élus publiquement : « Vous voulez être libres alors que vous êtes toujours la main tendue à demander

La concertation et les candidats

2) La concertation politique doit se faire immédiatement. S'il faut arbitrer certaines investitures, il est à souhaiter que les choix se fondent sur des études solides et non en raison du rêve illusoire d'un rééquilibrage qui n'est probablement plus à la mode aujourd'hui.

Le premier ministre n'aura pas la tâche aisée. On peut, certes, investir d'un commandement mais non pas confier une autorité à l'autorité — en politique comme ailleurs — ne s'attribue pas : elle n'existe que pour autant que les autres veulent bien vous la reconnaître. On a vu les limites lors de la malheureuse désignation de M. Michel d'Ornano. Choisir le meilleur pour gagner et non pour faire plaisir sera son rude lot. Et ce ne sont pas de quelconques sondages qui pourront l'aider. L'utilisation de techniques originales éprouvées et fiables seront nécessaires.

3) Rajeunir le personnel politique et obtenir l'engagement de « notables » dynamiques et notamment des chefs d'entreprise :

4) Préparer soigneusement les candidats, et ce n'est pas une question d'argent. Le marketing politique a besoin de moyens, assurément, mais il permet des économies substantielles, puisqu'il vise à optimiser les coûts et améliorer le rapport coût-résultat. Plus on s'y prend tôt, moins cela coûte cher.

5) Lancer une campagne permettant une meilleure participation électorale lors des consultations.

Une théorie que j'ai utilisée avec succès d'après les travaux d'Yves Cramailh montre qu'on peut sélectionner les citoyens que l'on va inciter à participer et que cette participation différentielle peut souvent faire le succès ou l'échec.

On a vu aux dernières municipales des cas où la majorité aurait pu être gagnée sans problème. Elle fut battue, car une campagne tapageuse avait mobilisé non seulement l'opposition de la classe politique mais aussi les opposants qui n'ont pas voté. La gauche aussi a ses abstentionnistes. Les réveiller sans convaincre les siens d'agir, cela s'est vu le 20 mars.

6) Ne pas s'en tenir aux thèmes primaires segmenter soigneusement la communication comme le fait la gauche. L'opération « écologie » entre autres a été un joli succès pour elle.

7) Ou est ce qu'on est. Il faut respecter les citoyens et les rendre. Aujourd'hui, en France, on est de gauche ou de droite. Même si on peut vouloir battre la gauche (ou la droite) sans vouloir lui « casser la figure ». Il est mauvais sur le plan électoral, pour un homme de droite de vouloir passer pour un homme de gauche, il perd les voix de droite et ne gagne celles de gauche que par des réformes sérieuses qui améliorent véritablement la vie des défavorisés. C'est dans le voie

des subventions. Cette généralisation hâtive ne donne rien de bon dans le public. Et elle est injuste.

La majorité perdra encore des voix si les gouvernants laissent croire et disent que les chefs d'entreprise sont des fraudeurs, spéculateurs, mendiants, n'ayant pas la volonté d'exporter, etc.

Mais il ne suffit pas de faire des déclarations dans ce sens : il faut des actes. Et tout de suite.

FIN

CORRESPONDANCE

La stratégie du président de la République

M. Raymond Offroy, député (R.P.R.) de Seine-Maritime, nous écrit :

La chance qu'a la majorité actuelle de pouvoir, aux prochaines législatives, endiguer la poussée de la gauche ne paraît dépendre, pour une large part, de la question de savoir si le président de la République acceptera, au vu des résultats des municipales, de modifier sa stratégie politique.

Jusqu'à présent, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il resterait à l'Élysée en cas de victoire de l'union de la gauche. Comme il a indiqué d'autre part qu'il ferait savoir aux Français, le moment venu, quel était le bon choix, j'ai la conviction qu'il arriverait, en cette hypothèse, à l'été de 1978, la même chose à l'Élysée qu'à Alexandre Millerand, en 1924 après le discours d'Évreux : le président de l'époque avait alors incité les Français à voter contre le cartel des gauches ; victorieux, Edouard Herriot et ses amis eurent pour premier soin de demander et d'obtenir la démission du président de la République.

Et c'est ici qu'apparaît l'immense danger de la stratégie présidentielle. De même qu'en 1969, j'avais entendu un certain nombre de mes électeurs — ceux qui précisément constituaient la charnière qui fait et défait les majorités — me répéter : « On peut sans risque voter contre de Gaulle ; s'il s'en va, Pompidou le remplacera et l'ordre républicain sera sauvegardé ». Je les entends aujourd'hui me dire : « On peut sans danger voter Mitterrand, même s'il l'emporte, Giscard restera et il évitera le pire ».

Si M. Giscard d'Estaing déclare qu'en cas de victoire du programme commun, il s'en ira, ces mêmes Français moyens hésiteront à se lancer sans filet dans l'aventure socialo-communiste. Si le président persiste dans sa stratégie actuelle, il donnera aux candidats de la gauche une les 2 ou 3 % qui leur manquent encore pour rentrer en vainqueurs à la prochaine Assemblée nationale.

PIERRE BATON présente

Dans le Marais



16, rue du Parc Royal, Paris 3

une résidence qui a pour elle: protection et environnement

Protégés par une enceinte d'immeubles anciens et d'hôtels historiques en voie de restauration, 88 appartements hors du commun vont bénéficier d'un calme absolu et de vues agréables sur des jardins paysagés.

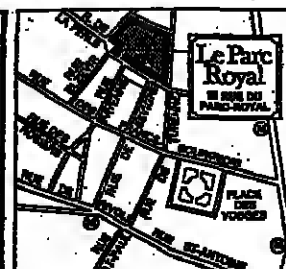
- 1 ANCIEN HOTEL DE BONNEVAL
- 2 HOTEL DE CROISILLE
- 3 HOTEL DE VIGNY
- 4 HOTEL SALÉ

Le Parc Royal, bastion du silence et du charme.

Par sa conception et sa disposition originale, Le Parc Royal assure la protection de ses habitants contre les bruits et les troubles de la ville et reconstruit, sous cette protection, des conditions de vie idéales dans le calme et la sécurité. Ici, l'enceinte est formée par des hôtels historiques et des immeubles anciens. Elle abrite les constructions nouvelles dont l'architecture d'accompagnement s'intègre bien aux siècles qui lui font face.

Dans le Secteur Sauvegardé du Marais Le Parc Royal s'inscrit dans un large périmètre dont la restauration est actuellement en cours d'achèvement. Ceux qui viendront s'installer là vont donc profiter d'un environnement architectural particulièrement intéressant et que rien ne pourra altérer.

Studios et appartements de 2 à 6 pièces vendus à prix fermes et définitifs. Plans originaux, de plan-pied ou en duplex, presque tous différents les uns des autres. Prestations nombreuses et de haute qualité. Finitions très soignées.



Pour ce programme, la Sorema s'est assurée le concours du GROUPE PIERRE BATON S.A. 21, AV. PAUL-DOUMER, PARIS 18^e Téléphone : 704.55.55 704.83.20

Dans le cadre du Plan Permanent de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais, la réalisation d'un secteur pilote a été confiée à la Sorema, créée à cette fin. Ce premier secteur est en voie d'achèvement et Pilote dans lequel est compris Le Parc Royal en constitue la dernière phase. C'est donc avec la maîtrise que confère l'expérience que la Sorema réalise cette résidence, qui présente de réelles garanties de sérieux, de qualité — esthétique et technique — et de juste prix.

Envoyez ce bon ou votre carte de visite à Pierre Baton S.A. 21, Av. Paul-Doumer, 75016 Paris. Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, une documentation Le Parc Royal. Nom : Adresse : Tél. :

éditions sociales

les communistes et l'état

Jean Fabre, François Hincker, Lucien Sève.

Lancées il y a un an, les idées neuves du 22^e Congrès du P.C.F. sont devenues des idées-forces. Ce livre les développe de façon historique, théorique et politique à propos d'une question limitée mais centrale : celle de l'Etat. Comment a cheminé la réflexion marxiste sur l'Etat depuis Marx et Lénine jusqu'au 22^e Congrès ? Quelles sont les conditions et les chances, quelle pourra être la figure historique du pouvoir et de l'Etat démocratique de demain ? Quel nouveau type de rapports entre l'Etat et les travailleurs suppose la marche au socialisme dans la France d'aujourd'hui ? En lisant ce livre où la théorie parle des choses des plus concrètes, on se convaincra que les idées du 22^e Congrès concernent tous ceux qui souffrent, luttent et espèrent.

1 vol. 20 F

Débat Mutualité

Mercredi 30 Mars à 20 heures 30

avec les auteurs à l'initiative des Editions Sociales de l'Union des Etudiants Communistes de la "Nouvelle Critique" et d' "Economie et Politique"

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

DUCAI

AMI-VIE

JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER

PLUTOT CONTRE

ICI PARIS

"Tout le livre est à l'image de ce contentement de soi qui frise la paranoïa".

Marc Michel

LE NOUVEL OBSERVATEUR

"Cet homme arrive à 40 ans avec des idées en loques. Il faut lui pardonner : il ne sait pas."

Guy Sitbon

CHARLIE-HEBDO

"Jean-Louis, tu m'as foutu le cafard, tiens. Ces jeunots ça vous a une manière de vous pousser dans le trou. Plein de tact, les petites vipères!"

Cavanna

PLUTOT POUR

LE MONDE

"Un homme jeune qui, et c'est son charme, s'il est fort assuré, ne se prend heureusement pas au sérieux".

Pierre Vianon-Ponté

LE FIGARO

"De singulières lueurs sur la vie d'un homme que tant de signes extérieurs pourraient enfermer dans un personnage stéréotypé".

Paul-Marie de la Gorce

FRANCE-SOIR

"Le culot de publier, si jeune, des mémoires, forcément d'avenir, loin des rêveries et des nostalgies".

Paul Giannoli

LES ÉCHOS

"Tous ceux qui, bedonnant, épuisés de galoper derrière le temps qui file, ont l'impression d'avoir perdu leur personnalité en route devraient lire 'A MI-VIE'".

Annie Copperman

L'EXPRESS

"Un pavé un peu biscornu, dans la mare ou le 'pool' des dirigeants. Une démarche inattendue, à suivre".

Madeleine Chapsal

LE POINT

"La sincérité, l'humour et l'intelligence font bon ménage dans ces pages. On s'imagine bavardant au coin du feu, un soir, avec un ami".

Jacques Duquesnes

VALEURS ACTUELLES

"C'est la dissection de l'existence d'un honnête homme de notre temps, intelligent et sensible".

Georges Elgozy

LE NOUVEL ÉCONOMISTE

"Un livre attachant et amusant qu'il faudra avoir lu pour faire bonne figure dans ces dîners en ville que Jean-Louis Servan-Schreiber aime si peu".

Michel Tardieu



STOCK
Collection dirigée par Claude Glayman

POLITIQUE

L'INSTALLATION

NANTES : un maire sous surveillance

De notre envoyé spécial

Nantes. — L'arrivée d'un maire socialiste à l'hôtel de ville de Nantes ne s'est pas accompagnée d'un ample mouvement populaire comparable à ceux qui ont été produits dans d'autres villes de l'Ouest. Ce n'est pas seulement l'étrénesse du score final (619 voix d'avance pour l'union de la gauche) qui justifie une telle impression, encore que ce succès à l'arraché soit bien à l'image des incertitudes de la bataille. Le fait est que, ni avant ni après l'élection, ne s'est manifesté cet élan d'enthousiasme qui, ailleurs, a porté les listes de la gauche, et plus particulièrement le P.S., à des sommets.

Les résultats du premier tour d'abord n'avaient pas été très encourageants : avec 44,07 % des suffrages, la gauche était en recul par rapport au deuxième tour des élections municipales de 1974 (49,02 % pour M. Mitterrand), mais aussi par rapport à celui des cantonales de 1976 (environ 49 %). Ce chiffre confirmait ce que la campagne, assez peu passionnée, avait révélé : dans l'électorat de gauche, le cœur, décidément, n'y était pas. Le 20 mars, cependant, l'effet de la poussée nationale du P.S., la « contagion » des cités voisines conquises dès le 13 mars, et surtout le renfort apporté par les nombreux abstentionnistes du premier tour, auxquels s'étaient joints quelques-uns des « jobatistes » qui étaient comptés sur le nom de M. Sourdilhe, permirent à la gauche de franchir la barre des 50 % et à M. Alain Chénard de s'asseoir dans le fauteuil de M. André Rontier. L'avertissement n'en était pas moins clair : le nouveau maire ne bénéficiait pas de la confiance totale de ses propres amis. Ainsi, depuis le 20 mars, M. Chénard se trouve-t-il, en quelque sorte, placé sous surveillance.

Ce n'est pas la personnalité du successeur de M. Morice qui est mise en cause, mais plutôt le courant politique dont il est l'incarnation. Au sein du parti socialiste, M. Chénard incarne en effet, en dépit de son âge (il n'a que quarante ans), le legs de la vieille S.F.I.O., laïque, voire « laïcarde », et violemment anticommuniste. Secrétaire de la section de Nantes sous le règne de M. André Rontier-Preuvost, il a été associé à la politique de « troisième force » qu'ont menée les responsables locaux du parti socialiste depuis 1965, avec M. André Morice. Certes M. Chénard a rompu avec le maître sortant, il a même été le seul des conseillers municipaux socialistes à se rallier aux injonctions de son parti, de qui lui a valu d'être choisi pour tête de liste. Il n'en a pas moins été pendant longtemps, dix ans de l'action du conseil municipal, un voté tous les budgets, à l'exception du dernier. « Nous étions très

Un mauvais amalgame.

L'influence des socialistes qui, sous l'autorité de M. Rontier-Preuvost, ont refusé de rompre avec M. Morice et, exclus du P.S., ont rallié les rangs de la Fédération des socialistes démocrates de M. Edouard Belin, avait évidemment contribué à freiner le développement du parti de M. Mitterrand. M. Rontier-Preuvost estime que ces amis et lui-même sont responsables du relatif tassement des voix de la gauche au premier tour. Leur défaite n'en porte pas moins un coup sérieux au socialisme « hors programme commun », même si M. Rontier-Preuvost, qui se dit toujours fidèle au socialisme, croit au prochain renouveau du P.S. L'effet de M. Morice, selon lui, est dû certes à l'usage du pouvoir, mais surtout au mauvais amalgame réalisé entre l'ancienne majorité et la nouvelle.

L'ancienne majorité réunissait

autour de M. Morice la vieille droite non gaulliste qui se reconnaissait dans le C.N.I.P., le « centre gauche » anticlérical et anticommuniste, les notables à la tradition anarcho-syndicaliste de Force ouvrière, enfin, depuis 1971, le dernier avatar de la démocratie chrétienne. La nouvelle majorité, « gauche-gaillardienne », ne s'est pas laissée séduire. Une fraction de son électorat semble s'être portée sur la liste de M. Sourdilhe, où figuraient d'ailleurs M. Fautou, suppléant de M. Alexandre Bole, député R.P.R. et ancien président des clubs Perspectives et Réalités.

Avec 12,16 % des voix, M. Philippe Sourdilhe, un jeune ophtalmologiste qui représente à Nantes le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, a fait une « performance » inattendue. Celle-ci montre que certains électeurs, plus nombreux qu'on ne le pensait, n'étaient satisfaits d'aucune des deux listes en présence. La charisme personnel de M. Sourdilhe aidant, sa liste a servi au premier tour de refuge à ces mécontents. Depuis le succès de la gauche, M. Sourdilhe s'entend reprocher d'avoir, en refusant d'appeler à voter pour M. Morice, permis l'entrée des communistes à la mairie. Dans les jours qui ont suivi le scrutin, il a même reçu des lettres anonymes et des coups de téléphone nocturnes. M. Rontier-Preuvost estime que cet « état d'esprit » est « détestable » et « déstabilisant », comme M. Jobert s'empresse à Paris à le démentir la majorité. La majorité, de toute façon, ne régle ses comptes. Il lui faudra s'organiser pour tenter de sauver ses trois sièges de député — dont l'un sera brigué par M. Chénard, et s'il n'y a pas de suppléant de M. Chauvel, l'un des exclus du P.S. Comme la gauche, elle a besoin de remettre de l'ordre dans ses rangs. Sa défaite de mars 1977 ne facilitera pas sa tâche.

THOMAS FERENCZI.

PONTARLIER : subtil panachage

De notre envoyé spécial

Pontarlier. — La salle des portraits de l'hôtel de ville de Pontarlier était trop petite, vendredi soir 25 mars, pour accueillir les supporters du nouveau maire socialiste, M. Denis Blondeau. On avait ramené vu cela dans la capitale du Haut Doubs. Présent parmi ses cinq collègues, M. Edgar Faure avait calmement sur sa pipe en attendant qu'on en ait fini avec l'élection des quatre adjoints. Puis il s'est par-dessus. M. Edgar Faure est beau joueur. Mais il avait tout de même été un peu surpris quand une partie de la population de ses bons

ville de Pontarlier l'avait accueilli en scandant : « Edgar à la gare ! ». C'était au soir du 25 mars. « J'ai accepté ma défaite avec dignité. Acceptez avec dignité votre victoire », lança, un peu interloqué, le président de l'Assemblée nationale. Pourtant, le député de la troisième circonscription du Doubs croyait en son succès. Confiant, il n'avait organisé aucun meeting entre les deux tours alors que le débat contradictoire qui avait eu lieu avant le premier scrutin avait tourné à son désavantage. Les Pontassaliens reconnaissent même que tout était prêt pour fêter sa réélection à la tête de la municipalité.

Au soir du dimanche 13 mars, cependant, tout était clair. La présence de quatre listes, et notamment de l'une d'elles, qualifiée d'« apollon », et conduite par un ancien militant d'extrême droite, M. Thiebaud (R.I.), avait provoqué le ballottage. Mais, au deuxième tour, que s'est-il passé ? Plusieurs facteurs ont joué. Les Pontassaliens ont voulu donner un coup de semonce au « maire fantôme » qu'était M. Edgar Faure en favorisant l'entrée au conseil municipal d'une opposition. La mairie était qualifiée de « forteresse ». Il n'y avait pas de véritable concentration. Les élus avaient tout souvent le sentiment de leur inutilité au sein du conseil. Même des employés municipaux ont fait campagne contre une équipe sortante composée de personnes trop âgées et de petits notables locaux. A cela s'ajoute la pollution.

HYÈRES : la fête de la gauche

De notre correspondant

Toulon. — Samedi 25 mars, présidé les Rencontres internationales du jeune cinéma, recevait cette délégation.

M. Ferron entend aussi multiplier les commissions extra-municipales, y faire entrer des représentants du P.C. et associer ainsi la seconde formation de la gauche à la gestion municipale. Déjà un pêcheur communiste des Salins. M. René Pallanca, a accepté d'être adjoint spécial pour cette section de la commune. Ainsi que la loi le prévoit, il a reçu une délégation qui lui donne une voix consultative. Mais il ne peut, bien évidemment, éliger au conseil municipal.

M. Bénard (R.P.R.) favorable à des élections anticipées

En installant son successeur, M. Mario Bénard a fait une déclaration qui a été saluée par de longs applaudissements. Le député de la deuxième circonscription du Var a, en effet, déclaré : « Ainsi que je l'ai indiqué au soir du deuxième tour des élections, je persiste à penser que les deux derniers grands scrutins nationaux, les élections cantonales en 1976 et les élections municipales ces jours-ci, autorisent à se demander si la majorité parlementaire actuelle est encore l'expression de l'opinion politique de la majorité des Français. Dès lors, j'estime qu'il serait plus sage, plus honnête et plus efficace de passer loyalement et sereinement la question aux Français eux-mêmes en procédant dès maintenant à la dissolution de l'Assemblée nationale. »

« Bien entendu, je suis et je demeurerai fidèle à la majorité à laquelle j'appartiens. C'est avec elle et pour elle que je continuerai à lutter. J'ajoute qu'il ne me paraîtrait pas convenable de modifier le mode de scrutin à l'occasion des prochaines élections municipales, quelle qu'en soit la date, car on ne roule pas à la dernière minute un système auquel on a cru pendant dix-neuf ans. En revanche, il me semble que, quelle que soit la nouvelle majorité parlementaire, son devoir sera de se pencher sur ce problème dont nos concitoyens sentent bien qu'il concerne directement la stabilité de nos institutions et la paix civile. » — C. G.

Au deuxième tour, la gauche a recueilli, outre les voix qui s'étaient portées une semaine auparavant sur la liste du GAM (Groupe d'action municipale), une bonne partie de celles de M. Thiebaud.

« Pontarlier a retrouvé son vrai visage », déclare M. Michel Maltrot, candidat de la liste de gauche, qui a, personnellement, obtenu le plus grand nombre de suffrages. « Le conseil municipal est aujourd'hui le reflet de la population laborieuse », ajoute M. Denis Blondeau, le nouveau maire, un ingénieur âgé de vingt-huit ans, qui a adhéré au parti socialiste il y a trois ans.

Les Pontassaliens se demandent encore comment ils ont pu infliger un tel camouflet à celui qui, comme il déclare un commerçant indigné : « faisait le maximum pour rendre service ». Au lendemain du scrutin, ceux qui avaient voulu seulement « faire un peu peur » à M. Edgar Faure, osaient à peine avouer le subtil panachage par lequel ils l'avaient fait rétrograder de la première à la vingt-quatrième place.

Quant au président de l'Assemblée nationale, il affirme ne pas être trop déçu. « J'aurais été peiné si j'avais été battu, mais je suis sûr », dit-il. Pourtant, il assiste dorénavant aux réunions du conseil municipal en tant que simple conseiller. S'il y assiste...

MICHEL BOLE-RICHARD.

هكسان النمل

POLITIQUE

DES NOUVEAUX CONSEILS MUNICIPAUX

TOULOUSE : les élus face à la situation de la SNIAS

De notre correspondant régional

Toulouse. — La réélection de M. Pierre Baudis, député apparenté aux républicains indépendants, maire sortant, ne faisait aucun doute : elle a été acquise lundi après-midi 28 mars au cours de la première réunion du conseil municipal par 28 voix contre 19 au candidat socialiste et 2 bulletins blancs. Or la majorité municipale comprend 30 conseillers qui se répartissent ainsi : 8 R.P.R., 7 R.I. ou apparentés, 1 Front national, 1 communiste (Mouvement des démocrates) et 13 sans étiquette. Si M. Baudis n'a pas voté pour lui-même, il reste qu'une autre voix lui a fait défaut.

La gauche s'est abstenue dans la désignation des adjoints. Ses élus sont allés au-devant de manifestations, cadres, techniciens et ouvriers de la SNIAS, rassemblés devant la mairie autour d'une maquette de Concorde. Le maire, entouré des conseillers de sa majorité, et notamment de M. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a ensuite reçu les représentants des cinq syndicats.

Le Club d'informations démocratiques et socialistes, animé par le professeur Julien Gueffé, a applaudi au travail d'Edmond Hervé, élu maire de Rennes, contre l'équipe patronnée par Henri Fréville, à l'occasion de la victoire de M. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a ensuite reçu les représentants des cinq syndicats.

LEO PALACIO.

Pour votre implantation au BRÉSIL, il vous faut un HOMME INSTALLÉ A RIO

J'ai 37 ans, un Master of Business and Administration (M.B.A.), spécialité finance, l'habitude des contacts internationaux et une solide expérience dans les domaines suivants : réorganisation d'entreprise, marketing, de produits industriels et grande consommation, implantation ingénierie et gestion de travaux dans le domaine de l'immobilier spécialisé, lancement et gestion d'une entreprise industrielle de service dont j'ai été le P.D.G. pendant 6 ans. Je parle l'anglais et le portugais.

Ecrire à Interface, 12, avenue George-V, 75008 Paris.

Avec TWA, 10 jours aux U.S.A. en toute liberté : avion, voiture, hôtels. 2945 F.

C'est l'un des nombreux forfaits de groupe spéciaux que vous propose TWA pour vous permettre de découvrir les Etats-Unis; il comprend le billet aller-retour économie TWA, la voiture de location et 42\$ d'hôtels au choix.

Et vous voyagez toujours sur un vol régulier de la TWA; jamais sur un charter.

Pour bénéficier des meilleurs tarifs, préparez dès maintenant vos vacances aux U.S.A. : demandez à votre Agent de Voyages le programme détaillé des circuits et séjours TWA, ou retournez le coupon ci-dessous.

TWA, 101 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. (Tél. 720.82.11)

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs.

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Mon Agent de Voyages est : _____

N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

هنا من الفصل

Les maires réélus

Dans les villes de plus de trente mille habitants

AJACCIO (Corse-du-Sud). — M. Charles Ornano, bonapartiste.
CARCASSONNE (Aude). — M. Antoine Gayraud, député socialiste.
COMPIEGNE (Oise). — M. Jean Legendre, C.N.I.P., ancien député.
CRENOBLE (Seine). — M. Hubert Dubedout, député (P.S.).
LAVAL (Mayenne). — M. André Pinçon, F.S. M. Robert Suron, veuve de l'ancien ministre, a été élu premier adjoint.
LILLE (Nord). — M. Pierre Mauroy, député, président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, membre du secrétariat national du parti socialiste.
MARTIGUES (Bouches-du-Rhône). — M. Paul Lombard, P.C.
METZ (Moselle). — M. Jean-Marie Rausch, sénateur (Union centriste).
ORLÉANS (Loiret). — M. René Thénault (rad.) réélu vendredi 25 mars au cours d'une séance troublée, mais non interrompue, par une fausse alerte à la bombe.
PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales). — M. Paul Aldry (F.S.D.), député non-inscrit.
RUEIL-MALMAISON (Hauts-de-Seine). — M. Jacques Baumez (R.P.R.), président du conseil général.
SAINT-BRIEUC (Côte-du-Nord). — M. Yves Le Foll, député (socialiste).

LES MAIRES ÉLUS

Dans les villes de plus de 30 000 habitants

LE MANS (Sarthe). — M. Robert Jarry, P.C. Il succède à M. Jacques Maury, sénateur Union centriste, dont la liste a été battue le 28 décembre 1974 à Concorde (Sarthe). M. Robert Jarry, ancien conseiller municipal, a été élu le 14 mars 1977 à la tête de la liste de la fédération départementale du parti communiste. En 1963, conseiller municipal du Mans, M. Jarry est conseiller général depuis 1967 et conseiller régional des Pays de la Loire depuis 1974.
RENNES (Ille-et-Vilaine). — M. Edouard Hervé, P.S. Il succède à M. Henri Fréville, C.D.S., sénateur, qui ne s'était pas représenté. M. Hervé, professeur à la faculté de droit, est conseiller général depuis mars 1974.

AU CONSEIL DE PARIS

LES ATTRIBUTIONS DES ADJOINTS

Certaines des attributions des adjoints au maire de Paris ont été attribuées lundi matin 28 mars. Elles sont les suivantes :

— Finances : M. de La Maline (R.P.R.).
— Personnes : M. Tibert (R.P.R.).
— Urbanisme : M. Bourgeois (C.N.I.P.).
— Commerce : M. Kasperet (R.P.R.).
— Sécurité : Mme de Harnedouin (R.P.R.).
— Circulation : M. Frédéric-Dupont (C.N.I.P.).
— Environnement : Mme Nebout (rad.).
— Culture : M. Pierre Bay (R.P.R.).
— Vie locale : M. Chérion (R.P.R.).
— Questions : M. Roman (R.P.R.).
— Services industriels et commerciaux : M. Perrin (C.D.S.).
— Tourisme : M. de Préaumont (R.P.R.).
— Hygiène : M. Laporte (centriste).
— Affaires sociales : M. Lafay (R.P.R.).
— Système administratif : M. Mibel (C.D.S.).
— Voirie : M. Rosther (R.P.R.).
— Enseignement : M. Collet (R.P.R.).
— Assistance publique : M. Marcus (R.P.R.).
M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, seul adjoint au maire R.P.R. indépendant, n'a pas encore reçu d'attributions. M. Marcus est le premier des neuf adjoints supplémentaires que le maire peut désigner au-delà des dix-huit adjoints de droit. Le second sera M. Michel Junot (C.N.I.P.).

M. Jacques Chirac a également prévu de créer des postes de « conseillers délégués » : celui des relations extérieures serait confié à M. Coeur de Murville (le Monde du 26 mars), celui de la santé à M. Florian Delbarre (R.P.R.), président de l'Université Paris-V. L'arrêté fixant définitivement les attributions des adjoints et des conseillers délégués devrait être pris le lundi 4 avril prochain.

LE BUREAU DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le Conseil de Paris a siégé lundi matin 28 mars en tant que conseil général du département. Le projet de règlement intérieur proposé par la commission du règlement a été adopté, mais il devra être complété ultérieurement. Les conseillers de la gauche ont voté contre le règlement, « que les membres de la commission départementale soient élus à la représentation proportionnelle et non au scrutin de liste, comme le prévoit l'article 4 du nouveau règlement. Selon M. Mellat, conseiller communiste, la charge que cette commission de contrôle de l'exécution (c'est-à-dire du préfet de Paris) justifie une représentation équitable de l'opposition. En revanche, selon M. Chirac, la commission départementale n'exerce aucune surveillance : elle doit seulement assurer la permanence de la présence des élus. Par analogie avec les départements de la petite ceinture, le maire a proposé que l'opposition se voit attribuer deux sièges : MM. Mellat (P.C.) et Moulinet (P.S.) représenteront l'opposition. Les autres membres de la commission départementale sont MM. Lebel (R.P.R.), Long (R.I.), M. Mithouard (centriste), Planchet et de Saevsky (R.P.R.). De même, la majorité s'est prononcée contre la désignation des membres du bureau du conseil général à la représentation proportionnelle comme le demandaient les élus socialistes et radicaux de gauche. Les communistes, en revanche, estiment ne pas devoir partager les responsabilités, le bureau étant à leurs yeux une émanation de la majorité. Les élus rattachés à l'opposition ne sont donc tous à la majorité. Ce sont : Mme Marchal (C.D.S.) et MM. Romanetti (C.N.P.), Debrion (R.P.R.), Assouad (cent.) et Casso (R.P.R.).

PRÉCISIONS ET MISES AU POINT

ORLÉANS (Loiret). — M. Roger Fajardie, membre du secrétariat du P.S., écrit que le commentaire publié dans le Monde du 28 mars sur une lettre de Michel de la Fourrière appela de sa part les deux observations suivantes :

« Premièrement, si M. Thénault était une personnalité d'opposition en 1971 à la tête d'une municipalité à participation socialiste, il s'est depuis rallié à la majorité actuelle, et les représentants du parti socialiste se sont séparés de lui et ont démissionné de leurs postes d'adjoints.

« Deuxièmement, la candidature de Michel de la Fourrière, décidée par les sections socialistes d'Orléans, a reçu l'approbation unanime des organismes responsables du parti socialiste. Aucune réserve quant à cette candidature et à la campagne menée à Orléans n'a été émise ni dans mon rapport ni au sein du comité directeur.

SAINT-ETIENNE (Loire). — Mme Charbonnet, élue sur la liste d'union de la gauche, nous indique que le nouveau conseil municipal comprend non pas 25 P.C. de l'ancien conseil, mais 11. Elle nous précise qu'elle a été présentée par le P.C. mais qu'elle

n'adhère pas à ce parti. La composition du conseil municipal est donc de 21 P.C., 15 P.S., 5 radicaux de gauche, 3 P.S.U. et 1 apparenté P.C.

VILLEURBANNE (Rhône). — M. Roland Massard, qui a donné sa démission du P.S. (et donc du comité directeur de cette formation) nous précise que, contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 26 mars, il n'a pas soutenu la liste conduite par le P.C.F. Il justifie notamment son départ du P.S. en écrivant : « Le compromis passé entre Charles Hernu et Villeurbanne 2000 conduit par Chado (exclu en 1971 de la S.F.I.O. avec M. Gagnaire, ancien maire de la ville, député réformateur) mettait en cause les principes essentiels défendus au congrès d'Epiney, sauf si je les reniais, si ne me restait qu'à démissionner (...). Le problème de Villeurbanne n'est qu'un des aspects de la politique menée actuellement par le premier secrétaire du P.S. (...). Peut-on promettre aux Français de leur rendre le pouvoir alors que, par ailleurs, on n'est pas en mesure d'assurer la démocratie interne de son propre parti sinon en prenant des mesures de remise en ordre, d'élimination... »

Dans les villes de moins de trente mille habitants

AILLIERES-BEAUVOIR (Sarthe). — M. Michel d'Allières, député républicain indépendant.
ARGENTAN (Orne). — M. Vimal du Bouchet (R.I.).
BAYEUX (Calvados). — M. Jean Le Carpentier (R.I.), conseiller régional, conseiller général.
BRIANÇON (Hautes-Alpes). — M. Paul Dijoud (R.I.), secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, conseiller général.
BRIODE (Haute-Loire). — M. Louis Eyraud (P.S.), député, conseiller général.
CHATEAU-CHINON (Nièvre). — M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, président du conseil général, député.
CLAUDES-AIGUES (Canal). — M. Pierre Raynal, député R.P.R.
CONTIGNY (Maine-et-Loire). — M. Jean Foyer, ancien ministre, député (R.P.R.).
CORTE (Haute-Corse). — M. Michel Pierucci.
DECINES-CHARPIEU (Rhône). — M. Pierre Moutin, P.S., conseiller général.
ECOMMOY (Sarthe). — M. Raymond Dronne, député réformateur, président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale.
EMBRUN (Hautes-Alpes). — M. Alexandre Didier, mod. maj.
FALAISE (Calvados). — M. Paul Germain, Mouvement normand, conseiller régional, conseiller général.
FIRMINY (Loire). — M. Théo Vial-Massat (P.C.), ancien député.
FOUGÈRES (Ille-et-Vilaine). — M. Michel Comtat, ancien ministre, député R.P.R.
GAP (Hautes-Alpes). — M. Bernard Givaudan, mod. maj.
HONFLEUR (Calvados). — M. Marcel Liabastre, mod. maj., conseiller régional, conseiller général.
LES ANDELYS (Eure). — M. René Tomassini, R.P.R., ancien secrétaire d'Etat.
LIBOURNE (Gironde). — M. Robert Boulin (R.P.R.), ministre chargé des relations avec le Parlement.
MASSIAC (Cantal). — M. Paul Massagré, sénateur (apparenté R.P.R.).

MAURIAC (Cantal). — M. Augustin Chauvet, président du conseil régional d'Auvergne, député (R.P.R.).
FLAISE (Yvelines). — M. Jean Mouton (P.S.).
PROVINS (Seine-et-Marne). — M. Alain Peyrefitte, R.P.R., ancien ministre, membre de l'Académie française.
RODEZ (Aveyron). — M. Roland Boscary-Monsservin, sénateur (R.I.).
SAINT-CALAIS (Sarthe). — M. Fernand Fouquet, sénateur (rattaché administrativement au groupe socialiste), président du conseil général.
SAINT-MANDE (Val-de-Marne). — M. Jean Bertaud, sénateur R.P.R., M. François Guérard, membre du conseil national du Centre des démocrates sociaux, est premier adjoint.
SEDAN (Ardennes). — M. Gilles Charpentier (P.S.).
SILLY-LE-GUILLAUME (Sarthe). — M. Gérard Chasseguet, député R.P.R.
TROUVILLE. — M. Jean-Charles Médard, mod. maj.
VALS-LES-BAINS (Ardèche). — M. Paul Ribette, ancien ministre, président du conseil général Rhône-Alpes, sénateur indépendant.
MEULAN (Yvelines). — Mme Brigitte Gros (rad.), sénateur non-inscrit.



Contre LE VOL PROTÉGEZ-VOUS

Toutes les 4 minutes de jour comme de nuit, un appartement, une villa, un magasin, est pillé, saccagé.

Il est temps de protéger votre famille, vos biens, votre domicile.

Les Ingénieurs de Paris-Sud Sécurité ont mis au point la Protection Périphérique par inertie seule barrière infranchissable.

BON A DÉCOUPER

Une information vous est offerte gratuitement sur le fonctionnement des différents moyens de s'en protéger. Retournez ce bon rapidement.

PARIS SUD SECURITE

4, rue Oscar Roty 75015 Paris

tél : 533.69.06 - 533.62.14

Monsieur : _____

Adresse : _____

Ville : _____

G.F.C.

SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
110, rue de Sévres 75015 PARIS
566.74.73

GROUPES PHARMACEUTIQUES (1000 personnes)
recherche
DIRECTEUR DU MARKETING FRANCE

180.000 / 220.000 F an
35 ans min. C'est un professionnel confirmé du marketing des produits grand public ayant déjà animé complètement un chiffre d'affaires situé entre 70 et 200 Millions de francs. Un passage dans l'industrie Pharmaceutique est très souhaitable. Sérieuse évolution possible pour candidat de valeur.
Résidences : région du Centre réf 4950

Ecrire en précisant la référence. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Haute-Normandie

Le blocus des pêcheurs « coûte » chaque jour un million de francs au port du Havre

De notre correspondant

Le Havre. — La situation n'a pas évolué au Havre, où le port est bloqué depuis le lundi matin 28 mars par une cinquantaine de bateaux de pêche ancrés dans l'avant-port. Les marins-pêcheurs veulent obtenir l'arrêt des déversements de produits chimiques dans l'estuaire de la Seine. Ils devaient rencontrer, ce mardi 29 mars en fin de matinée, le préfet de Haute-Normandie, M. Claude Bittel.

Les conséquences de ce blocus sont particulièrement graves pour le port du Havre, qui est quasiment paralysé : sur une trentaine de navires attendus lundi, quatre ont pu franchir les digues, avant la mise en place des barrages. Les passagers qui devaient emprunter les car-ferries, ont été conduits à Dieppe où ils pourront traverser la Manche. D'autre part, quatre navires attendus au Havre ont été détournés sur d'autres ports. Les marins-pêcheurs ont toutefois décidé de laisser passer, mardi matin, un car-ferrie irlandais quittant la France avec trois cents enfants à bord.

Lundi, en fin de matinée, l'entrevue entre les représentants des pêcheurs et le directeur de l'exploitation du port n'avait rien apporté de positif. Un procès-verbal a été dressé à l'issue de laquelle des pêcheurs pour occupation illicite des entrées

du port », et il a été annoncé qu'une action serait engagée devant le tribunal administratif. De plus, le directeur du port autonome du Havre a insisté sur le lourd préjudice subi par le port, qui peut se chiffrer à près de 1 million de francs par jour.

Les représentants des pêcheurs ont fait savoir, de leur côté, qu'ils déploieraient également cette situation : « Nous n'avons rien à reprocher au port autonome que nous bloquons uniquement pour des raisons techniques. De plus nous soulignons que cette action, par son côté très spectaculaire, connaît un retentissement beaucoup plus grand. »

Les pêcheurs de Oulsteham devaient gagner Le Havre, ce mardi 29 mars, pour participer, au mouvement, malgré le froid intense et la neige tombée dans la nuit. Combien de temps les pêcheurs de la mer tiendront-ils ?

PATRICK PESLIER.

« Proche du seuil d'alarme »

La pollution de l'estuaire de la Seine a atteint un niveau « qui exige une surveillance attentive », mais qui reste en deça du « seuil d'alarme ». Ce bilan de santé du plus grand des cinq grands estuaires français, dressé lundi 28 mars à Paris par M. Jean-François Sapin, directeur de la préservation des pollutions et des nuisances au ministère de la qualité de l'air, est l'une des premières constatations faites par le réseau national d'observation de la qualité du milieu marin. En action depuis 1974, ce service a concentré ses premiers efforts sur les sites les plus suspects : baie de Seine,

estuaire de la Loire et de la Gironde, golfe de Fos, rades de Brest et de Villefranche. Depuis l'été 1976, un réseau très peuplé (dix-sept millions d'habitants), hautement industrialisé et intensément exploité par l'agriculture, l'estuaire de la Seine est « de loin le plus chargé » en engrais et pesticides.

La baie de la Seine est aussi en tête des estuaires étudiés pour la pollution par les métaux lourds : zinc, cadmium, plomb, mercure. Mais elle est suivie de près par la Gironde qui présente un taux élevé de plomb, dont l'origine est mal connue.

CATASTROPHES

LA COLLISION DE DEUX BOEING AUX CANARIES : 575 morts au moins, de 68 à 70 survivants

Le pape Paul VI a adressé, lundi 28 mars, un télégramme de condoléances à Mgr Luis Franco Gascon, évêque de Tenerife, après la collision survenue la veille sur l'aéroport de Santa-Cruz-de-Tenerife (Canaries) entre deux avions gros porteurs Boeing-747 des compagnies K.L.M. et Panam.

Les causes exactes de l'accident n'ont pas encore été précisée. La sous-commission espagnole de l'aviation civile a écarté, dans un communiqué, toute possibilité de sabotage. De son côté, le général Carlos Franco Ribesegaray, ministre espagnol de l'aviation, a affirmé, au cours d'une conférence de presse, que la collision entre les deux appareils, qui s'opéraient à l'atterrissage, avait été provoquée par une fausse manœuvre du commandant de bord américain, M. Victor Grubbs, celui qui aurait, selon le ministre, quitté trop tôt la piste d'atterrissage et engagé son Boeing sur la piste au moment où la pilote de la K.L.M. lançait le quadriracteur néerlandais.

Les « boîtes noires » contenant l'enregistrement des conversations entre le pilote et la tour de contrôle ont été retrouvées dans les débris des deux appareils. Il faudra attendre que les informations qu'elles contiennent

Le bilan de la plus meurtrière catastrophe de l'histoire aéronautique reste encore imprécis. Selon les sources, le nombre des disparus varie entre cinq cent soixante-quinze et cinq cent soixante-dix survivants, dont plusieurs ont été hospitalisés dans un état grave.

desastre que l'on voyait venir », titre le quotidien libéral de gauche *Diario 16*, qui critique le fait que la navigation aérienne civile espagnole est dirigée et contrôlée par des militaires.

L'indemnisation des victimes : peut-être 300 millions de dollars

De notre correspondant

Londres. — La catastrophe de Tenerife entraînera la perte de simple pour ce qui concerne les assurances. Le *Diario 16* a été assuré pour 23 millions de dollars, celui de la Panam, un peu plus ancien, pour 13 millions. Les deux compagnies ont été déclarées responsables pour 45 % de ce montant, le reste étant couvert par des assurances, françaises, américaines et européennes. Certains de ces derniers ont cependant refusé de payer. Il faut attendre que les indemnités soient versées par les compagnies aériennes, ou aux autorités de l'aéroport civil. Dans le cas où les contrôleurs du trafic aérien des Canaries seraient considérés comme responsables, il se pourrait que l'Etat espagnol n'accepte de payer que les indemnités minimales prévues par les accords internationaux. En fait, tout autrement si le rôle de la Panam, de K.L.M. ou des deux sociétés, était mis en cause. L'appareil américain transportait une majorité de citoyens de Californie, un Etat dont les tribunaux ont l'habitude d'accorder des indemnités très élevées aux victimes d'accidents dus à la négligence des entreprises de transport. Les familles des victimes de Tenerife pourraient donc toucher des sommes dont le total, selon les provisions les plus « pessimistes » des assureurs, pourrait s'élever à 300 millions de dollars.

JEAN WETZ.

Renée BEDARIDA

LES ARMES DE L'ESPRIT TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

(1941-1944)

L'Histoire écrite avec du sang et avec l'espérance.

Un volume 60

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie 75621 Paris Cedex 13

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Après les attaques des armateurs : à Marseille comme dans un moulin...

De notre correspondant régional

Il y a une semaine, M. Philippe Poirier d'Orsay, encore délégué général du comité central des armateurs de France, dénonçait dans une lettre la situation du port de Marseille, où se produisent « dans une conspiration du silence » des vols et des déprédations. Ses propos furent mal accueillis non seulement par les dockers mais par les milieux économiques de la métropole provençale. Guy Porte analyse les insuffisances dans le système actuel de surveillance à l'intérieur de l'enceinte portuaire.

Marseille. — « On entre et on sort dans ce port comme dans un moulin. Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas de vols ? », entend-on couramment affirmer à Marseille. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la circulation à l'intérieur du port autonome est peu réglementée malgré les panneaux qui figurent aux entrées. Les automobilistes n'hésitent pas à pénétrer dans l'enceinte portuaire à l'une de ses entrées pour ressortir tranquilles à la Joliette, au sud, en ayant évité tous les feux rouges des voies de circulation extérieures.

La zone portuaire de Marseille offre la particularité d'être entièrement entourée de grilles, ce qui la rend relativement facile à contrôler. Il suffit de placer aux portes d'accès, dont deux seulement sont ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des surveillants habilités à contrôler tout ce qui entre ou sort du port. Jusqu'en 1967, cette mission a été remplie efficacement par des gardiens de C.R.B., puis par la police urbaine, puis par les agents des douanes. La présence de ces derniers était primordiale, car seuls disposent du droit permanent de fouille des véhicules et sont à même de vérifier de ma-

nière infallible les documents d'accompagnement des marchandises.

On manquait d'effectifs, le système coûtait trop cher. On le supprima, et la charge de la surveillance en incombait aux accédés du port, qui créèrent en novembre 1967 la Société auxiliaire de manutention (S.A.M.), dont les effectifs sont aujourd'hui de cent quatre-vingt-trois personnes. Mais la rigueur avec laquelle les agents de la S.A.M. en venant à surveiller, en s'autorisant notamment à ouvrir les coffres des véhicules, leur valut l'hostilité des travailleurs du port qui dégénèrent en un affrontement nécessitant l'intervention de la police au début de décembre 1976. La S.A.M., dirigée par un ancien colonel de la légion, avait établi d'autre part un fichier concernant vingt-cinq mille usagers du port et onze mille véhicules. Les élus communistes intervenant auprès du préfet en s'indignant que « le pouvoir laisse se développer une police parallèle et privée, exerçant dans l'ombre », et en dénonçant une violation flagrante des libertés individuelles. Les agents de la S.A.M. déclenchèrent eux-mêmes une grève générale qui se prolongea trois semaines pour protester contre « les entrées à leur profession et à leur propre sécurité ». En fouillant les véhicules, ils s'étaient mis cependant dans l'illégalité : ainsi le reconnaît le ministre de l'économie et des finances en réponse à une question écrite de M. Paul Cernomache, député communiste des Bouches-du-Rhône.

Les « plantes vertes »

En mars 1976, un arrêté du préfet de police de Marseille mit fin au conflit en restaurant dans l'illégalité : ainsi le reconnaît le ministre de l'économie et des finances en réponse à une question écrite de M. Paul Cernomache, député communiste des Bouches-du-Rhône.

Le préfet de police de Marseille mit fin au conflit en restaurant dans l'illégalité : ainsi le reconnaît le ministre de l'économie et des finances en réponse à une question écrite de M. Paul Cernomache, député communiste des Bouches-du-Rhône.

activités portuaires que les pices des clients. Sans user d'une image aussi saisissante, le conseil d'administration du Port autonome a noté que les vols se produisent dans le port de Marseille, comme d'ailleurs dans tous les autres ports. Peut-on parler pour autant, comme le fait M. Poirier d'Orsay, d'un « pillage des marchandises » ? Paradoxalement, les dernières statistiques du commissariat portuaire révèlent une diminution du nombre des plaintes pour vol : soixante pour le premier trimestre de cette année, contre soixante-quinze au cours du premier trimestre de 1976. Les services de police ont effectué depuis le 1^{er} janvier vingt-trois arrestations (dix en 1976), dont la dernière en date, le 25 mars, d'un transporteur, ancien repris de justice, et de son chauffeur, titulaire de douze condamnations, impliqués dans une affaire de détournement d'une tonne d'étain.

Du tableau détaillé des vols effectués sur le port au cours des trois derniers mois, ne ressortent que deux ou trois affaires réellement importantes : un vol de quatre sacs de café de 50 kilos chacun, dans lequel sont compromis un docker et son complice, porteur d'une licence de porteur de cinquante-six pneumatiques, puis cinq cartons de linges à huit batteries, etc.

Le problème est, en se renouvelant les vols de marchandises de valeur ajoutée aux marchandises de l'Etat, on dit être l'œuvre de « deux ou trois bandes organisées », arrivent à représenter des sommes importantes. Plusieurs millions de francs sont ainsi détournés. C'est ainsi qu'une sorte de laissez-faire généralisé devant les indolences ou les véritables détournements de marchandises, soit par peur des représailles, soit par incrédulité à l'égard de l'action de la police.

Après la déclaration de « méfiance » à l'égard du nucléaire publiée par une centaine de prêtres et de pasteurs associés, douze ecclésiastiques de l'éclaire et de l'Ain ont fait paraître un communiqué concernant le sur-générateur de Creys-Malville. Ils déclarent que les populations n'ont pas été suffisamment informées, et ont un sens, de ce fait accompli. Ils souhaitent donc que le dossier soit ouvert à nouveau à tous les échelons de la vie publique (communauté, département, région, Parlement).

Après la déclaration de « méfiance » à l'égard du nucléaire publiée par une centaine de prêtres et de pasteurs associés, douze ecclésiastiques de l'éclaire et de l'Ain ont fait paraître un communiqué concernant le sur-générateur de Creys-Malville. Ils déclarent que les populations n'ont pas été suffisamment informées, et ont un sens, de ce fait accompli. Ils souhaitent donc que le dossier soit ouvert à nouveau à tous les échelons de la vie publique (communauté, département, région, Parlement).

A PROPOS DE...

L'ANIMATION ET L'INFORMATION RÉGIONALES

La Picardie à l'école

Y a-t-il un meilleur moyen de faire connaître une région à ses habitants que d'essayer d'éveiller chez les « enfants des écoles » une conscience régionale ? En Picardie, on a répondu à la question.

Certains élèves n'ont pas encore conscience qu'ils habitent en Picardie. « Je m'appelle M. Polignat, directeur du centre régional de documentation géographique d'Amiens en lançant pour l'académie (groupe) l'Alain, l'Oise, la Somme l'opération « multi-médias », expérience déjà tentée dans d'autres académies.

Une appellation bien compliquée pour les élèves des cours moyens et des classes de sixième, laquelle a été choisie. On peut lui préférer celle de « Connaissance de la Picardie » ou de « Connaissance de la région ». Il s'agit de sensibiliser les enfants aux questions locales et régionales par le biais des moyens d'information que l'on voit d'habitude, passivement essentiellement : le radio et la télévision. Les écoles participent aux informations et les enseignants se transforment en producteurs d'animations télévisées et radio-phoniques. Enseignants et élèves tournent aussi des films et feront des montages de diapositives.

Cette démarche a pour but d'ouvrir l'école sur son environnement régional et de familiariser les élèves avec les moyens modernes de communication. « Je souligne le recteur, M. Raymond Prieur.

La Picardie sera mise en scène pendant l'année scolaire 1977-1978. On prendra soin de ne pas séparer les paysages des hommes qui vivent sur cette terre de civilisations millénaires et de gros labours, où l'ouvrier transplanté de la campagne reste un rural dans son comportement. L'abstraction d'hier deviendra le réel de chaque jour.

Diverses plates sont déjà tracées : l'urbanisation, le grand culte, l'agriculture familiale. Le nez dans les documents, les cartes, mais aussi le nez au vent dans les rues où l'on respire l'oxyde de carbone, dans les sillons de la plaine où poussent le blé et le betterave, et pourquoi pas, le nez dans les étoiles.

Des vols romaines aux autoroutes, des villages aux grandes cités, les écoliers picards appréhenderont leur passé, le présent et esquisseront l'avenir. Les Picards, hommes et femmes solides et prudentes, rendus méfiants par des siècles d'invasions mais à l'amitié loyale et un peu boueuse, se retrouveront, par des films et des bandes magnétiques, dans leur univers où, malgré des changements rapides, les coutumes restent vivaces.

MICHEL CURIE.

des douanes de Marseille et de Provence avaient précédemment dénoncé l'an dernier les incidences très préoccupantes de la réduction des effectifs et des risques de recrudescence du trafic de drogue. Sur le seul port de Marseille, il y avait, en 1976, 940 agents affectés à l'ensemble des tâches douanières. Au 1^{er} janvier 1977, l'administration fixait encore les effectifs théoriques nécessaires à 888 personnes, chiffre ramené au 1^{er} mars, à 862, soit une diminution théorique de 306 agents, touchant surtout le personnel de surveillance générale et d'OPOR (celui qui assure le contrôle du chargement et du déchargement des bateaux). Conséquence : la prise en charge de la manutention n'est plus que symbolique et il n'y a plus depuis belle lurette de recensement effectué sous les hangars ou sur les quais. « Le rôle de la douane n'est pas de participer à la lutte contre les vols, expliquent les responsables du syndicat des agents des douanes C.G.T., A.M. Monnet, mais si elle exerce pleinement son contrôle, il y en aurait certainement beaucoup moins. »

Chaque agent définitive, est invité à balayer devant sa porte. Les syndicats des dockers ne dénoncent pas sans raison les « pratiques douteuses de certains », il y a une routine de tous les jours, on ne porte pas plainte. L'intérêt des armateurs comme celui de l'acconier n'est pas de déclarer le vol, car ils s'exposent automatiquement à des pénalités domaniales destinées à compenser l'exonération de taxes dont ils ont pu bénéficier. C'est ainsi que, si l'on a une routine de tous les jours, on ne porte pas plainte. L'intérêt des armateurs comme celui de l'acconier n'est pas de déclarer le vol, car ils s'exposent automatiquement à des pénalités domaniales destinées à compenser l'exonération de taxes dont ils ont pu bénéficier. C'est ainsi que, si l'on a une routine de tous les jours, on ne porte pas plainte.

GUY PORTE.

QUALITÉ DE LA VIE

LA CONTESTATION

DES CENTRALES NUCLÉAIRES

• CREYS-MALVILLE : les prêtres interviennent.

Après la déclaration de « méfiance » à l'égard du nucléaire publiée par une centaine de prêtres et de pasteurs associés, douze ecclésiastiques de l'éclaire et de l'Ain ont fait paraître un communiqué concernant le sur-générateur de Creys-Malville. Ils déclarent que les populations n'ont pas été suffisamment informées, et ont un sens, de ce fait accompli. Ils souhaitent donc que le dossier soit ouvert à nouveau à tous les échelons de la vie publique (communauté, département, région, Parlement).

• FESSENHEIM : une déclaration des comités français et allemands.

L'arrêt de la centrale nucléaire française de Fessenheim (Haut-Rhin) a été de nouveau réclamé par les comités de défense de l'environnement à la demande de l'Allemagne. Dans une déclaration commune, les comités allemands et français du Bade-Wurtemberg et d'Alsace, lundi 28 mars, à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne fédérale), ont fait connaître leur position. Ils déclarent que les populations n'ont pas été suffisamment informées, et ont un sens, de ce fait accompli. Ils souhaitent donc que le dossier soit ouvert à nouveau à tous les échelons de la vie publique (communauté, département, région, Parlement).

Pêche

Accrochage à Bruxelles. — La Grande-Bretagne a refusé, samedi 26 et dimanche 27 mars, à Bruxelles, de signer, avec ses partenaires de la C.E.E., un accord pour limiter les prises des pêcheurs pendant trois mois afin de protéger les ressources de poisson. — (A.F.P.)

RELIGION

AÉRONAUTIQUE

« L'Eglise catholique en France » sur TF1

Une photographie fidèle mais incomplète

L'émission de Jacques-Olivier Chastard sur l'Eglise catholique en France, « Entre Dieu et les hommes », présentée par TF1 ce mardi 29 mars à 21 h. 30 vient à point. Occupations d'églises, bagarres sur le parvis, prédicateurs contestés, ébriétés et progressistes : rappelés à l'ordre par le pape... Que se passe-t-il chez la fille aînée de l'Eglise ? Est-ce la révolution ou une simple crise de croissance ?

« Il est vrai qu'il y a une crise, mais elle existait déjà au temps de Jésus-Christ qui, lui, en a provoqué une fameuse ! » Malgré toute sa bonhomie, rougissant, le cardinal François Marty s'arrête tout de suite à l'écouter. « Quelqu'un des prêtres, par un son missionnaire excessif, sont allés trop loin », nous-t-il.

L'émission nous montre quelques-uns de ces « laïcs pour compte ». Ce père de six enfants, l'un des auteurs du livre les Fumées de Satan — réquisitoire des abus relevés depuis la concile, qui étudie de ce que « tout ce que j'ai enseigné à mes enfants en matière doctrinale est contredit par l'enseignement religieux qu'ils reçoivent dans leurs

écoles catholiques ». Ce prêtre en soutane qui affirme péremptoirement que « la place du prêtre est à l'autel ou dans la chaire de la vérité, pas à un meeting syndical ». On voit aussi quelques exemples de l'autre bord. Un prêtre qui a toujours refusé de porter une croix à son veston, car, si on ne voit pas à son visage que je suis prêtre, ce n'est pas la peine ». Ou ce prêtre-ouvrier qui travaille sur un chantier depuis vingt-huit ans et qui est membre de la section nationale de la C.G.T.

L'essentiel de cette « photographie » du catholicisme français, fidèle dans l'ensemble, est consacré cependant aux différentes formes de vie ecclésiale, dans toute leur diversité. On va de Lourdes, qui a reçu quatre millions de pèlerins l'année dernière, à une réunion de catholiques « charismatiques », en passant par un convent de contemplatives, une célébration liturgique avec jazz et une communauté de moines qui travaillent à mi-temps.

Malheureusement, on ne cherche pas à savoir si les différents courants qui traversent l'Eglise pourront coexister sans faire

écarter une unité toujours plus menacée. Car on évite soigneusement de donner la parole aux « ultras » : pas plus aux chrétiens marxistes qu'aux disciples de Mgr Lefebvre.

Autre lacune regrettable : on ne souffle mot de ces petits groupes de chrétiens qui se multiplient actuellement en dehors des structures officielles de l'Eglise, tout en se réclamant d'elle. Paroisses « flottantes » ou « extra-territoriales », communes de base et groupes de prière : ce sont ces communautés chrétiennes qui préfigurent sans doute l'Eglise de demain et que Mgr Guy Riobé, évêque d'Orléans, dans son article « L'Eglise est invitée au courage » (Le Monde du 16 février), qualifiait de « signes d'espérance pour l'avenir de l'Eglise ».

Chaque de ces communautés se sont rencontrées pour essayer de définir leur place dans l'Eglise et revendiquer un statut propre. A la lecture de l'article de Mgr Riobé, elles ont rédigé et signé en commun le texte suivant.

ALAIN WOODROW.

Pour une Eglise « hors les murs »

Le 16 février dernier, paraissait dans le Monde un article insolite. Un évêque parlait, mais non pour affirmer, plutôt pour tenter de comprendre.

Alors que tout un système social, politique, culturel occupe les médias, il faut du courage à un évêque pour dire que la marge vaut bien le texte ! Mais, plus étonnant que ceux qui ont quitté l'Eglise sur la pointe des pieds, nous n'acceptons ni d'être marginalisés, ni d'être normalisés.

Ce qui nous pousse à raconter notre histoire, nos histoires, c'est la conviction que d'autres s'y reconnaîtront. Dans cette société où la communication est si difficile, il est urgent de se raconter les uns aux autres.

Chaque fois l'histoire est différente, mais les étapes sont les mêmes :

● 1^{re} étape. — Des chrétiens ne trouvent plus dans les formes de la paroisse traditionnelle le lieu de liberté et de « convivialité » où prendre la parole et exprimer, critiquer, renouveler leur foi, leurs engagements, leur vie quotidienne. Trop de contraintes cléricales, d'appareils, de pesanteurs sociologiques, de cloisonnements, de timidités, de tabous. Alors ils redécouvrent la liberté de l'évangile de Jésus, et vivent chaque jour sa charge d'espérance pour le monde dans lequel nous vivons.

Il n'est plus possible de maintenir tel quel le cadre préfabriqué. Pour préserver leur recherche, certains traitent même jusqu'à accepter l'informel et le provisoire.

● 2^e étape. — En général, le groupe éprouve le besoin de se donner un minimum de structures. A mesure que la communauté se prend en charge, voire s'autogère, se posent les problèmes de pouvoir, au-dedans et au-dehors. La hiérarchie s'installe, supporte mal qu'une cellule d'Eglise de forme inconnue, demande à être reconnue. Si rien ne casse, une situation de tension parfois de conflit, s'établit, que le groupe cherchera pas à dissoudre, mais qu'elle crée une nouvelle dynamique de relations avec l'évêque.

● 3^e étape. — Nous la vivons actuellement : plusieurs de nos communautés se sont aperçues qu'elles venaient de créer, presque au même moment, chacune pour son compte, un groupe de « liaisons ». Nous commençons à nous reconnaître, nous célébrons ensemble.

Tout se passe comme si, longtemps trop fragiles pour sortir d'elles-mêmes, nos communautés venaient de prendre conscience que leur projet est le même : réinventer une forme d'Eglise où les relations d'échange et de communion prennent les relations d'autorité.

Qui sommes-nous ? ● Une communauté monastique draine sur le territoire de sa province, et bien au-delà, des chrétiens à la recherche de l'authenticité. La liberté qui y règne est devenue explosive, c'est bientôt l'expulsion par les moyens juridiques. Qu'est-ce devenu d'une Eglise qui les rejette ? Comment rester ensemble, dispersés qu'on est, et sans demeure ? (Boquen.)

● Une équipe de prêtres désertant au père une paroisse d'étudiants et une paroisse sous un clocher. Une communauté de réflexion, parfois de vie, se constitue, dont les formes déconcertent les paroissiens pratiquants. Le groupe où la part étudiante diminue, tandis que viennent voisins ou amis, des chrétiens en recherche, se donne un conseil, un président laïc, quitte son clocher, et va louer une salle proche pour ses rencontres dominicales. Ce faisant, il sort de l'organigramme, et l'antipathie, toute sympathique qu'elle soit à l'expérience, lui dénie le droit de marier et de baptiser. (Cité universitaire de Paris.)

● Une chapelle neuve dans une grande gare parisienne rénovée, avec le prêtre responsable, qui a su y créer un espace de liberté, la communauté réapprend ce que peut être l'expérience spirituelle et les multiples façons de décou-

vrir sa foi. Brutalement, le prêtre est déplacé. Ceci oblige la communauté à prendre conscience de sa responsabilité et à redéfinir le projet d'Eglise qui se dessinait là depuis huit ans. (Saint-Bernard-Montparnasse.)

● Dans le dix-septième arrondissement, il y a six ans, des parents de lycéens décident, avec l'aimable du lycée Carnot, de s'organiser avec leurs enfants, de communier de jeunes et d'adultes. Depuis, elles ont essayé dans d'autres quartiers et décident de se retrouver chaque semaine en partage de vie, les mois en intercommunauté, pour s'interroger et célébrer ensemble dans un local paroissial. (Intercommunauté du dix-septième.)

● Une paroisse étudiante, par sa vie liturgique, attire de nombreux non-étudiants. Elle prend

conscience à travers ses célébrations d'une vocation tout autre que de copier fidèlement la société actuelle. Elle libère la parole, passe à l'autogestion, perd les trois quarts de ses effectifs, et risque de perdre très prochainement le droit de marier et de baptiser, ainsi que les locaux où elle se réunit. (Communauté de la Croix, Antony.)

● Toutes ces communautés se reconnaissent les mêmes droits : droit à la différence, droit à la parole, qui n'est plus le monopole du prêtre (on ne part plus du dogme, on le découvre) ; droit pour le groupe de se prendre en charge, de célébrer où il veut, dans la créativité de participer au choix de ses prêtres. Droit, en somme, de découvrir, de vivre, d'exprimer sa foi.

Ce témoignage est un appel à notre Eglise pour qu'elle cesse de

diffuser, par son comportement, un modèle de société assise, donc contraire à l'évangile, et se reconstruise enfin une Eglise en marche.

Un appel aussi à tous ceux qui, comme écrivait Guy Riobé, « sont en train de perdre, confiants dans l'aptitude de l'institution ecclésiale à prendre en charge, l'avenir de l'évangile ».

Pour une Eglise « hors les murs », Eglise de « pierres vives ».

★ Ce texte est signé par : le conseil de la Communauté de Boquen, la communauté catholique de la Cité universitaire de Paris, la communauté de Saint-Bernard-Montparnasse, l'intercommunauté du XVII^e, la communauté chrétienne de la Croix-Antony.

★ Pour toute correspondance, écrire à : Liaison Communauté, M. Maurice Silve, 15, rue Garin, 75013 Paris.

Les syndicats s'élèvent contre l'achat éventuel d'avions américains par Air France pour remplacer les Caravelle

Tandis que les ouvriers de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) à Toulouse ont observé, lundi 28 mars, des arrêts de travail d'une heure, à l'appel de l'ensemble de leurs syndicats, la Fédération F.O. de la métallurgie a demandé au secrétaire général de la confédération, M. André Bergeron, d'intervenir auprès du gouvernement pour attirer son attention sur « les conséquences prévisibles sur l'emploi, dans l'industrie aéronautique, de l'achat d'avions américains par Air France ». On sait que la compagnie nationale a inscrit dans ses crédits d'équipement l'achat de deux exemplaires de module 100 à fin 1977 et dix autres en 1978. Le module 100 représente un avion de cent à cent trente places dans la catégorie des court-moyen-courriers du type Boeing-747 ou DC-9.

Vive irritation des travailleurs

Le gouvernement français doit, en principe, se prononcer incessamment sur l'achat ou sur la location de tels appareils qui remplacent les Caravelle. Mais les discussions entre Douglas et Dassault sur la conception d'un nouveau Mercure sont, on le sait, sur le point d'échouer.

Force ouvrière estime que « la décision prise du gouvernement de donner à Air France l'autorisation d'acheter des Boeing-747 ou des Boeing-727 serait interprétée comme une reconnaissance définitive de la France à sa tradition de constructeur d'avions de transport court et moyen-courriers. Elle remettrait ainsi en cause l'existence et la division « avions » de la SNIA, qui emploie quatre-vingt mille personnes. Si l'on tient compte des sous-traitants, c'est plus de vingt mille emplois qui seraient perdus ».

Force ouvrière observe que l'achat d'avions américains par Air France provoque une vive irritation des travailleurs de l'in-

dustrie aéronautique alors qu'un certain nombre d'Airbus sortis d'usine n'ont pas trouvé acqureur et représentent, par leur immobilisation, un lourd investissement.

Pour son réseau aux Antilles, Air France utilise déjà deux bi-réacteurs Boeing-707, sans compter sa flotte de moyen-courriers Boeing-727. Le remplacement des Caravelle, en partie, par des Boeing-737 ne créerait pas de diversification de la flotte, une mesure qui, en l'occurrence, entraîne des frais supplémentaires d'exploitation des avions qu'une compagnie met plusieurs modèles d'avions trop différents en service. De surcroît, Air France considère que l'Airbus à deux cent cinquante places ne satisfait pas son besoin de trafic couvert par des « module 100 » et l'obligerait à réduire le rythme de ses liaisons pour respecter ses accords internationaux.

L'hypothèse avait été avancée de l'achat de DC-9 pour remplacer les Caravelle, en contrepartie d'un accord de coopération industrielle avec Douglas. Mais les discussions entre Douglas et Dassault sur la conception d'un nouveau Mercure sont, on le sait, sur le point d'échouer.

2 sessions
du 4 au
8 ou du
12 au 16
**5 jours
math, phys**

Rattrapage intensif, 3^e à terminale
SOS MATH
3 centres à Paris - Tél. 756.61.24
Mairie (10^e), Port-Royal (6^e)
et 3, rue de Montcaumon (2^e).

Recevant les évêques du nord de la France

PAUL VI

RAPPELLE L'IMPORTANCE DE LA PAROISSE TERRITORIALE

Rome (A.P.). — En recevant en audience, le 28 mars, les évêques du nord de la France, après ceux du Centre (Le Monde du 29 mars), Paul VI a notamment traité du problème des communautés de base.

« La paroisse demeure le lieu le plus adéquat du rassemblement du peuple de Dieu », a déclaré le pape. La très grande majorité des fidèles serait à bon droit déçue, certes, par la dévaluation et l'abandon d'un signe ecclésial, qui peut et doit retrouver un souffle de jeunesse. Les exemples de ces communautés sont nombreux. Mais vous soulignez en même temps que la paroisse est appelée à se diversifier de plus en plus, à l'intérieur d'elle-même, en petites communautés de réflexion, d'action, de prière, en fonction des milieux souvent très variés qui la composent. »

Après avoir signalé le danger d'un manque d'engagement, d'abandon et d'éloignement des paroisses, encourus par ces communautés, le pape a conclu :

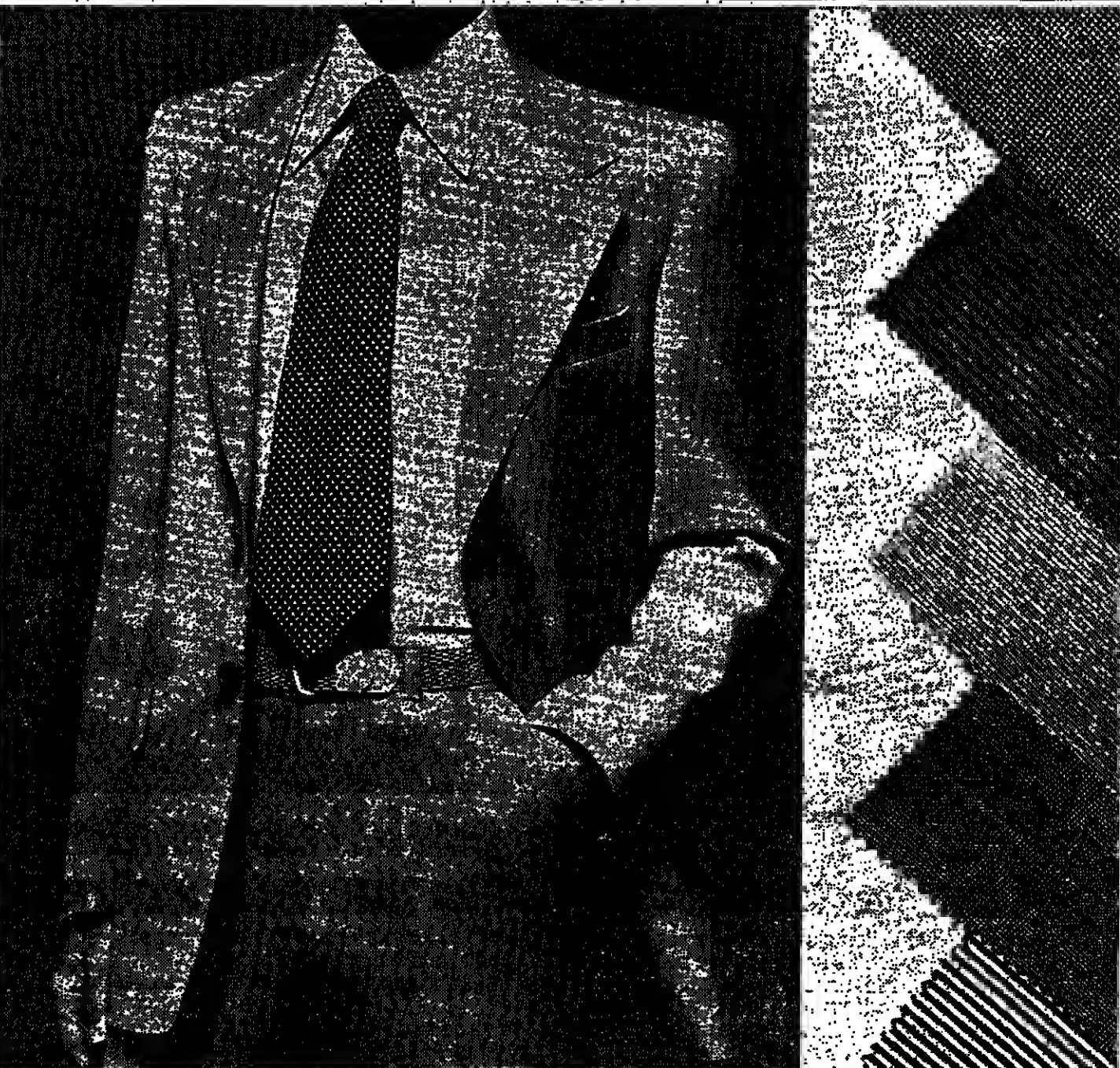
« Le passage de l'unité à la multiplicité du rassemblement chrétien est extrêmement délicat. C'est pourquoi, vous avez l'impérieuse obligation de rappeler souvent à tous vos fidèles et surtout à ceux qui font l'expérience de ces communautés nouvelles qu'ils ont à vérifier sérieusement leur appartenance à l'Eglise selon les critères explicites dans notre exhortation Evangelii nuntiandi, d'action, de prière, en fonction des milieux souvent très variés qui la composent. »

LE PATRIARCHE DE ROUMANIE EST MORT

Le patriarche Justin Marina, métropolite de Valachie et archevêque de Bucarest, chef de l'Eglise orthodoxe de Roumanie, est décédé, vient d'annoncer l'agence Agencepres.

Défenseur de l'orthodoxie roumaine, autocrépusculaire depuis 1865, contre l'orthodoxie russe, le patriarche Justin était resté en Valachie en mars 1972 pour établir un premier contact avec l'Eglise catholique.

L'orthodoxie roumaine, la deuxième du monde en importance, représente plus de 15 millions de fidèles. Elle comprend trois provinces métropolitaines, avec au total douze évêchés et plusieurs écoles. Né en 1901, M. Justin Molescu, d'abord professeur laïc de théologie, gravit rapidement les échelons de la hiérarchie, devenant archevêque et métropolite de Jassy (Moldavie) en 1947, puis patriarche de Roumanie en 1965. Personnage d'une grande présence physique, familier des rencontres U.R.S.S., il n'avait pas ses sympathies pour le régime communiste, avec lequel il avait su établir les meilleurs rap-



IMPOSEZ VOS MESURES. IMPOSEZ VOS GOUTS.

Le costume personnalisé. Une nouvelle création du Galfa Club.

Choisir parmi 600 tissus différents. Choisir le style, la coupe, les détails de votre costume. C'est ainsi que le Galfa Club, dans une nouvelle boutique, conçoit la mesure industrielle. Premier prix d'un costume à vos mesures : 670 f. - 15 % d'escompte jusqu'au 2 avril, 569 f.

JUSQU'AU 2 AVRIL, 15 % D'ESCOMPTE sur les costumes personnalisés.

Galerias Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

JUSTICE

UN SCANDALE ORDINAIRE

C'est une vieille affaire que la mort rattachée. Car qui se souviendrait des trois détenues des GARI si la mort de M. Guy-Louis Pia, juge d'instruction, n'était venue rappeler, par l'effet d'une notice nécrologique, qu'il en avait la charge.

Les GARI sont les Groupes d'intervention révolutionnaires internationalistes à qui sont imputés l'enlèvement à Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 1974, d'un banquier espagnol, libéré, le 22 mai, par ses ravisseurs, et une longue série de plastiques échoués ou tentés dans le sud-ouest de la France.

A propos de ces affaires, douze personnes sont inculpées : trois sont en fuite, six en liberté sous contrôle judiciaire, trois sont en prison. Deux de ces derniers sont inculpés depuis le 20 septembre 1974 : MM. Michel Camilleri, âgé de vingt-quatre ans, ressortissant français sans profession, et Mario Ines Torres, âgé de vingt-deux ans, ressortissant espagnol, sans profession : un autre l'est depuis le 9 décembre 1974 : M. Jean-Marc Rouillon, âgé de vingt-quatre ans.

Mais que de procédures enlées à leur intention ? Le 20 septembre 1974, le Cour de sûreté de l'Etat est saisi de ce dossier. Le 12 mars 1976, il a jugé que c'est à tort. Ce long

déjà s'expliquait, affirme-t-on, par le désir (maître) des inculpés d'employer la Cour de sûreté comme une tribune. Encore est-il fallu qu'ils fussent publiquement jugés. On en est loin.

Huit jours exactement après que le Cour de sûreté se fut déclaré incompétent, une information judiciaire est ouverte à Paris. Sans que l'on sache d'ailleurs comment les inculpations ont été maintenues durant ce délai, puisque aucun magistrat apparentement n'avait la maîtrise du dossier.

M. Pia se voit confier cette information. Très logiquement, il « reprend tout à zéro ». Puis il meurt. Un autre magistrat va donc être désigné qui, aussi, mécontent que le premier, va lui aussi « reprendre à zéro » ce dossier.

Que conclure de tout cela ? Certes pas que les membres des GARI sont abusivement soupçonnés — encore que rien n'est été publiquement prouvé à leur encontre. Mais le coupable, quel qu'il soit, quel qu'il ait fait ou qu'on lui attribue, doit en droit absolu : celui d'être publiquement jugé. Les trois détenus des GARI ne le sont pas. Rien n'indique qu'ils vont l'être. Le scandale est petit. Il est ordinaire. Il ne trouble pas les consciences, mais il est patent.

Ph. B.

• Les noyautés armées pour l'autonomie populaire », qui avaient revendiqué le meurtre de Jean-Antoine Tramoni, ont déclaré dans un communiqué être les auteurs de la tentative d'attentat qui a eu lieu dans la nuit du 26 au 27 mars sur le parking des usines Renault de Flins (Yvelines) (Le Monde du 28 mars). Dans ce communiqué, cette organisation — inconnue avant la mort de M. A. Tramoni le 23 mars — déclare que « Renault », « entre-prise libérale », est coupable du meurtre de Pierre Omeroy comme l'est le tueur privé Tramoni ».

• Le tribunal de Marseille a relaxé, vendredi 25 mars, les quatre dirigeants de l'industrie les Trois Mathilde, dans le quartier d'Aren, à Marseille, pour-

suivis après une explosion survenue, le 10 février 1970, dans cette entreprise et qui causa la mort de quatre personnes (Le Monde du 10 février 1970). Le tribunal a estimé que « les causes de l'explosion sont demeurées indéterminées ».

Les quatre dirigeants sont MM. Michel Lesieur, président-directeur général de la société Lesieur-Cotelle; Xavier de Roux, président-directeur général de la société Unipol; Jacques Saurat, directeur de l'usine des Trois Mathilde; et Jean Lesnay, délégué à Marseille de la société Lesieur-Cotelle. Les familles des victimes avaient été dédommagées depuis l'accident.

LES PRATIQUES PSYCHIATRIQUES EN INDRE-ET-LOIRE

Un médecin-chef de l'hôpital de Tours inculpé

Tours. — Selon des sources officielles mais certaines, deux inculpations ont été prononcées récemment par M. Jean-Paul François, juge d'instruction, contre deux responsables présents d'un internement illégal à l'hôpital psychiatrique de Tours. Les inculpés sont M. Muller, sous-directeur du centre hospitalier régional de Tours, responsable des services psychiatriques, et le professeur Sizaret, médecin psychiatre, chef de service.

L'incrimination qui a entraîné ces inculpations avait été ouverte le 19 août 1976 après une plainte déposée par M. Lison-Croix, au nom de M. Elidoro, un retraité de soixante-deux ans, interné dans le service du professeur Sizaret depuis près de trois ans et affectant l'incrimination contre son gré. M. Elidoro est un habitué des services psychiatriques puisqu'il y séjourne depuis 1969, mais il y a eu un statut différent selon les époques. D'abord considéré comme simple malade, il bénéficiait au début de « permissions » de sortie régulières, mais après, semble-t-il, une tentative de suicide en 1974 il a été transféré dans le service du professeur Sizaret et voyait ses sorties supprimées en raison de la « dangerosité qu'il présentait pour lui-même ».

M. Elidoro n'aurait pas alors protesté contre cet internement si son état physique et mental justifiaient bien son internement. Les lettres de sa femme, qui touchait sa pension et lui envoyait 20 francs d'argent de poche par semaine. Respectueux de l'au-

rité médicale, M. Elidoro aurait pu rester longtemps dans cette situation, mais il rencontrait, il y a un an, un autre malade mieux informé sur la réglementation qui lui conseilla alors de s'adresser à un avocat de Tours. Une lettre parvint le 8 mai 1976. La réponse, envoyée au début du mois de juin, ne parvint jamais à M. Elidoro. En revanche, une remarque de sa femme lui laissait croire que celle-ci avait été informée de sa démission.

Peu après, le 11 juin, M. Elidoro, jusque-là simple malade, libre de quitter l'hôpital à sa guise, faisait l'objet d'une demande de « placement volontaire », rédigée par Mme Elidoro et accompagnée d'un certificat médical dressé par un psychiatre de Tours, M. Elidoro aurait donc été séquestré du 8 mai, date de sa demande de sortie, au 11 juin 1976, date officielle de son changement de statut. D'autre part, les formalités du placement volontaire auraient été entachées d'irrégularité au regard de la loi de 1838. M. Elidoro n'est plus à l'hôpital psychiatrique. Par une coïncidence étonnante, il a pu quitter le service du professeur Sizaret, le 24 mars dernier.

Il est maintenant dans un hôpital de Bléré, près de Tours, où il est considéré comme n'importe quel autre retraité. Il recevra la visite, dans la semaine, de deux experts qui détermineront si son état physique et mental justifiaient bien son internement. Les développements de cette affaire sont attendus avec intérêt à Tours.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

Faits et jugements

Des observations au juge d'instruction de Patrick Henry.

M. Jean Foyer (R.P.R.), président de la commission des lois à l'Assemblée nationale, qui demandait au garde des sceaux, dans une question écrite, s'il estimait « convenable et compatible avec l'obligation de réserve le comportement public d'un magistrat tuteur embrassant, à la fin de l'audience, un criminel condamné à la réclusion perpétuelle pour un crime abominable qui a indigné la France et le monde », M. Olivier Guichard répond (Journal officiel du 26 mars) que « l'enquête à laquelle il a été procédé n'a pas permis de déterminer avec précision et certitude les conditions exactes dans lesquelles se seraient déroulés les faits ».

Mlle Marie-France Gérard, juge d'instruction à Troyes, chargée du dossier de Patrick Henry, avait à l'époque indiqué (Le Monde du 29 janvier) que Patrick Henry avait pris l'initiative de cette accolade après le verdict. Elle avait d'autre part, n'ayant tenu le propos rapporté par une partie de la presse et dont s'indignait M. Foyer : « Mon petit Patrick, mon petit Patrick ».

M. Olivier Guichard fait remarquer dans sa réponse que l'absence de faits « indiscutables » interdit l'ouverture d'une procédure disciplinaire. Toutefois, souligne-t-il, « le magistrat intéressé s'était exposé à se trouver dans une situation pouvant entraîner des conséquences inopportunes avec ses observations lui ont été faites à ce sujet ».

« Viol de conscience ? »

M. Louis Le Fien, avocat général, qui avait, lors du second procès de Jérôme Carrein devant la cour d'assises du Nord, qui devait le condamner à mort (Le Monde du 3 février), dénoncé le « viol de conscience » opéré lors du procès de Patrick Henry à Troyes s'est exprimé en des termes qui, ni dans le fond ni dans la forme, ne méritent la moindre critique. Ainsi s'exprime le garde des sceaux dans sa réponse, publiée au Journal officiel du 26 mars, à M. Eugène Claudius-Petit, député de Paris (réformateur), qui voyait dans cette attitude « la mise en cause d'un jugement prononcé ».

Les griefs de M. Claudius-Petit sont « absolument injustifiés », estime M. Guichard, qui précise : « Ce n'était d'ailleurs pas mettre en cause la décision précédemment rendue que de rappeler que nul ne pouvait soutenir, sans porter préjudice à la liberté de jugement des jurés, que le président de la République n'aurait pas, dans l'affaire qui leur était soumise, le droit de grâce qu'il tient de la Constitution. »

« Bien le bonjour d'Albert »

Le quotidien Nice-Matin publie dans ses éditions du mardi 29 mars, une lettre dactylographiée et signée dans laquelle le chef pressuré du « gang des égoïstes » de Nice, Albert Spaggiari, en fuite depuis son éviction du palais de justice, le 10 mars, incrimine Gérard Rang, arrêté depuis comme « l'homme à la moto », qui l'aurait aidé à fuir. L'enveloppe est adressée à Nice avec la date du dimanche 27 mars. Albert Spaggiari jure « sur son honneur de paracristal » que Gérard Rang ne fut pas son complice. « Je ne déborde pas personnellement d'amitié pour lui », ajoute l'auteur de la lettre. Mais il n'importe, en regard de sa raison sociale (affaires commerciales, escroqueries, boîtes de nuit, etc.) qu'il ne soit pas son complice. Je ne suis pas contre l'escroquerie, je ne suis pas pour, cela n'est tout simplement pas mon job. » Au des d'une photo, jointe à la lettre, sur laquelle on le voit, cigare aux lèvres et chape de bête à la main, avec « son » motard, un homme de forte corpulence dont les traits sont distordus par un casque, on peut lire ces mots manuscrits : « Bien le bonjour d'Albert » et une large signature dont l'authenticité ne paraît guère contestable.

Sommeil trop cher.

Pour des hausses de prix illécites allant de 267 à 372 %, un « marchand de sommeil » d'Argentan (Val-d'Oise), M. Abdallah Mayouche, soixante ans, de nationalité algérienne, a été condamné, lundi 28 mars, à 6 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Fontenay. En juin 1974, les services départementaux de la concurrence et des prix avaient constaté qu'il faisait payer trois de ses lits 130 F par mois, et trois autres 100 F, au lieu des 27,50 F prévus par la loi.

EN BREF...

• Deux jeunes gens de Chuses (Haute-Savoie), MM. Guy Moenne-Locoz et Louis Caux, âgés de vingt-quatre ans, prévenus de coups et blessures volontaires, viennent d'être condamnés par le tribunal correctionnel de Bonneville. Ils avaient frappé avec une rare violence deux travailleurs immigrés tunisiens, MM. Amri Aïcha et Hamissa Assouma, ainsi que, quelques jours plus tôt à Scionzier, un séminariste d'Écoche, M. Jean Dupont, qu'ils avaient « pris pour un Arabe ».

M. Moenne-Locoz a été condamné à six mois de prison pour chacune des agressions; M. Caux, à six mois de la même

peine — dont cinq avec sursis — pour les coups portés à M. Dupont et six mois — dont quatre avec sursis — pour l'attaque des deux travailleurs tunisiens, les peines étant confondues dans chacun des cas. Ils devront rembourser 33 100 F à la Sécurité sociale, payer 2 000 F de dommages et intérêts à M. Assouma et, à titre de provision, 6 000 F à M. Amor et 5 000 F à M. Dupont. (Corresp. rég.)

• Pourquoi d'un condamné à mort... — Michel Bodin, âgé de vingt-cinq ans, condamné à mort le vendredi 25 mars par la cour d'assises de la Vendée pour avoir battu à mort un septuagénaire, s'est pourvu en cassation, samedi 26 mars. Michel Bodin a été transféré à la centrale de Poitiers.

VOUS EN SAVEZ PLUS QUE NOUS.

Pour le reconnaître, il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.

Nos clients sont les mieux placés pour connaître leurs besoins avec précision : leurs problèmes leur sont propres. Nous écoutons. Ils s'adressent à nous car nous pouvons leur proposer non pas des solutions toutes faites, mais des systèmes, véritables outils modulaires et compatibles. Des systèmes susceptibles d'évoluer dans la juste mesure de leurs besoins futurs.

Nous parlons le même langage : il est logique d'associer nos moyens. Digital Equipment : une gamme complète. 8.000 à 4 millions de caractères de mémoire, 500.000 à 1,5 milliard de caractères en ligne... ces quelques chiffres situent notre gamme de petits, moyens et grands ordinateurs. Elle offre un vaste choix de possibilités à nos clients. Ainsi n'ont-ils pas à modifier leurs projets pour les adapter aux outils existants. Nous leur procurons l'outil adéquat.

Digital Equipment propose une façon vraiment différente de s'informatiser. C'est

pourquoi nous occupons l'une des toutes premières places dans le domaine de l'informatique avec nos 70.000 ordinateurs installés dans le monde entier.

Mais peut-être devriez-vous le vérifier... Demandez notre brochure « Produits et Services Informatiques » en adressant votre carte de visite à : Jean-Daniel Bain, Dpt. D. Digital Equipment France, 18, rue Saarinen, 91120 Evry-Courcouronnes Cedex. Tél. 687 23 33.

Genève Tél. (022) 20 40 20;

Bruxelles Tél. (02) 733 96 50.

digital

هكمان النخل

L'ÉVÉNEMENT

Dix mille objets dans l'espace

L'AGENCE spatiale européenne (ASE-ESA) va lancer prochainement le premier satellite géostationnaire entièrement consacré à la recherche scientifique et baptisé « Geos ». On se casse actuellement, soixante satellites présents et passés, près de dix mille objets envoyés par l'homme dans l'espace. Précisément 9 645 au 31 décembre 1976, 4 141 étaient alors en orbite, 5 504 ne l'étaient plus. La plupart de ces derniers, lentement freinés par la très haute atmosphère, sont retombés dans les couches plus denses et y ont brûlé.

La grande majorité de ces objets ne sont pas des satellites en sens courant du mot; ce sont des fragments de fusée, des débris de débris divers qui ont été satellisés en même temps que le « véritable » satellite. Il

est en effet bien rare que celui-ci soit seul à être mis en orbite. Il est généralement accompagné de quelques débris. Leur nombre est parfois impressionnant. Ainsi, 400 objets furent satellisés en même temps qu'une fusée américaine se brisa dans l'espace le 15 octobre 1963.

Tous ces objets se distinguent des véritables satellites par le fait qu'ils n'ont aucun rôle. Ils sont dans l'espace par accident, pollution d'un genre très spécial, et inoffensif. — biao que la chute d'un débris américain ait, paraît-il, tué une vache cubaine. Ils ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessous qui ne recense que 2 041 objets dont la présence dans l'espace a été expressément voulue, et qui avaient une mission à remplir.

Le tableau recense par contre des objets qui ne sont pas des satellites au sens technique du mot. Ce sont les sondes spatiales envoyées vers la Lune, le Soleil et les planètes. Ayant atteint la « vitesse de libération » de 11,18 kilomètres par seconde qui permet d'échapper à l'attraction terrestre, ces sondes sont parties vers des destins divers. Elles se sont décomposées ou posées en douceur sur la Lune et les planètes d'autres tourment autour de ces astres. D'autres encore erre-

ront indéfiniment dans l'espace interplanétaire. Et l'une d'elles, Pioneer-10, accélérée par son passage au voisinage de Jupiter, a acquis une vitesse qui lui permet de valser l'attraction du Soleil. Elle s'éloigne toujours plus de nous, et dans quelques milliers de siècles, elle sera plus proche d'autres étoiles que du Soleil.

Le rôle de ces sondes spatiales est clair : explorer le système solaire. Sans parler de la Lune, des engins de sondes sur Vénus et sur Mars, d'autres ont frôlé Mercure et Jupiter, l'un d'eux se dirige actuellement vers Saturne. D'ici la fin du siècle tous les composants du système solaire auront été visités, ou du moins observés de près. D'autres sondes ont seulement étudié le milieu interplanétaire; d'autres encore se sont approchées de la surface du Soleil, pour observer de plus près son rayonnement et son champ gravitationnel. Les missions sont prévues vers certaines comètes. L'homme a mis plusieurs siècles à explorer la Terre. Il mettra bien moins longtemps pour connaître l'ensemble du système solaire. Alors le temps du grand fleuve aura véritablement commencé car hors du système solaire, il y a rien. Sur des milliers de milliards de kilomètres. Il est plus difficile de définir et de réper-

torier les missions de ces quelques deux mille objets qui sont restés dans la proche banlieue terrestre. Il y a d'ailleurs eu une sensible évolution de ces missions au cours des vingt dernières années. Au début on voulait connaître l'espace. On veut maintenant l'utiliser. Les satellites scientifiques lancés chaque année sont maintenant bien moins nombreux que les « satellites d'application ». On décrit ci-dessous les principales missions que remplissent les satellites. Mais il y a en d'autres, à commencer par les missions militaires, généralement tenues secrètes, au moins dans certains de leurs aspects. On sait que la majorité des satellites militaires ont un rôle de reconnaissance ou d'espionnage — la distinction entre les deux termes est plutôt floue. Les caractéristiques des satellites militaires sont des armes d'interception destinées à contraindre des missiles ou des satellites ennemis. Et biao que le traité de l'Espace de 1967 interdise de placer aucun type d'armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique, l'absence d'une définition sans ambiguïté de cet espace extra-atmosphérique, et l'absence aussi de moyens de contrôle, personne ne sait très bien ce qui se promène au-dessus de nos têtes.

MAURICE ARVONNY.

Les télécommunications spatiales

La Terre est ronde. Les ondes radio-électriques se propagent en ligne droite. En principe, elles ne peuvent donc aller d'un point à un autre de la surface terrestre. Des réflexions sur la haute atmosphère leur permettent cependant de « tourner » autour de la Terre, si du moins la fréquence des ondes n'est pas trop élevée. Il est bien connu que cet effet est utilisable en radio, mais non pour la télévision : les ondes qui portent le signal, de télévision ont une fréquence trop élevée; la transmission n'est possible que si l'antenne réceptrice est en vue directe de l'émetteur. C'est pourquoi la télévision doit disposer d'un grand nombre de réémetteurs, de façon que chaque habitation soit « visible » de l'un d'eux.

Un satellite éloigné de la terre est visible d'une très vaste zone, presque un hémisphère; il peut servir de relais à des émissions venant d'un point de cette zone, Paris, par exemple, et destinées à un point éloigné de la même zone, qui pourra être New-York. Or, il y a un flux énorme d'informations qui désirent aller de Paris à New-York, ou faire le

trajet inverse : les communications téléphoniques. Qu'un satellite visible de ces deux villes porte deux antennes, l'une pointant sur Paris et l'autre sur New-York, et qu'il transporte une électronique qui lui permette d'émettre sur une antenne ce qu'il reçoit sur l'autre : il suffira de mélanger de nombreuses communications téléphoniques provenant d'une des villes, d'en faire un signal unique, de l'envoyer au satellite qui le réémettra vers l'autre ville, où le mélange sera défilé, et chaque communication rendue à son destinataire. Un satellite de quelques dizaines de kilos remplacera aussi un câble téléphonique de 5 000 kilomètres.

Il y a un ennemi : le satellite se déplace; il ne pourra donc jouer son rôle de relais qu'à temps partiel. Une solution est d'avoir plusieurs satellites qui se suivent sur la même orbite. S'ils sont en nombre suffisant, il y en aura toujours un qui sera en bonne position pour relayer les communications; qu'on se souvienne l'éloignement trop de la position idéale, un autre aura pris sa place. A partir de 1965, l'Union soviétique, avec sa série

de Molnia, a suivi cette démarche. Plusieurs Molnia suivent une même orbite, calculée pour qu'ils restent pendant un temps appréciable en vue de l'ensemble du territoire soviétique. Ils relaient des communications téléphoniques et des programmes de télévision entre la Russie d'Europe et divers points de l'immense Sibirie.

Les Américains se sont orientés dans une direction différente, et mieux adaptée à leurs besoins d'un réseau de communication couvrant toute la terre et non la seule Eurasie. Dès 1964, ils ont lancé Syncom-3, premier satellite de communication géostationnaire.

Synchrone

et géostationnaire

Puis un satellite est déposé de la Terre, plus il met de temps à décrire son orbite. Un satellite proche, dont l'altitude varie entre 150 et 300 kilomètres, met environ une heure et demie pour faire le tour du globe. Mais si son altitude est de 35 787 kilomètres, il lui faudra vingt-trois

heures cinquante-six minutes pour décrire son orbite. C'est exactement le temps que met la Terre pour faire un tour sur elle-même. Un tel satellite est synchrone (1).

Et, de plus, l'orbite du satellite est dans le plan de l'équateur terrestre; le satellite restera toujours à la verticale d'un même point de l'équateur. D'un point donné du sol, il sera toujours vu dans la même direction, d'où le nom de géostationnaire. Les antennes des stations terrestres, précisément pointées sur le satellite. Elles peuvent être bien plus grandes et plus puissantes que des antennes mobiles. Cela permet de réduire d'autant la puissance d'un émetteur qui doit relayer, et pour les récepteurs vers la Terre. Or, l'énergie, à bord d'un satellite, est hors de prix. C'est généralement de l'énergie solaire, fournie par de grands panneaux porteurs de photovoltaïques, qui sont d'une construction délicate, et dont le poids pèse lourdement le lancement du satellite.

Presque tous les satellites de communication lancés par les États-Unis depuis 1965 ont été des satellites géostationnaires, américains, ou lancés pour le compte de l'Organisation mondiale de l'énergie atomique (O.M.E.A.). Les satellites géostationnaires ont aussi été lancés par la France et l'Allemagne. Les satellites géostationnaires ont aussi été lancés par la France et l'Allemagne. Les satellites géostationnaires ont aussi été lancés par la France et l'Allemagne.

Vers la télévision directe

Le tableau ci-contre recense cent trois satellites géostationnaires ou synchrones; cinquante-trois sont des satellites de télévision. Il s'agit actuellement de télécommunications de point à point; que le satellite relaie des communications téléphoniques ou des émissions de télévision, il le fait entre un émetteur et un récepteur. D'ici à quelques années, l'augmentation des puissances électriques disponibles à bord des satellites permettra la télévision directe : le satellite captera les signaux d'un émetteur et les renverra sur une vaste zone où chacun pourra les recevoir sur son antenne personnelle. Un seul satellite remplacera ainsi un coûteux réseau de réémetteurs.

On peut rapprocher des satellites de télécommunications les satellites de navigation. La plupart sont de simples émetteurs dont la trajectoire est bien connue, ce qui suppose qu'elle soit assez haute pour que le freinage atmosphérique soit négligeable. Les satellites ne la modifient pas trop vite. En recevant les émissions de quelques-uns de ces satellites, on détermine leur direction par radiogoniométrie, les navires en haute mer peuvent faire le point avec une précision inconnue avant l'ère spatiale. Précision sans doute superflue pour le cargo standard, mais fort utile au câblage qui doit suivre un trajet bien précis, à la plate-forme de forage qui doit creuser ici et non ailleurs. Sans parler des navires militaires — les sous-marins en particulier, discrets par fonction, qui appréhendent ces phases de l'espace qui permettent un point très précis sans utiliser de radars aisément décelables.

(1) Un point de la Terre met vingt-quatre heures pour se retrouver en face du Soleil. Mais, pendant ces vingt-quatre heures, la Terre a progressé sur son orbite, qu'elle décrit en un an. La direction du Soleil n'est plus tout à fait la même, pour lui faire de nouveau face, le point doit avoir fait un peu plus d'un tour.

La météorologie et l'observation de la Terre

La météorologie est sans doute la principale bénéficiaire de l'observation spatiale. On ne fait actuellement aucune prévision sérieuse à plus de quelques jours. Si ce délai pouvait être porté à deux ou trois semaines, les conséquences en seraient immenses pour l'agriculture, mais aussi pour toutes les autres activités humaines : la vague de froid qui a récemment paralysé une partie des États-Unis aurait été évitée. Les satellites rendront possible, espère-t-on, cette prévision à long terme.

Ses seuls autorisent l'observation des grandes formations nuageuses qui s'étendent sur des milliers de kilomètres. Ils permettent de connaître leur structure, et, par comparaison, de photographier prises à intervalles réguliers, de suivre leur évolution. On peut ainsi tester les modèles construits par les météorologues pour prédire cette évolution.

Les satellites jouent un autre rôle. Ils centralisent les renseignements de météorologie à besoin de mesures physiques simples (température, pression, vitesse du vent, degré d'humidité), mais faites de façon répétitive en beaucoup d'endroits. Ceux-ci peuvent être difficilement accessibles s'il s'agit de zones montagneuses ou désertiques; mais on peut implanter une station automatique qui émettra vers le satellite. Il en est de même pour les données océaniques pour les ballons-sondes qui font des mesures en altitude. Ces derniers dérivent au gré des vents, mais l'information qu'ils émettent vers le satellite permet aussi de déterminer leur position. Le Synchroson météorologique satellite (S.M.S.), que les États-Unis ont

lancé en mai 1974 sur une orbite géostationnaire, reçoit ainsi des informations provenant de dix mille stations automatiques de mesure. Àuparavant, les Américains avaient lancé, sous les dénominations Tros ou Nimbus, des satellites aux possibilités moins vastes. Les Soviétiques en ont fait aussi, avec certains Cosmos, puis, à partir de 1969, avec la série des Meteor.

L'Europe n'a pas été en orbite le satellite Meteor. Avec les deux S.M.S. américains, un satellite japonais et un russe, il formera un réseau de cinq satellites géostationnaires qui donneront une vue globale de la planète, régions polaires exceptées. Ce réseau fournira des photographies toutes les demi-heures, de jour comme de nuit, grâce à l'utilisation des infra-rouges.

L'observation de la surface du sol est aussi intéressante que celle de l'atmosphère. Elle met à jour les structures géologiques, et permet d'orienter les prospections minières. On peut déceler la nature de mutations des cultures, et faire ainsi des prévisions globales de récoltes fort importantes, en particulier pour les pays en voie de développement dont les dimensions sont souvent très vastes et la cadastre insuffisant, quand il existe.

Les satellites d'observation de la Terre sont peu nombreux. Il faut, pour traiter leurs images, des moyens techniques importants, ce qui a constitué un goulot d'étranglement. Mais cette activité est promise à un bel avenir. Les États-Unis ont mis en orbite plusieurs Landsat, qui donnent une couverture globale de la planète. De son côté, l'U.R.S.S. a lancé plusieurs satellites Cosmos pour surveiller les glaces polaires.

LES SATELLITES 1957-1976

	U.R.S.S.	ÉTATS-UNIS	Autres
Satellites scientifiques	152 (395)	149 (123)	62 (28)
Satellites de télécommunications	132 (18)	29 (16)	37 (8)
Satellites de navigation	37 (0)	16 (2)	0 (0)
Satellites météorologiques	32 (2)	35 (1)	1 (0)
Satellites d'observation de la Terre	11 (13)	12 (3)	0 (0)
Satellites militaires dont la mission est approximativement connue	15 (176)	62 (25)	0 (1)
Satellites dont la mission est inconnue	6 (82)	72 (222)	3 (3)
TOTAL des satellites	398 (654)	369 (396)	83 (34)
— Dont : engins habités	2 (32)	1 (22)	0 (0)
— Dont : orbite synchrone ou orbite géostationnaire	6 (0)	88 (0)	29 (0)
Sondes lunaires	14 (14)	15 (27)	0 (0)
— Dont : engins habités	0 (0)	2 (11)	0 (0)
Sondes planétaires ou solaires	16 (10)	17 (2)	5 (0)
TOTAL des sondes	30 (24)	32 (39)	5 (0)
TOTAL général	428 (678)	401 (425)	88 (34)

Le tableau donne, pour l'U.R.S.S., les États-Unis, et l'ensemble des autres pays (en y comprenant les organismes internationaux même si les États-Unis ou l'U.R.S.S. en font partie), les répartitions par mission des satellites et sondes spatiales, ainsi que le nombre d'engins qui ont été occupés par l'homme, et celui des satellites en orbite géostationnaire, ou tout au moins synchrones. Dans chaque cas, le premier nombre est celui des objets qui étaient en orbite au 31 décembre 1976; le nombre entre parenthèses est celui des objets qui étaient plus en orbite à cette date, parce qu'ils sont revenus sur terre, ce sont posés ou éjectés sur la Lune et les planètes, ou — ce qui est le cas le plus fréquent — se sont désintégrés dans la haute atmosphère.

Il y a une grande part d'arbitraire dans un tel classement par missions : celles-ci sont souvent mal connues; elles peuvent aussi se rattacher à plusieurs rubriques. Ainsi, on a-t-on pris le parti de compter avec leurs homologues civils les satellites militaires de télécommunication. La catégorie des satellites scientifiques contient des satellites aux missions très diverses, ce réduisant parfois à des vols d'essai ou à de simples mesures de routine. Il est à présumer que de nombreux satellites soviétiques de la série Cosmos, bien que comptés dans cette catégorie au vu de ce qu'on sait de leur mission, ont en fait des objectifs plus militaires que scientifiques.

Ce tableau a été construit à partir de nombreuses sources : les principales sont le répertoire des satellites récemment publié par l'Union internationale des télécommunications, le TFR Space Log 1975, et le Satellite Situation Report du 31 décembre 1976, diffusé par la NASA.

Les missions scientifiques

Les premières satellites lancés dans l'espace avaient une mission purement scientifique : ils devaient explorer cet espace encore inconnu, faire des mesures de champ magnétique, de flux de particules, étudier la propagation des ondes radioélectriques, déterminer le champ de gravité à grande distance de la Terre, mesurer la densité et la température de la haute atmosphère. S'il était été de prévoir de futures utilisations des satellites comme relais de transmission ou postes d'observation, rien n'était envisageable tant qu'on ne connaîtrait pas de façon précise le milieu où ils orbiteraient. Une question-clé, par exemple, était le taux de déionisation qui trapperaient les satellites. On pouvait prévoir qu'il était très faible, mais il serait-il suffisamment pour que des appareils complexes et fragiles — l'homme en est un — puissent séjourner dans l'espace en n'ayant qu'un risque négligeable de faire une mauvaise rencontre ? L'expérience seule pouvait dire, et c'est effectivement dit, que c'était le cas.

Une autre question était de savoir si l'homme pouvait vivre dans l'espace si l'absence de pesanteur était longtemps supportable. Elle fut résolue dès le lancement à bord de Spoutnik 2 du chien Laïka, qui vécut huit jours en apesanteur sans en paraître autrement incommodée. Trois ans plus tard, en août 1968, les progrès en matière de guidage et de contrôle des satellites permettaient aux Soviétiques de placer à bord de Spoutnik 5 deux chiens, des rats, des souris, des insectes et des plantes, et de les faire revenir sur Terre. Ces vols étaient une préparation aux vols humains, qui allaient commencer le 12 avril 1968 avec Youri Gagarine. Les premiers de ces vols ont permis de connaître le comportement de l'homme dans l'espace et de savoir quelles précautions doivent être prises avant et après le vol. C'étaient donc des expérimentations

sur l'homme. Elles continuaient : les équipages spatiaux sont bardés d'appareils qui surveillent leurs organes et enregistrent leurs réactions. Mais, primordial au début, cet aspect est devenu secondaire, et l'homme dans l'espace est désormais beaucoup plus expérimentateur que sujet d'expérience.

Si les Soviétiques, grâce à leurs fusées plus puissantes, furent longtemps les seuls à pouvoir étudier les conditions de vie dans l'espace, les Américains firent avec leurs deux premiers satellites deux découvertes d'importance : les ceintures de radiation, dites de Van Allen, qui entourent la Terre, et la forme « en poire » de notre globe. La Terre n'est ni une sphère ni même un ellipsoïde : elle offre de cette dernière surface en étant légèrement plus aplatie au pôle Sud, légèrement plus renflée au pôle Nord : cette dissymétrie des deux hémisphères était ignorée avant l'ère spatiale.

Les premières satellites eurent donc des missions uniquement scientifiques. Cependant, les applications pointaient. Fin 1958, le satellite américain Score était un relais expérimental pour télécommunications. Et le 1^{er} avril 1959, la NASA lança Tros-1, premier satellite météorologique, qui allait transmettre au sol plus de vingt mille images de la couverture nuageuse.

Ces deux applications, et quelques autres, allaient par la suite prendre une importance croissante. Mais on continuait, et on continuera encore, de lancer des satellites scientifiques. Ils ont deux types d'activités principales.

● Les premiers étudient le très haut atmosphère terrestre et les phénomènes qui s'y produisent. Ce milieu très dilué contient toutes sortes de poussières, et il est traversé par un flux de particules venant principalement du Soleil (vent solaire), dont le trajet est plus ou moins modifié par le champ magnétique terrestre. Depuis vingt

ans, des satellites porteurs d'expériences toujours plus fines observent les interactions de ces particules, mesurent leurs énergies, relient les variations observées avec d'autres phénomènes comme les éruptions solaires ou les fluctuations du champ magnétique, et de façon générale étudient cette physique du milieu interplanétaire ou interstellaire qu'on ne peut guère connaître par des expériences faites au sol.

● Les seconds sont les satellites astronomiques. De toute éternité les astronomes observent les astres par la toute petite « fenêtre » du visible : l'atmosphère terrestre absorbe presque toutes les ondes électromagnétiques qu'émettent les astres. Elle n'est transparente que dans quelques zones du spectre, appelées fenêtres; la plus importante pour l'humanité est celle de la lumière visible. Depuis quelques lustres, les astronomes étudient aussi les astres par d'autres fenêtres, dans l'infrarouge ou dans le domaine radio-électrique. Les satellites leur offrent maintenant la possibilité d'utiliser tout le spectre. L'observation du ciel en rayonnement X ou ultra-violet a ainsi permis des progrès gigantesques de l'astrophysique et de la physique du Soleil.

Il existe aussi une biologie spatiale, issue des premières recherches sur l'adaptabilité de l'homme à l'espace, mais qui a suivi un développement pr. On a la question essentielle est l'influence de l'apesanteur sur le développement et le comportement des êtres vivants. Cette influence paraît faible : les animaux et les plantes envoyés dans l'espace se sont adaptés sans graves problèmes; inversement des animaux de dans un satellite se sont comportés normalement après que le satellite fut revenu sur Terre. Mais la durée est un facteur essentiel de ces expériences : la biologie spatiale s'est surtout développée quand les stations orbitales ont permis des séjours de plusieurs mois dans l'espace. En 1975, les Soviétiques ont lancé un Cosmos 782, dit Biospoutnik, spécialement consacré à la biologie spatiale, et qui transporte une tonne d'expériences de provenance russe, tchèque, américaine et française.

Enfin, une place de plus en plus grande est accordée aux essais de technologie spatiale. En apesanteur, on peut faire croître des cristaux presque vierges de défauts, ce qui passera par solidification d'un métal fondu des sphères parfaites, comme n'en ont jamais rêvé les fabricants de roulements à billes.

GS

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de
200 CITROËN de la 2 CV à la CX.
Assurance gratuite (48 h) à tout
acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire.



3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51+

هكمان النحل

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les connaissances actuelles sur l'inné et l'acquis

Le quotient intellectuel est empiriquement héréditaire mais rien ne prouve une transmission génétique

Le Mouvement universel de la responsabilité scientifique (MURS) a organisé les 24 et 25 mars à la Sorbonne un séminaire sur le thème « Génétique et mesure de l'intelligence ». Ce sujet est très controversé dans les milieux scientifiques. Deux écoles s'affrontent : les uns affirment que l'intelligence a une forte composante génétique ; les autres, au contraire, déclarent que l'on ne peut pas scientifiquement étayer une telle

assertion, et que l'honnêteté exige de dire que l'on n'en sait rien. L'article ci-dessous essaie non d'établir un compromis, mais de clarifier le plus possible la situation en présentant des données sur la validité desquelles tout le monde devrait être d'accord. Notons enfin qu'il ne pose pas la question de la signification des « mesures » de l'intelligence, telle que la quotient intellectuel (Q.I.), qui est un problème distinct, bien que voisin. J.-L. L.

par ALBERT JACQUARD (*)
JEAN-LOUIS SERRE et JOHN STEWART (**)

En première page du Monde nous avons pu lire récemment : « Le potentiel génétique de succès est plus grand, statistiquement, dans la descendance de ceux qui ont eu, mieux que les autres, l'assurance d'une réussite » (1).

Ne chicanons pas l'auteur sur la signification de mots aussi ambigus que « succès », « potentiel », « réussite », ou même « statistiquement », chargé sans doute de donner une caution scientifique à cette affirmation. Le sens global est clair : la réussite de chacun est liée, de façon plus ou moins directe, au patrimoine génétique qu'il a reçu ; elle sanctionne un don gratuit de la nature, d'une générosité variable selon les individus.

Digne d'attention, comme toute opinion, cette affirmation est grave : elle implique l'acceptation (même partielle) d'un destin, d'une classification naturelle des

hommes en diverses catégories : les plus ou moins aptes, plus ou moins doués, plus ou moins destinés au succès.

À Athènes ou à Rome, l'homme était le jouet de multiples dieux ; il dépendait de la volonté de Dieu, qui le faisait prince ou laboureur ; il semblait maintenant soumis aux caprices de la transmission des gènes ; reconnaissons-le, la plupart de nos contemporains acceptent ce fatalisme génétique ; qu'ils aient ou non « réussi », peu de lecteurs, sans doute, auront réagi à la phrase de M. Jean Capelle.

Il est nécessaire de regarder en face le problème posé, de le formuler en termes clairs et de préciser les limites de ce que la science en son état actuel peut apporter. Pour cela, il convient de se référer au langage de la discipline en cause : la génétique.

ment liés dans le jeu simultané de l'information génétique et des conditions apportées par le milieu, conditions qui permettent et orientent le déroulement du programme dont cette information génétique est porteuse. L'analyse en termes d'hérédité donne l'illusion que plus grande est cette hérédité, plus grande est l'influence du patrimoine génétique dans la manifestation d'un caractère, plus faible est celle du milieu, et réciproquement. En fait, une hérédité élevée ne signifie pas nécessairement que le caractère est génétiquement déterminé ; inversement, un caractère

Il est cependant tentant de chercher à analyser cette hérédité en divers termes correspondant les uns à l'influence des gènes et les autres à celle de l'environnement. Pour y parvenir, il faut élaborer des modèles liant phénotype et génotype ; R.A. Fisher a pu ainsi montrer, au prix de lourdes hypothèses simplifiées, que le paramètre h^2 est lié à la part de la variance totale d'un caractère attribuable aux effets additifs des gènes. Ce résultat peut présenter un grand intérêt dans certaines applications (notamment lorsqu'il s'agit de développer des programmes

discutables, d'estimer soit l'hérédité, soit, plus fréquemment, des coefficients qui lui sont liés, mais la difficulté est de rassembler des données à la fois cohérentes et suffisamment nombreuses pour avoir un sens précis.

En ce qui concerne le quotient intellectuel (Q.I.), les connaissances sur les gènes sont vaines. Il y a donc deux écoles : la première considère que, dans l'ignorance où nous sommes des mécanismes, il convient de ne rien affirmer.

La seconde considère que l'analyse de l'hérédité empirique peut être interprétée comme ayant un sens génétique. Pour ce faire, il est nécessaire d'admettre des hypothèses fort contraignantes qui ne sont d'ailleurs jamais explicitées clairement ; en particulier, il faut admettre que les effets des divers gènes sont rigoureusement additifs. Les conclusions auxquelles parvient cette école de pensée sont donc sujettes à caution.

La seule mesure chiffrée incontestable demeure l'hérédité empirique. Elle repose sur des hypothèses beaucoup plus générales : la simple régularité de la répartition des Q.I. dans la population. Cette régularité est d'ailleurs assurée automatiquement par les tests de Q.I. qui sont fabriqués exprès pour l'assurer. Par contre, les mesures de l'hérédité génétique sont beaucoup plus incertaines. De ce fait, les valeurs avancées par les divers auteurs varient de 0,87 à 0. Quel que soit le chiffre retenu, il ne faut pas oublier qu'il n'a de sens que dans la population étudiée, et ne peut pas être utilisé sans précautions pour comparer des populations. C'est pourtant ce qu'a fait Jensen en 1969, dans son célèbre article de la *Harvard Educational Review*, sur les causes des écarts du quotient intellectuel entre les Blancs et les Noirs.

Surtout, cette hérédité, quelle soit 0,10 ou 0,70, ne peut nullement être interprétée comme une mesure de la part attribua-

ble aux gènes dans la réalisation de l'intelligence. Pour un caractère aussi complexe, aussi multiple, les phénomènes d'interaction que nous avons évoqués sont particulièrement importants. Il serait ridicule de prétendre que l'intelligence ne dépend pas du génotype ; les phénomènes chimiques qui se déroulent dans notre cerveau n'existeraient pas sans l'information apportée par le patrimoine génétique ; mais il est tout aussi absurde de chercher à mesurer une prétendue « part » génétique de l'activité intellectuelle.

Sans doute, peut-on évoquer une certaine « intelligence potentielle », mais il s'agit là d'un concept abstrait. Notre développement, notre éducation, toute notre aventure personnelle aboutissent à une « intelligence réalisée », seule éventuellement mesurable ; elle dépend des gènes et du milieu, et avant tout de la correspondance plus ou moins harmonieuse réalisée entre eux, sans que la part de chacun puisse être définie. Utilisons une image, la flamme de la bougie n'existe que grâce à la présence de la cire, de la mèche et de l'air ; sa couleur, sa dimension dépendent des caractéristiques de ces trois éléments ; il est toujours possible d'étudier les effets d'une variation de la composition de l'air, la cire et la mèche restant identiques, de réaliser ainsi une « analyse de variance » ; mais qui aurait l'idée d'utiliser les résultats d'une telle analyse pour prétendre que la flamme est due, pour 30 % à la cire, 50 % à l'air, et 20 % à la mèche ? De tels chiffres ne seraient même pas faux ; ils n'auraient rigoureusement aucun sens. Pour aborder de tels problèmes, il faudrait utiliser des concepts beaucoup plus subtils qu'une simple répartition — en pourcentage.

De multiples caractères humains ont fait l'objet d'études (hypertension artérielle, taille, tour de tête...), mais le débat « inné et acquis » ne prend un tour passionnel qu'à propos de l'intelligence.

Science et politique

Comment expliquer alors l'intensité des querelles permanentes sur ce sujet ? En fait, il ne s'agit pas de science, mais de politique.

F. Galton, connu comme fondateur des statistiques modernes, s'est aussi intéressé à l'hérédité ; mais il n'a apporté à la génétique que la fausse loi de l'« hérédité ancestrale », vite oubliée après la redécouverte, en 1900, des lois de Mendel. Son intérêt pour ces questions était d'abord politique ; en montrant que l'essence de l'homme était « héréditaire », il entendait montrer l'infutilité de toute réforme sociale, et la nécessité d'un vaste programme eugénique en vue d'envoyer « la descendance de l'espèce humaine », et notamment les aptitudes intellectuelles de la race blanche, en déclin depuis le siècle de Périclès. Dans son ouvrage *Hereditary Genius*, il affirme, en 1869, que tout homme doit avoir « l'honnête conviction qu'il fait le travail pour lequel la nature (comprenez : l'hérédité) l'a doté ».

Le caractère « génétique » ou non de l'intelligence joue, en effet, un rôle fondamental dans l'attitude à prendre envers d'éventuelles réformes de la société où nous vivons. Considérons l'attitude à prendre dans les deux cas extrêmes, celui où l'intelligence serait totalement déterminée par les gènes et celui où elle serait totalement déterminée par le milieu, deux hypothèses d'ailleurs certainement aussi fausses l'une que l'autre.

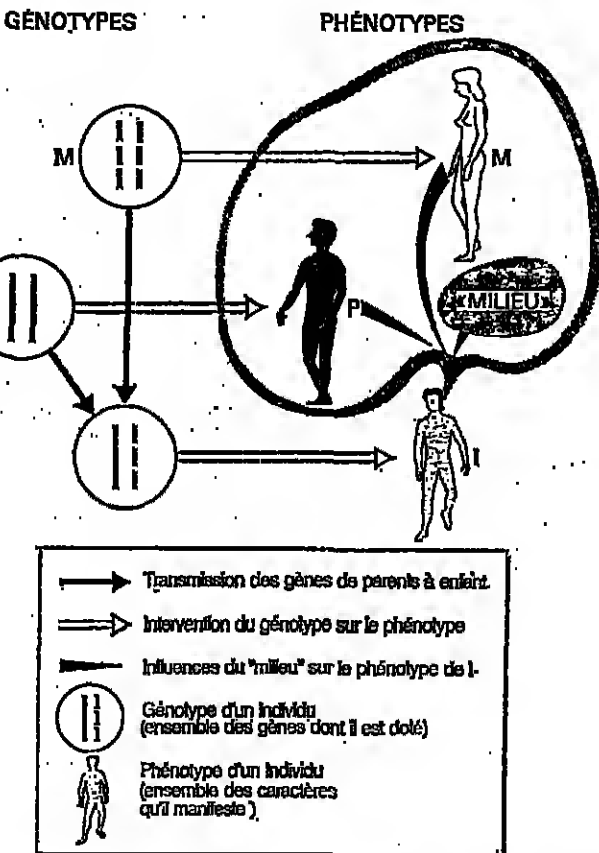
Dans le premier cas, il est peu utile de changer la société, car « les hommes resteront ce qu'ils sont » (génétiquement déterminés). Dans le second, au contraire, des modifications favorables de la structure de la société entraîneraient un changement profond de

l'humanité. Il n'est donc pas étonnant que lorsqu'ils confondent la réalité scientifique avec ce qu'ils souhaitent, les conservateurs sont partisans du caractère génétique de l'intelligence, et que les progressistes y sont opposés.

D'autre part, comme l'intelligence est liée à la réussite sociale, il est tentant d'associer de proche en proche les divers concepts : génétique — inné — héréditaire — génétique — inné — héréditaire. Les frontières entre ces termes, et de démontrer ainsi que les inégalités sont voulues par la nature et donc inévitables, et même bénéfiques. C'est en s'appuyant sur des données ou des concepts déformés de la génétique, leur servant de prétexte à une caution scientifique, que certaines politiques anti-sociales, racistes (ainsi le fameux Immigration Act limitant, en 1921, l'immigration à partir de l'Europe du sud ou de l'est pour éviter une dégradation de l'intelligence moyenne des citoyens des États-Unis), ou simplement criminelles (ainsi les aberrations nazies), ont été menées : il n'y a là qu'imposture, et le devoir des scientifiques est de la dénoncer.

Le débat sur l'inné et l'acquis apparaît comme un problème sans solution biologique, au moins actuellement, mais pose une réelle question politique. Le généticien constate une extraordinaire, une merveilleuse diversité entre les individus, mais diversité ne signifie pas inégalité. Justifier l'inégalité entre les hommes par une prétendue inégalité de leurs gènes est une tromperie. Chacun doit en être conscient.

(1) Jean Capelle : « Les G.E.S. ont-ils échoué ? » *Le Monde* du 2 février 1977.



La seule mesure incontestable

La mesure de l'hérédité au sens génétique n'est réalisée aisément que par des expériences conduites au moyen de croisements dirigés ; elle n'a alors de sens (et d'intérêt) que dans le cadre d'un programme de sélection. Pour notre propre espèce, qui exulte de telles expériences, il faut tourner la difficulté en

étudiant les diverses catégories de jumeaux (monozygotes comparés aux dizygotes pour préciser l'influence du génotype, jumeaux élevés ensemble comparés à ceux élevés séparément pour préciser l'influence de l'environnement). Les corrélations observées permettent, au prix, une fois de plus, d'hypothèses simplifiées, fort

Caractère « génétique » non « héréditaire »

Le comportement des vrais jumeaux (ou de leurs familles) est fréquemment différent de celui des faux jumeaux. Imaginons une population où les petites jumelles soient habillées de la même façon dans quatre familles sur cinq lorsqu'elles sont « vraies », dans une famille

sur cinq lorsqu'elles sont « fausses ». Les méthodes classiques d'estimation de l'hérédité aboutiraient pour la longueur des robes à $h^2 = 0,67$, ce qui place ce caractère parmi les plus « héréditaires » (plus que le tour de tête).

... et caractère « héréditaire » non « génétique »

Supposons qu'un caractère C soit gouverné par deux gènes X et Y dont les effets sont additifs : X, à simple ou double dose, entraîne C = 1 ; Y, à simple ou double dose, entraîne C = 2 ; aux trois génotypes XX, XY, YY correspondent respectivement les mesures 1, 2, 2. Le paramètre « héréditaire » tel que l'a défini Fisher est pour ce caractère

donné par : $h^2 = \frac{2p(1-p)(1-3p)^2}{V_c}$ où p est la fréquence du gène X et V_c la variance de C dans la population. Dans une population où $p = 1/2$, $h^2 = 0$: ce caractère rigoureusement « génétique » a une hérédité nulle ; aucune ressemblance ne peut être décelée entre parents et enfants.

L'hérédité

L'affirmation « ce caractère est génétique » ne signifie, le plus souvent, rien : tout caractère nécessite la présence d'un génotype pour se réaliser, tout caractère est donc, de quelque façon, influencé par les gènes. Pour donner un sens à ce terme, il faut être restrictif et réserver la qualification « génétique » aux caractères pour lesquels une liaison précise peut être trouvée entre le génotype et le phénotype : la mucoviscidose ou la phénylcétonurie sont des maladies « génétiques », car elles sont provoquées, dans un certain contexte, par la présence en double dose de gènes définis. Cette influence directe de gènes n'annule pas cependant l'influence de l'environnement : des soins appropriés permettant de guérir maintenant la phénylcétonurie. « Génétique » ne signifie donc pas « fatal ».

Nous estimons d'autre part qu'un caractère est « héréditaire » lorsque, de toute évidence, une ressemblance se manifeste entre enfants et parents. Pour préciser ce concept, les biométriciens ont

défini l'hérédité. Ce paramètre représenté classiquement par le symbole h^2 est le rapport entre les écarts à la moyenne constatés chez les fils et ceux constatés chez les pères. Il n'est ainsi défini, et n'a de sens direct, que dans l'univers des phénotypes. Constatons que tel caractère a une hérédité élevée ne peut rien impliquer au sujet des causes de cette constatation. L'hérédité tient compte à la fois des facteurs génétiques et des facteurs de milieu.

L'hérédité n'est définie qu'au niveau du groupe ; inférer du groupe à l'individu n'a qu'un sens probabiliste, transposer des résultats obtenus dans une population à une autre population, ou à d'autres conditions de milieu, est incohérent, en totale contradiction avec les hypothèses qui permettent de définir ce concept. L'hérédité ne qualifie pas un caractère, mais un caractère dans une population, dans un certain milieu.

Tout processus biologique résulte de l'interaction de l'inné et de l'acquis, du donné génétique et du vécu ; ces deux termes ne sont pas opposés, ils sont indissoluble-

(*) Institut national d'études démographiques.
(**) Centre de recherches transdisciplinaires.

La fusion thermonucléaire a-t-elle un avenir ?

L'EUROPE essaie, vainement jusqu'ici, de construire le JET (Joint European Torus), dispositif expérimental qui permettrait d'atteindre les conditions physiques de la fusion thermonucléaire contrôlée. Un laboratoire américain annonce des progrès importants dans l'utilisation des lasers pour déclencher cette fusion. Les Américains construisent à Princeton un réacteur du JET. Les Soviétiques — qui ont inventé le principe du Tokamak que suivent le JET et son concurrent de Princeton — ont des projets encore plus ambitieux. La longue quête de la fusion thermonucléaire va-t-elle toucher à sa fin ?

Une réponse affirmative viendra dans cinq à vingt ans, mais elle finira par venir. On saura, dans les laboratoires, fusionner les noyaux atomiques. On saura satisfaire le « critère de Lawson » — qui définit quelles conditions de température, de densité et de durée doivent être atteintes pour qu'un plasma — un gaz d'atomes auxquels on a arraché leurs électrons —

Pour fusionner deux noyaux atomiques, il faut leur arracher leurs électrons et les amener au contact l'un de l'autre. Alors les deux noyaux s'interpénètrent, forment très brièvement un noyau unique qui se désintègre en deux noyaux — en général différents de ceux dont on est parti. L'opération libère une énergie importante.

Mais il faut avoir fourni l'énergie qui permet aux noyaux de se rapprocher assez pour que la fusion ait lieu. En d'autres termes, il faut les avoir chauffés. A quelle température ? La réaction la plus favorable — celle qui demande la température la plus basse — est la fusion du deutérium et du tritium, qui sont deux isotopes de l'hydrogène. Leur fusion devient possible lorsque la température atteint 100 millions de degrés.

Si la fusion devient un jour une réalité, c'est cette réaction de fusion qui sera mise en œuvre. En fusionnant, ces deux noyaux forment un agrégat instable qui donne immédiatement naissance à un noyau d'hélium et à un neutron. L'énergie

provenant, par fusion des noyaux atomiques, plus d'énergie qu'il n'a fallu en dépenser pour le créer.

La fusion sera devenue une source potentielle d'énergie. Devendra-t-elle une source réelle ? Il restera bien des difficultés à vaincre, que les spécialistes étudient déjà, bien que certaines ne puissent guère être abordées tant qu'on n'a pas atteint le point de départ, la construction d'un appareil expérimental où l'on sache créer les conditions de la fusion.

Des spécialistes ont bâti des projets de réacteurs à fusion, les études les plus poussées étant celles de l'université du Wisconsin. Même s'ils ont un caractère quelque peu futuriste, ces projets permettent de dissocier les problèmes, de suggérer des solutions, de vérifier qu'aucun obstacle n'est infranchissable. Mais ils font aussi voler en éclats un rêve qui fut autrefois complaisamment propagé : celui de la fusion thermonucléaire, énergie illimitée, pratiquement gratuite et non polluante.

Un tore où l'on maintient un fort tori vide, et de très puissants champs magnétiques empêchent le plasma de toucher les parois. Ces champs magnétiques induisent dans le plasma un courant électrique de plusieurs millions d'ampères qui apporte une partie de la chaleur nécessaire. D'autres modes de chauffage sont indispensables pour atteindre les 100 millions de degrés, et, bien que les spécialistes aient des idées sur leur mise en œuvre, il s'agit là d'un problème non encore résolu.

Admettons qu'il le soit — ce sera vrai tôt ou tard. Admettons aussi qu'on sache comprimer le plasma nettement plus et nettement plus longtemps qu'on ne sait actuellement le faire, afin de satisfaire le critère de Lawson. La fusion s'amorce. Et les difficultés commencent.

Des neutrons par milliards

La plus grave, d'abord : les neutrons. Chaque fusion libère un neutron qui quitte le plasma et vient frapper le paroi de l'enceinte. Chaque millimètre carré de paroi reçoit, par seconde, quelques centaines de milliards de neutrons. Ce sont des flux nettement supérieurs à ceux qu'on trouve dans le cœur d'une centrale nucléaire — et il s'agit de neutrons dix fois plus énergétiques. Or les métaux sont fragilisés par le bombardement neutronique. Des études sont actuellement faites : on mesure la dégradation de leur tenue mécanique. Il semble que les meilleurs aciers inoxydables ne résisteraient que deux ans au formidable bombardement neutronique qu'ils subirait. D'autres métaux, le vanadium et le niobium, pourraient avoir une longévité plus grande, mais leur métallurgie est mal connue. Et, de plus, le premier cité est fort rare.

De toute manière, aucun matériau ne résistera indéfiniment. Après quelques années, il faudra changer l'enceinte annulaire qui contient le plasma — enceinte qui sera devenue très fortement radioactive. C'est une opération délicate, mais les spécialistes des centrales nucléaires ont une bonne habitude de ce genre de manipulations.

Les neutrons ayant franchi le paroi, il faut ensuite les arrêter, pour des raisons de sécurité, d'une part, pour récupérer en chaleur l'énergie qu'ils transportent, d'autre part. Dans un réacteur opérationnel, ils joueront aussi un autre rôle : en traversant une couche de lithium placée autour de l'enceinte, ils produiront du tritium.

Le deutérium est abondant dans la nature : une tonne d'eau contient, en eau lourde, ce qu'il faut de deutérium pour alimenter pendant une heure un réacteur à fusion fournissant la même énergie qu'une centrale nucléaire actuelle. Le tritium, au contraire, n'existe pratiquement pas. Cet isotope de l'hydrogène est radioactif, et, quand un atome est créé, il se désintègre au bout de douze ans en moyenne. Du tritium est produit dans l'atmosphère par les rayons cosmiques, mais la quantité totale est bien trop faible et surtout trop diluée pour qu'une récupération soit envisageable.

Il se trouve que le lithium est un bon générateur de tritium : il capture les neutrons et se scinde en hélium et tritium. Une couche de lithium épaisse de moins de 1 mètre autour de l'enceinte torique où est confiné le plasma produira suffisamment de tritium pour les besoins du réacteur.

Retraiter le lithium

Il faudra ensuite récupérer le tritium formé, le séparer du lithium — et évacuer le chaleur dégagée. Plusieurs techniques sont envisagées. Dans l'une, le lithium serait empilé sous forme de petites boules solides ; le tritium, gazeux, s'accumulerait dans les interstices et serait pompé. Une autre solution utilise du lithium liquide, qui serait à la fois le générateur de tritium et le fluide de refroidissement. De toute façon, il faudra séparer le tritium des autres gaz produits, hélium principalement, et le purifier : c'est là un problème analogue au retraitement des combustibles nucléaires. Il faut faire des opérations chimiques et physiques simples dans leur principe, qui ne poseraient guère de problèmes aux des métaux « normaux », mais rencontrent de grosses difficultés technologiques étant donné la forte radioactivité des produits qu'on manipule. Ces difficultés ont été surmontées pour les besoins militaires : du tritium est produit pour la fabrication de bombes H de plusieurs pays — en France par les réacteurs Céléstin de Marcoule. Il suffit donc

d'adapter les techniques actuelles de récupération du tritium.

Le tritium a, de plus, une propriété désagréable, qu'il partage avec l'hydrogène et le deutérium : il traverse lentement, mais inéluctablement, les parois métalliques. Cela complique sa récupération et son stockage. Il faut prévoir des pompes supplémentaires pour récupérer le tritium évadé, il y aura toujours des fuites, mais il est possible de les réduire à un niveau acceptable — d'autant que le tritium, au milieu de tous ces inconvénients, a, en revanche, l'avantage de diffuser très vite dans l'atmosphère, et de ne donner lieu à aucun effet d'accumulation dans l'organisme. De plus, les quantités de tritium sont faibles : si toute l'énergie du monde était produite par fusion thermonucléaire, et si tous les réacteurs à fusion relâchaient simultanément le tritium qu'ils contiennent, cela ne doublerait même pas la quantité de tritium naturellement présente.

Au-delà de l'enveloppe de lithium, il faut disposer un blindage qui arrête les neutrons, puis le bori-

1 500 MEGAWATTS PAR GRAMME

Plusieurs laboratoires étudient ce que pourrait être un réacteur industriel à fusion contrôlée. Les projets les plus avancés sont ceux de l'université du Wisconsin, UWMAK-1 et UWMAK-2. Les Allemands et les Japonais ont aussi conçu des projets.

Le réacteur serait un tore, c'est-à-dire une bobine semblable à un pneu. Le diamètre serait de 20 à 30 mètres, et l'épaisseur de 10 mètres. L'anneau, presque entièrement rempli par le plasma, serait entouré d'une couche de lithium épaisse de 1 mètre, recouverte d'un blindage contre les neutrons d'une épaisseur de 1 mètre. Puis viendraient les bobines qui créent le champ magnétique. Des échangeurs de chaleur et des systèmes de récupération de tritium seraient intégrés dans le lithium, ainsi qu'un système de pompage permettant de faire le vide dans l'anneau.

Contenant environ 1 gramme d'un mélange de deutérium et de tritium, un tel réacteur pourrait fournir une puissance électrique proche de 1 500 mégawatts.

l'investissement, bon marché au tonnage. Mais, c'est déjà le cas des centrales actuelles qui utilisent la fusion de l'uranium. Et l'histoire indique que ce fut toujours le cas de toute énergie nouvelle. On sait qu'environ les neutrons et le tritium il y aura un réel problème de radioactivité mais moins grave qu'avec les centrales à fusion nucléaire : un réacteur à fusion ne produit pas ces déchets radioactifs à très longue période dont on ne sait actuellement que faire.

La fusion a l'avantage d'être une énergie abondante : les réserves de deutérium sont incalculables, et l'on ne manque pas de lithium. Mais si cet argument entraînait seul un ligne de compte, le charbon serait resté la principale source d'énergie.

Le facteur essentiel pourrait bien être le facteur temps : time is money. L'énergie nucléaire s'est imposée en 1974, parce qu'elle était prête quand le pétrole s'est mis à justifier son surnom d'or noir. Qu'en sera-t-il de la fusion ? On n'envisage guère son utilisation industrielle avant l'an 2000. Ne sera-t-elle pas une énergie périmée à cette date ?

Un réacteur à fusion tel qu'on l'imagine actuellement pourrait fournir 1 500 mégawatts électriques. C'est la puissance des plus gros réacteurs nucléaires actuels. C'est aussi celle qu'on obtiendrait en recouvrant de photovoltaïques un carré de Sahara de 7 kilomètres de côté.

Ce pavage du Sahara est partiellement utopique actuellement, pour des raisons de coût, mais aussi de technique. Il se sera sans doute encore au siècle prochain. Mais qui peut en être sûr ? En 1925, seuls des rêves valaient d'être sur la Lune.

MAURICE ARVONNY.

Barrages et tremblements de terre

UNE équipe de sismologues américains et soviétiques surveille depuis 1975 le remplissage du lac de retenue du barrage de Nurek dans le Tadjikistan. Le barrage est haut de 300 mètres, le remplissage du lac a commencé en 1972, et quand il sera achevé, les eaux couvriront 224 kilomètres carrés. Des corrélations certaines existent entre la mise en eau de lacs de barrage et le recrudescence de l'activité sismique de la région. Les Soviétiques ont pensé au problème dès que la construction de l'ouvrage de Nurek a été envisagée, si bien qu'ils disposent pour ce site de données détaillées couvrant une période de douze ans. La région de Nurek est sismique naturellement : en 1968, elle a subi une secousse de magnitude 5,5 et une faille passe sous le lac-réservoir ; le barrage a été calculé pour résister à des séismes de magnitude 5,5.

Dès le début de la mise en eau en 1972, le nombre des secousses a triplé. Et lorsque la seconde phase du remplissage a commencé en 1975, les Soviétiques ont invité le docteur David W. Simpson, un sismologue américain du Lemont-Doherty Geological Observatory (université Co-

lumbie), à participer aux recherches de ses collègues de l'Institut Tadjik de Douchanbe. Cette étude commune qui bénéficie de crédits de la National Science Foundation et du U.S. Geological Survey, entre dans le cadre des accords de coopération passée en 1972 entre les États-Unis et l'U.R.S.S.

Depuis 1975, l'activité sismique du site de Nurek s'est multipliée par dix et les tremblements de terre qui se produisent le long de la faille ont tendance à se rapprocher du barrage. Actuellement, on en est à une centaine de secousses par jour, de faible magnitude toutefois.

En écusant ainsi les phénomènes sismiques de Nurek, les spécialistes espèrent arriver à comprendre pourquoi la mise en eau d'un grand lac de barrage déclenche des tremblements de terre. Pour le moment on pense à deux causes : le poids de l'eau ou les infiltrations trop rapides d'eau dans une zone déjà affaiblie par la présence d'une faille. En outre, les recherches poursuivies devraient faire progresser la connaissance sur les mécanismes des tremblements de terre et, éventuellement, sur la prévention de ceux-ci. — Y. R.

UN RÉVEIL SANS TIC-TAC

Si le tic-tac du réveil vous empêche de dormir, et si votre nationalisme vous interdit d'acheter un réveil importé, vous pouvez maintenant vous procurer un appareil de fabrication française. Utilisant une technique déjà bien implantée dans la montre, mais encore jeune pour l'horlogerie de gros volume, il comporte un quartz comme base de temps. Jusqu'ici, ce rôle était tenu par un balancier (1) dont les oscillations ont un rythme beaucoup moins bien défini que celui d'un quartz. Le réveil quartz n'a pas de balancier : les oscillations du quartz, convenablement démultipliées, commandent directement un moteur pas à pas qui fait avancer le trottoir toutes les secondes. La précision ainsi obtenue est de deux minutes par an, alors qu'avec un balancier elle est plutôt de deux minutes par semaine.

Le quartz a l'appréciable propriété de transformer des vibrations mécaniques en oscillations électriques et réciproquement, mais il ne fait cette transformation qu'à une fréquence bien définie. On l'utilise donc pour construire un circuit électrique qui délivre, à la fréquence du quartz, des impulsions de courant. Dans le présent cas, il y en a 1 934 304 par seconde. Ce nombre, apparemment étrange, est une puissance de 2. Divisé par 2, on obtient une opération électronique très simple. Par divisions successives, on se ramène à une impulsion par seconde, qui est amplifiée et commande le marche du moteur. Le procédé est déjà utilisé

pour les montres. L'application au réveil a été sur un problème de composition : il fallait que soit disponible un circuit intégré pouvant faire les divisions et l'amplification, qui fournissent au moteur la puissance nécessaire au mouvement des aiguilles et soit alimentable par une simple pile de 1,5 volt. Un tel circuit est disponible en Allemagne et déjà utilisé dans ce pays pour fabriquer des réveils à quartz. Avec un retard qui n'est pas franchement grand, l'horlogerie française suit. La société Valeda (filiale du groupe allemand Diel) fabrique à Saverne (Bas-Rhin) des réveils à quartz : les premiers sont mis en vente ce mois-ci. Son concurrent Jaz n'en est encore qu'à habiller et vendre, sous sa marque des réveils dont le « mouvement » est fabriqué à l'étranger. Mais d'ici quelques mois, elle aura son propre modèle.

L'efficacité de l'heure, est encore élevée, par exemple et surtout. Les solutions électroniques ne conviennent pas : les diodes électroluminescentes usent vite le pile, les cristaux liquides sont invisibles dans l'obscurité, ce qui, pour un réveil, est rédhibitoire. Mais depuis que l'électronique est entrée dans l'horlogerie, celle-ci est en mutation rapide. La situation actuelle pourrait donc n'être que très provisoire. — M. A.

(1) Il existait, déjà, solution électronique, des réveils à balancier, où les oscillations de celui-ci sont contrôlées par un quartz, ce qui améliore la précision.

EN TOUTE LOGIQUE

DES CHIFFRES POUR ÉCRIRE DES NOMBRES PROBLÈME N° 89

Il faut onze chiffres pour écrire tous les nombres de 1 à 10 et cent deux chiffres pour écrire les nombres de 1 à 100. Combien faut-il de chiffres pour écrire tous les nombres de 1 à N lorsque N est un chiffre ? (système de numération décimal).

[Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques]

Solution du problème n° 88 Comment construire une racine de sept en quatre arcs de cercles ? Soit PO la longueur unitaire. On trace les cercles :

- de centre P, passant par O,
- de centre O, passant par P et coupant le premier en R,
- de centre R, passant par P et O et coupant les deux premiers en T et S.
- de centre T, passant par

PIERRE SERLOUQUIN.

SCIENCE & VIE dossier L'ORIGINE DE LA VIE les dernières hypothèses

le livre d'or de la science 76/77

présenté par ALBERT DUCROcq

- la médecine
- les séismes
- la biologie
- la psychologie
- les origines de l'homme
- l'année spatiale
- l'électronique

Un bilan indispensable puisqu'il traite pour la première fois en France, des découvertes fondamentales effectuées en 1976 dans le plus rigoureux des domaines : celui de la science, autrement dit des sciences.

SOLAR

BOURSES D'AIDE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Pour 1976, deuxième année de son activité, la FONDATION SIMONE et CINO DEL DUCA vient de procéder à la distribution de ses BOURSES D'AIDE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE destinées, cette année, aux chercheurs dans les domaines du système cardiovasculaire et du système nerveux, comportement et santé mentale.

Les lauréats, de nationalité allemande, américaine, anglaise, canadienne, espagnole, française, et suisse, ont pu ainsi, grâce à ces bourses, se rendre dans les grands Laboratoires : du C.N.R.S., de l'INSERM, de l'INSTITUT PASTEUR, du COLLEGE de FRANCE et à l'étranger, de la MAYO-MEDICAL SCHOOL de Rochester, U.S.A., de l'Université Mc GILL de Montréal, du SALK INSTITUTE de San Diego, U.S.A., afin d'y poursuivre leurs recherches, pendant une durée variable de six mois à un an.

Des bourses seront accordées en 1977 pour les mêmes disciplines de recherche : les dossiers de candidature peuvent être déposés dès à présent au Siège de la Fondation - 1P, rue Alfrede-de-Vigny, 75008 PARIS - Tél. : 755-01-21

Collection Sirey

LA RESPONSABILITÉ MÉDICALE

Jean PENNEAU

Docteur en médecine - Docteur en droit
Chargé d'enseignement à la Faculté de Droit,
et de Sciences Économiques de Reims

Un volume broché 1977, 13,5x22,5, 340 p., 72 F. (franco : 77,80 F)

En vente chez votre libraire ou aux
EDITIONS SIREY 22, rue Soufflot - 75005 PARIS

مكتبة النور

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

L'APPLICATION DE LA LOI SIMONE VEIL

A ANNECY

Du dialogue à la prévention

Nous avons reçu le témoignage suivant de l'équipe médicale qui assure depuis presque deux ans les interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) au centre hospitalier d'Annecy.

Quand une femme se présente pour la première fois dans notre service, seule ou accompagnée, elle est accueillie dans son entrée dans la salle d'attente par le (ou les) membre(s) des organes d'information, d'éducation (Planning ou Ecole des parents) et d'assistance vers le secrétariat.

Le secrétaire médicale ne se borne pas à son travail administratif : elle écoute, renseigne et rassure déjà. Celle-ci retourne dans la salle d'attente, où elle retrouve les conseillers animateurs. Leur rôle est essentiellement de rompre le silence, d'écouter d'angoisse, d'expliquer de ces lieux, de donner ou de redonner des informations sur la méthode d'interruption de grossesse (méthode Karmam, généralement sans anesthésie), sur les précautions à prendre avant et après l'intervention, sur les divers procédés de contraception, ainsi que sur les risques d'échec qu'ils peuvent comporter. Plus encore, leur effort vise à abandonner peu à peu la parole à celui qui sait ou qui conseille.

Il arrive de plus en plus souvent, mais très rarement encore, que les hommes aient une part active et viable à l'intervention. Médecins et infirmières prennent, plusieurs fois dans la matinée, le temps de s'asseoir dans le groupe des femmes.

La consultante va ensuite dans le cabinet médical pour le dialogue en tête à tête avec le médecin. Là s'annonce une connaissance réciproque, là sont précisées des notions importantes ou rectifiées des erreurs d'interprétation ou de compréhension : si le médecin n'intimide plus autant qu'à l'entrée à l'hôpital, sa parole garde un pouvoir indéniable. Puis vient l'examen clinique qui permet de constater l'absence d'un état médical. Rendez-vous, est pris pour l'I.V.G. après de la secrétaire, qui rappelle à cette occasion les modalités de la prise en charge, le délai de la prise en charge par la loi, avec une assistante sociale ou avec un des conseillers agréés par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.).

Un moment privilégié

Le jour fixé, quand la femme se présente, elle participe d'une nouvelle fois aux échanges du groupe d'accueil, puis passe dans la salle d'intervention (seule, ou avec la personne qui l'accompagne, ou avec l'un des conseillers animateurs : c'est elle qui en décide). De toute façon, elle trouve dans la salle une infirmière et un médecin dont l'attitude calme et compréhensive atténue son angoisse et l'aide à détendre son corps et son esprit : conditions indispensables pour que l'intervention pratiquée sans anesthésie (1), effec-

DANS LA SOMME Les interruptions de grossesse resteront-elles impossibles ?

De notre correspondant

Amiens. — Depuis un an, les médecins C.E.U. Amiens refusent, comme c'est leur droit, de pratiquer les interruptions de grossesse au service de gynécologie-obstétrique. Une équipe de praticiens s'est déclarée prête à intervenir. Mais les obstacles sont, cette fois, financiers (ni locaux ni crédits).

Constatant que « la Somme est sans doute l'un des rares départements où la loi sur l'interruption de grossesse n'est pas appliquée », le Planning familial de ce département demande la création d'un centre public d'orthogénie (information sur la contraception, problèmes de sexualité, interruption de grossesse). Mais le conseil général de la Somme a refusé pour la seconde fois d'accorder une subvention au Planning familial (il avait consenti 3500 francs en 1975). Certains élus ont affirmé que, dans la mesure où cette association refusait l'aide de l'Etat, il ne voyait pas pourquoi l'assemblée départementale de l'action sanitaire et sociale, « considérant que les contraintes de la tutelle et les tâches administratives supplémentaires qu'elle entraîne ne sont pas assurées de façon convenable », il est vrai que le Planning familial a refusé de passer une convention avec la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, « considérant que les contraintes de la tutelle et les tâches administratives supplémentaires qu'elle entraîne ne sont pas assurées de façon convenable ».

Le Planning familial de la Somme, dont la permanence reçoit environ quatre-vingt personnes par mois, souligne que, dans la majorité des cas, les femmes qui s'y rendent demandent une interruption de grossesse, la plupart du temps pour des raisons économiques : un enfant de plus serait un trop lourd fardeau. Le Planning est obligé d'envoyer ces femmes dans les départements limitrophes. Mais, déjà, les hôpitaux de Saint-Quentin et de Beauvais ont fait savoir qu'ils ne peuvent plus recevoir les femmes venant de l'extérieur. Seul l'hôpital de Bayonne (Pac-de-Calais) accepte encore celles qui lui sont adressées par le Planning de la Somme.

Le Planning familial déplore cet état de fait qui dit, selon lui, à un manque d'information sur les méthodes contraceptives. Les femmes qui « consultent » les responsables de l'association n'en ont pas assez, et les responsables de l'association n'en ont pas assez. Et le Planning d'insister d'urgence sur le fait que le centre d'orthogénie est indispensable : « il ne doit pas être un apport, mais un centre véritablement destiné à limiter le nombre d'interruptions de grossesse grâce à l'information qu'il dispensera sur la contraception ».

MICHEL CURIE

(1) Au fur et à mesure des progrès réalisés tant dans l'accueil que dans les techniques médicales, la proportion des anesthésies générales est passée en dix-sept mois de 25 % à 4 %.

AUX JOURNÉES D'INFORMATIQUE MÉDICALE DE TOULOUSE

La « robotique » au service des grands handicapés moteurs

De notre correspondant régional

Toulouse. — Vingt-trois nations, représentées par trois cents spécialistes, viennent de participer, dans les salles de l'université Paul-Sabatier, aux journées d'informatique médicale organisées par l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique. Les travaux, présidés par le professeur Laurent, ont été ouverts par le professeur Jean-Claude Martin, président de l'université des sciences de Toulouse, qui, comme le professeur Paul Laroque, vice-président de la même université, a insisté sur le sens de l'efficacité sociale et humaine qui, dans le domaine médical, doit compléter celle de la science.

Les médecins ont pu, pendant cinq jours, exposer leurs problèmes et leurs connaissances, notamment au plan du diagnostic, de la thérapeutique, des modèles physiopathologiques, du diagnostic, de la statistique et de l'informatique. Ce fut l'occasion d'évoquer les expériences du centre de sélection militaire de Vincennes portant sur l'observation psychiatrique avec le concours de l'ordinateur. Tout au long d'une large discussion, les participants ont été unanimes à déclarer que le médecin devait, dans tous les cas, dominer la machine pour rester seul responsable de la maladie.

Dans le domaine de la technologie, c'est un véritable arsenal sophistiqué qui a été passé en revue. Comme les micro-processeurs, dont les composants et les « mémoires »

permettent le traitement de l'information dans des temps records, les micro-ordinateurs parlent à la conquête du monde médical, surtout en électrocardiologie, et ils débordent même dans la vie quotidienne, puisqu'on les trouve dans les nouveaux téléphones et les appareils électro-ménagers. Il fut aussi question du projet Sparatus et de la main artificielle automatisée, réalisée en partie à Toulouse. Ce projet avait été lancé il y a deux ans par l'Institut de recherches d'informatique et d'automatique pour appliquer la robotique à l'assistance des grands handicapés moteurs des membres supérieurs, en particulier sur tétraplégiques. Les travaux ont été menés en équipes dans le cadre des disciplines concernées : médecine, physiologie, mécanique, automatique et informatique.

Les projets ont abouti à une machine de manipulation extérieure qui pourra être commandée par le malade grâce à une combinaison de différents signaux biologiques agissant en synergie et qui exprimeront les désirs du malade sous une forme aussi physiologique que possible. D'autre part, des dispositifs automatisés prendront directement en charge certaines actions normalement effectuées de façon réflexe.

C'est un véritable robot médical informatisé qui pourra ainsi donner au malade une certaine autonomie. Il n'existe actuellement que des robots dits de « première génération », qui ne sont en aucun cas adaptatifs. Les robots de la deuxième génération seront munis d'organes sensoriels. Ils pourront apparaître sur le marché vers l'année 1980. Ils seront suivis de ceux de la troisième génération, qui seront munis d'une plus grande puissance de calcul pour traiter les informations non seulement sensorielles, mais encore visuelles en provenance de l'environnement. Dans la projet Sparatus, le problème défilait, sera de définir les limites de la sophistication de l'appareillage et celle de l'environnement. Le manipulateur extérieur au malade sera une térahélice, terme employé par opposition à la prothèse, qui se substitue à l'organe manquant et à substituer, qui se cantonne à améliorer le fonctionnement d'un organe déficient.

Parmi les équipes qui participent au projet et qui se répartissent à travers la France, deux d'entre elles sont installées en Midi-Pyrénées. Ce sont le Département d'études et de recherches en automatique (DERA) du Centre d'études et de recherches de Toulouse (CER) et le Laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes (LAAS) de Toulouse, dépendant du C.N.R.S.

LEO PALACIO

Naissances

— M. et Mme Luc Dérivet, Sébastien, Nicolas et Antoine ont la joie d'annoncer la naissance de Dorothea, le 26 mars 1977, à Vichy, de 10, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.

— Le docteur-vétérinaire Hubert Calamy et Mme, née Maestius Bonamy, et Thomas ont la joie de faire part de la naissance, le 22 mars 1977, à Vichy, de 11, boulevard Jean-Jaures, 03150 Lapalisse.

— Les familles Aubert et Lecoq, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles PERROT, commandeur des sauts et forêts (E.R.), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 28 mars 1977, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques ont eu lieu le mardi 28 mars, en l'église de Rougemont (Doubs).

Mariages

— Docteur et Mme Max Dondoy, et Mme Guy Fédou, ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants, Christine et Patrick, célébré dans l'intimité le 28 mars 1977, Paris, Montrouge.

— M. et Mme Georges Henz sont heureux de faire part du mariage de leur fille, Zuzubeth, avec le docteur Henri Lecoq, célébré dans l'intimité le 28 mars 1977, Paris, Montrouge.

Décès

— Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur du Port autonome de Marseille, ont le regret de faire part du décès de M. Guy BERTHIER, membre du conseil d'administration du Port autonome de Marseille, et de Mme Guy BERTHIER.

— Sainte-Foy-Les-Lyon, Lyon, Paris. Mme Roger Camat, M. et Mme Jacques Rust, Sylvie, Ariane, Laurent, M. et Mme Jean-Loup Camat, Rodolphe et Aline, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger CAMAT, survenu le 28 mars 1977 à l'âge de soixante-dix-sept ans.

— Finalement le mercredi 30 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Luc, Sainte-Foy-Les-Lyon, 84, rue Commandant-Charrier, M. et Mme Jean-Pierre Sallard et leurs enfants, M. et Mme Philippe Sallard et leurs enfants, M. et Mme Peter Weber et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean SALLARD, survenu le 28 mars 1977, dans sa soixante-dix-septième année. Les obsèques auront lieu le mercredi 30 mars, à 16 heures, en l'église Notre-Dame du Chêne, à Viroflay.

— Mme Noël Salomon, son épouse, M. et Mme Jacques Rodriguez et leurs enfants, M. et Mme Daniel Duchemin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Noël SALOMON, professeur à l'université de Bordeaux-III, président d'honneur de la Société des hispanistes français, vice-président de l'Association internationale des hispanistes, membre correspondant de la Real Academia Española, membre correspondant de l'Académie de la langue, survenu en son domicile, le 18 mars 1977.

— Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Talence (Gironde). Le présent avis tient lieu de faire-part. [Le Monde du 25 mars.]

Merciements

— Mme René Affre. Ses enfants et toute sa famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement, mais profondément touchés par les inoubtables témoignages de sympathie reçus lors du décès de M. René AFFRE, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— Le père et Mme Henri Graux. Ainsi que leurs enfants, profondément touchés des témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de leur fille et sœur, Mlle Renée GRAUX, et dans l'impossibilité de répondre à tous ceux qui ont pris part à leur grand deuil, les prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Visites et conférences

MERCREDI 30 MARS

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Aldrey : « École de Saint-Julien » et « Grandes demeures angevines du XIX^e siècle ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Aldrey : « École de Saint-Julien » et « Grandes demeures angevines du XIX^e siècle ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Aldrey : « École de Saint-Julien » et « Grandes demeures angevines du XIX^e siècle ».

« Champs tibétains » (Musées de France). 18 h. 17, rue de la Sorbonne (salle Louis-Luard), M. Pierre Auger : « L'information scientifique » (Mouvement universel de la responsabilité scientifique).

18 h. 15, 7, rue 2-de-France : « Les Philippines et Hongkong » (Fédération mondiale des villes jumelées).

18 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. Guiller : « Une architecture contemporaine pour le musée-vitrine de demain » (Monuments historiques).

20 h. 30, Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg : « Les troubles de l'esprit : généralistes et spécialistes d'approche » (Cyclo théorique de psychologie-psychanalyse).

21 h. 6, square Raspail, M. René Fercheron : « Le Tyrol italien et la province de Bolzano » (Association Dante Alighieri).

SWISSPEPS Bitter Lemon. Une bouteille qu'il faut retourner avant de la boire. Devinez pourquoi ?

ÉCHECS

PORTSCH, PREMIER QUALIFIÉ AU TOURNOI DES CANDIDATS

Comme on le prévoyait, le Hongrois Porscht s'est imposé sur Larsen et se trouve ainsi le premier qualifié pour les demi-finales du tournoi des candidats au Championnat du monde d'échecs. L'ancien champion du monde Boris Spasski a terminé les douze parties à égalité de points avec son adversaire tchécoslovaque Hort, ce qui ne lui permet pas de passer, mais Spasski vient d'être soudainement opéré d'une appendicite aiguë. On ne sait si son adversaire sera déclaré vainqueur par forfait.

La guerre des nerfs se poursuit dans les deux autres quarts de finales à deux parties de la fin. Pongoradi mène d'un point contre le Britannique Meckling. Le Soviétique reproche au Britannique de « gesticuler sans cesse » et Meckling, de son côté, a protesté contre les « pressions psychologiques » qu'il subit.

L'ancien adversaire de Karpov, le Soviétique Kortchnoi, aujourd'hui émigré aux Pays-Bas, possède toujours un point d'avance sur Petrossian. Alors que Kortchnoi a demandé que son adversaire retire son appareil auditif qui pourrait renfermer un récepteur clandestin, Petrossian a chargé sa femme de s'installer entre Kortchnoi et ses assistants pour empêcher les contacts téléphoniques.

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

EXPOSITIONS

5. 1. - Beaux bijoux. Argentaire. 5. 2. - Haute curiosité : Antiquité, Moyen Âge, Renaissance. 5. 12. - Bibliothèque J. P. et divers.

VENTE

5. 2. - Armes anc. Obj. Curiosité. 5. 6. - Art iranien. 5. 7. - 2012. Argent anc. et mod. Français, étranger. 5. 10. - Méubles. Obj. d'art du 18^e.

PALAIS GALLIERA - Exposition

Tableaux anc. Très bel aménagement. 18^e. Tableaux modernes et contemporains.

BRETAGNE

A vendre, cause décès.

CENTRE DE SPORTS NAUTIQUES

partiellement installé, pleine activité.

Revoir le Monde n° 949, qui transmettra.

CHARLES LEROUX

donne aussi les GRANDES FEMMES et les chaussettes over élégance

15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Aldrey : « École de Saint-Julien » et « Grandes demeures angevines du XIX^e siècle ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Aldrey : « École de Saint-Julien » et « Grandes demeures angevines du XIX^e siècle ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Aldrey : « École de Saint-Julien » et « Grandes demeures angevines du XIX^e siècle ».

RADIO-TÉLÉVISION

A PARIS, POUR LA MI-AVRIL

Plusieurs « Radio-Écologie » de quartiers émettront deux heures par jour.

« Et maintenant, ouvrez vos oreilles : des radios de quartier, des radios vertes donnent des informations locales et des discours nouveaux, vous entendrez tout ce qui ne passe jamais sur les ondes officielles. A bientôt ! »

Ainsi s'achevait, dimanche soir 20 mars, vers 23 h. 30, la deuxième émission pilote de Radio-Écologie réalisée dans le 7^e arrondissement de Paris (le Monde du 22 mars). La première avait eu lieu le jeudi 17 mars, à 16 h. 30, à l'occasion de la conférence de presse de Radio-Écologie. Combien étonnant à l'écoute de cette voix inconnue qu'on pouvait capter sur 107 mégahertz, en modulation de fréquence ? Qu'importe. Depuis un certain 18 juin, l'histoire nous a appris qu'un appel quel qu'il soit sur les ondes peut avoir des prolongements politiques insoupçonnés.

Le succès électoral qu'il ont remporté, en particulier à Paris, a fait de ces radios les écologistes d'utilité publique pour propager leurs idées en créant des radios de quartier dans la capitale. Ce sera chose faite vers le milieu d'avril : les émissions auront lieu entre 10 heures et 20 heures chaque jour, sur des longueurs d'ondes différentes, en modulation de fréquence. La première heure d'émission pourra être commune à tous les arrondissements

de Paris, la seconde plus localisée. Les responsables de l'opération songent même à réaliser, selon les quartiers, certaines séquences en langues arabes ou portugaises (1).

Un démenti de fait

S'il est vrai que les deux premières émissions de la Radio Verte ont été faites en contravention avec la loi de 1974 relative à la diffusion de la radio (T.D.F.), héritière de l'ORTF, le monopole de diffusion de la radiodiffusion, il ne s'agit pas d'une position doctrinale : la loi prévoyant que « des dérogations peuvent être accordées », sous l'orme de décret, « pour la diffusion de programmes à public déterminé », les écologistes viennent d'engager toutes les démarches nécessaires pour en bénéficier. « Nous ne cherchons pas par principe à nous mettre en marge des lois, nous déclarer un des responsables, et nous sommes, au contraire, contre l'« explosion du monopole » à la manière italienne, qui a tendance à se réaliser au bénéfice d'intérêts mercantiles. Et de rappeler, en outre, l'appel de cette dernière de dérogation, qu'un des fondements du mouvement écologique est la non-violence ».

« Ajoutons que, faute d'avoir reçu, jusqu'ici, des signaux clairs du gouvernement de poursuivre ces « postes pirates », la

direction de T.D.F. n'a pas mobilisé tous les moyens techniques dont elle dispose pour les détecter ou brouiller leurs émissions. Si elles obtiennent le bénéfice de la dérogation, ces stations Radio-Écologie n'en auront pas moins fait voler en éclats le carcan du monopole avant les élections législatives de 1978. C'est un démenti de fait infligé à M. Giscard d'Estaing, qui, en 1975, s'était prononcé contre la création de radios locales, qui s'annoncent pourtant, des exemples étrangers l'attestent, comme l'un des instruments providentiels du progrès de la communication sociale dans la société moderne ».

Les « radios vertes » pourraient accéder également à la publication du décret sur la radiodiffusion que promettait « avant deux mois » — c'était en septembre 1976, à Cannes, au Vidéom, — le représentant du gouvernement. Il est vrai que la Société française de radiodiffusion n'a jamais été créée que le 2 mars 1972, il y a cinq ans, et qu'elle attend toujours de peindre une des sept expériences qui avaient été autorisées par M. Messmer le même année et qui sont demeurées, sauf Grenoble, à l'état de projet.

CLAUDE DURIEUX.

(1) Renseignements aux « Amis de la Terre », 117, avenue de Choisy, 75013 Paris, tous les après-midi.

MARDI 29 MARS

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 13 h. 45, Restez donc avec nous. 20 h 30, Variétés : Félix Leclerc au Stadium. 21 h 30, Documentaire : L'Église catholique en France (Entre Dieu et les hommes), par Ph. Alphen, réal. B. Thénault, 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 13 h. 5 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 15 h. 5, la série Le Saint.

20h: Mobil
L'huile qui fait économiser l'essence.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : FILM : AU BONHEUR DES DAMES, d'A. Cayatte (1943), avec M. Simon, A. Préjean, B. Brunoy, S. Prim, S. Reil (N) (Rediffusion).

En 1965, à Paris, un ancien commis, domé de génie des affaires, fonde le premier grand magasin de nouveautés et ouvre les petites boutiques du quartier. L'un d'eux, un vieux drapier cherche en vain à lutter contre lui. Adaptation mélodramatique efficace du roman de Zola, qui est la suite de Pot-Bouille présenté le 26 mars sur FR3 dans la réalisation de Duverrier.

Vers 23 h. Débat : Petites boutiques et

grandes surfaces (voir « Tribunes et débats ») ; 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h 30, FILM (western, policiers) : BILLY LE KID, LE REFRACTAIRE, de D. Miller (1941), avec R. Taylor, B. Donlevy, I. Hunter, M. Howard.

Billy le Kid, qui a rejoint une bande de hors-la-loi, retrouve un ami d'enfance devenu shérif. Il cherche à devenir un honnête homme, se trouve obligé de tuer par vengeance. Une des nombreuses versions des aventures d'un héros américain légendaire. Vous suivrez par l'interprétation de Robert Taylor, qui tourne là son premier western.

22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues : L'Etat et la fonction judiciaire, de R. Pillaud (voir Tribunes et débats). 21 h. 15, Musique de notre temps de G. Léon. 22 h. 30, Soirée avec Julien Gracq, 23 h. Rencontre de la décentralisation théâtrale à Grenoble ; 23 h. 30, Poésie : Gérard Engelbach.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct de l'auditorium 104 : Concert des centres culturels étrangers à Paris : O. Scherzer (Canada), de P. Norgard (Danemark), de P. J. Wapman et W. Petersen (Pays-Bas), de S. Nilsson (Suède). 23 h. 15, Soirée : 0 h. 15, Jazz-Rock : Boum dans ma tête ; 1 h. 15, Les colériques ; 1 h. 30, Ch. Mingus ; 1 h. 45, J. Leconte ; 2 h. 15, Le rock et la musique arabe, par A. Achour Delat.

MERCREDI 30 MARS

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 17 h. 40, Football : Irlande-France, en direct de Cusack. 20 h 30, Téléfilm : « Le Pain perdu », de P. Polot, réal. P. Cardinal, avec A. Claessens, J. Weishuth.

L'humour et la nostalgie, pour cette succession de tableaux sur la confrontation d'un homme avec son passé, dans un petit village des Vosges.

22 h. Football : Irlande-France, en différé ; 23 h. 15, Journal.

CHAÎNE II : A2

De 13 h. 55 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 15 h. 5, la série Dakari.

20 h. 30, Série Switch : 21 h. 30, Magazine d'actualité de L. Barlot et P. Lefebvre : « Le kilo en trop », avec Mme Françoise Dolto, psychiatre ; le professeur Apollbaum et le docteur Moron, diététiciens, et M. Jacques Chénou, rédacteur en chef de la revue « Tonus » ; 23 h. Jazz : Hommage à J. Roll-Morton, par J.-Ch. Avery, 23 h. 25, Journal.

MARDI 29 MARS

« L'Etat et la fonction judiciaire » est le thème des « Dialogues » de France-Culture, à 20 heures, auxquels sont invités M. Louis Joxe, député (R.P.R.) du Rhône, et Cassamayor, magistrat et écrivain.

« Les Soldats de France » disposent de la Tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

« Petites boutiques et grandes surfaces » est le sujet des « Dos-

TRIBUNES ET DÉBATS

siers de l'écran » d'Antenne 2, vers 22 heures. MM. Gérard Nicoud, secrétaire général du C.I.D. (UNATI) ; Robert Delormoy, premier président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie ; Gérard Boert, président des P.M.E. commerçantes ; M. Jean Cluzel, sénateur (Un. cent.), qui fut le rapporteur de la loi Royer, participent notamment à ce débat.

MERCREDI 30 MARS

« M. Maurice Duverger, professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Paris, est l'invité de Jacques Faugam, sur France-Culture, à 12 h. 5.

Mme Maria Antonietta Macchiotti, professeur à Paris-VIII, et Jean Charpentier, président de la C.G.C., débattent sur le thème « Les classes moyennes sont-elles dangereuses en France ? », sur France-Culture, à 16 h. 40.

« Le P.S.U. dispose de la Tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Nous aurons toute la mort pour dormir »

d'Abid Med Hondo

Le fardeau du cinéaste africain aujourd'hui, et particulièrement du cinéaste africain noir, est incommensurable : il doit lutter non seulement contre tout l'appareil en place chez nous, production, diffusion, critique, mais aussi, parfois, contre l'indifférence des élites mêmes, gouvernants, spectateurs, toujours colonisés par l'idéologie dominante, occidentale. L'originalité, la qualité unique de Med Hondo, cinéaste mauritanien, comédien de formation et depuis longtemps fixé à Paris, l'auteur de Soleil O et de Les Blancs nègres nos voisins, est d'avoir su affronter cette double opposition, contre les idées reçues, contre l'exploitation d'un continent, en termes de cinéma, avec le minimum de recours à la diégèse ambiante.

Nous aurons toute la mort pour dormir, le troisième film de Med Hondo, défend une cause bien déterminée, celle du peuple sahraoui, venu du Yémen à la fin du siècle dernier, et don le territoire naturel l'ancien Sahara espagnol sous tutelle de Franco, a été « récupéré » par le Maroc et la Mauritanie après le départ du colonisateur. Un accord tripartite, dit « accord de Madrid », signé entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, avait fixé le 14 octobre 1975, les modalités de ce qui ressemblait à une passation de pouvoirs. Le régime du roi Hassan du Maroc avait décliné le « marché » la mobilisation de son peuple pour prendre possession du sol, comme autrefois dans les terres sahraouies, les « terres de l'indépendance ».

De ces données de base, Med Hondo tire un film vivant, très direct, mais également beau, organisé, sans jérémiades ni halne proclamée : la lutte existe, le peuple sahraoui se bat les armes à la main contre l'injustice. Et de refaire pas par pas, petitement, l'histoire de cette lutte, des moyens employés, des buts poursuivis. Med Hondo semble redécouvrir l'Europe du monde, et de la liberté, dans ce petit peuple qui parle sa langue, le hassanien, qui ne se réclame encore d'aucune idéologie, qui est bruyamment au vent qui veut simplement « progresser ».

Avec l'aide de Jean Monsigny à la caméra, de Jacqueline Moppet au magnétophone, il a filmé, deux mois et demi durant, du 25 décembre 1975 au 5 mars 1976, ce qu'il a vu et entendu. Il a repris avec brio, pour la traduction des paroles en hassanien et en espagnol, le technique de superposition des voix (original, traduction en français, mise au point par Joris Ivens et Marceline Loridan dans Comment Yukong déplace les montagnes, qui permet de concentrer l'attention sur les images : car, dit Med Hondo, « pour une cause belle j'ai voulu une image belle. Il faut lutter contre l'idée du reportage comme une forme de sous-cinéma ». Comme dans les précédents films de Med Hondo, l'animation est également mise à contribution.

« ROCKY »

OSCAR DU MEILLEUR FILM

Le film américain Rocky, de John Avildsen, a remporté l'Oscar du meilleur film, lors de la quarante-neuvième cérémonie de remise des Oscars, à Los Angeles, le 28 mars. John Avildsen a été déclaré meilleur metteur en scène et le film a également reçu l'Oscar du meilleur montage. L'Oscar du meilleur acteur a été décerné à Peter Finch pour son interprétation dans Network, de Sydney Lumet (c'est la première fois qu'un acteur reçoit un Oscar à titre posthume). Pour Network, qui a aussi reçu l'Oscar du meilleur scénario original, l'Oscar de la meilleure actrice est allé à Faye Dunaway et celui du meilleur second rôle féminin à Beatrice Straight. La Victoire en chantant, de J. A. R. (coproduction franco-italienne) a été déclaré meilleur film étranger. Enfin, quatre Oscars ont récompensé le film de John Ford Les Hommes du désert (pour la réalisation artistique, la prise de son, le scénario, le meilleur second rôle masculin, interprété par John Roberts).

Nous aurons toute la mort pour dormir, dans sa version longue, « sahraoui », insiste Med Hondo, « faite pour des gens qui ne courent pas », celle que nous voyons aujourd'hui à Paris témoigne sans contr-

also intellectuelle qu'il est parfois pour l'artiste, au premier degré, des vérités belles et bonnes à dire.

LOUIS MARCORELLES.

* Studio Saint-Séverin, Métropole (V.O.).

HÉLION AU MUSÉE D'ART MODERNE

Le peintre au marché

Hélion « toujours peint par thème. Ainsi trouve-t-il matière à sa révolte végétale sur le quotidien. Cette fois, il revient sur des lieux qu'il connaît bien : le marché de Bignonnette, près de Chartres, où il s'est retiré. Depuis quelques années, il y rôde régulièrement. Pendant que les uns préparent leur étalage et que les autres errent les allées, lui regarde, observe, recueille des sensations, de ces « petites sensations », qui, une fois enroulées, nourrissent un ouvrage et donnent de la vie aux images.

Le marché de Bignonnette — celui de Jean Hélion — est un monde. Un monde. Sur les apparences d'abord. Ceux qui déboulent, ceux qui bavardent. Ceux qui montrent, ceux qui cherchent. C'est un théâtre. Le peintre rapporte à l'atelier son marché, pour le recomposer de mémoire.

Une citrouille le fait rêver. Révère sur une citrouille pleine d'elle-même, abondante, plantureuse. Odeur de peinture et de liberté. Tout est permis. Sur le chou-fleur aussi. Sur un groupe de poireaux à la barbe lve. Des homards bleus et rouges aux pinces grandes comme des monuments qui sont des poèmes de courbes et de points.

Le mouvement de la vie est saisi au vol. Mais la foule du marché est un remuement figé. Les passants sont raides. Tel personnage central semble marcher, tel est assis, silencieux, sans regard. Les yeux, Hélion ne les voit pas. Le visage est un ovale, un morceau d'ovale aveugle. Une statue grecque en chapeau mou et complet veston.

Ailleurs, Hélion peint les clochers dans la ville, le ballet autour de pissenlits, qui culmine dans un grand ovale où se résume le thème de « le

ville est un songe », emprunté à Calderon. Tableaux monumentaux, de dimension et d'expression, Anecdote et populiste : avec l'imagerie des passants, des travailleurs, des amoureux, des colporteurs d'affiches. Et toujours, comme un tableau de musée qui cite ses sources géométriques millénaires d'expressionnisme.

Au premier plan de l'art abstrait durant les années 30, Jean Hélion revient à la figuration, comme pour retrouver le contact avec la réalité. Il compose ses tableaux figuratifs et peint ses passants comme des constructions abstraites. C'est un frère de Mondrian. A force de géométriser la nature, il est arrivé à en traduire les équivalences à travers un balancement de formes et d'espaces.

Ces automatismes aux pastels tripés, ces couleurs trépidantes, crues et violentes dans la peinture, vibrantes de picturalité dans d'admirables pastels où il parle de l'aspect d'un chou et du poids d'une araignée, c'est pour Hélion le grand jeu. Celui du plaisir de peindre pour canaliser sa révolte sur la monde qui passe. Ce qui lui vaudra et ce qui mourra en lui. Marcheurs du marché, parfois en canne blanche, lacteurs de bouquins sur les quais de la Seine, clochers qui disent leur liberté folklorique, solitudes de passants qui se croisent sans se rencontrer, pour Hélion, les « utres », c'est : lui-même. Il s'échappe à la dire par les images et par l'au-delà des images.

JACQUES MICHEL.

* La Suite des merveilles, peintures de Jean Hélion au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris. Exposition organisée par Françoise Marquet. En introduction, quelques dessins en gouache de « documents » notes sur la vie d'Hélion, par son ami Saul Steinberg.



AVIS DE CONCOURS

du 12 avril au 9 juillet 1977

Orchestre national de France Nouvel orchestre philharmonique

violons - altos - violoncelles - contrebasses
super solistes et musiciens du rang
hautbois - clarinettes

Pour tous renseignements s'adresser à :
REGIE GENERALE DES ORCHESTRES ET DES CHOEURS
Radio-France, 116, avenue Président-Kennedy, Paris (16^e)
224 27-25

OUBLIEZ LE FRANÇAIS.



Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nadon : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 Versailles : 950.08.70.

"STAGE INTENSIF" BERLITZ

هك نام النفل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

Trois chances pour les enfants

Peut-on imaginer qu'il n'existe à Paris aucun théâtre réservé au jeune public ? En fait de spectacle, le plus étonnant conservatoire semble régner l'ordinaire : le guignol de Luxembourg, les « matinales classiques » propres à désorienter à jamais du théâtre et des classiques, ou les misérables fœtiques du Théâtre du Petit Monde (voir affiches dans le miroir).

Aucun doute, le progrès se situe dans la décentralisation : on peut s'en rendre compte au TSP, où la Comédie de Lorraine — antenne depuis de longues années par Henri Dégoutin — présente actuellement *Lapartique et Cie*, spectacle dense et dynamique, qui dit la fabrication et l'histoire d'un bateau amphibie destiné à emporter les personnages vers un monde meilleur. Qui le dirigera ? Une crise d'autorité d'un enfant, et le rêve s'enlève dans l'échec. On est plus près ici de Beckett que de Jules Verne ; en ce sens sacrifier le fin humour d'usage. Dégoutin touche la chance du théâtre pour jeune public, celle de devenir un spectacle pour tous publics, un vrai spectacle populaire.

A la Gaité-Montparnasse, la jeune compagnie de l'Escargot s'installe à Paris l'expérience du Grips-Theater de Berlin, véritable institution, fortement structurée, tout à fait inconnue en France : un vrai théâtre, un répertoire de diffusion internationale (*Maz le siffleur*, joué cet hiver par Barbara Hoffmann au Théâtre Moutetard, compte à ce jour plus de cent mises en scène). Issu du cabaret, le Grips se propose une action précise : par le comique, réduire les mythes engendrés par le pouvoir, agir sur le jeune public pour former le public de demain. Et l'on retrouve dans ce *Cris-Cris*, mis en scène à Paris par Heinz Schwarzenberg, toute l'efficacité du théâtre allemand didactique. L'histoire tient surtout à ce que, dans cette histoire de gros marchand de bonbons, l'enfant se voit directement impliqué comme victime de la violence en tant qu'instrument et consommateur. Et c'est heureux, car le théâtre pour jeunes se confond trop souvent avec une trépanation de revendications primaires sans rapport avec le public concerné.

« Un homme à la rencontre d'Antonin Artaud »

Gérard Tcherka, un acteur qui semble avoir travaillé aux côtés d'Antonin Artaud, est aujourd'hui par Sylvia Monfort : elle a mis à sa disposition une cave semi-circulaire profonde, entourée sous l'arche d'une Gaité-Lyrique, et qui était probablement la chaufferie : pompe, tuyauteries, cave à masquer.

Seul « en scène » pendant près de deux heures, cet acteur récite un collage de textes d'Antonin Artaud qui ont trait surtout à la dissociation de la personnalité et à l'usage de l'opium. Chaque phrase d'Antonin Artaud a une évidence qui fait presque mal aux yeux. On pense à un curetage des mots. Artaud énonce des informations exactes. Il serre les faits de plus près qu'aucun écrivain. Hélas ! le spectacle présenté aujourd'hui dans cette chaufferie souterraine ôte aux phrases d'Artaud leur netteté, parce qu'une musique presque ininterrompue est ajoutée au texte et le défigure, parce que ce décor sur-expressif habille les phrases d'un pittoresque bon chic, parce que l'acteur, habillé de blanc plutôt comme un intrusier que comme un malade, mime des crises des convulsions tétaniques, fait dire au texte ce qu'il ne dit pas, ce qui est inutile, lui fait dire aussi ce qu'il dit déjà tout seul, ce qui est inutile.

Les écrits précis et absolus d'Antonin Artaud ne sont pas faits pour donner à un comédien, si bien disposé soit-il, l'occasion de nous faire voir ses recherches personnelles. Il existe à la discothèque de la radiodiffusion des disques enregistrés par Artaud, notamment il avait la pour en finir avec le jugement de Dieu. Le mieux, et même la seule chose convenable, serait de faire entendre, dans le noir, bien sûr sans

En ce sens, la position de Pascal Savio et de l'équipe du Théâtre Risorius d'Als-en-Provence entre en réaction contre des pratiques dramaturgiques courantes, d'autant plus malsaines qu'elles se déclarent entièrement ou en partie réalisées à partir d'idées d'enfants. « Vouloir sensibiliser les enfants à des problèmes sur lesquels ils n'ont aucun pouvoir, disent-ils, c'est risquer de devenir un partage des culpabilités de l'adulte, quand cela ne débouche pas sur une accoutumance ».

Théâtre didactique ? Encore faut-il qu'on puisse d'abord parler de théâtre. Très simplement, avec poésie, Risorius donne à Maitre un spectacle qui présente d'abord apprendre le plaisir et le goût du théâtre. Une histoire à l'endroit, une histoire à l'envers exploite la tradition orale telle que la vit l'enfance : c'est elle qui fournit à la mise en scène cette fluidité, cette alliance inventrice de la musique, du chant, de la marionnette, mais aussi d'objets simples comme une toile, des planches, quelques coquilles, un guidon de vélo ; et les histoires d'enfants se propagent, se déforment : celle de l'épouvantail qui part en croisière, de la grand-mère et de la petite fille qui inventent loup à dîner pour lui faire peur.

Il faut parler sur ce théâtre qui finalement combat aussi le mythe de la spécificité du théâtre pour jeunes ; son mérite particulier est de se montrer exigeant sur les moyens et de s'attacher à vouloir transmettre la grammaire du plaisir. C'est à ce prix, qui remet en question la thématique (y compris les tabous du sexe, de la famille et de l'école), que ce théâtre peut espérer sortir de son isolement : celui où l'enfance est le pouvoir public, mais aussi l'indifférence de l'opinion, et plus cruelle encore, celle de la profession même.

BERNARD RAFFALLI.
* Comédie de Lorraine, 84, avenue Foch, Nancy (21-66-53), en TSP, à 14 h. 30 (83-09-09).
* Compagnie de l'Escargot, 64, rue de la Vierge, 75004 Paris (277-37-53), à la Gaité-Montparnasse, à 14 h. 30 (83-16-18).
* Univers Enfants Risorius, la Caidonnie, Bellevue, 13130 Reuilles (24-84-85), à la Gaité-Montparnasse, à 14 h. 30 (204-19-51).

En bref

Cinéma

• « PAROLE D'HOMME », de Peter Hunt. — (Voir les films nouveaux.)

Quelque part en Afrique, aux environs de 1914, un colon-truffier britannique et un officier allemand se livrent une guerre sans merci. L'Anglais a le cœur pur des Ivrognes. Collé d'un casque à pointe, le Teuton est une brute sanguinaire. Des éléphants, des crocodiles, un biplan archaïque, un cuisiné, une jolie fille, un jeune homme courageux et les soldats noirs enriés dans les deux camps sont de la partie.

Si vous aimez l'axotisme et les films d'aventure, les héros truculents, les méchants vraiment méchants, les morceaux de bravoure comme au Châtelet, si vous regrettez le bon vieux cinéma d'autrefois, naïf, spectaculaire et coûteux, alors n'hésitez pas : *Parole d'homme*, de Peter Hunt est votre film. En prime : la tregue entamée de Les Marv et le musculature de Roger Moore.

JEAN DE BARONCELLI.



MERCREDI

YVES ROUSSEAU-BOUARD présente
Charlot, le gentleman vagabond.



« La vie extraordinaire de Charlie Chaplin. »
Robert Charval
Des documents inédits de sa vie privée et les meilleurs extraits de ses 17 films.
Une distribution CEDC/UGC

SOUS LE PATRONAGE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
Direction R. M. G. G. G.

POUR LA 1^{re} FOIS EN FRANCE
14 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
du 1^{er} au 16 Avril

LES BALLETS DE CHANGHAI
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

1, 2, 4, 6, 8, 9, 12, 13 Avril à 20 h 30. Le 3 à 17 h.
« LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS »
BALLET RÉVOLUTIONNAIRE CONTEMPORAIN

5, 10, 15, 16 Avril à 20 h 30. Le 11 à 17 h.
ACTES CHOISIS DU BALLET RÉVOLUTIONNAIRE
« LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS »
et MUSIQUES et DANSES FOLKLORIQUES

LOCATION : au Théâtre 15, Avenue Montaigne, par téléphone 225.44.36 et Agences

LES FRAISES MUSCLÉES



ODEON THEATRE NATIONAL

dernière
dimanche 3 avril à 16 h.
TCHÉKHOV L'ONCLE VANIA

« Un spectacle inattendu, singulier, très fidèle à TCHÉKHOV, très beau. »
Michel CURNOT.

Tous les soirs à 20 h. 30
soit dimanche et lundi
Matinée dimanche à 16 h.
Renseign. et location : 325-70-32
7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

PROLONGATION

Théâtre de la Porte Saint-Martin



LOIN D'HAGONDANGE

de Jean-Paul Wenzel
mise en scène de Patrice Chéreau

« Un événement... »
François CHALAS-France Soir

« C'est bouleversant... »
François SIMON et Tatiana Mounikine sont les interprètes de *Jeunesse et de simplicité*.

Pierre MARCABRU-ELLE

« Patrice Chéreau est le metteur en scène le plus sensible, le plus rare, le plus étonnant que le Théâtre du Théâtre nous ait donné. »

Pierre MARCABRU-le point

« Un miracle. Aussi alléchant... »
Philippe TESSON-Le Canard

Location : 607.37.53



Passage du XX^e siècle



Jeudi 31 - 20 h 30
ensemble
intercontemporain

direction
Michel Tabachnik

œuvres
Xénakis création en France
Boesmans création mondiale
Carter - Messiaen

solistes
M. Beroff - F. J. Thiollier
C. Plantamura - C. Ringer

THEATRE DE LA VILLE
2, place du Châtelet
location 887.35.39

mercredi 30 - 20 h 30
répétition publique à l'E.L.A.M.
(Espace Loisirs André Malraux,
ex Espace Malmoulin) à
Rueil-Malmaison 7, rue Noblet,
tél. 749.77.22 - entrée libre

LE CALENDRIER DES CONCERTS

UNE HEURE AVEC...
CHOPIN
et Nicole AFRIAT

SALLE BAYEUX
Mercredi 29 mars à 19 h. 45 (Volonté.)

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
51, av. d'Éden
Mercredi 30 mars à 20 h. 45 (P.-e. Valmalette.)

SCHUBERT
LA BELLE MEUNIERE
par le baryton
José De Oliveira Lopes

Au piano : N. MAÏSSA
(entrée libre.)

L'OPERA, l'a.l.p. et LUMBERG présentent
LA DAMNATION

DE FAUST
d'Hector Berlioz

CHEMINS ET ORCHESTRE DU THEATRE NAT. DE L'OPERA
direction :
Dir. : Seiji OZAWA

sol. : V. Cortez - S. Burrows
E. Blanc - J.-L. Soumagnan
E. Perleff

C.I.P. PALAIS DES CONGRES
Mardi 12 avril à 20 h. 30 (P.-e. Valmalette.)

THEATRE EN ROND DE PARIS



LES ARCS - SAVOIE

ACADEMIE D'ETE - 4^e ANNEE
17 JUILLET - 21 AOUT
classique, pop, electro-acoustique,
danse, percussion, sons électroniques
Loisirs exceptionnels
325-81-33 et 322-43-32

CONCERTS



PRESTIGE DE LA MUSIQUE

Recital
Teresa Zyllis-Gara

BRAMMES - CHOPIN - DYORAK
RACHMANINOFF - TCHAIKOVSKI
avec Helmut DEUTSCH

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. : Gilbert AMY
et Ivo MALEC

SCHOENBERG - G. JOHNS
STRAVINSKI - I. MALES
M. RUBER - DEUSCH

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
105
Mercredi 29 mars à 20 h. 30 (Volonté.)

BOUSSET - BEETHOVEN
L. SACCHER
E. RACHMANINOFF - M. Prokofiev
J.-P. Brasseur - A.-M. Miranda
Ensemble de percussions

SAISON LYRIQUE

Les Solistes du Bolchoï
DARGOMYJSKY
LE CONVIVE DE PIERRE
STRAVINSKI

MAVRA
M. Sartova - J. Castle
G. Guej - S. Barab
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Jean-Pierre Morly

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Concert I.R.C.A.M.
Dir. : Lorin MAZEL

Solistes : L. Eda-Pierre
C. Collard, M. Smetzer
A. Amy - E. KURTZ
VARESE

Location : RADIO-FRANCE, Salles et Agences

MERCREDI

ROCKY

Le Film «CHOC» nommé 10 fois aux Oscars.

ROBERT CHARTOFF • IRVIN WINKLER • JOHN G. AVILSEN • SYLVESTER STALLONE «ROCKY»
TALIA SHIRE • BURT YOUNG • CARL WEATHERS • BURGESS MEREDITH • SYLVESTER STALLONE
GENE KIRKWOOD • IRVIN WINKLER • ROBERT CHARTOFF • JOHN G. AVILSEN • BILL CONTI • LES ARTISTES ASSOCIÉS

THÉÂTRE OBlique

76, Rue de la Roquette (11^e)
Métro Bastille et Voltaire 355.02.94

Prolongation
jusqu'au 17 avril

LES BONNES
de Jean GENET
mise en scène
Henri RONSE

décor : Joël KERMARREC

Tous les soirs à 21 h. sauf dim. et
lundi, matinée dimanche à 16 h.
Places : 40 F - Étalons et moins
de 25 ans : 20 F - Collectif : 15 F


SPECTACLES

MERCREDI

STUDIO LOGOS
U.C.C. MARBEUF

Le Couple Témoin

William Klein



HAUTEFEUILLE
14-JUILLET PARNASSE

MON CŒUR EST ROUGE

UN FILM DE MICHELE ROSIER
MUSIQUE PAR KEITH JARRETT
JOUÉ PAR FRANÇOISE LEBRUN



théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Follies et Météorite.
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Madelon (scène littéraire).
Châtelet, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Odéon, 20 h. 30 : Océan Vautour.
Régence, 20 h. 30 : L'opéra de la rue.
Petit TNP, 30 h. 30 : Récitals musicaux.

Les salles municipales

Nouveaux Carrés, salle Papi, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Salle de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Salle de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Salle de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

Les théâtres de Paris

Alexandre Dumas, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Comédie de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Comédie de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 29 mars

Les théâtres de banlieue

Ivry, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
St-Denis, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
St-Ouen, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
St-Germain, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

Les concerts

Salle Paganini, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Salle de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Salle de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Salle de la rue de la Harpe, 20 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

GRAND REX (2800 PLACES) • U.C.C. ERMITAGE • MIRAMAR
MISTRAL • U.C.C. DANTON

PALY 2 • LE PERREUX Palais du Parc • PANTIN Carrefour
VILLENEUVE-ST-GEORGES Artel • AULNAY Parinor
ARGENTEUIL Gamma • ORSAY Uhis
SARCELLES Les Hanades • ENGHEN Français
SAINT-GERMAIN C 21 • CRETEIL SOLEIL Artel

WALT DISNEY
PRODUCTIONS présente
PETER PAN
TECHNICOLOR



ELYSEES LINCOLN 10 • ST GERMAIN HUCHETTE 10 • 14 JUILLET BASTILLE 10
14 JUILLET PARNASSE 10 • ST LAZARE PASQUIER 10

Le jour de la Saint-Valentin
un groupe de collègues s'en alla
pique-niquer à HANGING ROCK.
Quelques-uns ne revinrent jamais.

Picnic à Hanging Rock

GRAND PRIX - Festival des Nations - TAORMINA
PRIX D'INTERPRETATION FÉMININE
Festival International du Film Fantastique - PARIS
à l'ensemble des jeunes filles de "PICNIC À HANGING ROCK"



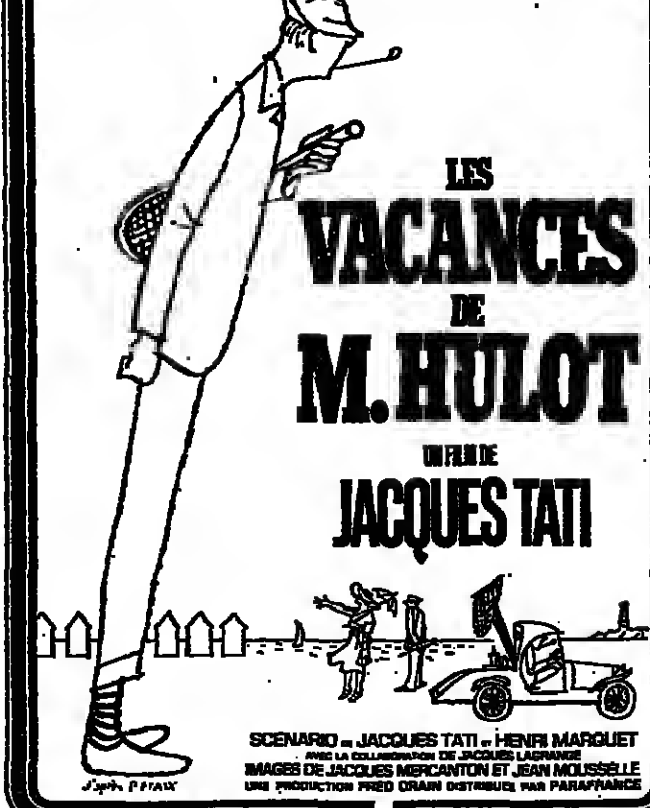
MERCREDI

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES • PUBLICIS MATIONN • PARAMOUNT
OPERA • CAPRI GRANDS BOULEVARDS • PARAMOUNT ODÉON
PARAMOUNT GAITÉ • PARAMOUNT ORLÉANS • PARAMOUNT
MAILLOT • PASSY • PARAMOUNT GODELINS • CONVENTION SAINT-CHARLES • CYRANO VERSAILLES • ARTEL ROSNY • ARTEL VILLENEUVE-Saint-Georges • PARINOR Aulnay • C 21 Saint-Germain • ALPHA Argenteuil • ARTEL Nougat • CARREFOUR Pontin • VELIZY 2 • MÉLIES Montreuil • FRANCE 3 Eglantine • STUDIO ROSNY • U.C.C. Conflans
PUBLICIS Défense • VILLAGE Neuilly • PARAMOUNT ELYSÉES 2 • Célèbre-Saint-Cloud • PARAMOUNT Oly • PARAMOUNT Le Voreux
BUXY Boussy

AVOIR A REVOIR, A RÉ-REVOIR

LES VACANCES DE M. HULOT

UN FILM DE JACQUES TATI



SCÉNARIO : JACQUES TATI - HENRI MARQUET
MONTAGE : JACQUES TATI - HENRI MARQUET
MUSIQUE : JACQUES TATI - HENRI MARQUET
UN FILM PRODUIT PAR JACQUES TATI - HENRI MARQUET

Les films nouveaux

CASANOVA DE FELLYN (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

CASANOVA UN ADOLESCENT A (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

CRISTO TUO DUEDE DUE (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

CINE FILLES (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

SPECTACLES POUR ENFANTS
(du 30 mars au 6 avril)

Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

Les films nouveaux

VIOLETTE ET FRANÇOIS, film français de Jacques Rivette
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

MON CŒUR EST ROUGE, film français de Jacques Rivette
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

SEBASTIANE, film français de Jacques Rivette
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

LA BATAILLE DE MIDWAY (A.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

SPECTACLES POUR ENFANTS
(du 30 mars au 6 avril)

Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

COMME SUR DES ROULETTES
(R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

DEROUE D'AZALA (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

LES JOURNÉES ENTIERES DANS LES ARBRES (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

LES JOURNÉES ENTIERES DANS LES ARBRES (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

Les films nouveaux

CASANOVA DE FELLYN (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

CASANOVA UN ADOLESCENT A (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

CRISTO TUO DUEDE DUE (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

CINE FILLES (R.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

SPECTACLES POUR ENFANTS
(du 30 mars au 6 avril)

Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.
Clique à Fanderson au Nouveau Carré, 15 h. 30 : Les Femmes de l'Opéra.

Les films nouveaux

VIOLETTE ET FRANÇOIS, film français de Jacques Rivette
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

MON CŒUR EST ROUGE, film français de Jacques Rivette
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

SEBASTIANE, film français de Jacques Rivette
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

LA BATAILLE DE MIDWAY (A.V.)
Quintette, 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40), 10 (33-35-40).

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,00
Double insertion	58,00	49,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN FORTE EXPANSION
diffusant aux particuliers produits culturels de langue française en

VENTE PAR CORRESPONDANCE ET AUTRES CIRCUITS DE VENTE DIRECTE

recherche pour sa filiale belge (effectif 100 pers.) basée à BRUXELLES

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Ce PATRON, 35 ans minimum, de formation supérieure, assurera au bout de quelques mois l'entière responsabilité du développement de la filiale, le Directeur Général actuel étant appelé à d'autres fonctions au sein de la Société.

Il doit :
- avoir déjà exercé des responsabilités globales de direction et de gestion d'une unité d'importance similaire ;
- justifier d'une expérience commerciale confirmée (marketing et ventes).

Discretion de rigueur et réponse assurées à lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions adressées sous réf. 655 M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Moinier - 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

INFORMATIENS POUR OUTRE-MER
INGÉNIEUR SYSTÈME
POSITION 2

(Deux ans minimum d'expérience) - Réf. : 774

2 AGENTS TECHNIQUES FORMATION BTS

(Un électronicien, l'autre électromécanicien).
Expérience trois ans dans le Hardware - Réf. : 775

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Ayant une grande expérience de la programmation temps réel FORTRAN et ASSEMBLEUR (de préférence sur mini-ordinateur) - Réf. : 776

ANALYSTE PROGRAMMEUR SCIENTIFIQUE

Chargé de la maintenance et de l'exploitation des programmes de traitement en temps différé.
Pratique du FORTRAN et ASSEMBLEUR - Réf. : 777
Les candidats doivent être détenteurs des O.M.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions à n° 4961, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE CHIMIQUE SUISSE

cherche pour son usine située dans le Valais

MÉDECIN DU TRAVAIL SPÉCIALISÉ

ayant expérience problèmes toxicologie industrielle

Adresser curriculum vitae à : CIBA-GEIGY S.A.

Usines de Saint-Pons, Département du Personnel, 63100 SAINT-PONS.

ORGANISME PROFESSIONNEL EUROPÉEN

ASSISTANT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bon rédacteur, le candidat devra également justifier d'une bonne connaissance des problèmes économiques et comptables (niveau D.E.C.E.) et de la révision comptable.

De langue maternelle française, il maîtrisera en outre suffisamment les langues anglaise et allemande.

Lieu de résidence : MUNICH.
Envoyer n° 1 90.140 M. REGIE-PRESSE, 80 bis, rue Beaumartin, 75008 Paris.

EUROSIL GMBH IN MUNICH

is number one European manufacturer of CMOS integrated circuits for watches and clocks. To sustain its growth the Company now seeks

MOS PROCESS ENGINEERS

with a minimum of 3 years general experience in MOS technology and specialised experience in photo-litho, furores or thin film operations. Variables exist in an English speaking team. Knowledge of German is not essential.
Salary DM 60.000/annum, plus. Send resume to: Mrs. MOELLER - Eurosil GmbH, Weihenburgerstr. 6 - D-8000 München 80. Phone: 19-49-89/1 20-51.

INGÉNIEURS SOFTWARE EN TÉLÉCOMMUNICATION

cherchons

spécialiste Software en commutation par paquets pour important projet en Belgique - PAD et SADI et si possible - compréhension du Hardware - mini-temps réel et micro.

Sal. : 8 000 à 12 000 F.P. selon capacités.

INGÉNIEUR DE MAINTENANCE UNIVAC 1100

INGÉNIEUR EXPÉRIENT EN UNIVAC 1100 1108 et si possible tables transparentes pour contrat de 2 ans à Aix.

Salaires : 14 000 à 16 000 F.P.

SPECIALISTE SOFTWARE MITRA 125

pour supporter notre équipe Software travaillant sur le ground support system du projet spécial en Software du MITRA 125 (ou MITRA 15) - Anglais contract.

Salaires : 8 000 à 10 000 F.P.

CORRELATIVE SYSTEMS INTERNATIONAL
43, rue Général Leman,
1040 BRUXELLES
33-2-8490020.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUISSE D'INGÉNIEURIE

recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

ayant expérience technico-commerciale internationale pour contrats d'études et pour installations « clés en main », négociations avec clients et avec sous-traitants ou compagnies associées, contrôle de l'exécution des contrats.

● Age : 30 à 35 ans minimum.

● Langues : Anglais, Français et/ou Espagnol.

● Lieu de travail : Genève, Suisse.

● Salaire : pur, en fonction de l'expérience.

Ecrire : B.P. 384, 1211 GENEVE 3, Suisse

(Cette même offre d'emploi est déjà parue dans le journal d'été 16 mars, mais avec une adresse incomplète. Les candidats sont priés d'y répondre à nouveau. - Merc.)

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Importante société commerciale en Afrique francophone, recrute COLLABORATEUR haut niveau pour assister direction générale dans gestion exploitation :
- Formation E.C.E.-E.C.E.
- Age 35 ans minimum
- Expérience dans poste de direction grandes surfaces
- Possibilité promotion à très court terme
- Excellente rémunération

Veuillez adresser votre dossier de candidature au réf. 80005, 21193 Ag. Havas, 135, avenue Ch.-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

Le Monde

INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs dans la recherche d'un emploi, nous publions à cet emplacement chaque lundi et mardi des informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adoptées par chacun à sa situation particulière.

CURRICULUM VITAE - N° 2

La présentation de votre identité doit être simple : nom, prénom, âge, date et lieu de naissance, situation de famille, adresse.

Le téléphone personnel est une indication utile : votre correspondant désire peut-être vous joindre rapidement.

Pour la formation, vous indiquerez vos diplômes, la date de leur obtention, le nom de l'établissement et la nature de la formation (option, spécialisation), et, bien entendu, les séminaires suivis ou cours de la vie professionnelle.

Si vous avez une bonne connaissance des langues étrangères, vous mentionnez si elles sont écrites et parlées en précisant le niveau.

En ce qui concerne l'expérience professionnelle, vous indiquerez le sigle (s'il est connu) et le nom des entreprises dans lesquelles vous avez travaillé, les dates d'entrée et de départ, le titre des postes occupés en mentionnant les principales tâches et responsabilités.

Afin de préciser l'étendue de vos responsabilités, vous indiquerez votre rattachement hiérarchique, vos relations fonctionnelles, les relations extérieures à l'entreprise (banque, organisme public, etc.).

Vous pouvez citer également l'importance des effectifs supervisés, les moyens utilisés (budget, équipement, etc.), la progression des ventes, le montant des achats, ainsi que toute information sur l'importance du poste et éventuellement de l'entreprise.

Vous mettez en valeur les aspects de votre formation et de votre expérience qui sont en rapport avec la situation que vous recherchez.



emplois régionaux

NOUS SOMMES UNE MOYENNE ENTREPRISE DE MÉCANIQUE (500 PERSONNES).

Nous faisons « du copeau » - usinage de série, tournage, fraisage, taillage - pour le compte de grandes entreprises (automobile, machine agricole, divers) avec lesquelles nous collaborons. Nous cherchons pour notre usine à Clermont-Ferrand

un ingénieur chef du bureau d'études et des méthodes

pour lui confier la responsabilité :

- de l'établissement des devis : étude, chiffrage ;

- des méthodes : processus, gammes opératoires, contrôles ;

- des études : outillage, montage d'usinage, machines spéciales.

C'est un ingénieur AM de préférence, de 35 ans minimum, excellent praticien de la mécanique pour avoir exercé des responsabilités en atelier, en BE et méthodes.

Des compétences en traitement thermique et en commande numérique sont appréciées.

Ecrire à G. BARDOU es réf. 3176 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Le District de FORBACH (Moselle) recrute :

UN DIRECTEUR

Gestionnaire de la Flèche Olympique de FORBACH

MISSION :

- encadrement du personnel ;

- animation du complexe (qui comportera notamment une patinoire) ;

- relations avec les clubs et établissements scolaires ;

- gestion administrative et financière sous le contrôle du secrétaire général.

OP. POSTER REQUIS :

- un sens des responsabilités et du commandement ;

- une formation en rapport ;

- le goût des relations publiques ;

- une personnalité confirmée.

RECRUTEMENT : en rapport avec les responsabilités confiées.

Logement assuré en centre ville (si souhaité).

ENTRÉE EN FONCTIONS : 1^{er} MAI 1977.

Adresser candidature avec curriculum vitae à M. le Secrétaire Général du District, Hôtel de Ville - Avenue Saint-Rémy, 57000 FORBACH.

SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE

recherche

pour Département Commande Centralisée

INGÉNIEUR

(électronicien ou automatique)

(salaires maximum 72 000 F net par an) possédant 2 ans d'expérience en informatique industrielle et micro-procésseurs.

Poste à pourvoir à partir du 1^{er} juin 1977.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à la SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE, Services Courants Faibles

44, avenue A.-Dumas, 13008 MARSEILLE.

QUELLE S.A.

600 millions de C.A.

ORLEANS

Dans le cadre de son développement rapide recherche

JEUNE CADRE FINANCIER

pour lui confier : la gestion de la trésorerie • les dossiers fiscaux. Une formation HEC, ESSEC ou équivalente avec spécialisation Finances est nécessaire.

Une expérience bancaire, même de courte durée, ainsi qu'une bonne connaissance de l'Allemand seront des atouts certains.

Env. C.V. photo et prétentions sous réf. 9749 M à la Direction du Personnel - QUELLE - 125, rue Montaran - Saran-45400 FLEURY-les-AUBRAIS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

BRANCHE AGRICOLE

Leader dans sa spécialité recherche pour LA ROCHELLE

SON CHEF DES VENTES

Il devra :

- Diriger une équipe de : 35 représentants, 3 animateurs, 1 ingénieur Technico-Commercial.

- Avoir une grande habitude des contacts humains et du commandement.

- Avoir une expérience commerciale solide.

- Être capable d'évoluer vers un poste de Direction Commerciale.

Résidence à LA ROCHELLE 25 ans minimum, référence C.V. 17, envoi C.V. + lettre manuscrite à : Cabinet de Psychologie d'Entreprise, 12, rue Claude Massé, 17000 LA ROCHELLE.

LE CENTRE MULTIPROFESSIONNEL DE FORMATION DES APPRENTIS DE L'ORNE à ALENÇON, recherche

UN DIRECTEUR

Minimum 24 ans, bachelier breveté professionnel ou C.F.A. (Dérogation si diplôme supérieur et 4 ans activités professionnelles), sans des relations Publiques, bon gestionnaire et excellent animateur. Poste à pourvoir immédiatement. A partir de 4.500 F + logement fonctionnaire à partir Octobre 1977.

S'adresser à la préfecture de l'Orne 3^e direction 3^e bureau - 61103 ALENÇON Tél. : 16 (33) 26-74-00 (poste 223).

Revêtement de sols plastiques

Directeur d'Usine (Midi).

Cette unité produit des revêtements calandrés et extrudés. Elle a été entièrement renouvelée à l'occasion d'un déménagement et son installation dans le Midi sera terminée au milieu de l'année. Matériel lourd, techniques originales, assemblage électronique complexe. Une belle usine. La réussite de l'opération suppose la solution de problèmes humains (adaptation du personnel déplacé, intégration des ouvriers), la mise en point du matériel, le respect des exigences de la fabrication. Il faut donc à son directeur une formation très solide d'ingénieur (AM, INSA...) incluant la capacité à suivre et à gérer l'évolution technologique, et quelques années d'expérience dans la direction d'une unité de production. La rémunération ne sera pas inférieure à 100 000 F, et le poste est à prendre dès maintenant.

Les Ingénieurs intéressés peuvent adresser leur dossier sous réf. DM.392/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

RÉGION RHONE-ALPES

Société multinationale, leader dans sa branche sur le marché français, recherche son

directeur financier

Dépendant directement du P.D.G. et supervisant une vingtaine de personnes il sera chargé de tous les aspects budgétaires financiers et comptables de la société et d'assurer les relations avec les banques, les douanes, les autorités fiscales ainsi qu'avec les services financiers du siège social européen.

De formation supérieure, ce cadre devra posséder une expérience de plusieurs années de préférence dans une multinationale américaine et avoir mis en pratique les dispositions réglementaires en matière de fiscalité et d'administration des entreprises françaises. Il possèdera également la personnalité affirmée, la diplomatie et la rigueur indispensables à cette fonction.

Si la nationalité n'est pas un critère de sélection, par contre, une parfaite connaissance des langues anglaise et française est requise.

Adresser C.V. détaillé en anglais, photo et indication du salaire recherché sous référence 17782

SEXTANT/DPA 182, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème	La 3ème
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76	
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04	
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29	
	70,00	80,08	

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème	La 3ème
L'IMMOBILIER	28,00	32,03	
"Placards encadrés"	34,00	38,89	
Boîte Insertion	38,00	43,47	
"Placards encadrés"	40,00	45,76	
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03	

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



groupe MAISON FAMILIALE

LEADER EUROPÉEN DE MAISONS INDIVIDUELLES recherche

1 Fiscaliste

- Spécialisé dans fiscalité immobilière
- Diplôme enseignement supérieur
- Expérience professionnelle indispensable dans une grande société ou cabinet conseil.
- Connaissance + pratique fiscalité Européenne dans ces domaines appréciées, mais non indispensables.

des animateurs

Contrôleurs de Filiales

Mission : Organisation et suivi opérationnel de filiales spécialisées dans promotions immobilières.

Le candidat : Formation d'ingénieur + expérience dans domaine + aptitudes humaines et connaissances de gestion financière et comptable. Postes d'avenir à pourvoir à CAMBRAI (Nord).

Envoyer C.V., photo et prétentions à R.L. - B.P. 112 69403 Cambrai Cedex.

ingénieur de production

75 000 +

Entreprise française de jouets, l'une des sociétés leaders de sa spécialité, implantée dans la Sarthe, recherche un INGENIEUR DE PRODUCTION, soucieux d'intégrer à une équipe jeune.

Dépendant de la Direction Générale, il aura pour mission de diriger, coordonner et contrôler les activités de production de l'usine : méthodes, ordonnancement, approvisionnement, fabrication, contrôle et entretien.

Les candidats de formation ingénieur (A à M ou équivalent) pourront justifier d'une expérience concrète dans une entreprise industrielle et seront désireux d'évoluer professionnellement à moyen terme.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 0240-M à

ouest recrutement

La Tarte au Jus - B.P. 2281 - 45022 Angers Cédex

Import. fabricant de peinture

UN RESPONSABLE DE LA GESTION DE PRODUCTION

(contrat à durée déterminée)

Dépendant du directeur de l'usine, mais en liaison constante avec les services administratifs, il aura la responsabilité :

- de la gestion des approvisionnements et des stocks matières premières,
- de la programmation des fabrications.

Ce poste correspondrait à un jeune ingénieur ou diplômé I.U.T., B.T.S. ou équivalent ayant de réelles qualités d'entraîneur, intéressantes possibilités de carrière dans une entreprise dynamique. L'usine de travail réside à EVREUX (Eure).

Adresser C.V. et prétentions à M. DIOT, Ingénieur, Charles-Alvin, 22200 CHAVILLE.

Ordonnance public : 130 km Est de Paris, rech. collabor. pour poste de conseil de gestion. M. D.E.C. Expert - Comptable. Exp. P.A.E. souh. Ecr. s/n° 343714 à République, 45 bis, rue Réaumur, Paris 2^e, qui tr.

Rach. pour Finistère-Nord

OPERATEUR VARIO

soit formel, chromiste ou formel, photographe, C.V. profession, 14, 1 056246.

Institution Saint-Joseph, 74200 Thonon, contr. Assoc. Lica, allemand, remplac. 3^e trimestre.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUES

(160 personnes - 21.000.000 F.C.A.), filiale d'un important GROUPE DE PRESSE, recherche son

contrôleur de gestion

dont la fonction consiste à prendre en charge :

- l'administration du personnel;
- les comptabilités générale, analytique et financière;
- les problèmes juridiques et fiscaux;
- le budget et son contrôle;
- l'établissement des comptes mensuels, des prévisions et situation de trésorerie, des différents tableaux de bord;
- les services généraux;

Nous recherchons un diplômé d'Etudes Supérieures (grande école ou université), ayant quelques années d'expérience en gestion qui souhaite étendre le champ de ses responsabilités.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence n° 49850, à Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Nous sommes une importante société régionale de BATIMENT-TP en expansion régulière et constante.

Nous recherchons pour

REGION NORD

jeunes ingénieurs travaux

Débutants ou ayant une première expérience.

Formation : AM, ETP, ...

Mission : diriger et animer nos chantiers tant sur le plan technique que pour celui de la gestion.

Avantages d'une grande Société, possibilités intéressantes d'évolution de carrière.

Adresser CV et photo sous réf. 9560 à

organisation et publicité

2 rue MARLINGO 75001 PARIS / OUTRANCIER

CENTRE DE RECHERCHES PRES NANCY, recrute pour démarrage de son laboratoire de

MICROSCOPIE ELECTRONIQUE

UN SPECIALISTE

possédant quelques années d'exp. et de haut niveau de formation.

Adresser C.V. et prét. à SWEET'S, BP 229, 5424 PARIS CEDEX 07 ou réf. 773, 4, tr.

Recherche Animations, env. 25 s. Admettent. Gestion. Env. C.V. et photo, à ANIMATION SERVICES, B.P. 133 - 61203 ARGENTAN.

GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

recherche pour l'un de ses filiales à vocation exportatrice implantée en Lorraine

chef produits senior

Il doit être capable de devenir Directeur Général Adjoint, assisté par le Responsable Production chargé de résoudre les problèmes techniques,

- Il sera responsable devant le PDG de la filiale de la gestion globale de celle-ci,
- Il aura pour tâche essentielle de définir la politique commerciale, de la mettre en application et de la suivre le développement,
- une expérience de marketing et de la vente dans le domaine des biens de grande consommation est indispensable, un candidat titulaire d'un diplôme de 2^e cycle sera apprécié,
- la connaissance de l'anglais est exigée et l'allemand est souhaité.

Env. avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 2483-M.

Réponses et discrétion assurées.

guillon sélection

25, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINCY

Groupe pharmaceutique en expansion sur les marchés internationaux recherche pour son Siège Social situé à Paris

CHEF DE GROUPE DE PRODUITS

Le candidat devra avoir une solide connaissance médicale ou pharmaceutique (il sera de préférence médecin ou pharmacien) plus une expérience confirmée de marketing international.

Envoyer Curriculum Vitae détaillé à n° 8.710 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9^e, qui transmet.

INGENIEUR DES VENTES

100.000 +

Les caractéristiques de nos métiers à tirer sans bavette, leur qualité et notre dynamisme commercial permettent à notre société, filiale d'un très important groupe Suisse, d'occuper sur le marché mondial une des premières places.

D'un niveau ingénieur textile ou équivalent, ayant le sens de la négociation, il se verra confier en priorité le développement de notre implantation sur l'Amérique Latine.

Il devra suivre et développer nos ventes, élaborer les projets techniques et commerciaux sur ces marchés qui connaissent actuellement une forte progression. Ses déplacements seront en moyenne de 3 semaines par mois.

La pratique courante de l'espagnol est indispensable, la connaissance d'une 2ème langue (anglais, portugais) serait appréciée. Résidence région lyonnaise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo actual, photo récente s/réf 3003 à FRANCE MANUFACTURE 21, place Tolozan 69001 LYON

APPROPRIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle

Résidence NANCY - Temps plein recherche

un ARCHITECTE-PAYSAGISTE

Formation en écologie vivement souhaitée, expérience professionnelle cinq ans environ, dans le cadre d'une action « Environnement - Cadre de Vie » menée par la D.D.E.

Attes d'action privilégiée au départ : assistance architecturale, études d'impact, qualification de zones d'habitat, études de sites, aptitude à la pédagogie indispensable et expérience souhaitée en ce domaine.

Adresser candidature et curriculum vitae à : DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE, Service du Personnel, 10, rue de la République - 54000 Nancy, O.O. n° 123, 54037 NANCY CEDEX.

Société Avon (Oise)

Leader mondial dans les cosmétiques.

Recherche pour sa Direction

AUDIT INTERNE

FINANCE ET GESTION

Pour la réalisation d'audits opérationnels et financiers; le candidat de formation supérieure, (DECS, Chartered Accountant ou Grande École Commerciale) aura une réelle expérience d'Audit Interne dans une société multinationale ainsi que des connaissances en informatique.

Une excellente connaissance de l'anglais est exigée.

Ecrire avec C.V., photo et lettre manuscrite au Cabinet CLAUDE VITET 2 rue Marungo, 75001 Paris.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TELECOMMUNICATIONS

recrute sur TITRES

DIPLOMES D'ECOLES D'INGENIEURS

ou titulaires d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunications en renfort de ses équipes d'informaticiens localisées à PARIS et ORLÉANS

pour analyse et réalisation d'applications informatiques.

Adresser votre candidature dès maintenant. Date de clôture des inscriptions : le 23 Mai 1977

Renseignements et inscriptions avec CV détaillé : Direction Générale des Télécommunications Service des Programmes et des Affaires Financières 20 Avenue de Ségur 75700 PARIS

Société commerciale

Second Œuvre Bâtiment recrute :

ASSISTANTE COMMERCIALE

Pour s'intégrer dans une équipe commerciale travaillent sur plusieurs pays européens

- jeune fille 24 ans minimum;
- disponible pour déplacements fréquents;
- connaissance pratique de l'allemand impérative, autres langues appréciées;
- formation ou orientation commerciale réelle;
- ayant déjà une expérience professionnelle même courte.

NOUS PROPOSONS :

- un travail motivant et formateur faisant appel au sens de l'autonomie et des responsabilités.

Résidence TOULOUSE

Adr. lettre man. - C.V., photo et prét. au n° 5.581, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

2 adjoints direction commerciale

Société française de Distribution de Carburants (125 personnes, C.A. 350 M de France) recherche sa Direction Commerciale pour structurer et coordonner ses activités.

Elle offre à de jeunes diplômés (ESSEC, Sup de Co ou équivalent) une première fonction de 2 à 3 ans en Agence ou Régions avant d'atteindre l'état-major de Siège Parisien.

2 postes, sont à pourvoir :

- SUD EST (base Avignon)** création et animation d'un réseau de vendeurs concentré le long d'une nouvelle gaine de produits
- SUD OUEST (base Toulouse)** recherche de nouveaux points de distribution; depuis la découverte des emplacements et du personnel jusqu'à l'ouverture commerciale de cette nouvelle implantation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9495-M au président le sociétaire, CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG 105, av. V. Hugo, 75116 Paris

IMPORTANT GROUPE DE FABRICANTS DE MEUBLES

cherche pour dépôt à créer dans les secteurs suivants :

- Nord : 62-59-62-60
- Centre : 89-45-41-59-13-27-39-56-23-57-19
- Bretagne : 35-33-33-53-72-79-43-49-44-56
- Normandie : 76-27-22-61-4-50

- 1 RESPONSABLE ADMINISTRATIF chargé de la gestion du dépôt et de la comptabilité client.
- 1 RESPONSABLE DES VENTES chargé de la prospection et de l'animation de la clientèle dans le cadre de la politique commerciale du groupe.

Env. C.V. dét. et prêt. à HAVAS BESANCON, n° 482.

Le Directeur des Affaires Sociales

d'un important établissement industriel banlieue NORD

recherche

UN CADRE SPÉCIALISÉ DANS LES RELATIONS HUMAINES

Pour :

- organiser et gérer le Service du Personnel;
- prendre en charge les différentes parties traitées sur ordinateur;
- assurer les relations avec les organisations syndicales.

Le candidat, de formation supérieure (Université ou École d'Ingénieur), devra nécessairement justifier de 5 à 10 ans d'expérience similaire.

Adresser C.V., manuscrit, photo (rect.) et prétentions sous référence n° 1162 à

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des saules - Paris 17^e

ORGANISME PUBLIC

grande ville universitaire ouest recherche

un chef de centre informatique

Ordinateur IRIS 45, bandes, disques, télétraitement. Le candidat retenu aura au minimum 35 ans, une solide expérience et un sens profond des relations humaines.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 111

SLIGOS Martine BELKHEIR 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

CENTRE INFORMATIQUE RÉGIONAL

équipé d'un I.B.M. 370/145 sous système DOS/VS, devant évoluer en OS recherche un

CHEF D'EXPLOITATION

ayant une bonne expérience dans la fonction sur matériel I.B.M.

Il devra en outre :

- Assurer la liaison avec un nombre élevé d'utilisateurs
- Diriger une exploitation très diversifiée.
- Mettre en place une organisation efficace.

Adresser curriculum vitae au n° 8.703 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9^e, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

INSPECTEUR GÉNÉRAL

très forte personnalité pour vente matériel grande diffusion avec Châta de secteurs. Organisation existante importante. Salaire assuré. Place d'avenir. Incapacité d'obtenir.

Urgent écrire B. JORET, 27, rue Léonide-Lacroix, 18000 ANGOULEME

PROGRAMMEURS

Nous recherchons que les candidats aient :

- une formation IUT minimum,
- une première expérience en tant que Programmeur de Gestion ou Programmeur Système avec connaissances :
- de la méthode LCP
- du Cobol
- éventuellement du télétraitement.

Le matériel est un CI HB série 66.

Adresser une lettre de candidature mentionnant vos prétentions et C.V. sous référence 28/1 à

ACLES 1 F 107 CH HONEYWELL BULL 61-63, rue d'Avron - 75009 Paris Cédex 20 - Miroc -

ades

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RHONE-ALPES

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (E. N. S.)

Physique ou équivalent, 1 à 2 ans d'expérience, connaissance physique des monocristaux et résistance des matériaux.

Anglais indispensable pour poste d'ingénieur d'études dans le domaine des capteurs.

Adresser C.V., références et prétentions à : HAVAS LYON, n° 3.197.

CONSEILS FISCAUX

sont recherchés par importants cabinets pour

LE MANS - LYON - ROUBAIX

- Sens des contacts humains.
- Gout du travail en équipe indispensable.
- Situation rémunératrice stable et d'avenir.

Discrétion assurée

Ecrire sous le n° 5.419 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra - PARIS (1^{er}), qui transmet.

مكتبة النور

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	39,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,78
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CADRE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Formation supérieure + D.E.C.S.

Importante société de Services publics (chiffre d'affaires 850 millions de francs) recherche pour lui confier la responsabilité comptable et administrative d'une de ses Directions Régionales, un CADRE COMPTABLE CONFIRME (30 ans minimum).

Le candidat possèdera une excellente formation de base complétée par un D.E.C.S. Il aura acquis une grande pratique de la comptabilité. En outre il aura déjà eu la possibilité d'élargir son expérience à plusieurs domaines de l'administration des entreprises (Fiscalité, Droit, Assurances, etc.).

Ce poste ne constituant qu'une étape dans la carrière que nous proposons, il est nécessaire que le candidat soit suffisamment disponible pour recevoir, par la suite, d'autres affectations à l'intérieur de la France.

La rémunération sera fixée en fonction de la qualité de l'expérience acquise. Elle évoluera au sein d'une fourchette de 75.000 à 90.000 francs par an.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous n° 9.382 à

COFAP 40, rue de Chateaufort 75010 Paris 10

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recrute pour son Centre de Recherches Biologiques Sud

JEUNES TECHNICIENS

Quelques années d'expérience en Chromatographie gazeuse pour Service Pharmacocinétique animale. Horaires personnalisés - 13^e mois - Avantages sociaux.

Adresser C.V. à EPEL 126, boulevard A.-Blanqui, 75013 PARIS, sous la référence 604.

etap

SOCIÉTÉ DE BIENS D'EQUIPEMENT ÉLECTRO-MÉCANIQUE - SOLIDEMENT IMPLANTÉE EXPORT 50 % - FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS - RECHERCHE POUR ÊTRE RATTACHÉ AU P.D.G.

DIRECTEUR D'USINE

Il s'agit d'une usine moderne de 70 personnes. POSTE TRÈS INTÉRESSANT, PERMETTANT D'ASSUMER AVEC AUTONOMIE DES RESPONSABILITÉS COMPLÈTES :

- études ;
- achats, ordonnancements ;
- fabrication (petites séries) ;
- gestion.

Ce poste peut convenir à un ingénieur AM ou équivalent, ayant environ 10 ans d'expérience industrielle acquise dans secteur mécanique, témoignant des qualités requises d'animateur et d'organisateur. Lieu de travail : ville d'Orléans.

Ecrire sous référence XN 640 AM.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE EN FORTE EXPANSION ET DESIREUSE DE POURSUIVRE SON DÉVELOPPEMENT DANS UNE ACTIVITÉ EXPORTATION - RECHERCHE

DIRECTEUR EXPORTATION

IL S'AGIT D'UNE CRÉATION DE POSTE POUVANT CONVENIR A

- H.E.C. E.S.E.C. ou équivalent, dynamique et négociateur, capable de développer un marché d'un bon potentiel ;
- disposant d'une expérience de 8 ans environ acquise de préférence dans vente produits industriels ;
- anglais courant indispensable (allemand serait apprécié).

POSTE IMPLIQUANT LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS BRANCHE COMMERCIALE ET EXPORT. RÉSIDENCE PARIS.

RÉMUNÉRATION : 140.000 F

Ecrire sous référence CS 644 AM.

scrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS discrétion assurée

SOCIÉTÉ ÉTUDE ET RÉALISATION MACHINES SPÉCIALES - C.A. 15 MILLIONS - 50 % EXPORT - TRÈS CONNUE DANS SA BRANCHE RECHERCHE

DIRECTEUR

CAPABLE PRENDRE PROGRESSIVEMENT LA DIRECTION GÉNÉRALE.

Ce poste implique :

- une formation d'ingénieur (type AM) ;
- 8 à 10 ans d'expérience ayant permis d'acquérir de bonnes connaissances en mécanique et en commercial ;
- des qualités de gestionnaire et d'animateur.

Ecrire sous référence XO 441 CM.

SOCIÉTÉ HOLDING EN EXPANSION GROPANT PLUSIEURS FILIALES - PARIS RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CE POSTE CONVIENDRAIT A CANDIDAT :

- formation juridique licence, D.E.S. ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience acquise dans service juridique ou secrétariat général.

IL DEVRA ASSURER UN RÔLE DE CONSEIL AUPRÈS DES DIFFÉRENTES SOCIÉTÉS DU GROUPE ET ASSUMER, EN LIAISON ÉTROITE AVEC DIRECTION GÉNÉRALE, DES RESPONSABILITÉS VARIÉES DANS LA BRANCHE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIVE :

- assemblées, conseil ;
- assurances ;
- droit de sociétés (prise de participation, contrat, etc.).

POSTE INTÉRESSANT ET ÉVOLUTIF.

RÉMUNÉRATION : 100.000 F

Ecrire sous référence DT 445 AM.

scrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS discrétion assurée

(cacharel) directeur commercial

(cacharel) recherche son Directeur Commercial

Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (Grande École Scientifique ou Commerciale) carte anglaise couramment parlée, ayant eu une expérience professionnelle dans le secteur et si possible dans le Prêt à Porter, d'un tempérament dynamique, solide et calme, disponible pour des déplacements fréquents dans le monde entier, reportant au P.D.G. de la Société, il sera responsable du marketing des produits, de l'animation et de la gestion des équipes commerciales en France et à l'Étranger, du développement du réseau de boutiques existantes, dans le cadre du plan et des budgets préalablement établis par lui-même et acceptés par la Direction Générale.

Il sera assisté par 3 Chefs de Produits : femmes, enfants et hommes, par des responsables commerciaux en France et par des Chefs de zones géographiques à l'exportation.

Localisation Paris.

La rémunération sera motivante fonction de l'expérience du candidat. L'entrée en fonction est prévue pour fin juin début juillet 1977.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 528-M, 25, rue du Renard - 75004 Paris.

PROSSEL international CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Etudes de marché - Pharmacie

Laboratoire filiale Sté anglo-américaine 1 chercheurs

RESPONSABLE SERVICE ETUDES DE MARCHÉ

avec préférence pour formation pharmacie ou sciences humaines et première expérience études de marché dans secteur pharmaceutique. Anglais néé. Adres. C.V., présentation : direction du personnel I.C.T. - Pharmacia, 6, r. Blanche - 95880 Nogent.

DÉPARTEMENT D'ORGANISATION en forte expansion, recherche

Un ingénieur responsable de groupe

(diplômé A.M., Centrale, etc...)

Il aura la responsabilité technique et commerciale d'un groupe comportant plusieurs ingénieurs spécialistes en organisation, gestion et informatique qui assurent :

- la conception du système de gestion de production dans les grands projets (France et étranger) ;
- des missions de conseil auprès d'entreprises industrielles.

Il devra posséder un minimum de cinq ans d'expérience de conception et de mise en place de systèmes de gestion de production industrielle dont certains comportant une application informatique.

Toute expérience d'application informatique au-delà de la gestion, sera fortement appréciée.

Agé de 35 ans minimum, il fera preuve d'un très large esprit d'équipe et il est impératif qu'il parle un anglais courant.

Les candidatures comportant lettre, C.V., photo et prétentions seront traitées confidentiellement et adressées sous référence IRG à M. BARTHEL - 9, rue Borgehies 92200 Neuilly/Seine

Important groupe industriel secteur chimie dont le siège est à Paris, offre pour son service Système et Développement poste

analyste-système

Niveau souhaité : Ingénieur ou Maîtrise Informatique + Dea

Expérience souhaitée :

- Système IBM DOS/VS
- Moniteur télétraitement CICS/VS
- Langage Assembleur IBM
- Langage CICS/DLI

La compagnie générale d'informatique chargée du recrutement recevra vos candidatures.

Envoyez C.V. + photo à Madame Jamet.

84, rue de Grenelle 75007 Paris

PERSONNALITÉ COMMERCIALE DE PREMIER PLAN

Notre Société est leader dans sa branche, bénéficie d'une grande notoriété, fait partie d'un groupe très important, et mise sur les compétences individuelles pour se maintenir à un haut niveau de performances.

Si vous avez 30 ans minimum, une formation niveau d'études supérieures, une expérience confirmée dans les biens de consommation durables, l'état d'esprit d'un meneur d'hommes, le sens de la négociation commerciale à haut niveau, le goût du déplacement, et l'ambition de faire carrière dans notre Groupe, vous pouvez être l'un des

3 DIRECTEURS REGIONAUX

que nous recherchons. Résidence Région Parisienne. Grande disponibilité nécessaire.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F + frais.

Adresser votre CV et une photo à notre Conseil, à l'attention du service A

Psychologie appliquée Justet 2, rue des Boudonnies 75017 Paris

33 ans min. 180.000 F/an +

FABRICANT D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE, LEADER FRANÇAIS DANS SA BRANCHE - EFF. 1.200 PERS. - EXPANSION 30 % AN - RECHERCHE SON FUTUR

Directeur Commercial

FRANCE - EXPORTATION

Ses missions :

- Définir et mettre en place les stratégies et les moyens
- Maintenir et développer une part importante du CA par son action personnelle auprès des constructeurs et des grossistes en France et à l'étranger
- Organiser et animer l'action de la force de vente
- Promouvoir de nouveaux produits.

Homme de fort potentiel, autonome, réalisateur ayant le goût de l'organisation et de l'animation, de formation supérieure pouvant justifier d'une réussite dans un poste similaire - parlant l'anglais (l'allemand si possible) - connaissance du milieu automobile appréciée.

Rémunération importante + intéressement + voiture.

Lieu de travail : Paris.

sele CEGOS

Adresser lettre man. + CV détaillé à Mme CLERE sous réf. 73583/MSA-CEGOS : 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche

CADRES délégués commerciaux A L'EXPORTATION

Chargés de la vente de produits chimiques à usage thérapeutique, ils seront responsables, tant à Paris qu'au cours de leurs voyages :

- de la visite de la clientèle (réseaux, esprit d'adaptation et sens de la négociation) ;
- de l'animation d'agents locaux, exigeant la connaissance du marketing des produits visés.

Une formation supérieure commerciale, le goût et l'expérience de la vente directe sur le marché international des médicaments, sont indispensables.

Voyages et séjours fréquents de plusieurs semaines à l'étranger impliquent une grande disponibilité personnelle et familiale.

Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable. Allemand et/ou espagnol souhaités. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2688/MS à MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra

SESA

Société Française à activités internationales spécialisée dans l'Ingénierie de Systèmes Informatiques et la fourniture de systèmes clés en main

chefs de projet

Ingénieurs Grande Ecole ; expérience informatique de 2 à 5 ans ; peuvent assumer rapidement d'importantes responsabilités techniques et de conduite d'affaires. Les connaissances en langues étrangères seront particulièrement appréciées.

DOMAINES :

- Réseaux : télécommunications informatiques, commutation de données ou commutation de circuits, commutation de paquets. Exploitation et maintenance de réseaux.
- Applications temps réel : domaines de l'énergie électrique et des transports. Connaissances souhaitées aussi bien en logiciel qu'en électronique.
- Gestion de production automatisée : expérience souhaitée de réalisation et de mise en place de moyens informatisés de gestion de production dans une industrie (mécanique, électronique...).

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,75
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,25
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés"	26,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SANDVIK CONVEYOR (AUBERVILLIERS)
titulaire française d'un Groupe International recherche

ingénieur d'affaires

- Aider à développer sa branche maintenance en pleine expansion dans les industries chimiques, textiles et alimentaires.
- Un collaborateur de 30 ans minimum devra avoir une connaissance certaine de l'organisation industrielle et des circuits de maintenance avec des bases solides - si possible - en informatique et en électricité. Une formation technique dans ces domaines serait souhaitable.
- Il devra avoir la sensibilité commerciale à haut niveau, faire preuve d'esprit critique et être capable d'assurer le suivi des études.
- Une expérience de plusieurs années dans des fonctions identiques est exigée.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 766-14. Réponses et entretien assurés.

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93350 LE RAINCY

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS FRAIS

recherche

RESPONSABLE DE SECTEUR EXPORTATION

- formation supérieure
- parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand indispensables
- quelques années d'expérience dans la vente de produits de grande consommation à l'export
- vingt-huit ans minimum
- résidence : Paris
- disponible rapidement

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 8701 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (8°), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche

Pour son SERVICE JURIDIQUE

SPÉCIALISTE DES ASSURANCES

- LE CANDIDAT DEVRA :
- être au minimum licencié en droit,
 - posséder l'expérience nécessaire pour être immédiatement opérationnel.
- IL LUI SERA PROPOSÉ :
- de participer à l'étude des problèmes Assurances - construction - transport - risques industriels.
 - une situation stable offrant de réelles possibilités d'avancer.
 - une rémunération en fonction de l'expérience acquise.
 - lieu de travail PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. : 97410 B

bleu

Groupe Multinationale, recherche à BOUGIVAL (78)

1/ pour sa division industrielle

responsable marchés

eaux résiduaires urbaines

PROFIL : ingénieur chimiste • anglais courant • expérience vente dans secteur municipal, de produits pour le traitement des eaux résiduaires • personnalité affirmée • âge minimum 30 ans.

ROLE : études de marchés, définition du potentiel, du plan d'action, des prises de contacts avec les agences de bassin et Municipalités, des investissements en ressources de personnel et matériel • réalisation de toutes actions à partir d'objectifs définis • déplacements France et étranger.

Réf. 211

responsable des ventes

essenceurs marchés industriels

PROFIL : ingénieur mécanicien qualifié • anglais courant, allemand souhaité • expérience technico-commerciale dans industrie (chimie ou para-chimie) • connaissances des problèmes de séparation, filtration, essorage • aptitudes à la prospection et à réaliser • âge minimum 30 ans.

ROLE : prospection clients, études de marchés • analyses des problèmes essenceurs clients • suivi du matériel vendu (garanties) • rentabilité des affaires • responsabilité du budget • déplacements en France.

Réf. 111

2/ pour sa division internationale

ingénieur technico-commercial

échangeur chaleur spirales

PROFIL : technicien ingénieur • anglais courant.

ROLE : réalisation des dossiers avant-projets, projets et suivi (les garanties) • calculs thermiques • suivi financier (coûts) • liaisons entre les parties commerciales et techniques (production) • déplacements à l'étranger France et étranger.

Envoyer C.V. + photo + prétentions en précisant la référence choisie à la Direction du Personnel

Réf. 203

ALFA-LAVAL

62/70, rue Yvan Tourgueneff - 78380 BOUGIVAL

POUR UN JEUNE CADRE COMPTABLE,

la possibilité d'accéder rapidement à la

direction comptable

que crée la filiale d'un groupe international.

Sous l'autorité du directeur financier, il participe à la mise en œuvre de nouvelles structures comptables et est responsable des services :

- comptabilité générale et analytique,
- juridiques et fiscaux,
- trésorerie, contrôle budgétaire.

Il collabore activement avec les services informatique et contrôle de gestion.

C'est un cadre de 30 ans minimum, titulaire du DECS complet et très bon praticien.

Sa formation, Sup de Co. ou niveau équivalent acquis en entreprise et en cabinet comptable.

De bonnes connaissances de l'anglais sont indispensables (Bureaux à Paris Centre).

Ecrire à G. BARDOU ss réf. 3196 LM.

UN GROUPE INDUSTRIEL INDÉPENDANT,

métallurgie spécialisée, siège : Est de la France, 6 usines, 1 500 collaborateurs, 150 M.F., cherche son

secrétaire général

(120 000 F/an)

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, il dirige les services :

- JURIDIQUES : via juridique du groupe, fonctionnement des sociétés;
- FINANCIERS : trésorerie, financement, relations avec les banques et les organismes financiers;
- COMPTABLES : fiscalité, bilans;
- CONTRÔLE DE GESTION.

C'est un cadre de 35 ans minimum, grande école commerciale + DECS, expérimenté dans les mêmes fonctions.

L'anglais est souhaitable.

Ecrire à G. BARDOU ss réf. 3193 LM.

ALEXANDRE TICS A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

Nous sommes un Groupe de Presse spécialisée.

Le Directeur d'une de nos publications cherche à Paris un

jeune économiste

Il aura pour mission de recueillir des informations industrielles d'ordre économique, financier et technique, notamment auprès de dirigeants d'entreprise et de responsables de l'Administration. Il devra, ensuite, étudier ces informations et rédiger les notes de synthèse destinées à être publiées.

Il acquerra une expérience de premier plan du monde des affaires dans un secteur économique des plus importants. Notre Groupe lui offre aussi de réelles possibilités d'évolution.

Cette situation conviendrait à un candidat débutant ou ayant une première expérience professionnelle. Une parfaite maîtrise de l'expression écrite ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Ecrivez sous réf. M 3863 à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

ISERTI

49, av. de l'Opéra

75002 - PARIS.

SELECTION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS 15°

recherche pour son

SERVICE COMMERCIAL EXPORT

TECHNICIENS

EN ELECTRONIQUE

FORMATION B.T.S. ou D.U.T.

Très bonne connaissance d'une des langues étrangères suivantes : (anglais, indonésien, espagnol ou allemand en seconde langue).

Exp. d'env. 3 ans dans poste similaire souhaitée.

Ad. C.V. dét., photo ret. et prêt., ss numéro 5.734, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

INGENIEUR MINES

pour Ventes Export

Société de renommée internationale recherche un ingénieur des Mines pour animer et développer la commercialisation à l'exportation de ses produits destinés aux industries minières et aux Travaux Publics.

Il devra posséder une expérience de plusieurs années de la vente orientée vers cette clientèle.

Basé à Paris, il effectuera de nombreux déplacements à l'étranger. Une parfaite maîtrise de l'anglais est donc indispensable.

Les Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP ont reçu mission de réunir les candidatures. Ecrivez-leur sous réf. 20.33-M.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vincennes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour son Siège Social à PARIS

CADRE MOYEN

B.T.S. commerce international ou bac de technicien commercial

Pour assurer dans un Service Commercial les responsabilités suivantes :

- Enregistrement des commandes, suivi avec les usines, expéditions, facturation, relations administratives avec la clientèle;
- Relations avec les transporteurs pour expéditions à l'étranger;
- Formalités douaniers et administratives;
- Statistiques commerciales, tableaux récapitulatifs;
- Programmes et plannings commerciaux.

Possibilités de formation complémentaire

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 05.618 à

CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (16°), qui tr.

informaticiens et ingénieurs commerciaux

Importants sites d'un groupe industriel possèdent pour leur B2B à son expansion

3 INGENIEURS COMMERCIAUX

chargés de la prospection, de la promotion et de la vente de nos services (conseils, traitement, logiciels). Niveau ingénieur ou équivalent. Expérience de 3 ans acquises dans une SSI ou chez un constructeur indépendant.

• Pour l'étranger (Afrique du Nord)

ANALYSTES ORGANISME

ANALYSTES PROGRAMMEURS

PROGRAMMEURS (MIL. 2303 M)

• Pour Paris et Province

ANALYSTES PROGRAMMEURS

PROGRAMMEURS (MIL. 2403 M)

Pour les références 2303/M et 2403/M une formation supérieure (IUT, Maitrise, Ingénieur) est souhaitable de même qu'une bonne connaissance des éléments suivants :

- matériel IBM : DOS/VS - CICS - IMS
- matériel : CII 101 - Assemblée - PROTEC.

Envoyer réponse sous référence correspondante à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A.

International Classified Advertising

3, RUE D'AUTREUIL - 75010 PARIS

COMSIP ENTREPRISE

leader européen pour la

conception, l'étude et la

réalisation de systèmes

d'automatisation industrielle.

recherche

pour développer son département Export

GAZ NATUREL, PÉTROLE

des

Ingénieurs d'affaires

Instrumentistes

Les candidats seront du niveau grandes écoles d'ingénieurs (spécialités Instrumentation ou Electricité) et posséderont de l'expérience dans des sociétés d'Entreprise ou d'Ingénierie dans des secteurs d'activité comparables.

Également familiers des marchés à l'exportation, ils devront pratiquer un excellent anglais.

Après période d'adaptation dans l'entreprise au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils pourront se voir offrir des possibilités de carrière intéressantes.

Les postes sont situés à RUEIL-MALMAISON.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 29 à :

COMSIP ENTREPRISE

Service des Personnels

BP 308, 92305 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

مكتبة النسخ

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

kléber colombes
cherche ses
FUTURS CADRES
(Hou F)

Si vous avez acquis l'une de ces formations :

- Un diplôme d'ingénieur
- Un diplôme d'ingénieur et une formation en gestion (IAE, IGC ou équivalent)
- Un diplôme d'ingénieur industriel et le diplôme de l'I.P.E.
- Un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce avec orientation finances, comptabilité, gestion
- Un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce avec orientation marketing

Si vous êtes prêt(e) à changer de lieu de travail plusieurs fois pendant les premières années de votre vie professionnelle.

Si vous parlez Allemand.

VOICI CE QUE NOUS VOUS PROPOSONS :

- La prise en charge de missions importantes dans différents départements de la Société pendant une période de 2 à 3 ans, à l'issue de laquelle un poste au rapport avec vos compétences et vos goûts vous sera proposé. Durant cette période, un logement modeste sera mis à votre disposition.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 303H à :

kléber
Service Central Ingénieurs et Cadres
5, Avenue Kléber 75116 Paris

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES F120 000

Une société française d'électronique (400 personnes) recherche pour son siège près de Versailles le Responsable de tous les aspects de la fonction personnel.

Rattaché au Directeur Général, ce cadre de haut niveau entre les tâches d'administration et de gestion devra faire porter son effort sur l'information, les communications dans l'entreprise et les relations entre les partenaires sociaux.

Il devra définir et mettre en place progressivement les éléments d'une politique sociale. Il aidera les responsables hiérarchiques à tenir leur rôle d'animateur et sera lui-même un bon négociateur.

Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure, connaissant bien la législation sociale et ayant déjà occupé un poste complet dans des sociétés développant des systèmes de gestion de personnel éprouvés. Ecrire sous réf. 4.901 à J.N. CRETE.

CONTROLLER F110 000

La filiale française d'un groupe international spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de sécurité (CA F 300 millions) crée le poste de Contrôleur.

Basé en banlieue ouest et dépendant directement du Directeur Financier, il supervisera 23 personnes et sera chargé de l'ensemble des opérations comptables, budgétaires et reporting de la société (y compris la comptabilité analytique). Il sera chargé en outre du secrétariat général.

Ce poste convient à un candidat âgé de 30 ans minimum, parlant anglais et ayant une bonne pratique des règles de contrôle et de comptabilité anglo-saxonnes acquises dans un groupe international ou dans un cabinet d'audit. La connaissance de l'informatique est souhaitable.

Ecrire sous référence M. 6.502 à G.C. FILCOMS.

CHEF DES SERVICES COMPTABLES F 90 000

Un laboratoire pharmaceutique français important (CA F 180 millions, 2 usines, 700 personnes) recherche un Chef Comptable pour son siège.

Supervisant 9 personnes, il aura l'entière responsabilité des opérations comptables de plusieurs sociétés qui sont traitées sur ordinateur. Il préparera les états financiers périodiques et consolidera les résultats. Il assistera la direction financière dans l'amélioration des systèmes et procédures comptables.

Le poste s'adresse à un candidat ayant 30 ans minimum et possédant une bonne formation comptable complétée par une expérience de gestion d'une équipe comptable. Ecrire sous référence M. 6.501 à R. INBONA.

Adressez C.V. détaillé en précisant la référence et le nom
Tour Miché Montparnasse - 33 avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15
Discrétion absolue.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER (PARIS)
recherche
CADRE HAUT NIVEAU
POUR
DIRIGER LA PRODUCTION

Il devra :

- Anticiper l'ensemble des services qui concourent à la production très variée de logements et maisons individuelles dans le secteur aidé pour la location, mais aussi pour l'accession à la propriété ;
- Prendre plus particulièrement en main le secteur montage juridique et administratif des opérations et la commercialisation ;
- Assurer de nombreuses relations à tous niveaux ;
- Gérer, en liaison avec la Direction Générale, une politique d'achat, et l'appliquer.

Il aura :

- Une bonne formation de base de niveau supérieur (Sc. Po, H.E.C., ESSEC, Drot, etc.) ;
- Une longue et très solide expérience de l'immobilier (une quinzaine d'années environ) ;
- Une grande pratique des montages d'opérations ;
- Une forte personnalité sachant allier souplesse et fermeté ;
- La capacité d'avoir simultanément des activités très diversifiées ;
- Une très grande habitude de diriger des collaborateurs de bon niveau.

TRES INTERESSANTES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 1230).

Discrétion absolue et réponse assurée.

Nous sommes la filiale française d'une des plus importantes sociétés de commerce dans le domaine des produits chimiques et pharmaceutiques :

Karl O. Helm (HAMBOURG)

Pour remplacer deux collaborateurs appelés à d'autres fonctions dans nos filiales étrangères, nous recherchons :

DEUX CADRES COMMERCIAUX

a) pour la négoce des produits chimiques solides et liquides ;

b) pour la négoce des matières premières pharmaceutiques.

Nous cherchons des candidats jeunes - 25 ans environ - dynamiques, bien introduits dans les milieux de la chimie et de la pharmacie, ayant au moins deux ans d'expérience dans ce domaine. L'anglais est nécessaire, des notions d'allemand seraient appréciées.

Nous offrons des salaires élevés et une participation aux bénéfices.

Les candidatures doivent être traitées confidentiellement. Veuillez nous contacter uniquement par écrit, en envoyant votre curriculum vitae et une photo à :

HELM FRANCE S.A. - Tour Neptune
Cedex 20 - 92090 PARIS - LA DEFENSE
Attention M. J. BERKHOUT.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL (semi-conducteurs)

2 INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX POUR SECTEUR MILITAIRE/TELECOM.

- Expérience dans le domaine des semi-conducteurs indispensable.
- Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.
- Lieu de travail Paris avec déplacements sur le territoire.
- Postes à pourvoir immédiatement.

Adressez C.V. avec prétentions et lettres manuscrites à :

M. PUELICITE ROGER BLEV, 101, rue Beaumais, 75002 PARIS, qui transmettra.

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.
Groupe BOSCH

- Equipement automobile.
- Appareils ménagers.
- Automobiles Hispania.
- Camions et projecteurs Bauer.

recherche
PROGRAMMEUR ANALYSTE

R.T.S., D.U.T. ou équivalent avec expérience pratique du COBOL ANS.

Restaurant entreprise - Avantages sociaux.

Adr. C.V. manuscrit, prétentions et photo, au Département Gestion du Personnel, 33, avenue Michelet - 93404 SAINT-OUEN.

Bank Populaire

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

recherche pour la fabrication, la mise en place dans les banques du groupe, la maintenance de produits logiciels de traitement

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- connaissance COBOL, méthode CORIG, pratique de plusieurs matériels logiciels, expérience PAC 700 appréciée ;
- formation supérieure ;
- déplacements fréquents en province.

Adressez C.V. avec prétentions et lettres manuscrites à :

M. Bouchard avec la mention « personnel »
121, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Dans le cadre du développement de ses activités

TECHNIQUES DIGITALES DE PONTE
et particulièrement :

CALCULATEURS EN PROCESS CONTROL SERIE 4000 Honeywell

recherche
TECHNICIENS DE MAINTENANCE

expérimentés en :

- calculateur en process control série 4000 ;
- appareils périphériques ;
- interfaces temps réel.

FORMATION ASSURÉE

Position cadre, voiture fournie.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. IND à Direction du Personnel - HONEYWELL S.A., 4, avenue Ampère, 92350 BOIS-D'ARCY.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL EUROPEEN
crée la
FONCTION ASSURANCES et GESTION des RISQUES

Placé sous l'autorité du responsable PATRIMOINE ASSURANCES, ce spécialiste aura pour mission générale de protéger l'entreprise contre les risques relevant de ses biens, de son personnel, de ses activités.

Il sera assisté par deux collaborateurs et aura de nombreuses relations tant à l'intérieur de la Société (Services financier, comptable, chefs des filiales commerciales) qu'à l'extérieur (Assureurs et courtiers, organismes de conseils, associations interprofessionnelles).

Une formation supérieure type SUP de CO, D.E.S. ASSURANCES, ainsi qu'une expérience confirmée de 3 à 4 années dans le domaine de l'assurance d'une grande Entreprise industrielle sont nécessaires.

Age minimum souhaité 30 ans.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf 4413

ST. BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL
recherche pour sa
Direction Organisation et Informatique

CHEFS de PROJET

pour concevoir, développer, mettre en place et maintenir différents systèmes liés à la comptabilité et à la gestion de comptes. Formation supérieure (ingénieur ou grandes écoles de commerce), 3 à 5 ans expérience bancaire.

Décentralisation banlieue CRESET Fin 1978.

Adressez C.V. photo et prétentions à n° 5.068, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1-7), qui tr.

UNE DES PLUS IMPORTANTES SOCIÉTÉS DE CONSEIL D'ENTREPRISES

recherche
UN CADRE COMMERCIAL

pour négocier à haut niveau avec des sociétés industrielles internationales.

- Age minimum vingt-huit ans.
- Maîtrise FRANÇAIS-ANGLAIS.
- Formation assurée.

Adressez curriculum vitae et prétentions à HAVAS CONTACT, 188, boulevard Haussmann, 75008, Paris, sous référence 34283.

IBM propose un poste de
jeune FISCALISTE

DIPLOMÉ(E) DE L'ÉCOLE DES IMPÔTS AVEC LICENCE EN DROIT

Basé(e) à Paris.

L'activité portera sur tous les problèmes fiscaux relatifs aux activités de la Société en France et Outre-Mer.

Elle nécessite de nombreux contacts à l'intérieur d'IBM France et avec les Agents de l'Administration.

Le (la) candidat(e) devra bien connaître l'anglais, avoir de bonnes connaissances comptables (niveau DECS), avoir 2 à 3 ans d'expérience dans l'Administration.

Le dossier de candidature comportant lettre, C.V. et photo sera envoyé à :

J. BOHL 2, rue Marengo 75001 Paris.

Logabox
informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche
TECHNICIENS-ELECTRONICIENS NIVEAUX IV et V

1) Pour son bureau technique de fabrication à ARCEUIL (94)

2) Pour son bureau d'études situé à EVRY (91)

Les candidats justifiant :

- de bonnes connaissances en circuits logiques ;
- d'une expérience dans le domaine des micro-processeurs.

Notions de logiciel, d'analogique et de mécanique appréciées.

Adressez C.V. photo et prétentions sous réf. 123 à Direction du Personnel, 77, avenue Aristide-Briand, 91100 Arceuil.

Avec ses 4 Unités de production et 1 200 personnes, notre société poursuit son expansion.

L'équipe de la Direction des Etudes Techniques est rattachée à la Direction Générale. Celle-ci, tournée vers le devenir à moyen terme de l'entreprise - conception, évolution technologique et amélioration - crée un poste pour un

JEUNE INGENIEUR
souhaitant dans l'immédiat développer ses connaissances en

THERMIQUE

Au-delà de l'aspect technique, le candidat devra être capable de qualités humaines et de capacités d'adaptation.

Disponible et mobile, il sera amené à se déplacer fréquemment dans nos usines et à voyager.

Merci d'env. C.V. et prétentions à n° 0 111-2 à

placoplatre SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 315 - 92506 Rosny-Malmaison

Second Oeuvre du Bâtiment

Notre Société (190 millions de CA et 550 personnes) est en expansion depuis plusieurs années. Nous sommes filiale d'un groupe important et nous recherchons :

un Chef Comptable-Adjoint

Le candidat a une bonne formation générale et une spécialisation comptable de niveau DECS minimum. Bien qu'il soit encore dans la première partie de sa carrière, il a déjà quelques années d'expérience pratique d'une comptabilité de gestion.

Il sera chargé de mettre au point les procédures comptables du suivi quotidien des comptabilités et veillera à leur application.

Il collaborera avec le Chef Comptable pour définir les nouveaux besoins dans le cadre de la refonte en cours des programmes de traitement informatique, et pour proposer des solutions nouvelles qu'il contribuera à mettre en place.

Le poste est à pourvoir à Servon près de Brire-Comte-Robert.

Le salaire prévu ne sera pas inférieur à 90 000 F.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier avec lettre manuscrite et photo d'identité à :

WEBER ET BROUTIN
SERVON - 77170 - BRIRE-COMTE-ROBERT

SOPAD (NESTLÉ)

recherche
pour son département Installation à Courbevoie

UN INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

débutant ou possédant quelques années d'expérience dans le traitement des eaux usées industrielles.

Cet ingénieur aura à étudier des projets de station d'épuration et à en conduire la réalisation. Il participera à l'amélioration des stations existantes.

Ce poste implique des relations avec les usines et les fournisseurs et des déplacements de courte durée.

Adressez C.V., réf. G/C à Direction du Personnel, 17-19, quai Paul Doumer, 92400 COURBEVOIE.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,08
Devisés laserisés	34,00	38,88
"Placards encadrés"	38,00	43,76
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,08

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recrute sur titres.

DIPLOMES d'études commerciales

ESCP - HEC JF-DEA ou DESS (Marketing) de Grenoble ou licence de Sciences Economiques + ESCA - ESCC Angers - EDHEC du Nord - ICA Nancy - REICS Strasbourg - ISE-IEP de Paris (section économique et financière). Formation complémentaire souhaitée : notions d'informatique et de programmation en renfort de ses équipes d'informaticiens localisées à PARIS et ORLÉANS pour analyse et réalisation d'applications informatiques.

Adressez votre candidature dès maintenant. Date de clôture des inscriptions : le 23 Mai 1977.

Renseignements et inscriptions avec CV détaillé : Direction Générale des Télécommunications Service des Programmes et des Affaires Financières 20 Avenue de Ségur 75700 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE GÉNÉRALE
Secteur BATIMENT

recherche pour son BUREAU INGÉNIEURIE T.C.E.

INGÉNIEUR ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

(Conditionnement d'air, électricité, plomberie)

Il sera chargé du suivi des projets pour l'étranger depuis la conception jusqu'à l'exécution et la mise au point des contrats de sous-traitance. Nous recherchons une expérience de 5 ans minimum acquise en entreprise ou en B.E.T. et une bonne maîtrise de la langue anglaise pour les contacts avec les Maîtres d'Œuvre et Consultants étrangers.

Poste à pourvoir à Paris.

Les candidats intéressés doivent adresser leur C.V., photo et prétentions à n° 8.243.

COFAP 40, rue de Châteauneuf 75010 Paris 10

directeur administratif et financier

120.000/an +

Bâtiment, T.P.

Société française filiale d'un groupe international de premier plan recherche un cadre financier de bon niveau, en vue de lui confier l'ensemble de ses problèmes de gestion comptable, administrative et financière.

Agé d'au moins 35 ans, diplômé d'une grande école commerciale + DECS (si possible) le candidat devra présenter une expérience de la fonction d'au moins 3 ans au sein d'une entreprise de bâtiment ou de T.P.

Une pratique de la comptabilité générale et analytique serait vivement appréciée - Anglais souhaités.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 703162/14 (à mentionner sur l'enveloppe) adressés à Mme LIPSZYC.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 08

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE recherche

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE débutants

FORMATION A L'ORGANISATION ASSURÉE

Si vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande École, adressez votre curriculum vitae à M. LEGANDIER, Directeur ORGACONSEIL, 64, rue du Ranelagh - 75116 PARIS.

LE DÉPARTEMENT ÉTRANGER D'UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL recherche

CADRE CRÉDIT DOCUMENTAIRE

POUR :

- superviser l'exécution des opérations de crédits documentaires ;
- conseiller les agences et clients de province.

Expérience 3 à 5 ans même domaine. Décentralisation banquière OUEST fin 1976.

Adressez C.V., photo et prétentions à n° 5.807, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche

CADRES FINANCIERS-COMPTABLES

POUR SES FILIALES A L'ÉTRANGER après formation de 1 à 3 ans au Siège.

FORMATION : Grande école commerciale ou maîtrise Sciences Eco. avec spécialisation comptable dans tous les cas (DECS complet minimum). Anglais indispensable.

EXPERIENCE : Souhaitée de quelques années comme cadre comptable opérationnel ou audit avec utilisation de l'informatique.

Envoyer C.V. détaillé à : M. C. de VILLÉARDY CRPE/STE - Centre national d'études et de télécommunications 38-40, rue de Valenciennes 75011 PARIS (11^e)

Écrire sous réf. No 96589 avec C.V. et photo, S.N. Elf Aquitaine (Production) 7, rue Nalata 75739 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE (500 personnes) recherche pour l'un de ses établissements situés dans la RÉGION PARISIENNE

UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN CONFIRMÉ (POSITION R) DE FORMATION SUPÉRIEURE

Le candidat retenu aura nécessairement une expérience pratique d'au moins 5 ans dans les domaines de la Haute et Basse Tension des courants faibles pour installations industrielles et bâtiment.

Il aura pour mission principale d'assurer la coordination des études et des travaux.

L'âge idéal pour occuper pleinement le poste se situe aux environs de 35 ans.

Envoyer C.V. complet, photo et prêt, n° 5.430, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES Banlieue SUD-EST

recherche :

INGÉNIEUR CHEF DE SECTION

pour encadrer une équipe de développement de tubes à des champs professionnels.

Technologie du vide et de l'électronique

La question viabilité étant prépondérante, notions de calcul statistique sont nécessaires.

EXPERIENCE SOUHAITÉE :

- 10 ans pour INGÉNIEUR AUTODIDACTE ;
- 3 ans pour INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ayant fait mathématiques (E.N.S.).

Ad. C.V. et photo sous le n° 5.488 à CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui trans.

IMPORTANT GROUPE recherche pour mener son

RÉSEAU D'AGENCES DE VOYAGES

UN DIRECTEUR

C'est un homme d'expérience dans le métier qui ajoutera à ses qualités de gestion le dynamisme nécessaire à l'extension prévue du Réseau.

Poste basé à Paris avec de nombreux déplacements en France.

Ad. lettre manuscrite avec C.V. et photo, n° 5.473, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche homme ayant expérience dans l'enseignement pour tenir

UN RÔLE DE FORMATEUR

au niveau des cadres, représentants, maîtrise et employés.

Le travail se décomposera en deux parties :

- Une partie de préparation, l'analyse, de conception et de création de cours, avec support audiovisuel ;
- La partie de mise en œuvre de la formation de stages de courte durée (2 à 3 j).

Il est demandé un excellent contact humain, des qualités d'adaptation et un esprit innovateur et créatif.

Postuler Cadre, ce formateur débute avec un salaire qui se situera au-dessus de 500 F, tous frais payés.

Adressez candidature avec C.V. et photo, sous le n° 5.785, à : CONTESSÉ PUBLI., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR expérience CAP 2 divers, décentralisation banquière OUEST fin 1976.

Adressez C.V., photo et prétentions à n° 5.807, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR expérience CAP 2 divers, décentralisation banquière OUEST fin 1976.

Adressez C.V., photo et prétentions à n° 5.807, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR expérience CAP 2 divers, décentralisation banquière OUEST fin 1976.

Adressez C.V., photo et prétentions à n° 5.807, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Rach. ETUDIANTS IES partent couramment l'anglais, allemand, espagnol, pour emplois passagers aériens, d'export et de représentation. Ecr. SOPREAVIA, 25, rue La Botte, 75008 PARIS.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Le centre de recherches en physique de l'environnement recherche un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

De préférence EXPERIMENTÉ ayant bonnes connaissances mathématiques et physiques pour travailler dans groupe de chercheurs.

Travail proposé : organisation du développement et traitement des données.

Poste disponible C.N.R.S. 2 A

Envoyer C.V. détaillé à : M. C. de VILLÉARDY CRPE/STE - Centre national d'études et de télécommunications 38-40, rue de Valenciennes 75011 PARIS (11^e)

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

POSITION II

BUREAU D'ÉTUDES Développement et fabrication

Responsable au sein d'un service production de la fabrication électronique

compromis :

- des dessinateurs ;
- un bureau de montage ;
- un atelier de câblage et montage ;
- un contrôle.

Envoyer C.V. et prétentions : n° 5.205 CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

IFERP recherche

PROFESSEURS D'ANGLAIS (langue maternelle)

Bonne présentation

Env. C.V. + photo, à I.F.E.R.P., Berkeley Building, 19 à 21, rue de Valenciennes 75011 PARIS 11

PARIS La Défense Cedex 19

CALCULATEURS

Typpist flexible et charp. met. Téléph. pour R.V. : 70-82-76.

Société CHAMPS-ÉLYSÉES recherche

STANDARDISTE confirmée mi-temps, 8 h. 30 à 12 h. 30 + 1 samedi sur 2, 9 h. à 18 h. minimum

Téléph. pour R.V. : 245-35-05.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF pour administration des ventes et contrôle direction administr. Niveau Bac I.U.T.

Ad. C.V. av. photo, réf. MR 159, M. Rolland, 109, bd St-Germain, 75006 PARIS CEDEX 06.

Organisation franc-américaine

COMPTABLE H. ou F. B. P. dactylo, bilingue. Capable diriger seul (et) toutes opérations. (Département) V. Ecr. av. C.V. n° 109.148 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2

DIPLOME GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE en SCIENTIFIQUE

Nous sommes une importante société française spécialisée dans l'achat et la vente de biens d'un puissant groupe industriel international dans la fabrication et la distribution de biens de grande consommation.

Nous recherchons :

- UN CADRE QUALITATIF pour un premier poste

ANALYSTE PROGRAMMEUR dans notre département informatique de gestion. Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. sont à adresser à n° 5.253, CONTESSÉ PUBLI., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

DIRECTEUR DE VENTE JEUNE AMBITEUX DYNAMIQUE

Vous avez l'expérience de la vente directe et de l'information commerciale de votre secteur. Vous êtes à la recherche d'une situation intéressante offrant de larges perspectives d'avenir et de développement.

UNE SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION est à votre disposition :

- un matériel moderne ;
- des structures légères et dynamiques ;
- une possibilité de sales ;
- une échelle de promotion personnelle selon capacités personnelles ;
- des avantages sociaux et un minimum garanti.

Si vous vous reconnaissez idéal à cette carrière, et souhaitez dans ce cas, soumettre votre curriculum vitae (avec photo), écr. 5.262 M. à L. CHAU, 20, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra. Sans tarder, nous étudierons et répondrons à toutes candidatures.

INGÉNIEUR COMMERCIAL BILINGUE ANGLAIS

Une ingénierie expérimentée, mécanique ou métallurgie, pour développer représentation de société angl. en France. Poste à pourvoir au 1-10-77. Plus amples renseignements, écr. 639-00, M. Green (line : 92 Boudigne).

Important cabinet d'expertise comptable PARIS-7 recherche ASSISTANT COIF. HOMME. Envoyez C.V. à MINET PUBLI., n° 274/MS, 50, rue Olivier-Le Roy, PARIS-12, qui transmettra.

Cherchez de toute urgence KINESITHERAPEUTE pour cliniques 14 arrondissement. Ecrire avec C.V. et références n° 4.567, CONTESSÉ PUBL., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

UNE EXCELLENTE DACTYLO CONFIRMÉE lettres et chiffres. Information dans une équipe dynamique.

Lieu de travail : Asnières 92. Tél. : 77-44-44, poste 629, de 9 h. 30 à 11 h. 30.

INGÉNIEUR COMMERCIAL BILINGUE ANGLAIS

Une ingénierie expérimentée, mécanique ou métallurgie, pour développer représentation de société angl. en France. Poste à pourvoir au 1-10-77. Plus amples renseignements, écr. 639-00, M. Green (line : 92 Boudigne).

INGÉNIEUR COMMERCIAL BILINGUE ANGLAIS

Une ingénierie expérimentée, mécanique ou métallurgie, pour développer représentation de société angl. en France. Poste à pourvoir au 1-10-77. Plus amples renseignements, écr. 639-00, M. Green (line : 92 Boudigne).

INGÉNIEUR COMMERCIAL BILINGUE ANGLAIS

Une ingénierie expérimentée, mécanique ou métallurgie, pour développer représentation de société angl. en France. Poste à pourvoir au 1-10-77. Plus amples renseignements, écr. 639-00, M. Green (line : 92 Boudigne).

représent. offre

Importante société, siège Paris, recherche V.P.R. multi-cartes, bien introduit milieux médico-chirurgical, régions : Sud-Est, Sud-Ouest, Centre, Ouest, Est, Nord, Jura, C.V. et photo à : n° 8.676, "Le Monde" Publicité, 2, r. des Italiens, 75207 Paris-2.

formation profession.

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR 3

Niveau : Bac + 10 h. de cours. PUPITRIER D.O.S.

Niveau 1^{er} ou B.E.P.C. 10 h. de cours de jour ou de soir.

FAX

ÉCOLE PRIVÉE

4, r. d'Amsterdam, 94, 94450-40, 94, rue St-Lazare, 75004-01.

enseigne.

Apprendre l'Anglais à l'Américain

24, boulevard Raspail, Paris-14

Téléphone : 632-57-52.

Cours du soir. Conversation. Inscriptions immédiates. Début de la nouvelle session : 25 AVRIL.

secrétaires secrétaires

Secrétaires de direction

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL d'un très important Groupe Industriel recherche

sa secrétaire

véritable collaboratrice, elle aura la responsabilité d'un secrétariat de haut niveau. Parfaitement bilingue anglais, elle a l'expérience de plusieurs années d'un secrétariat d'importance similaire. Une certaine disponibilité est nécessaire. La rémunération est élevée. Lieu de travail proche banlieue sud Paris. Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 793 à

OZ organisation et publicité 2 RUE HENRI 75008 PARIS / 01 TRANSMETTRA

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES

Cette collaboratrice personnelle du Président d'un Groupe Important aura déjà une bonne expérience. En particulier, elle sera capable de procéder à l'analyse de courriers, de rédiger les comptes rendus de réunions et la revue de presse.

Une bonne connaissance de la langue anglaise, ainsi que la sténographie française sont indispensables.

Ad. lettre man. av. C.V. et photo, à numéro 5.679, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

L'ORGANISATION GÉNÉRALE
POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU
DE L'AGGLOMÉRATION DU CAIRE
42, rue Ramsès - B.P. 55 - LE CAIRE

annonce une adjudication publique
et internationale pour la fourniture
de cylindres de chlore

Les soumissions doivent se conformer aux
règles suivantes :

- 1) Elles doivent être présentées par l'intermédiaire d'une société du secteur public ou d'un agent commercial égyptien inscrit au registre des agents commerciaux.
- 2) Elles doivent être accompagnées d'une garantie provisoire d'un montant égal à 2 % de la valeur de l'offre. Cette garantie doit être fournie même si l'offre est présentée par une société du secteur public.

La date fixée pour l'ouverture des offres
est le 21 mai 1977, à 12 heures (midi).

Les documents d'adjudication peuvent être
acquis auprès du Département du Matériel au
prix de 25 livres égyptiennes.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde
LA STAMPATHE TIMES
DIE WELT

Europa

Au conseil des ministres européens de l'énergie

M. WEDGWOOD BENN CHANGE LES MÉTHODES DE TRAVAIL

Le Traité des privilèges, procédures et usages parlementaires d'Erskine May est un gros livre de 1156 pages que l'on voit rarement hors des locaux du Parlement britannique. Ses pages, souvent incompréhensibles, exposent dans les plus petits détails les procédures parlementaires britanniques mais, pour nombre de membres de la Chambre des communes, une mention dans une simple note en bas de page est un singulier honneur qui vaut plus qu'une douzaine de citations plus longues dans Hansard (l'annuaire de la noblesse britannique).

M. Anthony Wedgwood Benn, secrétaire d'Etat britannique pour l'énergie et président actuel du conseil des ministres européens de l'énergie, est l'un des grands administrateurs de cette œuvre, peu connue. « Bien après que les lois fondamentales auront été repoussées et que les ministres jurent dans les bibliothèques publiques une note de bas de page dans Erskine May comportera vraiment, car elle nous aidera à traiter tous les problèmes, les méthodes étant plus importantes que les décisions individuelles », dit-il. Pendant les six mois qu'il doit passer à la tête du conseil des ministres européens de l'énergie, M. Benn vise donc à produire l'équivalent européen d'Erskine May, un ensemble de procédures permettant de discuter et de formuler une politique qui, espérait-il, permettra à la Communauté de s'extraire du marais administratif dans lequel elle est tombée à ce sujet.

La production d'une politique coordonnée de l'énergie était un des objectifs à long terme des ministres de l'énergie, même avant la crise des approvisionnements pétroliers de 1973-1974. La mise en lumière de la dépendance de l'Europe vis-à-vis du pétrole importé a souligné le défaut de politique, mais les pressions des prix énergétiques et la perspective à long terme du déclin des approvisionnements pétroliers pendant la dernière décennie du siècle n'ont malheureusement pas pour effet de faire avancer le moins du monde vers les importantes décisions attendues.

Bien sûr, M. Benn aimerait voir résoudre pendant sa présidence la vieille querelle sur le prix minimum de soutien de 7 dollars pour le pétrole, et la question de 2,5 milliards de francs d'emprunts garantis par la C.E.E. pour l'industrie nucléaire. Mais il estime que des procédures plus conviviales pour élaborer de telles décisions politiques seraient plus utiles que des procédures qui empêchent des troupes de ce genre de se produire.

« Les Européens ont toujours considéré les Britanniques comme experts en matière de procédures, peut-être devrions-nous commencer à montrer le chemin », dit M. Benn, qui est, dans la C.E.E., le seul ministre spécialiste de l'énergie. Tous ses collègues du conseil ministériel ont une ou plusieurs autres responsabilités. Ayant consacré un temps considérable à la préparation de sa présidence, il a déjà vu couronnés les premiers résultats de ses

efforts par la réunion ministérielle d'un style nouveau, qui a lieu à la fin du mois dernier. Au lieu d'une séance d'ouverture au cours de laquelle les ministres énoncent rigideusement les positions pour lesquelles ils ont reçu mandat, une atmosphère plus détendue a été créée, avec une discussion générale sur les attitudes nationales concernant les questions à l'ordre du jour. Le formalisme est réapparu dans une seconde séance de « législation », et la réunion s'est terminée par une séance sur la conservation de l'énergie, à laquelle ont pu assister la presse et les membres du Parlement européen.

En tant que président, M. Benn a été en mesure de réaliser un autre de ses objectifs : un exposé non partisan à la presse sur ce qui s'était passé le même jour dans les deux séances, à huis clos. Cela rompt également avec ce que M. Benn considère comme un des aspects les plus fâcheux de la « procédure » : des exposés séparés de chacun des neuf membres sur les événements de la journée, en termes qui sont souvent loin de la neutralité bienveillante.

Une grande partie de la pensée de M. Benn sur la politique de l'énergie résulte de son enthousiasme pour l'ouverture et la franchise en matière de gouvernement. « L'énergie n'a rien de particulièrement secret », dit-il. Et il ajoute : « Aucune organisation, surtout à la taille de la C.E.E., ne peut espérer mettre au point une politique pratique sans tenir compte de l'opinion publique, et une opinion publique ne peut se former si toutes les réunions ont lieu en secret ».

Mais derrière cela se profile la conception de M. Benn sur le rôle des ministres eux-mêmes. Si les hommes politiques peuvent accepter l'idée qu'ils devraient jouer un plus grand rôle dans l'élaboration des politiques, ils ne peuvent ignorer le puissant corps des fonctionnaires de la Communauté. M. Benn estime, pour sa part, que les ministres devraient donner des directives claires sur les politiques dont les Neuf ont besoin, et ne pas seulement appeler les fonctionnaires à l'aide lorsque les discussions ministérielles se heurtent à des difficultés.

ROGER VIELVOYE

Tribune internationale

La leçon italienne

par EMANUELE GAZZO (*)

Il est dommage que la presse française n'ait pas intéressé davantage ses lecteurs à l'adoption par la Chambre des députés italienne de la loi autorisant le gouvernement à ratifier l'accord du 20 septembre 1976 sur l'élection au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne.

Cet événement méritait pourtant d'être noté par les Français, qui seront appelés eux aussi à devenir des « électeurs » européens en mai-juin 1978, selon l'engagement solennel pris par les neuf gouvernements. Que cette date puisse glisser de quelques mois, en raison d'obstacles « techniques », n'a guère d'importance ; ce qui est important est que le processus soit entamé. Or, le vote, intervenu le 17 février, de la Chambre italienne, suivi le 24 mars d'un vote unanime du Sénat, va précipitant dans ce sens, car il s'agit de première vote intervenu dans les Parlements européens. Il a pour ainsi dire une valeur « exemplaire ».

Il n'est pas intéressant de savoir comment ce vote favorable a été acquis, c'est-à-dire quelle a été la position des forces politiques, quel a été le type de débat qui s'est déroulé, et quelles sont ses implications pour la politique générale.

Le vote a été acquis à la quasi-unanimité, le seul opposant étant le très petit groupe d'élus du parti d'unité prolétarienne (dont la base hétéroclite est d'ailleurs secouée par des dissensions internes). Cela veut dire que toutes les forces politiques organisées, de la droite à la gauche communiste, se sont prononcées en faveur des élections directes, sans aucune réserve. Il convient de rappeler que certaines de ces forces, notamment à gauche, avaient voté, pendant les années '50, contre la C.E.D., contre la CECA, et que certaines d'entre elles s'étaient abstenues ou avaient voté contre le traité de Rome commun en 1957.

Malgré ce « consensus », qui était acquis, le débat parlementaire a été très large et approfondi. Tout en soulignant l'accord fondamental sur les options de base (nécessité d'obtenir une participation populaire à la construction européenne, urgence de réaliser un « contrôle démocratique » de l'administration de la « technocratie communautaire »), les porte-parole des forces politiques ont tenu à préciser le caractère spécifique de l'appui qu'ils apportent au projet.

M. Aldo Moro, rapporteur, ancien président du conseil et ministre des affaires étrangères, actuellement président de la démocratie chrétienne, a rappelé que pour ce parti les élections européennes sont l'aboutissement d'une politique poursuivie depuis que De Gasperi, en saisissant l'occasion offerte par l'appel lancé par Robert Schuman en mai 1950, avait choisi d'animer solidement la fragile démocratie italienne à l'Europe. M. Moro a tenu également à souligner que le Parlement élu d'aujourd'hui « pas encore » les pouvoirs propres d'une assemblée souveraine, mais qu'il faut « avancer avec le sens des limites, et sans renoncer à l'espoir ». La deuxième est que l'accord sur l'élection directe est intervenu dans le cadre des traités existants et au sein d'une instance communautaire (le Conseil), il ne s'agit donc pas d'une « innovation », mais de l'exécution d'un engagement pris depuis longtemps.

Quant à la gauche, elle a implicitement rejeté la thèse selon laquelle tout progrès vers une Europe socialiste passe nécessairement par la création d'une société socialiste dans un pays de la Communauté. Sans exclure cette hypothèse, la gauche italienne estime plus utile de suivre un autre chemin, celui qui est maintenant ouvert. Elle n'est pas satisfaite du tout de l'Europe telle qu'elle est actuellement, mais elle pense qu'il est possible de commencer à agir « de l'intérieur », en vue d'en changer les structures, de promouvoir des politiques communes « conçues selon un modèle différent de celui du libre-échange ». Pour avancer dans cette voie, l'approche institutionnelle ne doit pas être négligée. Dans ce cadre, l'élection directe d'un Parlement européen est actuellement l'action la plus « rentable » politiquement.

La gauche italienne ne craint pas la politisation de la Communauté, telle qu'elle résultera d'une campagne électorale où toutes les forces politiques et sociales seront amenées à expliquer, au-delà des idéologies, des projets concrets de politiques à mettre en œuvre sur le plan européen. Cela les obligera à employer un langage intelligible pour les hommes, susceptible de les intéresser et de les convaincre.

Le vote unanime en faveur des élections directes s'explique également par le sentiment diffus que cette campagne électorale pourra conduire, aussi bien sur le plan interne que sur le plan européen, à des rapprochements des forces politiques (on en entrevait des signes) et peut-être à de larges alliances caractérisées par une convergence sur des programmes concrets (ce que Nenni appelait « une politique des choses ») pouvant modifier, le contexte politique traditionnel.

Il faut ajouter que les forces politiques italiennes ne sont pas divisées en ce qui concerne la loi à appliquer aux élections européennes. Celle-ci sera sans doute basée sur le système proportionnel, le seul problème étant de savoir s'il y aura une seule circonscription nationale ou un regroupement des régions afin d'aboutir à un nombre limité (trois ou minimum, dix au maximum) de circonscriptions. La représentation adéquate des petits partis laïcs sera en tout cas assurée par l'utilisation des « restes » à l'échelle nationale.

Cette approche est à la fois réaliste et projetée vers l'avenir : la Communauté ne satisfait entièrement personne, mais elle existe et elle est irréversible. Une participation populaire à sa gestion peut en orienter l'évolution dans le sens des intérêts réels d'une Europe autonome dans le monde.

(*) Directeur-rédacteur en chef de l'agence Europe de Bruxelles-Luxembourg.

AÉROPORT
DE PARIS

communiqué :

Voyageurs aériens, attention !

A partir du 30 Mars 1977 à 0 heure

- sont transférées du Bourget à Orly Sud les compagnies

Aer Lingus, Aéroflot (vols moyens courriers),
Balkan, British Midland, Egyptair, Lot, Luxair,
Malev, Syrianair, Tarom.

du Bourget à Orly Ouest :
la compagnie Air Rouergue.

du Bourget à Roissy-Charles de Gaulle :
la compagnie KLM.

- restent au Bourget les compagnies d'aviation régionale suivantes :
Air Alpes, Air Alsace,
Air Anjou Transports, Publi Air.

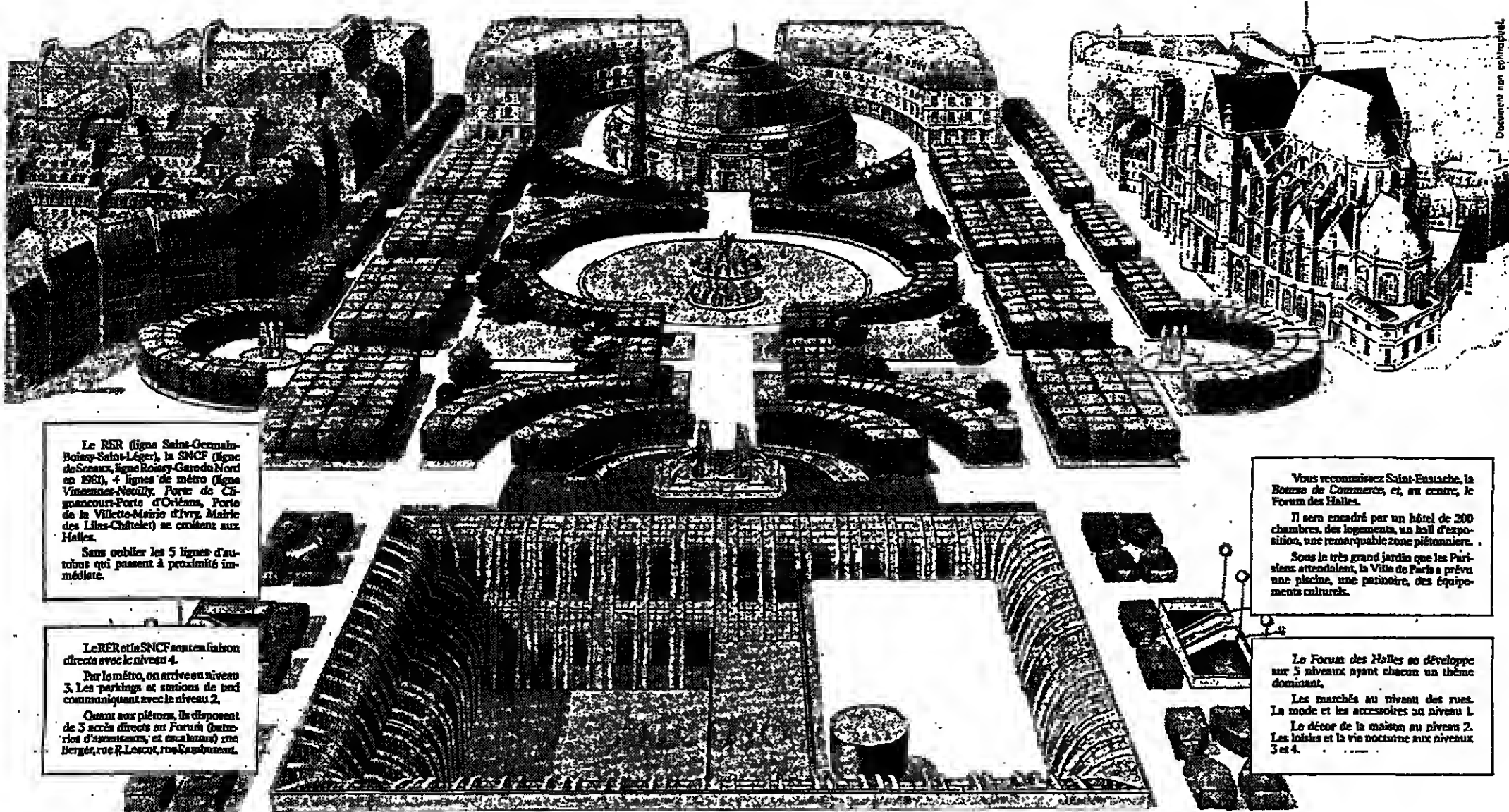
les compagnies d'aviation d'affaires et notamment :
Darta, Euralair, Europe Falcon Service,
France Aviation, Transair.

Les vols charters sont transférés à Orly Sud
Toutefois ceux des compagnies Europe Aéro Service et Minerve
sont provisoirement maintenus au Bourget

Les passagers aériens sont invités à se renseigner
auprès de leur compagnie ou de leur agent de voyages.

هناك من الأخبار

CE SERA LE COEUR DE PARIS.



Le RER (ligne Saint-Germain-Boissey-Saint-Leger), la SNCF (ligne de Sceaux, ligne Saint-Germain-Nord ou SGO), 4 lignes de métro (lignes Vincennes-Neuilly, Porte de Clichy-Porte d'Orléans, Porte de la Villette-Mairie d'Orly, Mairie des Lilas-Châtelet) se croisent aux Halles.

Sans oublier les 5 lignes d'autobus qui passent à proximité immédiate.

Le RER et la SNCF sont en liaison directe avec le niveau 4.

Par le métro, on arrive au niveau 3. Les parkings et stations de bus communiquent avec le niveau 2.

Quant aux piétons, ils disposent de 3 accès directs au Forum (passerelles d'escaliers, et escaliers) vers Bergée, rue J. Lescot, rue de la Harpe.

Vous reconnaîtrez Saint-Eustache, la Bourse de Commerce, et, au centre, le Forum des Halles.

Il sera entouré par un hôtel de 200 chambres, des logements, un hall d'exposition, une remarquable zone piétonnière.

Sous le très grand jardin que les Parisiens attendaient, la Ville de Paris a prévu une place, une promenade, des équipements culturels.

Le Forum des Halles se développe sur 5 niveaux ayant chacun un thème dominant.

Les marchés au niveau des rues.

La mode et les accessoires au niveau 1.

Le décor de la maison au niveau 2.

Les loisirs et la vie nocturne aux niveaux 3 et 4.

LE COEUR DE PARIS.

On dirait que le destin est toujours en avance aux Halles. C'était vrai, il y a 800 ans, quand elles étaient déjà au centre d'une ville qui n'avait pas encore atteint sa dimension de capitale. C'était vrai sous Napoléon III, quand la hardiesse des paraplumes de Baltard annonçait le Paris du début du XX^e siècle. Ce sera vrai demain : les Halles seront un centre de ville unique au monde ; plus encore, elles seront le cœur de toute la Région Parisienne. Elles seront un cœur qui irrigue. Le RER, le métro, la SNCF, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, viendront se rejoindre aux Halles. Plusieurs milliers de Parisiens convergeront ainsi vers la station Halles-Châtelet. Elles seront un cœur qui vit. Le Forum des Halles s'ouvrira à tous : il sera lieu de passage, de flânerie, de rencontre, trait d'union entre 6 ha de jardins et l'un des quartiers les plus vivants de Paris.

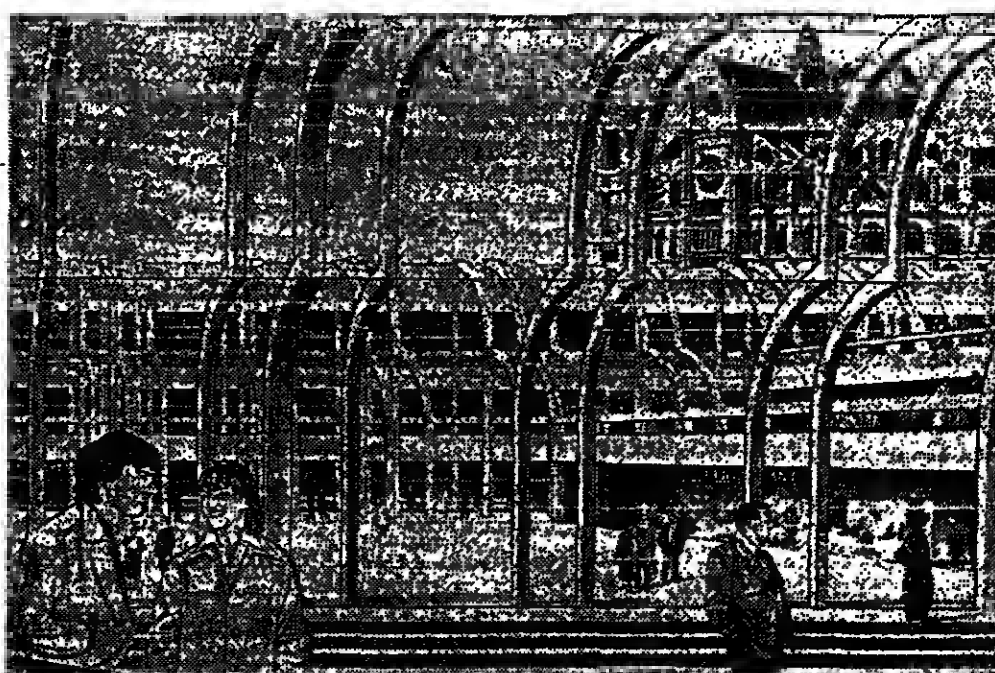
L'ESPRIT DE PARIS.

Le destin de ce quartier, c'est aussi de marier, de confronter, d'opposer et de fondre plusieurs siècles, plusieurs cultures. Le quartier des Halles, c'est une ouverture aux idées, le respect du passé, la renaissance des traditions. C'est le mélange de gens différents, la recherche de l'innovation, le goût de l'audace. C'est le désir de bien vivre, le goût de la bonne chère, c'est la gaieté de la rue. Le quartier des Halles, c'est une vie continuée et renouvelée. Le Forum des Halles hérite de toute cette vie, l'amplifie et invente à son tour une vie nouvelle. Il sera le pôle de tout le quartier. Il attirera ceux qui viennent pour flâner, pour voir ceux qui viennent pour rêver ou pour rire ; ceux qui viennent pour découvrir Beaubourg ou pour retrouver les vieilles rues de Paris. En permettant la rencontre des gens, il permettra la rencontre des idées. En permettant la rencontre de toutes sortes d'idées, il permettra la naissance d'idées nouvelles. C'est ça l'esprit des Halles.

LA VIE DE PARIS.

Le destin de ce quartier est de faire cohabiter le commerce et les loisirs, naturellement, sans préjugé. C'est sans doute ce que le Forum peut nous offrir de plus précieux aujourd'hui. Au Forum des Halles, chaque pas est une découverte. Le long des rues qui serpentent autour de la Place Basse se sont implantés tous ceux qui contribuent au rayonnement de Paris. Chaque niveau a sa personnalité. Chaque niveau renouvelle cette rencontre entre commerces et culture, commerces et loisirs, commerces et gastronomie.

Le niveau des rues accueille les marchés. Le niveau 1, c'est le niveau de la mode élégante ou drôle, parisienne ou internationale. Le niveau 2, c'est le domaine de la maison et celui des galeries d'art. Les niveaux 3 et 4 sont consacrés aux loisirs. Vitaines pour mieux vivre, mieux voir et mieux comprendre, foisonnement des choix, reflet des choses... Le Forum des Halles de Paris fait revivre le cœur de Paris. Il y a eu le temps des Grands Boulevards, de Montparnasse, des Champs-Élysées et de Saint-Germain-des-Prés. Le temps du Forum des Halles est venu.



Des arcades, des vitrines, des terrasses, de larges balcons sont les points forts de l'architecture. La forme évasée du Forum, permet une large perception du site extérieur. Sous les arcades, des proménades rythment l'ambiance des places et des rues publiques. Les commerces et les loisirs bénéficient de la lumière du jour.

FORUM DES HALLES

SERETE AMENAGEMENT

63 rue La Boétie 75008 Paris - 720.31.10

Exercice 1976

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

EXTRAIT DU RAPPORT ANNUEL

La Société générale de Belgique en 1976
Dans sa déclaration faite à l'assemblée des actionnaires, tenue le 18 mars 1977, M. P.-E. Corbail, gouverneur, a rappelé que, tant dans les résultats d'exploitation qu'il faut appeler à l'ordre dans les comptes de l'exercice 1976, que dans les perspectives de l'exercice 1977, la Société générale de Belgique a connu une année de croissance modérée. Les dividendes qui ont été versés à l'assemblée des actionnaires en 1976 se sont élevés à 125 millions de francs belges, soit 125 millions de francs belges par action.

Le groupe de la Société générale de Belgique en 1976
Les sociétés affiliées à la Société générale de Belgique ont réalisé, dans l'ensemble, à l'issue de l'exercice 1976, des résultats satisfaisants. Les plus importants de la crise de 1976. Le bilan...

FRANCAIS

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976, qui se soldent par un bénéfice net de 9 490 000 F contre 5 204 000 F pour l'exercice précédent. Ce bénéfice inclut une plus-value à long terme de 3 332 000 F.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 4 F par action, contre 3 F pour l'exercice précédent. Chaque action bénéficiaire sera ainsi dotée de 4 F, l'impôt déjà versé au Trésor, d'un revenu global de 6 F.

CREUSOT-LOIRE

Le conseil d'administration, réuni le 22 mars 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976. Après dotation aux amortissements d'une somme de 124,5 millions de francs, correspondant à l'annulation normale d'amortissements dégressifs, et reprise d'une somme de 63,8 millions de francs sur les provisions antérieures pour dépréciation des stocks, le bénéfice net de l'exercice se solde sans bénéfice ni perte.

La marge brute d'autofinancement de 1976 s'établit ainsi à 70,7 millions de francs. En 1976, le résultat net avant d'être affecté aux amortissements dégressifs et aux autres amortissements dégressifs s'élevait à 170,6 millions de francs, et la marge brute d'autofinancement était de 112,3 millions de francs.

CARNAUD S.A.

Le conseil de surveillance de Carnaud S.A., réuni le 21 mars 1977, a approuvé le rapport du directeur, ainsi que le bilan et les comptes de l'exercice 1976.

Les résultats de cet exercice se présentent comme suit : observation faite qu'il ne se comparant pas à ceux de 1975, indiqués à titre de référence, en raison de la création de la Société des Forges de Besse-Indre :

	1976	1975
Chiffre d'affaires H.T.	1.400,5	1.353,5
Marge brute d'autofinancement	59,1	59,5
Bénéfice net	17,1	11,7

CHAMPEX

Résultat 1976 très favorable

La baisse d'activité enregistrée en 1976 n'a pas eu de conséquences sérieuses sur les résultats. En effet, après constitution de provisions à la fin de l'exercice, le bénéfice net s'élevait à 3 378 507 F en 1976, soit 21,80 F par action contre 20,80 F.

Le conseil propose, à l'assemblée du 13 juin, la distribution de 10 F par action, contre 9 F en 1975. Les réserves s'élèveront ainsi à 1 643 507 F. L'augmentation de 50 % du capital social réalisée en février dernier a été déduite dans des conditions satisfaisantes. Après décaissement du droit de souscription d'une valeur théorique de 4,15 F dont la cotation du titre oscille entre 120 F et 125 F, le cours du titre se situe à la veille de l'opération.

Ces obligations étant déjà souscrites, le présent avis est publié uniquement à titre d'information.

NOUVELLE EMISSION

U.S. \$50.000.000

Caisse Nationale des Autoroutes

Obligations garanties 9% à échéance du 15 mars 1997

garanties inconditionnellement par

La République Française

- The First Boston Corporation Goldman, Sachs & Co. Smith Barney, Harris Upham & Co.
Morgan Stanley & Co. Lazard Frères & Co. Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith
Salomon Brothers Banque Française du Commerce Extérieur EuroPartners Securities Corporation
Bache Halsey Stuart Inc. Blyth Eastman Dillon & Co. Banque Nationale de Paris
Banque de l'Union Européenne Donaldson, Lufkin & Jenrette Crédit Commercial de France
Dillon, Read & Co. Inc. E. F. Hutton & Company Inc. Drexel Burnham & Co.
Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes Loeb Rhoades & Co. Inc. Kidder, Peabody & Co.
Kuhn Loeb & Co. Lehman Brothers New Court Securities Corporation
Paine, Webber, Jackson & Curtis Reynolds Securities Inc. SoGen-Swiss International Corporation
Warburg Paribas Becker Inc. Wertheim & Co., Inc. White, Weld & Co.
Basle Securities Corporation Bear, Stearns & Co. Dean Witter & Co.
Robert Fleming Kleinwort, Benson The Nikko Securities Co. Daiwa Securities America Inc.
Scandinavian Securities Corporation Suez American Corporation Nomura Securities International, Inc.
Lepercq, de Neufville & Co. New Japan Securities International Inc. Yamaichi International (America), Inc.
Ultrafin International Corporation

ENI

Compagnie Nationale du Rhône
EMPRUNT 11%
Garanti par l'Etat
F 230 MILLIONS

Emission de 230 000 obligations de F 1 000 nominal
Intérêt annuel : 11% soit F 110 par obligation.
Prix d'émission : le pair soit F 1 000 par obligation.
Jouissance : 20 avril 1977.
Premier coupon payable le 20 avril 1978.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 10,90%

Amortissement : en 14 ans au maximum à partir du 20 avril 1978 par annuités constantes.
Le remboursement au pair au moyen de tirages au sort annuel (pour la moitié au moins des tirages) au 20 avril 1978, est garanti par l'Etat.
Premier amortissement : 20 avril 1978.
Durée totale de l'emprunt : 15 ans.
Amortissement anticipé : totalisant intérêt par remboursement, rachats en Bourse autorisés.
Garantie de l'Etat : Le service de cet emprunt est garanti par l'Etat.
Une obligation est la partie d'une demande d'admission à la Compagnie des Opérations de Bourse, tel qu'elle est en disposition au public.

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS
9, place Vendôme — 75003 PARIS CEDEX 01
Tél. : 856-33-40

EXERCICE 1976					
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ORIENTATION	ACTIF À LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AÉRIFFICANDI (OBLIG. SECURISSEES-BOULANS)	L.T.A. INVESTIMENT ACTIVITY
		Obligations Françaises	Values étrangères dominantes	Placements à caractère international	Values étrangères dominantes
Les SICAV de l'Union des assurances de Paris ont couvert leurs engagements en 1976, en 1975, en 1974, en 1973, en 1972, en 1971, en 1970, en 1969, en 1968, en 1967, en 1966, en 1965, en 1964, en 1963, en 1962, en 1961, en 1960, en 1959, en 1958, en 1957, en 1956, en 1955, en 1954, en 1953, en 1952, en 1951, en 1950, en 1949, en 1948, en 1947, en 1946, en 1945, en 1944, en 1943, en 1942, en 1941, en 1940, en 1939, en 1938, en 1937, en 1936, en 1935, en 1934, en 1933, en 1932, en 1931, en 1930, en 1929, en 1928, en 1927, en 1926, en 1925, en 1924, en 1923, en 1922, en 1921, en 1920, en 1919, en 1918, en 1917, en 1916, en 1915, en 1914, en 1913, en 1912, en 1911, en 1910, en 1909, en 1908, en 1907, en 1906, en 1905, en 1904, en 1903, en 1902, en 1901, en 1900, en 1899, en 1898, en 1897, en 1896, en 1895, en 1894, en 1893, en 1892, en 1891, en 1890, en 1889, en 1888, en 1887, en 1886, en 1885, en 1884, en 1883, en 1882, en 1881, en 1880, en 1879, en 1878, en 1877, en 1876, en 1875, en 1874, en 1873, en 1872, en 1871, en 1870, en 1869, en 1868, en 1867, en 1866, en 1865, en 1864, en 1863, en 1862, en 1861, en 1860, en 1859, en 1858, en 1857, en 1856, en 1855, en 1854, en 1853, en 1852, en 1851, en 1850, en 1849, en 1848, en 1847, en 1846, en 1845, en 1844, en 1843, en 1842, en 1841, en 1840, en 1839, en 1838, en 1837, en 1836, en 1835, en 1834, en 1833, en 1832, en 1831, en 1830, en 1829, en 1828, en 1827, en 1826, en 1825, en 1824, en 1823, en 1822, en 1821, en 1820, en 1819, en 1818, en 1817, en 1816, en 1815, en 1814, en 1813, en 1812, en 1811, en 1810, en 1809, en 1808, en 1807, en 1806, en 1805, en 1804, en 1803, en 1802, en 1801, en 1800, en 1799, en 1798, en 1797, en 1796, en 1795, en 1794, en 1793, en 1792, en 1791, en 1790, en 1789, en 1788, en 1787, en 1786, en 1785, en 1784, en 1783, en 1782, en 1781, en 1780, en 1779, en 1778, en 1777, en 1776, en 1775, en 1774, en 1773, en 1772, en 1771, en 1770, en 1769, en 1768, en 1767, en 1766, en 1765, en 1764, en 1763, en 1762, en 1761, en 1760, en 1759, en 1758, en 1757, en 1756, en 1755, en 1754, en 1753, en 1752, en 1751, en 1750, en 1749, en 1748, en 1747, en 1746, en 1745, en 1744, en 1743, en 1742, en 1741, en 1740, en 1739, en 1738, en 1737, en 1736, en 1735, en 1734, en 1733, en 1732, en 1731, en 1730, en 1729, en 1728, en 1727, en 1726, en 1725, en 1724, en 1723, en 1722, en 1721, en 1720, en 1719, en 1718, en 1717, en 1716, en 1715, en 1714, en 1713, en 1712, en 1711, en 1710, en 1709, en 1708, en 1707, en 1706, en 1705, en 1704, en 1703, en 1702, en 1701, en 1700, en 1699, en 1698, en 1697, en 1696, en 1695, en 1694, en 1693, en 1692, en 1691, en 1690, en 1689, en 1688, en 1687, en 1686, en 1685, en 1684, en 1683, en 1682, en 1681, en 1680, en 1679, en 1678, en 1677, en 1676, en 1675, en 1674, en 1673, en 1672, en 1671, en 1670, en 1669, en 1668, en 1667, en 1666, en 1665, en 1664, en 1663, en 1662, en 1661, en 1660, en 1659, en 1658, en 1657, en 1656, en 1655, en 1654, en 1653, en 1652, en 1651, en 1650, en 1649, en 1648, en 1647, en 1646, en 1645, en 1644, en 1643, en 1642, en 1641, en 1640, en 1639, en 1638, en 1637, en 1636, en 1635, en 1634, en 1633, en 1632, en 1631, en 1630, en 1629, en 1628, en 1627, en 1626, en 1625, en 1624, en 1623, en 1622, en 1621, en 1620, en 1619, en 1618, en 1617, en 1616, en 1615, en 1614, en 1613, en 1612, en 1611, en 1610, en 1609, en 1608, en 1607, en 1606, en 1605, en 1604, en 1603, en 1602, en 1601, en 1600, en 1599, en 1598, en 1597, en 1596, en 1595, en 1594, en 1593, en 1592, en 1591, en 1590, en 1589, en 1588, en 1587, en 1586, en 1585, en 1584, en 1583, en 1582, en 1581, en 1580, en 1579, en 1578, en 1577, en 1576, en 1575, en 1574, en 1573, en 1572, en 1571, en 1570, en 1569, en 1568, en 1567, en 1566, en 1565, en 1564, en 1563, en 1562, en 1561, en 1560, en 1559, en 1558, en 1557, en 1556, en 1555, en 1554, en 1553, en 1552, en 1551, en 1550, en 1549, en 1548, en 1547, en 1546, en 1545, en 1544, en 1543, en 1542, en 1541, en 1540, en 1539, en 1538, en 1537, en 1536, en 1535, en 1534, en 1533, en 1532, en 1531, en 1530, en 1529, en 1528, en 1527, en 1526, en 1525, en 1524, en 1523, en 1522, en 1521, en 1520, en 1519, en 1518, en 1517, en 1516, en 1515, en 1514, en 1513, en 1512, en 1511, en 1510, en 1509, en 1508, en 1507, en 1506, en 1505, en 1504, en 1503, en 1502, en 1501, en 1500, en 1499, en 1498, en 1497, en 1496, en 1495, en 1494, en 1493, en 1492, en 1491, en 1490, en 1489, en 1488, en 1487, en 1486, en 1485, en 1484, en 1483, en 1482, en 1481, en 1480, en 1479, en 1478, en 1477, en 1476, en 1475, en 1474, en 1473, en 1472, en 1471, en 1470, en 1469, en 1468, en 1467, en 1466, en 1465, en 1464, en 1463, en 1462, en 1461, en 1460, en 1459, en 1458, en 1457, en 1456, en 1455, en 1454, en 1453, en 1452, en 1451, en 1450, en 1449, en 1448, en 1447, en 1446, en 1445, en 1444, en 1443, en 1442, en 1441, en 1440, en 1439, en 1438, en 1437, en 1436, en 1435, en 1434, en 1433, en 1432, en 1431, en 1430, en 1429, en 1428, en 1427, en 1426, en 1425, en 1424, en 1423, en 1422, en 1421, en 1420, en 1419, en 1418, en 1417, en 1416, en 1415, en 1414, en 1413, en 1412, en 1411, en 1410, en 1409, en 1408, en 1407, en 1406, en 1405, en 1404, en 1403, en 1402, en 1401, en 1400, en 1399, en 1398, en 1397, en 1396, en 1395, en 1394, en 1393, en 1392, en 1391, en 1390, en 1389, en 1388, en 1387, en 1386, en 1385, en 1384, en 1383, en 1382, en 1381, en 1380, en 1379, en 1378, en 1377, en 1376, en 1375, en 1374, en 1373, en 1372, en 1371, en 1370, en 1369, en 1368, en 1367, en 1366, en 1365, en 1364, en 1363, en 1362, en 1361, en 1360, en 1359, en 1358, en 1357, en 1356, en 1355, en 1354, en 1353, en 1352, en 1351, en 1350, en 1349, en 1348, en 1347, en 1346, en 1345, en 1344, en 1343, en 1342, en 1341, en 1340, en 1339, en 1338, en 1337, en 1336, en 1335, en 1334, en 1333, en 1332, en 1331, en 1330, en 1329, en 1328, en 1327, en 1326, en 1325, en 1324, en 1323, en 1322, en 1321, en 1320, en 1319, en 1318, en 1317, en 1316, en 1315, en 1314, en 1313, en 1312, en 1311, en 1310, en 1309, en 1308, en 1307, en 1306, en 1305, en 1304, en 1303, en 1302, en 1301, en 1300, en 1299, en 1298, en 1297, en 1296, en 1295, en 1294, en 1293, en 1292, en 1291, en 1290, en 1289, en 1288, en 1287, en 1286, en 1285, en 1284, en 1283, en 1282, en 1281, en 1280, en 1279, en 1278, en 1277, en 1276, en 1275, en 1274, en 1273, en 1272, en 1271, en 1270, en 1269, en 1268, en 1267, en 1266, en 1265, en 1264, en 1263, en 1262, en 1261, en 1260, en 1259, en 1258, en 1257, en 1256, en 1255, en 1254, en 1253, en 1252, en 1251, en 1250, en 1249, en 1248, en 1247, en 1246, en 1245, en 1244, en 1243, en 1242, en 1241, en 1240, en 1239, en 1238, en 1237, en 1236, en 1235, en 1234, en 1233, en 1232, en 1231, en 1230, en 1229, en 1228, en 1227, en 1226, en 1225, en 1224, en 1223, en 1222, en 1221, en 1220, en 1219, en 1218, en 1217, en 1216, en 1215, en 1214, en 1213, en 1212, en 1211, en 1210, en 1209, en 1208, en 1207, en 1206, en 1205, en 1204, en 1203, en 1202, en 1201, en 1200, en 1199, en 1198, en 1197, en 1196, en 1195, en 1194, en 1193, en 1192, en 1191, en 1190, en 1189, en 1188, en 1187, en 1186, en 1185, en 1184, en 1183, en 1182, en 1181, en 1180, en 1179, en 1178, en 1177, en 1176, en 1175, en 1174, en 1173, en 1172, en 1171, en 1170, en 1169, en 1168, en 1167, en 1166, en 1165, en 1164, en 1163, en 1162, en 1161, en 1160, en 1159, en 1158, en 1157, en 1156, en 1155, en 1154, en 1153, en 1152, en 1151, en 1150, en 1149, en 1148, en 1147, en 1146, en 1145, en 1144, en 1143, en 1142, en 1141, en 1140, en 1139, en 1138, en 1137, en 1136, en 1135, en 1134, en 1133, en 1132, en 1131, en 1130, en 1129, en 1128, en 1127, en 1126, en 1125, en 1124, en 1123, en 1122, en 1121, en 1120, en 1119, en 1118, en 1117, en 1116, en 1115, en 1114, en 1113, en 1112, en 1111, en 1110, en 1109, en 1108, en 1107, en 1106, en 1105, en 1104, en 1103, en 1102, en 1101, en 1100, en 1099, en 1098, en 1097, en 1096, en 1095, en 1094, en 1093, en 1092, en 1091, en 1090, en 1089, en 1088, en 1087, en 1086, en 1085, en 1084, en 1083, en 1082, en 1081, en 1080, en 1079, en 1078, en 1077, en 1076, en 1075, en 1074, en 1073, en 1072, en 1071, en 1070, en 1069, en 1068, en 1067, en 1066, en 1065, en 1064, en 1063, en 1062, en 1061, en 1060, en 1059, en 1058, en 1057, en 1056, en 1055, en 1054, en 1053, en 1052, en 1051, en 1050, en 1049, en 1048, en 1047, en 1046, en 1045, en 1044, en 1043, en 1042, en 1041, en 1040, en 1039, en 1038, en 1037, en 1036, en 1035, en 1034, en 1033, en 1032, en 1031, en 1030, en 1029, en 1028, en 1027, en 1026, en 1025, en 1024, en 1023, en 1022, en 1021, en 1020, en 1019, en 1018, en 1017, en 1016, en 1015, en 1014, en 1013, en 1012, en 1011, en 1010, en 1009, en 1008, en 1007, en 1006, en 1005, en 1004, en 1003, en 1002, en 1001, en 1000, en 999, en 998, en 997, en 996, en 995, en 994, en 993, en 992, en 991, en 990, en 989, en 988, en 987, en 986, en 985, en 984, en 983, en 982, en 981, en 980, en 979, en 978, en 977, en 976, en 975, en 974, en 973, en 972, en 971, en 970, en 969, en 968, en 967, en 966, en 965, en 964, en 963, en 962, en 961, en 960, en 959, en 958, en 957, en 956, en 955, en 954, en 953, en 952, en 951, en 950, en 949, en 948, en 947, en 946, en 945, en 944, en 943, en 942, en 941, en 940, en 939, en 938, en 937, en 936, en 935, en 934, en 933, en 932, en 931, en 930, en 929, en 928, en 927, en 926, en 925, en 924, en 923, en 922, en 921, en 920, en 919, en 918, en 917, en 916, en 915, en 914, en 913, en 912, en 911, en 910, en 909, en 908, en 907, en 906, en 905, en 904, en 903, en 902, en 901, en 900, en 899, en 898, en 897, en 896, en 895, en 894, en 893, en 892, en 891, en 890, en 889, en 888, en 887, en 886, en 885, en 884, en 883, en 882, en 881, en 880, en 879, en 878, en 877, en 876, en 875, en 874, en 873, en 872, en 871, en 870, en 869, en 868, en 867, en 866, en 865, en 864, en 863, en 862, en 861, en 860, en 859, en 858, en 857, en 856, en 855, en 854, en 853, en 852, en 851, en 850, en 849, en 848, en 847, en 846, en 845, en 844, en 843, en 842, en 841, en 840, en 839, en 838, en 837, en 836, en 835, en 834, en 833, en 832, en 831, en 830, en 829, en 828, en 827, en 826, en 825, en 824, en 823, en 822, en 821, en 820, en 819, en 818, en 817, en 816, en 815, en 814, en 813, en 812, en 811, en 810, en 809, en 808, en 807, en 806, en 805, en 804, en 803, en 802, en 801, en 800, en 799, en 798, en 797, en 796, en 795, en 794, en 793, en 792, en 791, en 790, en 789, en 788, en 787, en 786, en 785, en 784, en 783, en 782, en 781, en 780, en 779, en 778, en 777, en 776, en 775, en 774, en 773, en 772, en 771, en 770, en 769, en 768, en 767, en 766, en 765, en 764, en 763, en 762, en 761, en 760, en 759, en 758, en 757, en 756, en 755, en 754, en 753, en 752, en 751, en 750, en 749, en 748, en 747, en 746, en 745, en 744, en 743, en 742, en 741, en 740, en 739, en 738, en 737, en 736, en 735, en 734, en 733, en 732, en 731, en 730, en 729, en 728, en 727, en 726, en 725, en 724, en 723, en 722, en 721, en 720, en 719, en 718, en 717, en 716, en 715, en 714, en 713, en 712, en 711, en 710, en 709, en 708, en 707, en 706, en 705, en 704, en 703, en 702, en 701, en 700, en 699, en 698, en 697, en 696, en 695, en 694, en 693, en 692, en 691, en 690, en 689, en 688, en 687, en 686, en 685, en 684, en 683, en 682, en 681, en 680, en 679, en 678, en 677, en 676, en 675, en 674, en 673, en 672, en 671, en 670, en 669, en 668, en 667, en 666, en 665, en 664, en 663, en 662, en 661, en 660, en 659, en 658, en 657, en 656, en 655, en 654, en 653, en 652, en 651, en 650, en 649, en 648, en 647, en 646, en 645, en 644, en 643, en 642, en 641, en 640, en 639, en 638, en 637, en 636, en 635, en 634, en 633, en 632, en 631, en 630, en 629, en 628, en 627, en 626, en 625, en 624, en 623, en 622, en 621, en 620, en 619, en 618, en 617, en 616, en 615, en 614, en 613, en 612, en 611, en 610, en 609, en 608, en 607, en 606, en 605, en 604, en 603, en 602, en 601, en 600, en 599, en 598, en 597, en 596, en 595, en 594, en 593, en 592, en 591, en 590, en 589, en 588, en 587, en 586, en 585, en 584, en 583, en 582, en 581, en 580, en 579, en 578, en 577, en 576, en 575, en 574, en 573, en 572, en 571, en 570, en 569, en 568, en 567, en 566, en 565, en 564, en 563, en 562, en 561, en 560, en 559, en 558, en 557, en 556, en 555, en 554, en 553, en 552, en 551, en 550, en 549, en 548, en 547, en 546, en 545, en 544, en 543, en 542, en 541, en 540, en 539, en 538, en 537, en 536, en 535, en 534, en 533, en 532, en 531, en 530, en 529, en 528, en 527, en 526, en 525, en 524, en 523, en 522, en 521, en 520, en 519, en 518, en 517, en 516, en 515, en 514, en 513, en 512, en 511, en 510, en 509, en 508, en 507, en 506, en 505, en 504, en 503, en 502, en 501, en 500, en 499, en 498, en 497, en 496, en 495, en 494, en 493, en 492, en 491, en 490, en 489, en 488, en 487, en 486, en 485, en 484, en 483, en 482, en 481, en 480, en 479, en 478, en 477, en 476, en 475, en 474, en 473, en 472, en 471, en 470, en 469, en 468, en 467, en 466, en 465, en 464, en 463, en 462, en 461, en 460, en 459, en 458, en 457, en 456, en 455, en 454, en 453, en 452, en 451, en 450, en 449, en 448, en 447, en 446, en 445, en 444, en 443, en 442, en 441, en 440, en 439, en 438, en 437, en 436, en 435, en 434, en 433, en 432, en 431, en 430, en 429, en 428, en 427, en 426, en 425, en 424, en 423, en 422, en 421, en 420, en 419, en 418, en 417, en 416, en 415, en 414, en 413, en 412, en 411, en 410, en 409, en 408, en 407, en 406, en 405, en 404, en 403, en 402, en 401, en 400, en 399, en 398, en 397, en 396, en 395, en 394, en 393, en 392, en 391, en 390, en 389, en 388, en 387, en 386, en 385, en 384, en 383, en 382, en 381, en 380, en 379, en 378, en 377, en 376, en 375, en 374, en 373, en 372, en 371, en 370, en 369, en 368, en 367, en 366, en 365, en 364, en 363, en 362, en 361, en 360, en 359, en 358, en 357, en 356, en 355, en 354, en 353, en 352, en 351, en 350, en 349, en 348, en 347, en 346, en 345, en 344, en 343, en 342, en 341, en 340, en 339, en 338, en 337, en 336, en 335, en 334, en 333, en 332, en 331, en 330, en 329, en 328, en 327, en 326, en 325, en 324, en 323, en 322, en 321, en 320, en 319, en 318, en 317, en 316, en 315, en 314, en 313, en 312, en 311, en 310, en 309, en 308, en 307, en 306, en 305, en 304, en 303, en 302, en 301, en 300, en 299, en 298, en 297, en 296, en 295, en 294, en 293, en 292, en 291, en 290, en 289, en 288, en 287, en 286, en 285, en 284, en 283, en 282, en 281, en 280, en 279, en 278, en 277, en 276, en 275, en 274, en 273, en 272, en 271, en 270, en 269, en 268, en 267, en 266, en 265, en 264, en 263, en 262, en 261, en 260, en 259, en 258, en 257, en 256, en 255, en 254, en 253, en 252, en 251, en 250, en 249, en 248, en 247, en 246, en 245, en 244, en 243, en 242, en 241, en 240, en 239, en 238, en 237, en 236, en 235, en 234, en 233, en 232, en 231, en 230, en 229, en 228, en 227, en 226, en 225, en 224, en 223, en 222, en 221, en 220, en 219, en 218, en 217, en 216, en 215, en 214, en 213, en 212, en 211, en 210, en 209, en 208, en 207, en 206, en 205, en 204, en 203, en 202, en 201, en 200, en 199, en 198, en 197, en 196, en 195, en 194, en 193, en 192, en 191, en 190, en 189, en 188, en 187, en 186, en 185, en 184, en 183, en 182, en 181, en 180, en 179, en 178, en 177, en 176, en 175, en 174, en 173, en 172, en 171, en 170, en 169, en 168, en 167, en 166, en 165, en 164, en 163, en 162, en 161, en 160, en 159, en 158, en 157, en 156, en 155, en 154, en 153, en 152, en 151, en 150, en 149, en 148, en 147, en 146, en 145, en 144, en 143, en 142, en 141, en 140, en 139, en 138, en 137, en 136, en 135, en 134, en 133, en 132, en 131, en 130, en 129, en 128, en 127, en 126, en 125, en 124, en 123, en 122, en 121, en 120, en 119, en 118, en 117, en 116, en 115, en 114, en 113, en 112, en 111, en 110, en 109, en 108, en 10					

PARIS

Reprise technique

La chute vertigineuse enregistrée la semaine dernière par les valeurs françaises a été stoppée ce lundi à la Bourse de Paris, où les cours se sont généralement redressés, dans un marché nettement moins actif qu'à la veille du week-end.

Stimulés dès l'ouverture de la séance par les ordres émanant d'investisseurs institutionnels, les actions françaises ont poursuivi ensuite leur mouvement de reprise, l'indicateur instantané s'établissant en progrès de 1,7 % en fin de séance.

La grande majorité des compariments a bénéficié du versement de la subvention. Les secteurs de bâtiment et de construction électrique, les plus maintenus, la sentent dernière, qui ont pu bénéficier de 100 %.

Les plus fortes hausses ont eu lieu chez les entreprises du Pôles C.G.E. (+ 4,3 %), et Legrand (+ 4 %).

La vedette est néanmoins revenue à la S.F. de la région. D'un gain de - 6,9 %. Une trentaine de boîtes ont encore été relancées. P.L.M. (- 6 %) CPPI Paribas (+ 1,5 %) et S.F. de la région comptant parmi les plus sensibles.

S'il faut souligner le caractère exceptionnel technique et un peu d'originalité de la S.F. de la région, fait guère de doute que la Bourse a relativement bien accueilli le discours de M. Barre et les mesures prises par le gouvernement pour le relèvement des entreprises anémiques par ce dernier. En revanche, autour de la corbeille, c'est avec une certaine réserve que l'on attendait l'allocution qui devait prononcer M. Giscard d'Estaing, lundi soir, à la télé-

Sur le marché de l'or, après sa forte avance des semaines précédentes, le lingot a perdu 280 F à 24 680 F (après 24 700 F) et le napoléon 140 F à 246 F (après 246,20 F).

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALE
25	97 75	1 875	25 000

LONDRES

Stable

Le marché marque le pas mardi à l'ouverture, après son vif repli de la veille. Stabilité des industrielles et des fonds d'Etat. Légère reprise des pétroles et des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE	COURS
	28 3	29 3
War Loan 3 1/2 %....	39	29 7 3/4
Bechem	436	436
British Petroleum	784	789
Shell	474	478 1/2
Vickers	170	170
Imperial Chemical	362	362 1/2
Courtauld	114	114
De Beers	774	777

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT DU NORD. — Erreur de la suite d'une regrettable erreur de transmission, nous avons annoncé que l'établissement avait pour 1976 un dividende global de 20 francs que l'établissement verserait pour 1976 un dividende global de 20 francs. L'assemblée générale du 20 mars qui s'est tenue à Paris et qui avait récemment indiqué le bénéfice de 586 millions de francs a statué sur une augmentation de dividendes de ce fait, ne sera pas ramené.

P.S.A. PEUGEOT - CITROEN. — Compte tenu des résultats exceptionnels de l'exercice 1976, les actionnaires ont décidé de distribuer en espèces, sous forme de participation affectée le 30 septembre 1976 au profit d'AUTO-CITROEN, un dividende global de 20 francs par titre, soit un total de 200 millions de francs. Ce dividende sera distribué le 30 septembre 1976 contre 112 millions en 1975.

Automobiles Peugeot ont réalisé un bénéfice net de 561,66 millions de francs contre 408,71 millions en 1975. Les bénéfices nets de Peugeot ont augmenté de 36,3 % par rapport à 1975. Les bénéfices nets de Citroën affluant pour la même période ont été de 297,56 millions de francs contre 304,33 millions en 1975.

CIMENTES FRANÇAIS. — En 1976, la société a réalisé un bénéfice net de 40,48 millions de francs contre 28,98 millions en 1975. Dividende global : 11,25 F contre 10,50 F en 1975.

CARNAUD S.A. — Le bénéfice net pour 1976 s'élève à 17,1 millions de francs contre 11,7 millions en 1975. Dividende global : 5,10 F contre 8,45 F.

Taux du marché monétaire

Effets privés	6 6/8 %
---------------------	---------

RS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.
211	210		17	

NEW-YORK

La baisse se poursuit

Le mouvement de baisse a poursuivi lundi à Wall Street, l'indice Dow Jones a enregistré un bulémième repli consécutif, s'élevant à 928,11 (- 2,75).

Les investisseurs ont été faibles, 11 millions de titres ayant échangés mais contre 16,33 millions précédemment. Sur 183 valeurs traitées, 107 ont chuté, 471 ont monté et 490 sont restées inchangées.

Entre les incertitudes inflationnistes, décalages coutumiers de la publication d'un bilan, le marché a eu à déplorer un nouveau déficit commercial record de février. Celui-ci, qui atteignait déjà le chiffre record de 1,62 milliard de dollars en janvier, a atteint 1,86 milliard le mois suivant.

Pendant ce temps, la prévision

Indice Dow Jones :		transport	
225,31	- 0,98	services public	
105,32	- 0,58		

	VALUES	COUNT 2018	COUNT 2017
Alcoa	57.74	81	81
A.T.&T.	82.38	62	62
Boeing	43.93	49	49
Chase Manhattan Bank	34.14	44	44
Eastman Kodak	51.23	39	39
Exxon	50.18	38	38
General Electric	38.84	48	48
General Foods	81.12	31	31
General Motors	28.13	29	29
Spacel	28.13	29	29
I.B.M.	27.91	27	27
J.P.M.C.	22.10	26	26
McDonald	64.28	26	26
Pfizer	28.13	26	26
Rockefeller	28.13	26	26
Traveler	28.13	26	26
U.S. Steel	46.78	26	26
Westinghouse	18.84	47	47

Koruz	47 1/2	47 5/8
INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)		
Valeurs françaises ..	84,9	88,8
Valeurs étrangères ..	101	99,4
C= DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	56	55,5
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (en yens) ..	227 7/8	226 7/8

COURS		COMPTANT		
Cours céd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précd.	Dernier cours
7 50	178	Immeuble...	28 00	70

BOURSE DE PARIS - 28 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans nos cotes. Nous nous en excusons et nous vous remercions de votre indulgence.

[illegible]

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 16 h. 15 et 16 h. 30. Pour cette raison, les cours seront établis sur la base des dernières cotes de Marché.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 16 h. 15 et 16 h. 30. Pour cette raison, les cours seront établis d'après les transactions des derniers cours de Marché aux

[illegible]

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-------------------------	------------------------------	-----------------------------

[illegible]

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
— M. VANCE A MOSCOU : une « radio » explicative avec M. Brejnev.
- 2-3. **EUROPE**
— ITALIE : « Communisme et libération », le principal thème de l'extrême gauche.
4. **AFRIQUE**
— La visite de M. Podgorny à Lusaka.
- 4-5. **ASIE**
— La Corée du Sud, démocratie très musclée... (II), par Philippe Foss.
- 6-7. **PROCHE-ORIENT**
— Un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza serait-il économiquement viable ?
— LIBAN : la nomination d'un nouveau commandant des forces armées aggrave la division au sein du camp conservateur.
- 8-13. **POLYTHÈME**
— L'allocution radio-télévisée du chef de l'Etat.
— Le marketing politique et le fiasco de la majorité (II), par B. Krieff.
14. **PUNE REGION A L'AUTRE**
— HAUTE-NORMANDIE : le blocus du port du Havre.
14. **CATASTROPHES**
— Après le collision de deux Boeing aux Canaries.
15. **AERONAUTIQUE**
— Les syndicats s'inquiètent d'éventuels achats d'avions américains par Air France.
15. **RELIGION**
— Le pape à Rome.
16. **JUSTICE**
— Au congrès du SGEN.
17. **SPORTS**
— Dix mille objets dans l'espace.
18. **L'ÉVÈNEMENT**
— Dix mille objets dans l'espace.

**LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES**
PAGES 18 ET 20
— Les connaissances actuelles sur l'influenza.
— La fusion thermonucléaire : à-t-elle un avenir ?

21. L'ACTUALITÉ MÉDICALE
— L'application de la loi Simone Weil.

22-24. ARTS ET SPECTACLES
**23-24. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
— ÉNERGIE : guerre des prix sur le marché français du fuel lourd.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (25 à 32) : Aujourd'hui (17) ; Carnet (21) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17) ; Bourne (27).

Le numéro du « Monde » daté 29 mars 1977 a été tiré à 580 649 exemplaires.

A CÉDER
cause retraite
affaire exceptionnelle
sur grande artère
dans quartier commerçant

**BIJOUTERIE
HORLOGERIE**
C.A. 1.200.000

Tél. : M. Gormain 807.39.50
PARIS

De la plus petite reproduction
en plus de 2000 exemplaires
(Prix spéciaux début saison)

**Avec la garantie
d'un maître tailleur**

**COSTUMES
MESURE**
dans un choix
de 3.000 droperies
à partir de 681 F

Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République PARIS (1022)

A B C D E F G

A Bruxelles Les Britanniques refusent le compromis sur les prix agricoles européens

Bruxelles (Communautés européennes). — Grande échec à Bruxelles. Les ministres de l'Agriculture des Neuf, arrivés depuis vendredi dans la capitale belge, se sont séparés, mardi en fin de matinée, sans être parvenus à un accord sur la

fixation des prix applicables en 1977-1978. Ils ont décidé de se revoir, les 25 et 26 avril, à Luxembourg. La date du début de campagne, le 1^{er} avril, pour les produits laitiers et la viande bovine, devra donc être reportée.

De notre correspondant

Les Britanniques entendent en outre que le Fonds européen d'investissement financera la consommation de beurre en Grande-Bretagne. Une subvention de cette nature — d'application facilitative par les États membres — existe déjà dans la réglementation communautaire ; elle est prise partiellement en charge par le FEOGA. Le conseil des ministres accepta que vienne s'y ajouter, pour le cas spécifique du Royaume-Uni, une subvention supplémentaire de 30 unités de compte par quintal de beurre, entièrement prise en charge par le FEOGA.

M. Silkin a cependant insisté que l'effort financier doit consentir par la Communauté était encore insuffisant.

Mises à part les questions intéressantes que le Royaume-Uni, quel qu'il soit, pose aux principaux points du compromis présenté dans la nuit par M. Gundlach, commissaire européen chargé des affaires agricoles.

● Augmentation de 2,5 % des prix communs libellés en unités de compte, ce qui compte tenu des corrections monétaires (dévaluation du franc vert de 2,6 %) se traduit par une augmentation moyenne des prix en France de l'ordre de 6,5 %. C'est là un niveau qui convenait parfaitement au gouvernement français. Cette hausse sera appliquée aux produits laitiers

dès le début de la campagne, et non pas seulement à compter du 16 septembre, comme l'avait proposé initialement la Commission.

● Application à compter du 16 septembre, aux producteurs de lait, d'un « prélèvement de responsabilité » de 1,5 %, au lieu de 2,5 % proposé initialement par la Commission. Cette réduction de la taxe ainsi imposée aux producteurs pour les associer aux dépenses engagées afin de résorber les excédents convenait également au gouvernement français. Il est très important de noter une décision prise par le conseil en l'absence d'accord sur les prix : il a été décidé de dévaluer le « franc vert » à la livre sterling à l'indemnité de la livre italienne. La dévaluation du « franc vert » se traduira dès le 1^{er} avril par une augmentation des produits laitiers et de la viande bovine en France de 2,5 % ; pour les autres produits agricoles, l'augmentation interviendra au début de la campagne.

L'attitude britannique a été jugée très sévèrement à Bruxelles. M. Marcom, le ministre italien, a déclaré, à l'issue de mardi : « Les Anglais veulent commander l'Europe, mais ils retardent de cinquante ans ». M. Mihalopoulos, secrétaire d'Etat français à l'Agriculture, a noté que par sa part, au moment où M. Silkin téléphonait à Londres pour recevoir des instructions : « Ne pas accepter cet accord équivoquant à une véritable provocation ».

PHILIPPE LEMAITRE.

LE DEUXIÈME PROCÈS DE JEAN-CHARLES WILLOQUET

Bonnie and Clyde en Français moyens

Même si la justice n'a pas de mots pour ça, un couple, c'est autre chose que deux complices. Après la semaine de procès collectif qui leur a valu respectivement vingt ans et cinq ans de réclusion criminelle, Jean-Charles Willoquet et sa femme Martine ont comparu, lundi 28 mars, seuls cette fois, côte à côte, devant la cour d'assises de Paris, encore présidée par M. Jean Ullmann, et surveillés de près par des gendarmes en blouse de combat. Il sera question pendant quatre jours de la spectaculaire évasion qui mit en émoi, le 8 juillet 1975, la France de l'époque.

Bonnie, déguisée en avocat, brandissant une grenade déguisée en pleine audience, criant : « Que personne ne me fasse tout savoir », Bonnie encore, lançant à son gangster deux armes et s'enfuyant dans son sac à provisions des cartouches. Clyde, bonhomme hors du box, enchaînant le président et le substitut, blessant deux gendarmes qui ne le croyaient pas lorsqu'il disait que c'était le sergent, abandonnant plus tard des objets indéniables dans un parking en sous-sol.

Puis la cavale de plusieurs semaines, la chasse à l'homme : Bonnie partit toujours une grande dans son sac. Le 28 octobre, sur le trottoir de l'avenue Kléber, elle est blessée dans une fusillade et Clyde s'échappe. C'est une cavale de la brigade anti-gang. N'arrête pas Clyde qui veut.

Le commissaire Broussard s'en chargera enfin, le 1^{er} décembre, sans coup de feu. L'ennemi public le suit parce que c'est un policier qui a l'habitude de respecter la parole. Tout à coup, c'est fini. Les héros ont fait place à un couple de Français moyens en demi-teinte.

Pas si ordinaires pourtant. Martine Willoquet, ont découvert les experts psychiâtres manifeste une « polarisation de

ses sentiments sur la personne de son mari ». En français, cela s'appelle l'amour et cela se voit : « Que personne ne me fasse tout savoir », Bonnie encore, lançant à son gangster deux armes et s'enfuyant dans son sac à provisions des cartouches.

Clyde, bonhomme hors du box, enchaînant le président et le substitut, blessant deux gendarmes qui ne le croyaient pas lorsqu'il disait que c'était le sergent, abandonnant plus tard des objets indéniables dans un parking en sous-sol.

Puis la cavale de plusieurs semaines, la chasse à l'homme : Bonnie partit toujours une grande dans son sac. Le 28 octobre, sur le trottoir de l'avenue Kléber, elle est blessée dans une fusillade et Clyde s'échappe. C'est une cavale de la brigade anti-gang. N'arrête pas Clyde qui veut.

Le commissaire Broussard s'en chargera enfin, le 1^{er} décembre, sans coup de feu. L'ennemi public le suit parce que c'est un policier qui a l'habitude de respecter la parole. Tout à coup, c'est fini. Les héros ont fait place à un couple de Français moyens en demi-teinte.

Pas si ordinaires pourtant. Martine Willoquet, ont découvert les experts psychiâtres manifeste une « polarisation de

ses sentiments sur la personne de son mari ». En français, cela s'appelle l'amour et cela se voit : « Que personne ne me fasse tout savoir », Bonnie encore, lançant à son gangster deux armes et s'enfuyant dans son sac à provisions des cartouches.

Clyde, bonhomme hors du box, enchaînant le président et le substitut, blessant deux gendarmes qui ne le croyaient pas lorsqu'il disait que c'était le sergent, abandonnant plus tard des objets indéniables dans un parking en sous-sol.

Puis la cavale de plusieurs semaines, la chasse à l'homme : Bonnie partit toujours une grande dans son sac. Le 28 octobre, sur le trottoir de l'avenue Kléber, elle est blessée dans une fusillade et Clyde s'échappe. C'est une cavale de la brigade anti-gang. N'arrête pas Clyde qui veut.

Le commissaire Broussard s'en chargera enfin, le 1^{er} décembre, sans coup de feu. L'ennemi public le suit parce que c'est un policier qui a l'habitude de respecter la parole. Tout à coup, c'est fini. Les héros ont fait place à un couple de Français moyens en demi-teinte.

Pas si ordinaires pourtant. Martine Willoquet, ont découvert les experts psychiâtres manifeste une « polarisation de

ses sentiments sur la personne de son mari ». En français, cela s'appelle l'amour et cela se voit : « Que personne ne me fasse tout savoir », Bonnie encore, lançant à son gangster deux armes et s'enfuyant dans son sac à provisions des cartouches.

Clyde, bonhomme hors du box, enchaînant le président et le substitut, blessant deux gendarmes qui ne le croyaient pas lorsqu'il disait que c'était le sergent, abandonnant plus tard des objets indéniables dans un parking en sous-sol.

Puis la cavale de plusieurs semaines, la chasse à l'homme : Bonnie partit toujours une grande dans son sac. Le 28 octobre, sur le trottoir de l'avenue Kléber, elle est blessée dans une fusillade et Clyde s'échappe. C'est une cavale de la brigade anti-gang. N'arrête pas Clyde qui veut.

Aux Baux-de-Provence M. Barre ne pourra pas participer aux journées parlementaires du R.P.R.

De notre envoyé spécial

Les Baux-de-Provence. — Les journées parlementaires du groupe R.P.R. se sont ouvertes le mardi 29 mars, aux Baux-de-Provence, sous la présidence de M. Claude Labbé, président du groupe. Celui-ci a annoncé qu'il était entré en contact avec M. Raymond Barre, et que le premier ministre n'assisterait pas à la séance de clôture jeudi. Selon M. Labbé, la constitution du gouvernement sera, en effet, plus lente que prévu, et le conseil des ministres se tiendra jeudi. Le président du groupe a exprimé « ses sentiments d'amitié » au premier ministre, ajoutant : « Nous lui souhaitons une bonne chance ».

M. Labbé a évoqué la déclaration de M. Giscard d'Estaing, faite à Paris lundi soir, en disant : « Dans une période de campagne électorale interrompue, il est bon que le gouvernement soit aussi rassemblé que possible pour présenter une image de grande cohésion et non d'une certaine dispersion. Nous ne nous plaignons pas de l'abandon de la conception de « ministre politique ». Ce n'est pas au nom d'un ministre que l'on mesure l'importance d'un parti politique : nous nous félicitons que le président de la République soit d'accord avec la formule de pacte majoritaire proposée par Jacques Chirac. Cela nous convient dans la mesure où la majorité ne peut s'organiser que sur une volonté d'action préservant la personnalité des mouvements qui la composent ».

Après avoir, M. Claude Labbé avait indiqué les principes qui inspirent

LA JOURNÉE PARLEMENTAIRE DES R.I. EST ANNULÉE

La démission de M. Raymond Barre et la constitution du nouveau gouvernement ont conduit les députés libéraux indépendants à annuler leur journée parlementaire prévue pour le mercredi 30 mars. (Le premier ministre devait intervenir mercredi devant les députés libéraux réunis à l'hôtel Latéville.) Les députés R.I. tiendront seulement une réunion à huis clos, au cours de laquelle ils éliront le bureau de leur groupe et désigneront leurs représentants dans les diverses commissions de l'Assemblée.

LE TRIBUNAL DE PARIS DOIT SE PRONONCER SUR L'OCCUPATION DE ST-NICOLAS-DU-CHARDONNET

Annoncé par l'abbé Pierre Bellegu, curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris, M. Roger Célié et Bruno Chénin demandent en référé ce 29 mars à M. Jean Regnaud, vice-président du tribunal de Paris, d'ordonner l'occupation des locaux traditionnels qui occupent son église et ses dépendances depuis le 27 février. Ils ont fait assigner à cet effet les abbés Duchesne, Zoraida et Coache, en soulignant qu'il y a urgence à faire rétablir l'usage normal et légal du culte par les paroissiens.

NOUVELLES BRÈVES

● La Fédération Force ouvrière de l'É.D.F.-G.D.F. a décidé de différer la réponse qu'elle devait donner, ce mardi 29 mars, à la direction générale, à propos de l'accord salarial pour 1977. La Fédération F.O. précise, dans un communiqué, que cette décision a été prise « après examen du climat des négociations salariales dans le secteur public et nationalisé, et compte tenu des dernières démarches actuellement entreprises par la Confédération ».

● L'acteur présumé d'un enlèvement reconnu son acte. Arrivé à la fin de novembre 1975 pour l'enlèvement d'un enfant, Antoine Bonhomme, le 5 juin précédent à Paris, alors qu'il avait sept ans et demi, et rendu le surlendemain contre une rançon de 300 000 francs. M. Paul Nibba et son amie, Mme Françoise Desroques, âgés actuellement de vingt-huit et vingt-trois ans, valent constamment nié toute participation à cette affaire. Ils ont été appelés à comparaître — la C.G.T. appelle les

devant l'accumulation des charges recueillies à son encontre par M. Jacques Gauthier, juge d'instruction, qui l'a fait écrouer le 28 novembre 1975. M. Nibba, qu'assistait M. Philippe Lemaître, vient d'avouer qu'il est bien l'auteur du rapt.

● Un ancien gendarme de Besançon, M. Maurice Deninger, quarante-six ans, déjà arrêté, le 23 février 1976, après avoir commis un vol à l'arme à feu, a été libéré de dix-neuf ans, qu'il avait prise en auto-stop, samedi 26 mars, à Chaux-de-Fonds (Doubs). Reconnu la première fois irresponsable par les experts, M. Deninger avait subi un traitement psychiatrique dans un hôpital de Dijon. L'ancien gendarme avait reconnu les deux vols qui lui sont reprochés. — (Corresp.)

LATREILLE
LE SPÉCIALISTE
DU TRES BEAU VÊTEMENT
POUR HOMMES
COSTUMES SUR MESURE 755 F
POUR DAMES
TAILLEURS ET ENSEIGNES
depuis 205 F
CATALOGUE SUR DEMANDE
62, rue St-André-des-Arts, 6^e
PARKING RÉSERVÉ

Galerie Capangola 260.68.62 Parking Vendôme
PEINTURES DU XVII^eS.
Écoles Flamande, Hollandaise, Italienne et Française
du 15 mars au 15 mai 1977
356, rue Saint-Honoré - 75001 Paris

A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

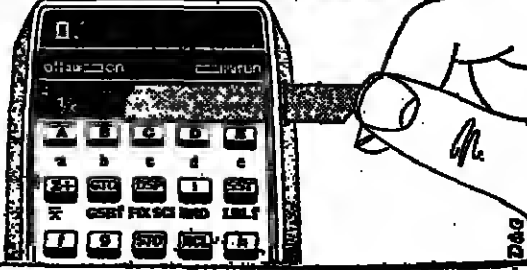
Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent grâce à leur 224 registres de résoudre les problèmes de programmation les plus ardues.

HP 97 : version avec imprimante 5588 F.L.T. HP 67 : format de poche 3351, 50 F.L.T. HP 25 : 940, 80 F.L.T.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

la Règle à Calcul
1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.
65-67, bd Saint-Germain 75006 Paris.
Tél. : 033 02.63 / 033 34.61

HEWLETT-PACKARD



محاسبه‌گر

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
REDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS

Le Monde

N° 1482

Canada, 0,50 \$ can. ; Côte d'Ivoire, 80 fr. ;
Egypte, 14 p. ; Grèce, 20 p. ; Hongrie, 1,75 fl. ;
Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 2,75 L.S. ; Liban,
100 p. ; Maroc, 25 p. ; Mexique, 1,50 \$ mex. ;
Népal, 5,50 L.S. ; O.S.A., 0,50 \$ U.S. ;
Arabie Saoudite, 100 riyal ; Tunisie, 1,50 \$ tun. ;
URSS, 100 kopek ; Zaire, 250 Kz.

ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85
(Taux en francs)

CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Gérontocratie en Inde

L'avenir de plus de six cents millions d'indiens dépend maintenant d'un homme de quatre-vingt ans. M. Morarji Deasai, qui vient de succéder à Mme Gandhi dans la fonction de premier ministre. Le nouveau gouvernement a pu être formé grâce à la médiation de M. Narayan, un ancien vétéran hostile à la fille de Nehru, qui a été hospitalisé d'urgence juste à la fin d'ultimes tractations politiques.

Après avoir donné une preuve de maturité politique qui a stupéfié le monde, en ne cédant pas à la propagande du parti gouvernemental, les Indiens ont dû se remettre à des politiciens âgés, qui, au lendemain même d'une victoire électorale révoltant l'éveil des masses, donnent le spectacle de mesquines rivalités de personnes.

La défaite de Mme Gandhi s'explique essentiellement par l'absence de deux catégories d'électeurs : les classes moyennes, qui n'acceptaient pas les atteintes aux libertés traditionnelles depuis la proclamation de l'état d'urgence ; les masses paysannes, qui craignent les mesures de contrôle utilisées pour la réalisation du programme de stabilisation.

Ces masses obtiennent satisfaction sur ce dernier point. Dans un discours prononcé ce lundi 23 mars, le président de la République, qui en Inde a surtout un rôle honorifique, a déclaré que la politique de limitation des naissances sera poursuivie, mais qu'elle se fondera sur le développement économique et sur une meilleure éducation. Les paysans pauvres s'emparent de la déclaration, mais les classes moyennes, mécontentes de voir leur vieillesse négligée, ne comptent aucun représentant direct au sein du gouvernement, note notre envoyé spécial à New-Delhi. L'exception du nouveau ministre de la Défense, le poste a été finalement accepté par M. Ram, qui avait assumé les plus hautes fonctions dans le gouvernement de Mme Gandhi jusqu'à sa rupture avec elle, au début de la campagne électorale. M. Ram, qui a été nommé vice-premier ministre. Il ne peut être considéré comme un homme nouveau, même s'il incarne un courant moins conservateur que la plupart de ses collègues.

En revanche, les classes moyennes, parmi lesquelles l'opposition à Mme Gandhi s'était le plus fait sentir, sont mal représentées. Elles ont obtenu dans la nouvelle majorité. C'est un facteur positif, dans la mesure où la petite bourgeoisie indienne est un élément dynamique dans le domaine économique.

Mais certains de ses représentants incarnent aussi la tradition nationaliste et l'intégrisme religieux. Deux membres du Jan Sangh, formation de droite, qui constitue l'une des quatre composantes du parti Janata, occupent des ministères importants : M. Vajpayee, ministre des affaires étrangères, passe pour avoir assumé « ses positions », mais M. Advani, ancien dirigeant de l'hebdomadaire du Jan Sangh, sera-t-il accepté par les musulmans ? C'est-à-dire, particulièrement visé par la politique de stabilisation, ont eu leurs querelles traditionnelles avec les hindous, et ont voté pour les candidats les mieux placés dans la lutte contre les partisans de Mme Gandhi.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Inde, les questions ethniques et religieuses n'ont guère tenu de place dans la campagne électorale. A défaut d'avoir réalisé son programme économique et social, le Parti du Congrès avait réussi à créer un État laïc. Le Jan Sangh est désormais le parti indien le mieux organisé. Il voulait à l'origine exprimer la « renaissance culturelle de l'hindouisme ». Maintenant qu'il participe largement au pouvoir, pourra-t-il renouer à identifier la nation à la religion hindoue ? L'avenir de l'unité indienne dans le sous-continent toujours agité est sans doute à ce prix.

(Lire nos informations p. 3.)

(Mardi 29 mars.)

Dans son second gouvernement, M. Barre conservera le ministère des finances

M. Raymond Barre s'est entretenu mardi matin pendant quarante minutes avec M. Giscard d'Estaing qui l'a officiellement chargé de constituer un nouveau gouvernement, au sujet duquel le premier ministre reconduit dans ses fonctions à préciser. Ce ne sera pas, comme on le dit en la, un gouvernement de techniciens. Ce sera un gouvernement d'hommes choisis en fonction de leur capacité et décidés à mener l'action qui est nécessaire pour que les Français ne fassent pas le choix d'un gouvernement dont le président de la République a parlé hier soir. Ce gouvernement sera constitué de quinze ministres, y compris le premier. Il y aura donc le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, et quatorze autres ministres. Les secrétaires d'Etat seront nommés ultérieurement.

M. Barre devait apporter le 30 mars dans la soirée au président de la République, ses propositions concernant la formation du gouvernement, et le conseil des ministres siégera jeudi matin.

Une équipe « dépolitisée » pour les législatives

A l'instar de la « classe politique » tout entière, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est clairement et résolument placé lundi soir dans la perspective des prochaines élections législatives dont il a répété une fois de plus qu'elles auraient lieu à la date normale, c'est-à-dire en mars 1978. Aussi bien le second gouvernement Barre, « choisi et conçu pour l'action des deux prochaines mois », sollicitera-t-il un vote de confiance de l'Assemblée nationale et du Sénat après leur avoir présenté « un plan de douze mois assorti d'objectifs précis ».

Volonté qui est parfaitement claire et qui tranche par l'affirmative la question de savoir si l'Assemblée nationale émise en mars 1978 les juges qu'en terme de son mandat. Le choix que le pays fera à ce moment-là lui « apportera », et « sera respecté ». Le chef de l'Etat se déclare ainsi décidé à admettre l'alternance, et confirme de façon catégorique l'engagement qu'il avait pris le 8 février à Plombières : « Investir d'un rôle constitutionnel, il va de soi que le mandat de la République est de faire de la France, démocratiquement exprimée, de construire leur avenir comme ils l'entendent ».

Etranges

Ces quelques « clarifications » sont indéniablement à porter au crédit du président de la République, mais le texte dont il a donné lecture lundi soir, et dont il était un peu trop prisonnier, n'était pas exempt d'étranges divers.

Comment, tout d'abord, M. Giscard d'Estaing, persistant dans l'analyse qu'il avait faite devant le conseil des ministres du 23 mars, peut-il croire que les Français lui font toujours confiance pour satisfaire la volonté de changement qu'ils ont manifestée par leurs votes du 13 et du 20 mars ? Ne veut-il pas voir la réalité en face ou n'en a-t-il pas la capacité ? N'est-il pas singulier de se par de faire d'ambule référence au discours de Plombières et d'en conclure : « Vous m'avez compris et vous m'avez approuvé », alors que Brest, Nantes et Rennes, pour ne parler que de la Bretagne, viennent de passer spectaculairement de la majorité à l'opposition ?

Comment le président de la République...

TINTAMARRE

M. Giscard d'Estaing, qui o compris les Français, renoue également avec la grande tradition gaulloise du mot tiré qui renvoie au niveau des menues et importantes réalités quotidiennes tout ce qui risque de troubler la sérénité des cimes présidentielles.

Après les péripéties, le dîner, le châtiment, voici donc le tintamarre.

Il réside à des images nocturnes le bruit de la campagne municipale, dont les causes principales furent les querelles de ménage au sein de la majorité et les querelles de M. Chirac s'opposant des tours de Notre-Dame.

Le président de la République tra-t-t-t jusqu'au bout de la métaphore, et, recevant le maire de Paris, lui a-t-il répété qu'il ne suffit pas d'être cloche pour faire un battant ?

ROBERT ESCARPIT.

propositions concernant la formation du gouvernement, et le conseil des ministres siégera jeudi matin.

M. Giscard d'Estaing, qui a consulté les présidents des Assemblées, MM. Edgar Faure et Alain Pover, avant de recevoir à l'Elysée M. Chirac, président du R.P.R., avait notamment évoqué de lundi 23 mars que la première tâche de la nouvelle équipe gouvernementale serait de « poursuivre le redressement économique en cours » et avait insisté sur le fait que « la séparation entre le gouvernement et les partis doit être tranchée ».

Les décisions du président de la République ont été favorablement accueillies et commentées par les parlementaires du R.P.R. réunis aux Baux-de-Provence. Ils se sont félicités de la constitution d'une équipe restreinte et de ce que M. Giscard d'Estaing avait dit du « pacte majoritaire franc et loyal ».

On y compte bien, mais on veut espérer, qu'il ne veut pas « accoutumer la cassure de la France », que la possibilité d'expliquer et de « chiffrer » correctement sera accordée aussi bien à l'opposition qu'à la majorité, puisque « les prochaines élections nationales engageront l'avenir du pays... pour une longue période ».

La thèse du « pluralisme accepté et organisé », également exposée le 17 janvier, est reprise mais présentée avec plus de vigueur, puisque « il est clairement précisé que l'urgence de l'action s'applique sur le droit à la différence ». C'est là une claire adhésion à M. Chirac, qui mettait l'accent, dimanche encore, sur la nécessité d'affirmer sans cesse et toujours mieux le « pluralisme » du R.P.R., mais en même temps M. Giscard d'Estaing donne une satisfaction non négligeable à son ancien premier ministre.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 3.)

M. Giscard d'Estaing accepte à Rome que la C.E.E. soit représentée à la conférence des pays industrialisés

Les Neuf ont rapproché leurs positions sur le dialogue Nord-Sud

La réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne, pour célébrer le vingtième anniversaire des traités de Rome s'est terminée le samedi 26 mars. Grâce à des concessions de l'Allemagne fédérale, les Neuf ont pu « avancer sensiblement » dans la mise au point d'une position commune de l'Europe dans le dialogue Nord-Sud.

D'autre part, un programme a été adopté concernant l'emploi des jeunes et des femmes. Les Neuf ont tombé d'accord pour que les crédits du Fonds social européen (environ 3,5 milliards de francs par an), qui sont pour le moment essentiellement affectés à la formation, soient désormais utilisés à cette fin.

Enfin, M. Giscard d'Estaing, devant la pression de ses partenaires, renonça à s'opposer à ce que la Communauté soit représentée en tant que telle à la conférence « au sommet » qui réunira à Londres, en mai, les principales puissances industrielles. L'accord intervenu à ce sujet précise : « Le président du Conseil et le président de la Commission seront invités à participer à celles des séances de la réunion « au sommet » de Downing Street au cours desquelles seront discutés les sujets qui relèvent de la compétence communautaire ».

Lors d'un déjeuner offert aux Neuf, vendredi 25 mars, par le président Leone, et auquel étaient conviés les chefs des partis italiens, on a remarqué que le chancelier Schmidt et M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, ont eu un aparté d'une quinzaine de minutes.

De notre envoyé spécial

Rome. — M. Giscard d'Estaing a donc cédé. S'inclinant devant les arguments développés parfois avec force par les « petits » pays, il a accepté que la Communauté soit représentée « en tant que telle » au « sommet » de Londres. Elle le sera par le président en exercice du Conseil européen, M. Callaghan, et par le président de la Commission, M. Jenkins.

Dès l'ouverture de la réunion il était apparu clairement que la controverse née de la position prise par M. de Guiringaud lors de la dernière réunion des neuf ministres des affaires étrangères risquait de dégénérer en querelle majeure. M. James Callaghan proposa que la question fût abordée pendant le déjeuner. Les « petits » pays, dont certains comme les Pays-Bas, avaient l'impression que le dialogue Nord-Sud, négociations multilatérales du GATT, politique énergétique intéressent directement la Communauté.

Ce dénouement épargne à la Communauté, déjà en butte à tant de difficultés, une crise partiellement anarchique, compte tenu de ce que sont aujourd'hui la Commission, son rôle et son ambition. Au nom de l'harmonie des relations entre la France et ses partenaires, qu'il est également vain de mettre en péril aussi gravement, on peut également se réjouir que M. Giscard d'Estaing ait choisi de ne pas se laisser piéger trop longtemps.

Le scepticisme de M. Tindemans

Il reste qu'une marche arrière n'est pas toujours désagréable et que, comme à l'habitude, la politique européenne de la France est apparue empreinte d'une grande légèreté. Quelques heures avant que se réunisse le « sommet », le porte-parole français confirmait que le président de la République avait adressé quelques jours plus tôt une lettre à M. Jenkins lui exposant dans les détails les raisons de la position française. Pourquoi tant de bruit alors que les Français — pas plus que les Anglais et les Allemands, qui, sur le fond, partagent le point de vue de Paris — n'étaient à l'évidence pas décidés à se battre ?

Ces péripéties, qui rappellent le bon vieux temps de querelles institutionnelles, éclairent quelque peu les discussions des chefs de gouvernement sur les questions de dialogue Nord-Sud. Le porte-parole français parlait à ce sujet de « progrès très notables » et de « net rapprochement des positions ». Même écho chez M. Callaghan et du côté de la Commission, mais M. Tindemans, le premier ministre belge, se montrant quant à lui plutôt sceptique sur la réalité des progrès accomplis.

C'est l'Allemagne qui, jusqu'ici, bloquait la définition d'une position commune constructive sur le problème-clé que pose la création d'un fonds commun de régularisation des cours des matières premières. « Afrique du Sud, Rhodésie et Israël ».

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 7.)

LES PREMIERS PAS DE LA NOUVELLE DIPLOMATIE AMÉRICAINE

I. — Jimmy what ?

De notre envoyé spécial
MICHEL TATU

Washington. — Au sixième étage du département d'Etat, il manque encore beaucoup de noms sur le panneau portant l'organigramme de l'immense ministère : un bon tiers des principaux postes de responsables ne sont pas encore pourvus, et plusieurs nouveaux promus attendent encore, dans des bureaux provisoires, de pouvoir installer plus près du « sommet », au prestigieux septième étage. A la Maison Blanche, sous la houlette de M. Brzezinski, conseiller du président pour la politique étrangère, les conférences se succèdent pour la mise au point des « positions » à adopter sur les divers problèmes de l'heure : négociations SALT avec Moscou sur les armements stratégiques, aide au Zaïre, Proche-Orient, etc. Le grand public et les observateurs professionnels suivent tout cela avec un mélange de sympathie amusée. Il est encore trop tôt pour mettre fin à la lune de miel qui suit chaque « inauguration » et tirer à boulets rouges sur le nouveau président — et de perplexité. Un peu plus de deux mois après son entrée à la Maison Blanche, M. Carter n'est plus « Jimmy who ? » (Jimmy qui ?), comme on le disait, il y a un an encore, mais il reste « Jimmy what ? » (Jimmy quoi ?) : que veut-il ? comment s'y prend-il ?

Les commentateurs sont, bien entendu, partagés, et les exégèses parfois en contradiction avec eux-mêmes : ceux, par exemple, qui attendaient depuis longtemps une politique plus précise vis-à-vis du conflit israélo-arabe et une attitude plus ferme à l'égard de Jérusalem.

qui a été la plus grande sensation aux Etats-Unis comme à l'étranger et que l'on appelle déjà pour cette raison la « doctrine Carter » : l'abandon du président sur les droits de l'homme. D'un côté, les proches du président font valoir qu'il se borne à mettre en pratique les promesses de sa campagne électorale, que, vis-à-vis de l'U.R.S.S., l'aspect spectaculaire de ses actions tient surtout aux circonstances (lettre de Sakharov au président, séjour de Bonkovski aux Etats-Unis) et qu'il n'en tira pas nécessairement toujours ainsi. De l'autre, on avance une analyse idéologique plus élaborée : sur le plan intérieur, après les choc moraux créés par le Vietnam, le Watergate et une trop longue pratique de la « Realpolitik », l'Amérique avait besoin d'un retour aux sources, aux valeurs fondamentales de son système. A l'extérieur, cette bonne conscience retrouvée devrait permettre de rendre la diplomatie plus combative, sortir de la position d'accoutumée traditionnelle réservée aux Etats-Unis dans les enceintes internationales, voire d'y renverser la vapeur. Comme l'a dit M. Loewenstein, délégué des Etats-Unis à la commission des droits de l'homme de l'ONU, le fait pour Washington de soulever la question des violations des droits de l'homme en Ouganda ou en U.R.S.S. a brisé des tabous, réduit la complaisance avec laquelle cette commission s'occupait toujours de la même « non sainte trinité » : Afrique du Sud, Rhodésie et Israël.

(Lire la suite page 5.)

ASIE

Thaïlande

Le coup d'État manqué a porté atteinte à l'autorité du régime militaire

Bangkok. — L'agitation qui s'était emparée des esprits samedi 25 mars quand le régime militaire a annoncé le coup d'État, est retombée très rapidement, dès que l'échec de l'aventure du général Chaiyaporn Hiranyasiri fut connu de la population. Certes, en dehors de quelques points chauds situés dans les quartiers administratifs et militaires, le calme n'avait jamais cessé de régner dans la capitale ébranlée par le choc.

Ce coup manqué aurait plutôt semblé à un vaudeville, si l'on n'avait vu le mort d'homme, le seul simple soldat tué à être décapité par un char qui reculait. Mais l'assassinat du commandant de la première division de la 1^{re} armée, de la garde royale, le général Arun Thavathien, et tout changé. Les cinq principaux responsables — selon la version officielle — le général Chaiyaporn, son fils, un colonel et deux commandants, après s'être vu refuser l'asile politique par Thaksin et d'autres pays voisins, devraient être jugés pour haute trahison. Ils encourrent la peine de mort. Il y a très longtemps que des officiers ont été décapités à un tribunal dans ce royaume, plus habitué à être gouverné par des militaires que par des civils.

Les soldats putschistes, venus des provinces, aux troupes usées et aux vieux godaillots, sont restés pendant plus d'une demi-journée face aux militaires de la capitale vêtus d'uniformes impeccables. Les premiers portaient au bras un ruban aux couleurs thaïes, les seconds une bande blanche sur le coude, ils ont parlé fraternellement, tandis que les autres, enroulés les uns par les autres, se battaient. Les distributeurs bénévoles de boissons et de fruits circulaient au milieu des troupes.

Seul signe de tension, les chars

De notre correspondant

posté devant le quartier général du PISOC, organisme de lutte communiste, où s'étaient réfugiés le général Chaiyaporn et ses partisans, ceux qui le général Boonchai, vice-premier ministre, a qualifié de « Jeunes Turcs ». C'est là aussi qu'étaient détenus les deux généraux Prasert Thammachai, commandant en chef adjoint de l'armée de terre, et Prasert par les rebelles comme leur chef et considéré par les loyalistes comme un otage — et le général Pralong Virapit, chef d'état-major de l'armée de terre.

C'est donc sans trop d'effusion de sang que s'est déroulé ce coup qui n'en était pas un, titre du quotidien en langue anglaise Bangkok Post. Toutefois, aucun journal n'avait voulu ou osé prendre position. Tous publiaient côte à côte les photos des chefs insurgés et loyalistes, ainsi que les communiqués des deux bords. A aucun moment, la population ne semble s'être soulevée de ce qui n'était pour elle qu'une affaire de militaires. Le coup d'État manqué par trois cents soldats lésés n'a soulevé que quelques questions. Il porte atteinte à la crédibilité du régime. Déjà, en février, des rumeurs en cascade faisaient état de préparatifs de coup d'État. Elles avaient cessé au début de ce mois, pour reprendre il y a quelques jours. Finalement, le coup est venu du côté où on ne l'attendait pas. Il aura fallu attendre samedi soir pour que le premier ministre fasse une brève apparition à la télévision, monnaie jusqu'à par les militaires de la junte.

D'autres part, bien rares sont ceux qui croient qu'un officier aussi habile que le général Chaiyaporn ne se lance dans l'aventure avec seulement trois cents hommes. Certains milieux

militaires au civil lui avaient promis un soutien qu'il n'a pas obtenu. Mais l'insuccès du coup n'a pas empêché le régime militaire de rester au pouvoir. Qui a assassiné le général Arun — certaines sources, d'après des rumeurs, affirment que le meurtrier est le général Chaiyaporn lui-même — et pourquoi ? Les putschistes n'ont-ils pas oublié un communiqué annonçant ce même général Arun commandant en chef de l'armée de terre ? Pourtant, on dit maintenant que les deux hommes ne s'entendaient pas.

Enfin, on comprend mal qu'un officier comme le général Prasert ait accepté de rendre personnellement la parole à la radio au faveur du coup d'État. On s'étonne qu'il ne soit pas apparu à la télévision dans la soirée, comme cela avait été annoncé : selon la version officielle, il serait « malade ». Certains se demandent si la junte, dont il est membre, n'aurait pas voulu ainsi lui réserver une porte de sortie honorable d'autant qu'il jouit d'un grand prestige dans l'armée.

La putsch a confirmé l'existence de rivalités parmi les militaires, opposant notamment ceux qui sont au pouvoir et ceux qui en ont été écartés l'an dernier. Il révèle aussi au grand jour, pour le premier fois, l'impitoyable grandiosité de certains « Jeunes Turcs » qui voudraient qu'une place plus importante leur soit accordée.

Le cercarista du quotidien Thai Rath résume bien les événements en disant : « Le coup d'État a été une rampe pour améliorer la situation ».

PATRICE DE BEER.

(Mardi 29 mars.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 22 MARS

PARIS. — M. Pierre Gruber, chef du département politique (ministère des affaires étrangères) de la Confédération helvétique, a eu des entretiens avec MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre, ministre de l'Intérieur, après un déjeuner offert à l'ambassade de Suisse en l'honneur de son collègue français, M. de Guiringaud. M. Gruber a annoncé que les deux ministres étaient convenus de se rencontrer au mois d'avril, une fois par semaine, à Paris, à l'ambassade de France, alternativement à Paris et à Berne.

MERCREDI 23 MARS

PARIS. — Cinq ans après la mort de Pierre Overney, tué par balles le 24 février 1972, devant la porte Zola des valeurs de la Confédération helvétique (Hauts-de-Seine), le meurtrier du jeune militant maoïste, M. Jean-André Tramon, quarante ans, ancien employé des services de surveillance de la région parisienne, a été, à son tour, condamné à cinq ans de prison par la Cour d'assises de Paris, le 23 mars 1977, dans une rue de L'Est-Brétagne (Paris-Montmartre). Les deux enfants de M. Tramon, qui ont été enlevés à moto-cycliste, et les dommages matériels installés dans la localité et dans la ville, ont été pris en compte par le juge. M. Tramon, qui avait été arrêté le jour même de la mort de son fils, fut condamné, le 13 janvier 1973, à quatre ans de prison par la Cour d'assises de Paris, à l'issue d'une libération conditionnelle le 29 octobre 1974.

L'attentat contre M. Tramon a été revendiqué dans la soirée par un « Rôti » dans pour l'autonomie politique de la région parisienne. Les termes n'avaient jamais été signalés auparavant. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle.

WASHINGTON. — Le président Carter a demandé au Congrès d'autoriser la mise en place de seize cents soldats supplémentaires de 350 kilomètres chacun à la centaine que comportent actuellement les divisions La Force d'Amérique, Radio Free Europe et Radio Liberty, qui diffusent des informations ainsi que des commentaires pro-occidentaux et des informations de la région de l'Union soviétique.

Le président a recommandé également la mise en place de deux cent cinquante soldats supplémentaires pour les divisions de la Force d'Amérique vers l'Asie et l'Afrique.

JEUDI 24 MARS

ADDIS-ABEBA. — Le Dr Tesfaye Debesay, un des dirigeants du Front révolutionnaire du peuple éthiopien (F.R.P.), a été arrêté par des militaires maoïstes, il tentait d'échapper au cours d'une perquisition, l'après-midi du jeudi 24 mars l'agence d'information éthiopienne. Un autre leader du même mouvement a été tué au cours de la même opération.

D'autre part, dans un communiqué diffusé à Paris, l'Union des étudiants éthiopiens (favorable à un « soutien critique » au régime), annonce que des militaires maoïstes-léninistes d'Ethiopie : le Mouvement socialiste révolutionnaire (M.S.R.), l'Organisation maoïste-léniniste révolutionnaire (O.M.L.R.), la Ligue prolétarienne, la Flammée révolutionnaire et la Ligue révolutionnaire

de nos peuples d'Ethiopie viennent de signer en commun une déclaration de soutien à la lutte pour la libération de l'Ethiopie.

VENREDI 25 MARS

PARIS. — M. Jacques Chirac a été élu vendredi 25 mars maire de Paris. Dès le premier tour de scrutin, M. Chirac a obtenu 67 voix contre 4 à M. Henri Ronsbois, candidat unique de la gauche, député communiste du dix-neuvième arrondissement. Il y a eu 2 bulletins nuls sur les 100 votants.

SAMEDI 26 MARS

N'DJAMENA. — Quatre condamnations à mort, douze acquittements et des peines allant de cinq ans à dix ans ont été prononcées à N'Djamena par la Cour de sûreté de l'Etat, qui jugeait les auteurs de l'attentat contre le général Félix Malloum.

Les quatre condamnés à mort sont : un homme qui avait tenté de tuer le général Malloum, un homme qui avait tenté de tuer le général Malloum, un homme qui avait tenté de tuer le général Malloum, un homme qui avait tenté de tuer le général Malloum.

DIMANCHE 27 MARS

SANTA CRUZ DE TENERIFE. — Plusieurs enquêtes ont été ouvertes pour tenter de déterminer les causes de la catastrophe aérienne survenue sur l'aéroport de Santa Cruz de Tenerife le 27 mars. Les enquêteurs ont tenté de déterminer les causes de la catastrophe aérienne survenue sur l'aéroport de Santa Cruz de Tenerife le 27 mars. Les enquêteurs ont tenté de déterminer les causes de la catastrophe aérienne survenue sur l'aéroport de Santa Cruz de Tenerife le 27 mars.

contrôleurs ou des pilotes ont été impliqués la plus souvent avancée pour expliquer cette catastrophe est la légende - ramolée pour améliorer la situation -

LUNDI 28 MARS

BEYROUTH. — L'épouse de force parait engagée entre le président Sarkis et une partie du Front libanais (conservateur). Les philistins de sont en effet dégoûtés de l'ordre de la grande majorité et limités de la gauche. L'Union libanaise a été créée dans la matinée une vice-présidente. Elle a été créée dans la matinée une vice-présidente. Elle a été créée dans la matinée une vice-présidente.

KABACHI. — M. Bhatta, qui est le parti gouvernemental a demandé, après les élections du 7 mars, de démissionner du poste de ministre, et a été nommé ministre de l'Intérieur. Les élus de l'Assemblée nationale (conservateurs) refusent de siéger dans une assemblée qui consisterait comme « diluée » en raison des garanties constitutionnelles lors des élections. La plupart des députés de l'opposition ont d'ailleurs été arrêtés.

Vivre la langue de notre choix.

DEUTSCH
ENGLISH
ESPANOL
FRANCAIS
ITALIANO

EUROCENTRES

LE SOUS-CONTINENT INDIEN OU LE ROCHER DE SISYPHE

III. - Une révolution blanche en Inde ?

De notre envoyé spécial
GÉRARD VIRATTE

De bonnes récoltes, en 1975-1976, ont éloigné — pour combien de temps ? — le spectre de la disette dans les pays du sous-continent indien. Mais l'accroissement de la production de céréales — base du régime alimentaire de la majorité de la population — ne peut repousser à jamais le spectre de la disette. Les limites sont apparues (voir nos précédents numéros).

Anand (Goudjerat). — Anand, Anand Milk Union Limited, Union laitière d'Anand, représente une réussite socio-économique remarquable, unique en Asie du Sud, et citée en référence par les organisations internationales : une laiterie moderne à la campagne, des bâtiments et des équipements installés à l'origine grâce à des équipes d'ouvriers indiens, installés à l'origine grâce à des équipes d'ouvriers indiens, installés à l'origine grâce à des équipes d'ouvriers indiens.

Amul, pour le consommateur de la classe moyenne indienne, est une marque de confiance. C'est une société capitaliste privée d'une union de coopératives regroupant deux cent cinquante mille petits propriétaires de quelques vaches laitières. A sa tête, son fondateur, M. Verghese Kurien, un chrétien, formé aux Etats-Unis, a fait de sa laiterie un modèle de réussite.

Chasser les vaches des villes. Le palliatif serait évidemment la culture de plantes fourragères, mais celle de la luzerne est peu répandue, les agriculteurs ayant généralement trop peu de terres. Ils donnent la priorité aux denrées de base, même lorsqu'ils peuvent pratiquer la rotation des cultures. L'Inde n'a pas fait de la révolution fourragère ; et, pourtant, là où se sont implantées des laiteries, la production de luzerne a beaucoup progressé. Encore faut-il que la nourriture pour bétail ne dispute pas la place à celle de l'homme. Or il y a un surcroît de bétail dans les villes, n'ont pour pâture que les maigres herbes des bords de route, le développement des cultures fourragères rencontre rapidement des limites.

Comme les techniques agricoles à haut rendement, l'élevage rationnel (amélioration de la race bovine et de l'alimentation) n'est accessible qu'aux cultivateurs ou à l'élevage disposant de moyens financiers. Les mêmes problèmes se posent dans le cadre de l'élevage prévoyant l'attribution de prêts, par les banques nationales, à quelques années, aux petits paysans voulant acheter un bœuf. Ceux qui ont la chance de faire partie d'une coopérative et qui, ainsi, sont assurés de « restes » réguliers, sont en mesure d'acquiescer un peu de capital et d'augmenter le nombre de leurs vaches.

Le progrès réalisé suscitait, en 1964, l'intérêt du gouvernement pour l'expérience d'Amul. Le premier ministre de l'époque, M. Shastri, en visite au Goudjerat, demanda aux paysans : « Pourquoi n'y a-t-il pas plus d'Amul ? »

Ce vœu est en train de se réaliser. En 1970, les paysans des deux découlèrent leurs surplus de produits laitiers par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial (P.A.M.), comme cela se faisait pour le bétail et le bétail. L'industrialisation des activités productrices dans les pays pauvres, lancée en Inde, un vaste programme dont le nom, « opération flood », (déluge), reflète l'ambition. C'est ainsi, par exemple, que la poudre de lait provenant des pays membres de la Communauté économique européenne est donnée par le P.A.M. à New-Delhi, et que les sommes dégagées par sa vente sur le marché indien sont utilisées pour financer l'installation d'un réseau de laiteries destinées à assurer l'approvisionnement des quatre grandes métropoles (Bombay, Calcutta, Madras, Delhi), soit environ vingt millions d'habitants.

Ces citadins, qui souffrent des

par an, la production laitière « ne peut être considérée comme adéquate dans un pays de la taille de l'Inde », écrit une brochure officielle. Il est vrai qu'un litre de lait à 20 litres par jour, comme dans les pays développés, une vache ne « donne », en moyenne, en Inde, qu'un peu plus d'un demi-litre. Résistance, bien qu'elle soit la plus grande, aux paysans, c'est l'animal de trait par excellence, tandis que la buffonne, dont la production quotidienne est de 10 à 15 litres, est surtout utilisée pour son lait. Ces facteurs, autant que le caractère « sacré » de la vache pour les hindous — et non, en principe, du bétail — expliquent sans doute que l'une et l'autre aient, au regard de leur propriétaire, une importance si grande. Le bétail, dont c'est parfois le seul bien, la valeur d'une rente précieuse.

Depuis longtemps, les spécialistes indiens se préoccupent d'améliorer la productivité des animaux laitières. Des résultats, fort honorables, ont été obtenus dans quelques fermes expérimentales. Mais les croisements, possibles pour les vaches, avec des spécimens importés de haute production, ne sont guère pour encourager les vaches indiennes à produire plus. D'autre part, la production laitière n'est pas régulière : elle s'oppose le cycle des saisons dans le sous-continent, progressant à partir de juillet — époque de la mousson — puis diminuant à la fin de l'hiver indien et pendant la rude saison sèche de mai et juin.

Chasser les vaches des villes

Le palliatif serait évidemment la culture de plantes fourragères, mais celle de la luzerne est peu répandue, les agriculteurs ayant généralement trop peu de terres. Ils donnent la priorité aux denrées de base, même lorsqu'ils peuvent pratiquer la rotation des cultures. L'Inde n'a pas fait de la révolution fourragère ; et, pourtant, là où se sont implantées des laiteries, la production de luzerne a beaucoup progressé. Encore faut-il que la nourriture pour bétail ne dispute pas la place à celle de l'homme. Or il y a un surcroît de bétail dans les villes, n'ont pour pâture que les maigres herbes des bords de route, le développement des cultures fourragères rencontre rapidement des limites.

Comme les techniques agricoles à haut rendement, l'élevage rationnel (amélioration de la race bovine et de l'alimentation) n'est accessible qu'aux cultivateurs ou à l'élevage disposant de moyens financiers. Les mêmes problèmes se posent dans le cadre de l'élevage prévoyant l'attribution de prêts, par les banques nationales, à quelques années, aux petits paysans voulant acheter un bœuf. Ceux qui ont la chance de faire partie d'une coopérative et qui, ainsi, sont assurés de « restes » réguliers, sont en mesure d'acquiescer un peu de capital et d'augmenter le nombre de leurs vaches.

Le progrès réalisé suscitait, en 1964, l'intérêt du gouvernement pour l'expérience d'Amul. Le premier ministre de l'époque, M. Shastri, en visite au Goudjerat, demanda aux paysans : « Pourquoi n'y a-t-il pas plus d'Amul ? »

Ce vœu est en train de se réaliser. En 1970, les paysans des deux découlèrent leurs surplus de produits laitiers par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial (P.A.M.), comme cela se faisait pour le bétail et le bétail. L'industrialisation des activités productrices dans les pays pauvres, lancée en Inde, un vaste programme dont le nom, « opération flood », (déluge), reflète l'ambition. C'est ainsi, par exemple, que la poudre de lait provenant des pays membres de la Communauté économique européenne est donnée par le P.A.M. à New-Delhi, et que les sommes dégagées par sa vente sur le marché indien sont utilisées pour financer l'installation d'un réseau de laiteries destinées à assurer l'approvisionnement des quatre grandes métropoles (Bombay, Calcutta, Madras, Delhi), soit environ vingt millions d'habitants.

Ces citadins, qui souffrent des

plus graves carences, s'approvisionnent généralement auprès de fermes communales, d'agents colporteurs ou d'établissements installés à la périphérie, voire à l'intérieur même des agglomérations. Un rôle important est joué par les intermédiaires, qui prélèvent plus ou moins additionnellement, et d'une manière précautionneuse, que de réaliser de confortables profits. De véritables colonies de bétail se sont ainsi installées dans les grandes métropoles indiennes, situées le plus souvent au milieu des quartiers populaires, ces « fermes » posent de sérieux problèmes d'hygiène, et c'est un euphémisme de parler de leur effet de pollution. Les égoûts à ciel ouvert débordent de matières putrides tandis que les paillettes d'excréments séchent sur les murs.

L'un des objectifs qui s'est fixé le P.A.M. à travers l'opération « flood », est de faire disparaître des villes ces égoûts à peine clandestins. Mais aucun décret ne pourrait venir à bout d'un tel problème, tant ses aspects socio-économiques, politiques, voire religieux, sont complexes.

La croissance urbaine s'est accompagnée d'une migration de troupeaux de vaches et de buffes vers les villes. Ce mouvement est un obstacle à la production de lait, car les vaches indiennes sont très sensibles à la pollution. Elles ne peuvent pas être élevées dans les villes, car elles produisent peu de lait. Elles ne peuvent pas être élevées dans les villes, car elles produisent peu de lait. Elles ne peuvent pas être élevées dans les villes, car elles produisent peu de lait.

Le spectacle, cher aux touristes, de vaches solitaires broutant des débris dans les poubelles ou errant au milieu des rues va-t-il disparaître ? Un reflux a commencé : quelques mesures d'autorité ont été prises pour limiter la circulation des vaches dans les villes. Mais ce n'est pas une migration.

En revanche, du Rajasthan au Maharashtra, un réseau d'une vingtaine d'établissements laitières a été mis en place, dans le cadre de l'industrialisation des régions rurales arriérées. Ces réalisations sont l'œuvre d'un bureau d'études, le National Dairy Board, installé à Amul et également présidé par M. Kurien, qui livre les usines clés en main — autant que possible équipées de matériels fabriqués en Inde — à leurs propriétaires locaux.

Entrer dans le XX^e siècle

« Les milieux », qui disposent d'appuis dans les administrations communales et les milieux politiques, continuent certes de régner à Delhi et Calcutta, mais leur pouvoir est limité dans les campagnes. La coopérative nous a libérés de ceux qui suçaient notre sang », déclarent les paysans. « Liquidier le pouvoir des milieux », nous a dit M. Kurien, le fondateur de l'Amul, la seule manière de permettre aux fermiers de progresser. Nous voulons les faire entrer dans le vingtième siècle », nous a dit M. Kurien, le fondateur de l'Amul, la seule manière de permettre aux fermiers de progresser. Nous voulons les faire entrer dans le vingtième siècle », nous a dit M. Kurien, le fondateur de l'Amul.

L'Inde aurait-elle pu amorcer sa « révolution blanche » sans l'assistance internationale ? Celle-ci lui a permis de briser les étapes et de réserver pour d'autres actions les sommes dévolues en développement. L'aide du P.A.M., l'assistance technique des experts de la FAO, le sérieux de l'India Dairy Corporation, organisme autonome a géré le produit de la vente du lait en Inde, ont permis de briser les étapes et de réserver pour d'autres actions les sommes dévolues en développement. L'aide du P.A.M., l'assistance technique des experts de la FAO, le sérieux de l'India Dairy Corporation, organisme autonome a géré le produit de la vente du lait en Inde, ont permis de briser les étapes et de réserver pour d'autres actions les sommes dévolues en développement.

La même opération démarre au Bangladesh, au Pakistan, elle connaît des débuts. « A l'origine, nous a dit encore M. Kurien, personne ne croyait dans l'opération flood ». Personne ne souhaitait que nous soyons le seul à faire les choses de cette manière. Nous avons un impact dans un pays aussi vaste que le nôtre. Et pourtant, cet impact sera insignifiant, estiment certains experts, sur le régime alimentaire des couches les plus pauvres de la population.

FIN

(Jeudi 10 mars.)

UN CHAMP DE BATAILLE

Les mêmes causes n'en finissent pas d'engendrer les mêmes effets. Helsinki ayant consacré le partage de l'Europe, les Etats-Unis s'efforcent à s'opposer par la force des armes aux divers avatars du marxisme asiatique, mais tenant toujours solidement en main un hémisphère occidental, où l'U.R.S.S. sait pertinemment qu'elle n'a rien à faire, le Proche-Orient, saigné à blanc par des guerres en chaîne, hésitant entre la paix et la reprise des armes, c'est sur le condottieri africain que l'interférence des rivalités des grands et des contradictions des petits fait maintenant peser la menace des plus graves conflits.

Il en va toujours ainsi lorsque l'effacement d'un impérialisme ne s'accompagne pas de l'apparition d'un pouvoir de relève incontesté. On l'a vu dans les Balkans avec la chute des Ottomans et des Habsbourg. L'entraîne des populations était tel qu'aucune solution territoriale n'imposait son évidence. Tous les projets de fédération régionale étaient voués à l'échec. Les Roumains disputaient le Transylvanie aux Hongrois, les Bulgares aux Russes, la Macédoine faisait l'objet d'un litige permanent entre Belgrade, Athènes et Sofia, qui réclamaient une partie de la Thrace à la Grèce, tandis que celle-ci, non contente de revendiquer la partie de l'Epire attribuée à l'Albanie, se trouvait en conflit avec la Turquie, de Constantinople-Istanbul à Smyrne-Izmir.

On pourrait continuer longtemps l'énumération. Les antagonismes séculaires entre Slaves et Germains, entre Rome et Byzance, entre chrétiens et musulmans, les ambitions des grands impérialismes déversaient leurs étincelles sur ce paquet d'éclat; il en est résulté en un siècle deux guerres balkaniques, la première guerre mondiale, une guerre gréco-turque et la seconde guerre mondiale des dizaines de millions de morts. Si une paix relative est revenue aujourd'hui dans le secteur, c'est seulement grâce à l'établissement d'une prépondérance qui a montré à plusieurs reprises, à Budapest en 1956 comme à Prague en 1968, qu'elle était bien déterminée à ne pas se laisser remettre en cause.

La situation est comparable dans l'Afrique d'aujourd'hui. Les uns après les autres, les Allemands, les Italiens, les Français, les Belges, les Britanniques, les Portugais, ont lall leurs valises.

Le bon sens aurait voulu que s'établissent, après leur départ, et

non tout de suite, ces Etats-Unis d'Afrique dont rêvaient les Nkrumah ou les Haile Sélassié, du moins de vastes regroupements régionaux, utilisant les pôles de développement, les métropoles fondées par le colonisateur. Mais toutes les tentatives dans ce sens ont tourné court, à l'exception de l'union des deux Cameroun, de celle du Tanganyika et de Zanzibar, et de la fusion en un seul Etat de l'ex-Somalie italienne et de l'ex-Somalie britannique. On ne mentionnera que pour mémoire l'annexion de l'Erythrée par l'Ethiopie, puisqu'elle a pour principal résultat une guerre interminable, ou celle du Togo ex-britannique par le Ghana, cause persistante de tension entre Lomé et Accra.

Tous les éléments étaient réunis pour refaire du continent noir le champ de bataille qu'il a été si souvent depuis que les conquérants européens y ont débarqué. Les matières premières et les positions stratégiques sur le route des Indes, devenue celle du pétrole, sont toujours là, qui avaient provoqué jadis leur intervention; elles ne sont pas moins intéressantes aujourd'hui qu'hier, même si la nationalité des puissances qui ont les moyens de s'y intéresser a quelque peu changé.

Bandoung a certes fait prendre conscience au tiers-monde en 1955, de son unité. Mais il n'aurait fallu davantage pour que chrétiens et musulmans du Nigeria, du Soudan, d'Ethiopie, d'ailleurs encore, affrontent leur opposition traditionnelle ou que disparaissent les rivalités entre des ethnies dont les territoires n'ont jamais été réellement délimités. Faut-il rappeler la tragédie du Biafra, celle du Buzumbwa? Les luttes qui ont ensanglanté le Congo ex-belge lorsqu'il ne s'appelait pas encore Zaïre, et que vient de raviver le retour des « gendarmes » katangais? La guerre fratricide entre les divers mouvements de libération de l'Angola? Si les épisodes de la lutte pour le pouvoir qui s'est déroulée dans tant d'Etats s'expliquent en partie par les contradictions tribales que par les désaccords politiques. L'Afrique est encore largement au stade « pré-démocratique », répondit Paul-Henri Spak aux Américains ébahis à voir dans toute manifestation de la violence dans le continent noir l'effet de la « subversion communiste ». La vérité est que l'Afrique en est au stade de la constitution des nationalités, comme l'était l'Europe du XIX^e siècle. Et c'est ce qui fait qu'une partie pour réclamer le départ des colons blancs, elle se déchire si facilement dès que ceux-ci ont cessé d'imposer leur loi.

encore que le garant qui lui a unilatéralement accordé le gouvernement français, a été l'indépendance sans bien précis. Mais aussi parce que l'empire éthiopien, basé depuis un siècle sur l'hégémonie des Amharas chrétiens, donne de nombreux signes de désagrégation. Or aucune puissance ne peut demeurer indifférente lorsqu'il s'agit de savoir qui contrôlera l'accès à la mer Rouge, autre principale du trafic du pétrole à l'usage de l'Occident, du pôle de la Jordanie et d'Israël.



L'Ethiopie et ses voisins.

chancel essentiel à la mobilité des lobbies des grandes puissances.

Djibouti, depuis que le Somalie est indépendante, est l'enjeu d'une rivalité acharnée entre celle-ci et l'Ethiopie. Pour la première, la colonie française est un morceau du territoire national, peuplé en majorité d'issas, autrement dit de Somalis, et que de Gaulle lui-même appelle d'ailleurs dans ses Mémoires de guerre « Somalie française ». L'Ethiopie croit que l'établissement de la souveraineté somalienne ne la prive d'un accès à la mer en un moment où la querelle d'Erythrée risque de lui

faire perdre le contrôle du port de Massawa. Mais c'est un contentieux beaucoup plus vaste qui l'oppose au régime de Mogadiscio, lequel n'a cessé de réclamer le retour de l'Ogaden, peuplé de nomades somaliens, et dont l'annexion à l'Ethiopie, à l'époque de Ménélik, résulte d'un partage de zones d'influence qui laisse à la fois une dégradation ethnique.

Haut plateau aride, l'Ogaden n'a jamais été vraiment tenu par les Ethiopiens, qui ont dû repousser une fois après une autre les tentatives de faire perdre le contrôle du port de Massawa. Mais c'est un contentieux beaucoup plus vaste qui l'oppose au régime de Mogadiscio, lequel n'a cessé de réclamer le retour de l'Ogaden, peuplé de nomades somaliens, et dont l'annexion à l'Ethiopie, à l'époque de Ménélik, résulte d'un partage de zones d'influence qui laisse à la fois une dégradation ethnique.

Vers un renversement d'alliances?

De coup d'Etat en coup d'Etat, le pouvoir qui était tenu à Addis-Abeba par des hommes-liges des Américains, est passé aujourd'hui aux mains de « marxistes-léninistes ». Ceux-ci ont fait fête à Fidel Castro, venu joindre ses efforts à ceux de Moscou pour éliminer l'influence européenne

de cette partie du monde. Il s'est efforcé de persuader le régime somalien, lui aussi « marxiste-léniniste », encore que très musulman, et qui passe pour étroitement lié à l'U.R.S.S., à laquelle il a concédé des « facilités », navales, de se prêter à un arrangement avec l'Ethio-

pie. Pour le moment, Mogadiscio, qui se trouve également l'objet des sollicitations de la Ligue arabe, s'interroge. Tout le système d'alliances de la région est d'ailleurs ébranlé. Le Soudan anticomuniste du général Némery soutient maintenant à fond le séparatisme érythréen, qui a perdu entre-temps l'appui de son principal bailleur de fonds, le colonel Kadish, ennemi numéro un du régime de Khartoum et accessoirement de l'Arabie Saoudite, laquelle s'est empressée de se substituer à ce ténace adversaire. Les Etats-Unis ont réduit leur aide à Addis-Abeba en invoquant, non sans quelque raison, les libertés grandissantes que le régime prenait avec les droits de l'homme.

Les millions somaliens, habitués à la coopération soviétique, craignent les conséquences d'un rapprochement avec un pays auquel ils doivent avoir l'armée la mieux entraînée de cette partie du monde. Mais le général Siad Barre, le « vieux sage », a-t-il dit, n'est pas un homme, redoutant que les Soviétiques, entre la petite Somalie de trois millions d'habitants et l'Ethiopie qui en compte plus de vingt, ne choisissent de favoriser plutôt la seconde. En novembre, il a appris depuis longtemps à ne pas mettre tous ses œufs dans la même corbeille et à ne pas se laisser abuser par les quelques idéologues. Il n'est pas homme, apparemment, à se faire imposer un arbitrage qui laisserait son pouvoir sombrer. Comme il est lui-même originaire d'une tribu qui trouve que l'Arabie Saoudite ne demande qu'à aider ceux qui, comme le président Assad s'écarteraient tout peu de la tutelle du Kremlin, et que les Etats-Unis du président Carter regardent l'Afrique à travers les yeux pleins de compréhension d'un Andrew Young, pourquoi ne pas évoluer en conséquence?

Ne s'étonneront de ces remous que ceux qui s'obstinent à voir dans tout pays du tiers-monde qui accepte l'aide de l'U.R.S.S. un support du communisme international. La vérité, c'est que bien des petites puissances ont éprouvé de grandes et ne se soucient que de l'intérêt national. Sur tout lorsqu'il s'agit de pays qui, comme le Somalie, sont de véritables nations, unies par la tradition, la langue — la Somalie est la seule nation africaine à parler et à fortiori à écrire une seule langue, — la religion, et dont le Grand-Bretagne elle-même a reconnu, par la bouche d'Ernest Bevin, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, que sa séparation en plusieurs tronçons risquerait d'être définitive. Les dirigeants de l'Etat, qu'ils considèrent pratiquement depuis 1968 l'accession du commandant Marien Nguabi à la magistrature suprême apparait comme une revanche des ethnies du Nord sur celles du reste du pays.

Entre la volonté de l'Ethiopie révolutionnaire de préserver l'héritage impérial, menacé d'écroulement, et celle de la Somalie de retrouver ses frontières hiéronymes, il n'est pas

facile d'imaginer un compromis. Faut-il donc laisser la force — ou l'arbitrage de Moscou — imposer une solution?

Avec la perspective de la prochaine indépendance de Djibouti, la France se trouve directement impliquée dans cet imbroglio. Elle a esquisé un net rapprochement avec la Somalie, à l'occasion de la visite à Mogadiscio, au début de l'année, de M. Pierre-Christien Tattinger. Mais si ses relations avec l'Ethiopie se sont relâchées, elle est soumise aux pressions de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte, également intéressées à ne pas voir le T.P.A.I. réuni d'une manière ou d'une autre à la Somalie. D'où la grande unilatéralité donnée par Paris au nouvel Etat, aux termes de l'accord conclu le semaine dernière avec le chef du gouvernement du Territoire, M. Kamil, et les représentants d'un des principaux mouvements indépendants, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.).

Cette garantie va dans le sens des préoccupations du M. Kamil, qui redoute plutôt pour sa part un coup de force de l'Ethiopie. Mais elle a vivement déçu les Somaliens, dont les amis du Front de libération de la Côte des Somalis avaient quitté la conférence de Paris quelques jours avant sa conclusion. Une occasion de reprendre la dialogue pour se présenter avec la réunion, le 28 mars, à Accra, au Ghana, de l'organisation de l'unité africaine, à laquelle doit participer M. Kamil. Mais il reste peu de temps pour éviter une rupture dont les conséquences pourraient être funestes. Outre, en effet, qu'elle aurait toutes les chances de consacrer l'influence soviétique sur la Somalie, en un moment où celle-ci cherche à s'en défaire, elle risque fort de raviver la tension à Djibouti même. L'opinion française serait-elle disposée à l'effort nécessaire pour soutenir, à des milliers de kilomètres de distance, une dernière bataille de la décolonisation? Les dirigeants de Mogadiscio ne se cachent pas d'être convaincus du contraire.

De toute façon, les intérêts des grandes puissances sont trop engagés dans cette affaire, pour qu'on puisse croire qu'elles laisseront un conflit se développer sans en mêler de quelque manière. Rien ne permet, non plus, de penser qu'elles manœuvrent en l'occurrence plus d'intelligence ou d'élitisme qu'à l'occasion. Il faudrait que les pays en présence cessent de se battre, ou de toutes les raisons qu'ils ont de s'opposer, celles qui leur auraient permis de coopérer. Cela dit, on doit reconnaître que c'est un peu comme si on avait demandé à la France et à l'Allemagne, dès 1914, de conclure l'association à laquelle elles devaient en venir après la deuxième guerre mondiale.

ANDRÉ FONTAINE
(Lundi 24 mars.)

La décolonisation n'est pas terminée

De toute façon, la décolonisation est loin d'être terminée. Pas seulement sur le plan économique, où elle n'est qu'au début. Bien que la souveraineté européenne sur l'Afrique se réduise désormais à Couta et à Melilla, « presides » que l'Espagne conserve au Maroc, à Mayotte et pour quelques semaines encore à la Côte française des Somalis, rebaptisée sous de Gaulle Territoire des Afars et des Issas, elle explique largement l'ampleur des passions soulevées par les deux principaux conflits du continent noir qui est actuellement le théâtre, les seuls qui aient véritablement des implications internationales : la lutte entre la minorité blanche au pouvoir en Afrique du Sud et en Rhodésie, et la majorité noire : le conflit multiforme pour la corne de l'Afrique.

Les situations de la Rhodésie et de la République Sud-Africaine sont loin d'être identiques, même si elles se trouvent liées. La première est une colonie qui a refusé la décolonisation que voulait lui imposer le métropole, qui a cru possible d'ignorer la constatation faite au Cap par M. Macmillan, alors premier ministre de Grande-Bretagne, le 6 février 1960 : « Le vent du changement souffle sur le continent... que cela nous plaise ou non, nous devons l'accepter comme un fait ». Le premier ministre Ian Smith, qui incarne cette volonté de refus, ne trouve à l'extérieur que des défenseurs honteux, et ce n'est pas l'arrivée à la Maison Blanche du monarque Carter, dont le représentant aux Nations unies est un disciple de Martin Luther King, qui va lui faciliter la tâche. Face à un monde hostile, à une guérilla soutenue par les pays limitrophes, de plus en plus gêné pour ses approvisionnements par les sanctions imposées par la communauté internationale, M. Ian Smith mène une bataille à retardement, aussi vaine à long terme que celle que menait le Portugal de Salazar. Il n'a ni les effectifs ni les moyens matériels nécessaires pour la soutenir très longtemps. Et l'établissement des colons de Rhodésie est trop récent pour qu'ils puissent susciter un véritable mouvement d'opinion en leur faveur. Il en va tout autrement du peuple

ment blanc d'Afrique du Sud, qui n'est pas à trois siècles et qui s'est individualisé au point de donner une langue qui n'est parlée en aucun autre lieu. Pas question pour les quatre millions de Blancs de la République de retrouver un foyer ailleurs. Il leur faut vivre ou mourir sur place. Une partie d'entre eux ont mesuré l'absurdité de la politique dite de « développement séparé » et du maintien sur le Namibie d'une tutelle que les Nations unies ont validée depuis belle lurette à Pretoria. Mais les tenants du pouvoir blanc disposent d'outils encore considérables : une armée puissante, qui aura tôt ou tard, si elle ne les a déjà, des moyens atomiques, une industrie dynamique, d'énormes réserves d'or et de diamants, la possession, avec Le Cap et les bords voisins de Simonstown, d'une position stratégique dont le monde occidental supporterait mal la chute.

Pour désagréable que la comparaison puisse sembler aux oreilles juives, c'est avec le cas d'Israël que se compare le mieux celui de la République Sud-Africaine. La coopération entre eux n'a d'ailleurs cessé de se développer au cours des dernières mois, comme l'a attesté la brève visite à Jérusalem de M. Vorster. Que celui-ci lisse de moins en moins de cas des libertés démocratiques, les mesures raciales qu'il vient de prendre à l'égard de la presse sautent à l'oeil. Il se prépare à l'aggravation de la force, en comptant que la nécessité de faire pièce à l'U.R.S.S., trop heureuse de pouvoir montrer aux Africains que c'est d'elle et non de la Chine qu'ils peuvent attendre un secours efficace, amènera les Occidentaux, qu'il en aient, à le soutenir. Il sait très bien d'ailleurs que le continent noir est loin d'être unanime dans sa réprobation à son égard et que, pour tant, il se courrait progressivement appuyé par les Soviétiques, plus d'un régime africain serait disposé à conclure avec lui un modus vivendi. D'Abidjan à Kinshasa, on a déjà eu quelques indications dans ce sens.

C'est aussi un problème de décolonisation qui tend la situation en Afrique orientale. Pas seulement parce que Djibouti, le 27 juin, aura cessé, en principe, d'être français

Six personnes ont été exécutées, s'en dit-il, mardi 26 mars, à Brazzaville. Il s'agit de quatre militaires impliqués dans le meurtre du président Nguabi et de deux personnes impliquées dans celui du cardinal Biayenda.

La mort tragique du président Marien Nguabi, suivie de l'assassinat du cardinal Biayenda, et de l'exécution sommaire de l'ancien président Alphonse Massamba-Debat, puis de six autres personnes, rappelle l'instabilité chronique dont souffre l'ancien colon français du Moyen-Congo. Elle met également en évidence l'apreté de la lutte engagée au sein de l'équipe gouvernementale congolaise pour s'assurer le contrôle exclusif du pouvoir. Enfin, elle offre l'occasion de constater la violence des affrontements récurrents et d'effraie qui persistent dans le pays.

Depuis les « Trois Glorieuses » d'août 1963, à la suite desquelles l'abbé Fulbert Youlou fut élu président de la République, les tensions politiques n'ont pratiquement jamais cessé au Congo. Si sous le régime civil instauré sous l'égide de l'ancien président Alphonse Massamba-Debat, ni sous la ferule des militaires qui, dès 1968, confisquèrent le pouvoir, les passions ne parvinrent jamais à s'apaiser réellement. Règlements de comptes au sein du parti unique, purges dans les rangs de l'armée, renouveau des tensions en chaîne, « valse » des premiers ministres, se succédèrent, tandis qu'à plusieurs reprises les détenteurs du pouvoir devaient faire face à des tentatives de rébellion armée. C'est ainsi que l'ancien lieutenant Ange Diawara, tué les armes à la main, en

ouvi 1973, tint le maquis plus d'une année, mobilisant une partie des forces de l'ordre à sa poursuite. Les événements dont la capitale du Congo est le théâtre actuellement ne sont pas le fait d'opposants au régime militaire. Ils sont la conséquence d'un phénomène de décomposition interne, analogue à celui que l'on a pu constater à Madagascar après l'élimination du président Tsiranana en mai 1972, ou à celui qui se poursuit actuellement en Ethiopie. A Tananarive, jusqu'à l'insurrection du président Ratsiraka à la magistrature suprême en juin 1975, comme aujourd'hui, à Addis-Abeba, dans les rangs de la jeune révolutionnaire sont d'autant plus acharnés à s'affronter que la cause de la révolution marque le pas. Le président Nguabi, dont tout le monde s'accorde à reconnaître le courage physique, avait tenté de lomber sous les balles de l'un de ses compagnons d'armes, déjà d'affronter plusieurs conspirations tramées pour la plupart non pas par des civils, mais par ses pairs.

L'assassinat du président Nguabi, « homme du Nord », de race kongos, a eu pour conséquence immédiate le meurtre du cardinal Biayenda et l'exécution sommaire de l'ancien président Massamba-Debat, « homme du Centre », d'origine lari et bangongo. L'historie contemporaine de la jeune République congolaise porte la marque de vives querelles ethniques et régionales Jus-

qu'à la veille de la proclamation de l'indépendance, ce sont les tribus du littoral, menées par l'ancien député Tchicaya, qui contrôlaient le pouvoir. Dès 1959, les tribus du Centre, dont le leader était l'abbé Fulbert Youlou, s'opposèrent à la conduite des affaires de l'Etat, qu'elles considéraient pratiquement jusqu'en 1968 l'accession du commandant Marien Nguabi à la magistrature suprême apparait comme une revanche des ethnies du Nord sur celles du reste du pays.

De leur côté, le Front de libération du Congo et le Front démocratique de la résistance sémolaise (Fédécra) ont publié vendredi 25 mars à Paris un communiqué dans lequel ils condamnent

les assassinats du président Nguabi et du cardinal Biayenda, affirmant : « Les assassinats sommaires des hauts cadres civils et militaires innombrables en représailles à la brutale disparition du commandant Nguabi sont condamnables avec la même énergie. »

PHILIPPE DECAENE
(Lundi 28 mars.)

République populaire du Congo

Après l'assassinat du président Nguabi et du cardinal Biayenda
Six personnes ont été exécutées à Brazzaville

Six personnes ont été exécutées, s'en dit-il, mardi 26 mars, à Brazzaville. Il s'agit de quatre militaires impliqués dans le meurtre du président Nguabi et de deux personnes impliquées dans celui du cardinal Biayenda.

D'autre part, le comité militaire de la capitale, qui, depuis l'assassinat du président Nguabi, exerce le pouvoir et publie un communiqué dans lequel il affirme que l'ancien président Massamba-Debat a été exécuté à la suite du rejet du recours en

grâce sollicité par ses avocats nommés d'office.

De leur côté, le Front de libération du Congo et le Front démocratique de la résistance sémolaise (Fédécra) ont publié vendredi 25 mars à Paris un communiqué dans lequel ils condamnent

NORD CONTRE SUD

qu'à la veille de la proclamation de l'indépendance, ce sont les tribus du littoral, menées par l'ancien député Tchicaya, qui contrôlaient le pouvoir. Dès 1959, les tribus du Centre, dont le leader était l'abbé Fulbert Youlou, s'opposèrent à la conduite des affaires de l'Etat, qu'elles considéraient pratiquement jusqu'en 1968 l'accession du commandant Marien Nguabi à la magistrature suprême apparait comme une revanche des ethnies du Nord sur celles du reste du pays.

La désignation, la semaine dernière, d'un comité de onze membres, dans les rangs duquel on a procédé à un certain dosage entre tribus du nord, du sud et du centre du Congo, suffirait-elle à assurer la paix entre Congolais et à éviter que ne se rallume la guerre tribale qui en 1959, fit à Brazzaville même plusieurs centaines de morts?

PHILIPPE DECAENE
(Lundi 28 mars.)

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous remercions à nos lecteurs que la section hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et sentée par abonnements dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF

(Abonnement d'un an)

Voie normale	120 F
Voie aérienne :	
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	138 F
● Moyen-Orient, Afrique du Nord	154 F
● Amériques, Canada, Afrique, Indes, Pakistan, Ceylan, Hongkong, Malaisie, Antilles	156 F
● Extrême-Orient	170 F

SERVICE DES ABONNEMENTS :

5, rue des Italiens, 75247 Paris - Cedex 09 - C.C.P. 4295-33 Paris « Weekly English Section » — « Le Monde »

« L'urgence de l'union l'emporte sur le droit à la différence »

Voici le texte de l'allocution radiotélévisée que M. Giscard d'Estaing a prononcée lundi 28 mars à 20 heures.

Je me suis adressé à vous, il y a six semaines, de Ploué, en Bretagne. Vous m'avez compris et vous m'avez prouvé.

Je m'adresse à vous ce soir pour vous dire quelle va être l'action au cours des deux prochains mois, jusqu'aux élections législatives fixées en mai 1978.

Le rôle du président de la République est de conduire la politique de la France; il est aussi d'écouter les Français pour comprendre leurs aspirations et leurs besoins.

Vous venez d'élire vos conseils municipaux. En même temps, vous avez envoyé un message à ceux qui vous gouvernent. Ce message, je l'ai reçu. Voici comment je le comprends. Voici ce que le vais faire.

Et d'abord, la France est profondément divisée. C'est pour elle un mal et une cause de faiblesse intérieure et extérieure. Certains conçoivent la majorité et l'opposition comme deux armées en campagne, dont l'une doit écraser l'autre. Je refuse cette attitude. Non, la majorité et l'opposition ne sont pas deux armées au combat en France, mais deux choix offerts à la France. Pour moi, président de la République, les Français et les Françaises qui votent pour l'opposition sont des Français comme les autres. Je considère seulement qu'ils ont un choix dangereux pour la France et pour eux-mêmes et l'y reviendrai tout à l'heure.

Depuis deux ans, j'ai évité soigneusement tout ce qui pouvait accentuer la cassure de la France. Il m'aurait été facile de polémiquer et de participer moi aussi au tintamarre. Cette attitude a été interprétée à tort comme une faiblesse ou soupçonnée comme une complaisance. C'était le choix volontaire de la patience pour préserver l'unité française, sans que rien ne vienne entamer les principes et les convictions qui sont celles de toute ma vie. Je me tiendrai à cette attitude et je continuerai à travailler avec obstination pour atténuer la division de la France.

Les Français veulent le changement, et en même temps ils ont le sentiment d'être pris dans un piège.

Ils veulent le changement, je le sais bien, je l'ai affirmé en 1974, et c'est ce qui m'a permis

de l'emporter sur M. Mitterrand.

Ce changement, je l'ai conduit avec détermination, mais chacune et chacun d'entre vous a pu constater la force des résistances dans les structures, dans les mentalités et dans les privilèges.

Alors, les Français se disent : « Puisque le changement est si difficile, puisqu'il rencontre tant d'obstacles, allons plus loin et choisissons l'opposition. »

Et nous retrouvons ici une vieille ruse de notre histoire de France : si nous ne réussissons pas le changement, alors tant pis ! Risquons le bouleversement !

C'est là que le piège est tendu, car la France se sent poussée par une sorte de fatalité vers un choix qu'elle redoute.

Où elle redoute le succès de l'opposition, même si elle devait la choisir !

La preuve, je la vois dans le fait que les succès municipaux de l'opposition n'ont pas suscité un climat de satisfaction mais, au contraire, une atmosphère plus lourde et plus inquiète, qui pèse sur le pays.

Je veux arracher la France à cette fatalité et à ce piège.

La division de la majorité lui a fait, c'est évident, un tort considérable. Si elle était présentée unie, si elle avait soutenu le travail accompli depuis deux ans et demi par les gouvernements de Jacques Chirac et de Raymond Barre et, notamment, la stabilisation du franc, la hausse des prix ralentie, l'effort pour équiper les régions et pour créer des emplois, alors, je vous le dis, elle aurait gagné les quelques centaines de voix qui, les quelques milliers de voix ailleurs, qui suffisent pour garder ou pour gagner une municipalité.

Elle a préféré se déchirer. Entre l'union, d'un côté, et la discorde, de l'autre, les Français ont choisi de s'unir, il faut le faire franchement, sans arrière-pensée et sans rancune.

Soyons clairs. Ce ne veut pas dire que la majorité doit être uniforme. Chacun sait qu'il existe en son sein des différences d'opinion. Certains des groupes qui la composent se sont combattus dans le passé, comme d'ailleurs se sont combattus de leur côté les socialistes et les

communistes. Sur certains sujets, leurs opinions divergent et, par exemple, sur l'Europe ou la nécessité des réformes. Mais, ce qui unit la majorité, est plus fort que ce qui la divise : les institutions de la V^e République, la liberté de notre société, le dynamisme de notre économie, la recherche de la justice sociale, la contribution active et indépendante de la France à la vie de notre continent et à celle du monde occidental, dont nous ne voulons pas nous retrancher.

L'urgence de l'union l'emporte sur le droit à la différence.

Dans cette union, chacun gardera sa personnalité, se développera et s'affirmera comme il l'entend, dans le cadre d'un pluralisme accepté et organisé.

L'union se fera à partir et autour d'un programme démocratiquement élaboré qui sera proposé aux Français. La majorité définira clairement son organisation et les règles de conduite à tenir en vue des élections législatives. Elle aboutira ainsi à un pacte majoritaire franc et loyal.

Alors, d'un côté, ce pacte majoritaire et, de l'autre, le programme commun.

Et maintenant, je vous parlerai de l'action.

L'action sera celle du gouvernement. J'ai accepté, il y a une heure, la démission du gouvernement de M. Raymond Barre. Ce gouvernement a bien travaillé. Il a entrepris le redressement de l'économie française, comme je lui en avais fixé la mission. Grâce à lui, nous sommes sur la bonne voie. Je le remercie de l'œuvre accomplie.

Demain matin, je demanderai à M. Raymond Barre de diriger un nouveau gouvernement, choisi et conçu pour l'action des deux prochains mois et répondant, de ce fait, à trois caractères :

— Un gouvernement restreint comprenant au maximum quinze ministres ;

— Un gouvernement d'hommes et de femmes désignés sans autre considération que la capacité d'exercer leurs fonctions ;

— Un gouvernement dégagé des partis politiques, conformément à l'esprit de la V^e République. Les partis politiques ont assurément leur rôle à jouer mais en dehors du gouvernement et sans peser sur lui. La séparation entre le gouvernement et les partis doit être tranchée.

J'assignerai à ce gouvernement deux tâches : D'abord, poursuivre le redressement économique

en cours. Ce redressement est vital pour la France et pour les Français. C'est de lui que dépendent votre niveau de vie et votre emploi et ce redressement suppose la continuité, comme l'a déclaré hier, à Lyon, Raymond Barre.

Ensuite, présenter un programme d'action constituant un plan de deux mois, assorti d'objectifs précis. Ce plan devra répondre aux préoccupations concrètes des Français et comporter des mesures simples, dites avec des mots simples, à la portée de chacun.

Il adressera notamment les familles, les personnes âgées et le premier emploi des jeunes.

Pour clarifier la situation politique et pour que chacun prenne ses responsabilités, j'inviterai le gouvernement à présenter ce plan de deux mois à l'Assemblée nationale et au Sénat.

A cette action s'ajoutera une explication finale avec vous jusqu'au bout de la franchise. Nous savons tous que les prochaines élections nationales engageront l'avenir du pays, non pas pour quelques mois, comme certains l'imaginent, mais pour une longue période. Ce choix vous devez le faire dans la clarté de ce que quelques mois plus tard vous direz, comme les Français l'ont fait dans le passé : « Nous ne savions pas, on ne nous avait pas prévenus », et que la France reprenne alors un choix qui serait devenu irrévocable.

Tout devra être fait, tout devra être expliqué, tout devra être chiffré, tout que vous puissiez faire lucidement votre choix en en connaissant à l'inverse les conséquences.

Ainsi, ma mission est que vous ayez à choisir sans équivoque entre deux voies d'évolution, d'un côté l'évolution raisonnable, méthodique et résolu que vous présentera le gouvernement et, de l'autre, celle que vous proposerez les signataires du programme commun. Ce choix vous appartiendra et il sera respecté.

D'ici là, l'action du gouvernement devra ouvrir devant vous la voie de l'évolution raisonnable et juste, la meilleure pour la France et pour vous.

Madame, mademoiselle, monsieur, voici la marche que nous allons parcourir, ensemble, pendant un an, vous et moi, pour aboutir au bon choix pour la France.

Bonsoir à tous tous.
(Mercredi 30 mars.)

Une équipe « dépolitisée » pour les législatives Les deux cent treize jours du gouvernement Barre

(Suite de la première page.)

En se ralliant après l'épreuve, en disant que le bon, en reconnaissant que l'union de la gauche a permis à celle-ci d'administrer une « sévère et salutaire leçon » à une majorité paralysée par la « discorde », le président de la République donne, en effet, raison à posteriori, à celui qui lui avait souvent reproché de manquer de vigueur.

Les modalités de la tentative de reconquête amorcée avec l'ermite, lundi soir sont à la fois classiques et quelque peu paradoxales. En renonçant à M. Barre, aussitôt après avoir accepté sa démission et en l'invitant à constituer « un gouvernement restreint comprenant au maximum quinze ministres », M. Giscard d'Estaing ne fait qu'imiter Charles de Gaulle, si Georges Pompidou qui avait procédé de la même manière le 6 janvier 1968 (avant la constitution du troisième gouvernement Pompidou) et le 27 février 1973 (avant le lancement du troisième gouvernement Messmer).

En demandant la mise en place d'un « gouvernement dégagé des partis politiques », le chef de l'Etat pour éliminer les réticences de l'esprit de la V^e République, surtout des départs de cette République, mais il s'éloigne du « giscardisme » et reconnaît l'erreur qu'il avait commise en entourant un premier ministre non politique, et qui se flette constamment de l'être, de trois ministres d'Etat fort engagés puisque chef de parti. En affirmant que « la séparation entre le gouvernement et les partis doit être tranchée », M. Giscard d'Estaing donne satisfaction à M. Barre mais tourne le dos à l'option qu'il avait faite lui-même lorsqu'il avait chargé une première fois, le 25 août 1976, de former le gouvernement. Ce parti pris de dépolitisation ne l'empêche d'ailleurs pas de renouer de leçon un peu surprenante avec les traditions de la IV^e République (et non celle-là de la V^e) en consultant MM. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et Alain Pèrier, président du Sénat.

La logique nouvelle voudrait, si logique il y a, que MM. Poniatowski, chef des républicains indépendants, Olivier Guichard, représentant le R.P.R. et Jean Lacaze, président du Centre des démocrates sociaux n'aient point leur place dans la seconde équipe de M. Barre, mais le tout est de savoir si une telle solution est adéquate.

Les ruses affrontements des mois derniers, qui ont fait de la majorité « d'union », un parti considéré « impopulaire » sans doute un

tel choix au président de la République, qui « conduit la politique de la France », mais la situation n'en est pas moins paradoxale. C'est en effet un gouvernement en quelque sorte « dépolitisé » qui sera chargé, au lendemain d'une défaite électorale, de préparer dans les meilleures conditions l'échéance des « législatives », qui seront évidemment beaucoup plus politiques encore que ne l'ont été les « municipales ».

RAYMOND BARRILLON.
(Mercredi 30 mars.)

Le Monde de l'éducation

Le numéro d'ovril est paru

AU SOMMAIRE

LES LANGUES VIVANTES

Officiellement les élèves de l'enseignement secondaire ont le choix entre six langues vivantes au sixième, deux pour la baccalauréat. En fait, 84 % apprennent l'anglais dès le sixième. Cette « anglicisation » de la jeunesse française est-elle une nécessité ou une menace ? L'anglo-américain va-t-il nous « avaler tout crus », comme le pressent Claude DUNETON ? Il est curieux de constater que cette question, dont l'importance culturelle et politique est considérable, n'a jamais fait l'objet d'un débat clair dans le pays.

LES SÉJOURS LINGUISTIQUES

Les voyages à l'étranger font maintenant partie — malgré leurs prix souvent élevés — du cursus normal de la plupart des élèves. Aussi l'organisation de « séjours linguistiques » est-elle devenue une véritable industrie. NICOLE OHONTE, qui a mené une enquête auprès d'une cinquantaine d'organismes, décrit ce nouveau marché et donne un certain nombre de recommandations aux parents.

- Une interview de Jean-Louis BARRAUT : « Les enfants, ça se travaille comme les rochers ».
- Italie : Un débat avec les étudiants révoltés.

Egalement au sommaire :

Suisse : Résurrection de la télévision scolaire. Faire entrer la musique à l'école. Des internes heureux. Films pédagogiques à louer. Des médecins-chercheurs montpelliérains devant les mécanismes de la vie. Ressusciter l'université, par André TIANQ, professeur d'économie. La formation continue chez les agriculteurs.

Le numéro : 5 F. Abonnements (11 numéros par an), 50 F.
« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »,
5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09.

1976

25 AOÛT. — M. Valéry Giscard d'Estaing nomme M. Raymond Barre premier ministre.

27 AOÛT. — Le gouvernement est constitué. Il comprend trois ministres d'Etat, quatorze ministres et dix-huit secrétaires d'Etat. Pour la première fois sous la V^e République, le premier ministre cumule ses fonctions avec celles de titulaire d'un portefeuille : l'économie et les Finances.

25 AOÛT. — Premier conseil des ministres au palais de l'Élysée. M. Giscard d'Estaing fixe deux

tâches au gouvernement : lutter contre l'inflation et poursuivre l'œuvre de réformes. Il précise que l'action sera menée par le ministre de l'Économie et des Finances.

12 SEPTEMBRE. — Dans une lettre à M. Olivier Guichard, le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

12 SEPTEMBRE. — Le premier ministre confie à son ministre de l'Économie la responsabilité d'un « groupe de travail » ayant pour tâche de fixer les modalités de l'action commune que doivent mener les formations politiques qui soutiennent l'action du président de la République.

LES LENDEMAINS DE L'AUSTÉRIÉTÉ

Recher ou réussite? Six mois après le lancement du plan Barre, le 22 septembre 1976, il faut apprécier ses résultats en fonction de ses objectifs, non de la politique que tel ou tel souhaitait.

Le franc, qui avait auparavant baissé de 9 % en sept mois par rapport au dollar, et de 13 % vis-à-vis du deutschemark, est à peu près stable à l'égard du premier, mais a perdu en six mois 5 % sur le second. Le déficit du commerce extérieur a été ramené de 12 % en septembre à 7 % en janvier-février. Le rythme d'inflation, qui avoisinait 1 % par mois à l'automne, n'est plus que de 0,6 à 0,7 %. Le nombre des demandes d'emploi s'est accru de trente et un mille en cinq mois, le « dégratage » auquel ont procédé nombre d'entreprises leur assurant une productivité accrue qui améliore leur marge bénéficiaire. La croissance industrielle, qui avait atteint 18 % en quatre mois, n'a plus été que de 3 % en six mois, ce qui signifie que l'expansion du produit national ne dépassera guère cette année 3 %, au lieu des 4,8 % annoncés à l'automne. Enfin, on ne reviendra pas en 1977 à l'équilibre budgétaire, puisque le déficit de l'Etat atteindra 10 milliards.

Tels sont les résultats bruts. Les trois premiers sont assez conformes aux objectifs proposés le 21 septembre. Le quatrième aussi, implicitement : M. Barre, à la différence de MM. Cocard d'Estaing et Chirac, n'avait pas promis d'empêcher l'aggravation du chômage ; au contraire, il avait assez vite exprimé sa compréhens-

sion envers les chefs d'entreprise désireux de procéder à des licenciements. Les deux derniers résultats sont, en revanche, assez différents des propos officiels de l'automne : l'équilibre budgétaire avait été promis au Parlement ; le compte économique prévisionnel qui accompagnait la loi de finances était, à l'époque, présenté comme fiable, y compris dans ses parties peu crédibles (1).

La première phase du plan Barre qui se termine visait à créer un choc psychologique. Celui-ci s'est certainement produit. D'abord sous l'aspect pénible de l'austérité : « impôts-sécheresse », hausses de l'essence et de la vignette, relèvement des cotisations sociales. Puis, sous cet aspect psychologique, le relèvement des prix : blocage de certains d'entre eux pendant trois mois, baisse de la T.V.A. le Jour de l'an. Enfin, le conflit entre l'Etat et ceux des syndicats qui s'accommodaient jusqu'alors de son action montre que, là aussi, quelque chose a changé : la politique contractuelle est devenue un sujet de tension entre tous les syndicats et le gouvernement, au lieu de demeurer une pomme de discorde entre syndicats. Ceux-ci ont découvert, à cette occasion, que si l'économiste « non-sensé » qui siège à l'hôtel Matignon renforce leur union, il constitue pour eux un adversaire autrement ténace et coriace que ses prédécesseurs.

Le « choc » initial passé, trois questions se posent : quel a été le prix de ces premiers résultats ? Sur quelle situation économique débouche le plan ? Comment peut-il se développer ?

Le prix payé

Le prix payé, c'est d'abord un retour à l'anémie de l'économie française. La relance brutale de la production opérée par le plan de septembre 1975, notamment à coups d'investissements publics et d'aide fiscale à l'équipement privé, a fini de produire ses effets en second semestre 1976, et l'anémie suite ne lui a été donnée. Les investissements se sont donc progressivement essouffés sans que la consommation, massivement épargnée par les prélèvements fiscaux de l'hiver, prenne le relais. Seule l'exportation a continué à progresser ; mais c'est un moteur trop faible pour tirer à lui seul la machine.

Du coup, la production décollée (2,5 % seulement de plus, en cours du dernier trimestre connu, qu'en juillet-août) et le chômage s'aggrave. Bien des chefs d'entreprise, qui avaient espéré pendant un an une reprise hypothétique, en font désormais leur deuil et licencient les salariés — notamment les cadres — gardés jusque-là en surbrûle. Chaque semaine apporte désormais son contingent de mauvaises nouvelles dans tel ou tel secteur qui ne trouve plus de remède national à ses difficultés internationales : la crise s'aggrave dans la sidérurgie, le textile, le bâtiment, les travaux publics ; elle s'étend dans la mécanique, le papier-carton. Seuls font exception, par leur bonne santé, l'automobile, la chimie fine, le gros équipement électrique, le matériel ménager, l'appareillage de télévision.

Le prix payé pour abaisser d'un demi-point en deux mois l'indice des prix s'est aussi l'abandon par l'Etat de quelque 7 milliards de recettes de T.V.A., montant qui équivaut à celui du déficit budgétaire de 1977 admis aujourd'hui officiellement. Même si ce déficit est sensiblement inférieur à ceux des deux années précédentes (38,5 et 18,5 milliards respectivement) ainsi qu'à ceux de nos principaux concurrents, il traduit une certaine bésotisation du gouvernement à rendre publique toute sa politique et peut servir de prétexte à un nouveau « tour de vis » budgétaire, qui aggraverait encore l'anémie présente.

Le prix payé, c'est enfin l'endettement considérable de la France envers l'étranger, qu'encouragent les pouvoirs publics en y invitant notamment les entreprises publiques et les banques nationalisées. L'affaire avait fait grand bruit au printemps lorsque les cambistes, inquiets des dettes françaises, avaient joué le franc à la baisse. Les chiffres qui viennent d'être publiés par la Banque de Paris montrent que l'endettement ne s'est pas ralenti depuis. Au cours des six derniers mois connus les emprunts à l'étranger ont atteint 12,2 milliards de francs (3,4 milliards de dollars), soit 5,8 milliards de plus que l'année précédente à pareille époque. L'endettement supplémentaire a donc été trois fois supérieur à l'augmentation des réserves publiques de change du pays : 3,8 milliards de francs en six mois (évaluation de l'or exclu).

Qu'aurait été le cours du franc sans ce recours massif aux prêts de l'étranger, rendu nécessaire par la persistance du déficit commercial ? Et la situation peut-elle se prolonger longtemps sans porter atteinte au crédit de la France, puisque notre pays n'a guère plus de 22 milliards de réserves de devises (mais, il est vrai, 83,8 milliards en or) pour une dette globale de 45 à 50 milliards ?

Un avenir préoccupant

Cette question conduit à s'interroger sur la situation de l'économie française après ces six mois d'austérité. Plusieurs des symptômes qui avaient provoqué le déclenchement de la crise de 1974-1975 s'y retrouvent. La proportion des industriels pessimistes a grandi de mois en mois, et ce n'est pas le résultat des élections municipales qui va la réduire. Elle se retrouvait à la veille du deuxième tour en même niveau qu'à l'automne 1974, lors du démarrage de la précédente récession ; la Banque de France, confirmant l'INSEE, estime en conséquence que l'activité stagnera au moins jusqu'à l'été.

Pour trois raisons convergentes : la demande intérieure fléchit (au point de retrouver les mauvais indices de l'automne 74) ; les stocks augmentent (30 % des industriels les jugent supérieurs à la moyenne, comme il y a deux ans et demi), en particulier dans

le secteur des biens de consommation ; enfin, la capacité de production des entreprises a dépassé de 10 à 20 % le niveau actuel d'activité.

Seule la demande étrangère reste bonne, la quasi-stabilité du franc et le ralentissement des hausses de salaires rendant les prix français plus compétitifs à l'étranger, notamment en Italie et sur les marchés de la zone sterling. Mais cela ne concerne qu'un petit cinquième de l'activité nationale. Suffisamment pour continuer à réduire le déficit commercial, pas assez pour « tirer » l'ensemble de la production.

La stagnation de celle-ci dans les prochains mois risque de compromettre le redressement commercial. Les gains de productivité de 1976, qui avaient permis la conquête de marchés extérieurs de plus en plus convoités, devaient beaucoup à la relance :

produire plus sans embaucher et sans payer beaucoup plus les salariés réduits sensiblement le coût unitaire des fabrications ; mais si la production stagne, la productivité plénière et les marchés étrangers deviennent d'accès plus difficile.

La stagnation de la production est aussi le résultat du recul des investissements privés et de la très lente progression de la consommation. Les premiers baissent, après l'anticipation d'il y a un an, liée à la détente fiscale ; seuls les investissements publics continuent à augmenter, mais dans quelques secteurs essentiellement : télécommunications, énergie, transports. Ailleurs, le marasme s'étend, menant l'industrie dans de nombreuses industries d'équipement.

Quant à la consommation, forte en décembre-janvier (pour profiter de la déflation des prix), elle ne progresse plus que très lentement, maintenant que joue à plein le blocage du pouvoir d'achat des salariés, élément principal du plan Barre. L'épargne, en se tassant, pourrait la stimuler ; cela avait semblé se produire en fin d'année, la reconstitution des économies de particuliers dans les banques se faisant plus lentement, puisque la hausse des prix était moins forte. Mais l'épargne de précaution paraît sur le point de reprendre, avec la fin de la pause des prix et l'aggravation du chômage.

C'est d'ailleurs sur ces deux derniers points que la situation française semble devoir se modifier le plus.

La hausse des prix, ralentie du prix de moitié pendant trois mois par le blocage puis par la baisse de la T.V.A., a retrouvé, dès mars, un rythme plus habituel.

Les difficultés de la consolidation

M. Barre savait en septembre qu'il y avait un « pain blanc » de la déflation des prix, les premiers mois, il lui faudrait faire face à une situation plus redoutable. L'heure en est arrivée.

Le développement de son plan prévoit une consolidation en profondeur des résultats acquis grâce à des mesures conjonctionnelles exceptionnelles. Plusieurs réformes sont en préparation à vie à cet effet : redressement financier de la Sécurité sociale à l'aide de taxes et de cotisations nouvelles, ainsi que d'une réduction des dépenses d'hospitalisation ; réduction du gaspillage des milieux premiers ; lutte — que l'on espère enfin sérieuse — contre les ententes ; meilleure répartition sur le territoire des crédits publics d'aménagement ; moyens financiers nouveaux pour la formation professionnelle.

Bornes la première, toutes ces mesures — utiles — seront d'un effet assez lent, tout comme les projets, annoncés pour plus tard, sur la distribution ou sur la restructuration de certaines industries. Quant aux autres dispositions envisagées, elles pourraient soit freiner la lutte contre l'inflation (financements nouveaux aux P.M.I., par exemple), soit ralentir l'activité de certaines branches (les entreprises d'équipement pâtiront de l'été, le probable des investissements des entreprises nationales), soit encore accélérer l'augmentation du chômage : les concours financiers de la puissance publique à la sidérurgie ou au papier-carton s'accompagneront d'importantes suppressions d'emplois pour accroître la compétitivité de ces secteurs.

On ne saurait donc attendre de résultats très spectaculaires — ni très rapides — de la phase de consolidation qui va commencer. D'autant que le gouvernement est encore loin de s'attaquer à toutes les causes du mal : la cherté de l'argent, qui alourdit les coûts, si elle attire les devises étrangères ; les inégalités généralisées d'inflation par les consommations ostentatoires et les dépenses d'imitation qu'elles suscitent ; l'obsolescence exagérée de nombreux produits.

M. Barre obtiendrait des résultats plus rapides — sur l'emploi au moins — s'il se résignait à lâcher le cap pour relancer plus globalement l'ensemble de la consommation, ou ramener des branches en péril (le bâtiment, par exemple). La pression patronale — et, semble-t-il, celle de leaders de la majorité — va dans ce sens. Mais, pour l'instant, le premier ministre n'entend pas changer de ligne : la défense du franc et, par voie de conséquence, le

redressement du commerce extérieur demeurent ses priorités. L'activité économique doit-elle en pâtir davantage et le chômage s'aggraver.

La preuve en est que ses directives budgétaires pour 1978 prescrivent tout à la fois une forte baisse de l'embauche et une réduction sensible des investissements publics non compris dans les PAP (programmes d'action prioritaire). Peut-être se montrera-t-il plus conciliant à l'automne et consentira-t-il des gestes autres que symboliques en faveur des salariés du secteur public, des personnes âgées ou de certains équipements collectifs.

L'avenir est de toute façon loin de dépendre uniquement de Paris. Les choix du président Carter et du chancelier Schmidt réagiront inévitablement sur la situation française. La relance américaine stimulera les exportations françaises, mais aussi l'inflation. Une forte expansion allemande aiderait M. Barre, mais elle n'est pas prévisible actuellement. Bon s'en tenant à une extrême prudence.

La conjoncture politique et sociale en France pèsera bien davantage sur la suite du plan Barre. Les résultats des élections vont certainement conduire les syndicats à intensifier leur lutte contre le « verrou » gouvernemental du blocage du pouvoir d'achat ; leur succès ramènera la consommation. A l'inverse, les résultats du 20 mars et l'attente des législatives « gèleront » probablement nombre d'investissements privés. Lequel de ces deux facteurs aura le plus d'influence ?

M. Barre n'est certainement pas le dernier à souhaiter le savoir. Le succès de son entreprise dépend, pour l'essentiel, de cette réponse.

GILBERT MATHIEU.

(Mercredi 23 mars.)

Le Monde dossiers et documents

NUMERO 115 MAR

- LE MOUVEMENT GAULLISTE
- LE SYNDICALISME EN FRANCE

Le numéro 250 F

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 21 AU 25 MARS 1977

VIOLENTE ATTAQUE

La Bourse de Paris a subi cette semaine l'une des plus violentes attaques de son histoire. Des vagues successives de vendeurs se sont abattues sur les valeurs françaises, ramenant l'indice qui mesure leur évolution à 82 % au-dessous du niveau atteint cinq séances plus tôt.

L'attaque la plus vive s'est produite en début de semaine. Véritablement traumatisés par le succès de la gauche aux élections municipales, les opérateurs, tant français qu'étrangers, procédèrent à une véritable braderie de leurs titres. L'indicateur instantané de la chambre syndicale affleura une baisse moyenne de 4,5 %. Sur le marché à terme, du sont cotés près de cent quatre-vingts valeurs, quatre actions seulement furent épargnées et la cotation de six autres dut être retardée, le temps de rameuter quelques acheteurs. Ces derniers furent d'ailleurs un peu plus nombreux lors de la séance suivante au cours de laquelle le mouvement de baisse se ralentit quelque peu, freiné par les ordres de soutien émanant des investisseurs institutionnels. Plus familièrement appelés « gendarmes », ceux-ci allaient jouer un rôle encore plus important les jours suivants. Le léger redressement 10,50 % observé mercredi fut porté en partie à leur actif, et apparut d'autant plus surprenant que la liquidation de mars se traduisait par des pertes assez sévères. Mais les boursiers n'avaient pas encore bu le calice jusqu'à la lie. Non seulement le début du nouveau mois boursier ne fut pas salué par la légère bouffée de hausse traditionnelle, mais il donna le signal d'une nouvelle déroute encore plus sinistre que la précédente.

Jeudi, des valeurs qui, jusqu'ici, avaient assez bien résisté (comme L'Air Liquide, véritable pilier de la Bourse) figurèrent parmi les plus touchées. Des rumeurs totalement incontrôlées faisant état d'un remaniement ministériel « étendu » (M. Barre lui-même était sur la sellette), avaient ébranlé autour de la corbeille. Elles cessèrent à la veille du week-end, mais la baisse, elle, se poursuivit. Une nouvelle et importante vague de ventes fut signalée dès avant la séance. Alerlés, les « gendarmes » mirent en batterie la « grosse artillerie ». Dans les boîtes des agents de change, les ordres signés « Caisse des dépôts » (et autres affluents). Mais, simultanément, plusieurs gérants de portefeuilles de banques ou de charges rédigeaient frénétiquement des ordres de vente. Certains arbitraient l'ensemble de leurs valeurs françaises contre des emprunts à 1 1/2 % et 7 % 1978, dont les cours enregistrèrent de nouveaux records de hausse.

Singulier paradoxe que d'observer des boursiers pourtant habitués des titres plus familièrement connus sous l'appellation d'« emprunts Giscard ». Il reste que la Bourse de Paris vient de connaître l'une des plus noires semaines de son histoire (voir encadré). Les dégâts sont particulièrement importants. Plus d'une cinquantaine de valeurs parmi les plus grandes (Carrefour, Peugeot-Citroën, Bouygues, Michelin, Hachette, C.G.E., C.S.F., Mullinex, Thomson, Aquitaine, Roussel-Uclaf, L'Air Liquide, L'Oréal, Skis Rossignol) ont ébété de 10 à 15 %. L'alerte est d'autant plus sérieuse que le rythme des échanges s'est considérablement accéléré par rapport aux derniers mois, ce qui semble indiquer la volonté de l'épargne française de se replier vers des produits non boursiers. Inutile d'ajouter que la communauté financière est très inquiète quant au déroulement de la séance de lundi. Une chose est sûre, si la Bourse joue vraiment le rôle de baromètre, elle semble cette semaine avoir anticipé le pire, c'est-à-dire la remise en jeu de son existence même.

Sur le marché de l'or, dont les volumes quotidiens de transactions ont légèrement progressé (9 millions de francs en moyenne), le lingot s'est encore adjugé 945 F à 24 940 F et le napoléon a gagné 940 F à 24740 F.

PATRICE CLAUDE.

Fermeté du franc et du yen — Hausse de l'or

Les deux faits marquants de la semaine ont été la fermeté du franc, coup de succès, pour ralentir la montée du yen, qui se rapproche au plus haut depuis mai 1974. Selon des rumeurs courant sur le marché de Tokyo, le gouvernement japonais, admettant que l'argent serait prêt à laisser flotter sa monnaie jusqu'à 270 yens pour un dollar contre 278 yens actuellement (et 290 yens en début d'année).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, après avoir, la semaine dernière, dépassé 150 dollars pour la première fois depuis dix-huit mois, a continué à progresser.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne intérieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACES	LIBRE	U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Franc italien	Lire italienne
Londres	—	171,77	8,5456	4,3801	4,1078	62,9537	4,2873	1224,45
	—	—	8,5529	4,3770	4,1024	62,9783	4,2826	1222,53
New-York	171,77	—	20,1023	39,2158	41,8147	2,7265	40,0641	8,1126
	171,65	—	20,0703	39,2158	41,8410	2,7254	40,0601	8,1127
Paris	8,5446	4,5716	—	185,07	208,06	12,5769	199,23	5,6050
	8,5524	4,5825	—	185,39	208,47	12,5789	199,59	5,6172
Zurich	4,3801	2,5500	51,2514	—	106,8276	6,9577	102,1634	2,8722
	4,3770	2,5500	51,1791	—	106,8045	6,9501	102,2044	2,8748
Frankfurt	4,1078	2,3915	48,9751	93,7843	—	6,5252	95,8133	2,8946
	4,1004	2,3936	47,9670	93,7254	—	6,5140	95,7915	2,8944
Bonn	62,9537	36,0000	7,3975	14,3725	15,3253	—	14,6834	4,1255
	62,9783	36,0000	7,3927	14,3502	15,3514	—	14,7054	4,1264
Amsterdam	4,2873	2,4368	50,1758	97,8823	104,3096	6,8103	—	2,8123
	4,2826	2,4350	50,0722	97,8451	104,3033	6,8002	—	2,8122
Milan	1224,45	887,50	178,40	248,03	371,10	21,2153	353,56	—
	1222,53	887,00	178,02	247,84	371,12	21,1753	353,51	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes de la zone franc, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar et 1 livre, de 100 deutschemarks de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

L'étranger, mais cela n'a pas été le cas. De mauvaises langues ont prétendu que l'on s'était discrètement incité des emprunteurs de devises à les convertir sur le marché intérieur, et d'une à acheter des francs : la chose n'est nullement prouvée, et la Banque de France, au surplus, n'a pas été contrainte de soutenir notre monnaie.

La livre sterling, qui avait fléchi à la fin de la semaine dernière sur l'annonce du dépôt d'une motion de censure par l'opposition conservatrice, s'est vivement redressée après le rejet de cette motion, au point que la Banque d'Angleterre a dû intervenir pour freiner la hausse.

s'élevant au-dessus de 150 dollars. La demande est toujours très forte, avérée par les craintes d'inflation aux Etats-Unis, les difficultés des gouvernements en Europe, les troubles en Afrique australe. L'offre n'est pas très abondante, d'autant que l'amélioration de la balance des paiements soviétique laisse prévoir que l'U.R.S.S. ne procédera pas, dans l'immédiat, à de nouvelles ventes de métal jaune. Selon la firme allemande spécialisée dans l'or, les cours de l'or pourraient évoluer entre 150 et 170 dollars l'once pendant les douze prochains mois. Ce sont là des prévisions budgétaires.

Page 9

OU FINIT LA COMÉDIE ? PAR BERTRAND POIROT-DELPECH

AUSSITOT après la mort de sa femme, dont il se disait amoureux fou depuis quarante ans, on a vu un très célèbre écrivain communiste porter les cheveux longs, abandonner le complet croisé pour des ensembles croquignoles, et traîner la nuit avec des jeunes gens.

Estimant qu'il aurait dû rester en gris foncé et chanter l'épouse au-delà de la tombe, ou l'y rejoindre à bout de chagrin, Jean Cau a ressenti cette apparente dévotion comme une preuve offensante que le poète nous avait dupés toute sa vie sur ses sentiments véritables, comme sur ses convictions. Après une nuit de fleture où il ne peut établir formellement l'homosexualité présumée de l'écrivain, il se venge en lui inventant une intimité qu'il voudrait répugnante.

Tel est le faux rapport de filic breidouille et obsédé que l'auteur de *le Pitié de Dieu* a glissé dans son dernier roman-pamphlet, au lieu de la chronique attendue que laissait prévoir son titre (1). Le Saint-Germain-des-Prés des années 50 n'occupe, en effet, que huit pages du livre, le temps d'échanger avec Vian un « ça va, coco ? », de croquer Camus en gabelardine à la Bogart, et d'apercevoir Sartre, son patron d'alors, traversant seul la place du « village ».

Pudeur ? Pas seulement. Contrairement à tant de ses contemporains, aux cinquantaines nostalgiques, Cau juge vain de dieux au néant, où l'enfoncé le plus profond des nouveaux venus. Surtout, les souvenirs lui paraissent trop dociles sous la plume. Partisan de la « dure », il a toujours écrit comme on règle un compte, non pour s'épancher.

LE voici donc acharné à rendre le coup que lui a porté le veuve trop joyeux du poète. A partir de regards vagues aux vitrines et aux minets du quartier, il donne pour certain que le personnage, rebaptisé Montcel, române chez lui un travesti à portique, se fait appeler « biquet », et passe aux actes, ou plutôt, pour plus de honte, les subit, non sans insulter le mémoire de sa chère disparue, dont il n'aura été, depuis toujours, que le merlonnet.

Ces insinuations réitérées comme des coups d'épingle rageurs dans le photo d'un amant enfui ne suffisent pas à l'apaiser. Faute peut-être d'oser des propos ou des gestes que le démasqueraient à son tour, il glisse à l'oreille du vieillard, en gèles d'estocade : « C'est le fin / », tel l'incognito du chuchote « Assassin / » au passage de l'assassinat dans *Crime et Châtiment* ; et il se rend à l'heure sur la tombe de la morte, pourtant honnie elle aussi, à seule fin de mouchoirer.

LE pamphlétaire invoque l'immunité du romancier, et prévient qu'à chercher des clés on ne trouverait que lui-même. Mais Montcel et sa « peste », aux « lèvres avalées » ressemblent à leurs modèles dans les plus petites détails physiques ou biographiques. Et c'est vrai que le procédé trahit plus l'auteur qu'il ne condamne son personnage, il l'expose aux mêmes reproches. S'y intéresserait-on, on ne sait rien des nuits de Jean Cau, sinon qu'elles sentent le rétro, le dépit et le goût louche de rouler au ruisseau avec l'adversaire. Le fait de n'avoir que du talent au lieu de génie et de n'avoir célébré ni dame ni parti donnerait-il droit au mensonge par omission ?

Car tout est là. L'auteur n'en voudrait pas tant à Mont-

cel et celui-ci se contentait de tricher comme un vulgaire homme politique, ou de cacher son homosexualité sous des élan conjugués comme naguère tant d'écrivains catholiques. S'il s'indigne que la vérité sur les sentiments du poète ait dépendu du hasard — la mort de sa femme avant lui, s'il attendait de lui un suicide à la Malakof, un aveu ou, à défaut de « fidélités noires », des « hypocrisies décentes », c'est que l'écrivain communiste a chanté avec la même absolue un autre amour, celui de la révolution, et que le soupçon qui passe sur sa première passion rajoint sur la seconde, autrement grave.

On ne saurait être à la fois Marx et Chéris, tranche l'auteur, qui ajoute : « Ou finit la comédie si on ne meurt pas de la jouer ? »

ON pourrait lui objecter, avec son ancien patron, qu'aucun magistrat n'impose la transparence de la sexualité tant que ce n'est pas un usage pour tous. A forcer le mur de la vie privée et à jouer la police des mœurs, fût-ce en imagination, on risque surtout de se salir soi-même.

Cau prend ce risque. Mais, au moins en ce qui touche le rôle militant de Montcel, il a le mérite de formuler tout haut les questions qui brûlent toutes les lèvres et que bien peu hésitent, comme si la valeur littéraire de l'intéressé les ren-

● Une nuit à Saint-Germain-des-Prés de JEAN CAU

● Le premier qui dort réveille l'autre de J.-E. HALLIER

daît gougates. Le problème vaut d'être posé : sans prétendre avec saint Paul que « tout ce qui n'est pas le produit d'une conviction est péché », le vrai respect de l'art et de l'écriture ne commande-t-il pas de les vouloir responsables, et de trouver que le talent, loin d'excuser les incongruences politiques, les aggrave ?

Quant aux mobiles qui poussent l'auteur à épier le vieux poète sous les globes, latrines de la place Furstemberg, ils sont moins vils et plus pitoyables qu'il ne semble. Il s'y mêle de l'admiration trahie, de la tendresse rentrée et un pur attachement au Saint-Germain héroïque où, tandis que Montcel jonglait superbement avec les certitudes, des gamins perdus de doutes se demandaient à longueur de nuit, les poings dans leur canadienne, comment « s'engager », ou du moins gager leur œuvre sur leur vie, pour ne pas devenir « salauds ».

Cau ne l'est pas devenu plus qu'un autre sous prétexte qu'il n'a pas suivi les options de la plupart de ses amis d'alors. A se manière il est même resté plus fidèle qu'eux, et que leurs cadets « gauchistes », au refus, qui les réunissait, des modes, du carriérisme et de l'art-monnaie de éinge. Son erreur de justicier solitaire est de penser qu'on peut réclamer plus de rigueur morale sans en mettre dans ses moyens ; de croire à la vertu par le castagne. Mais il a pour lui l'exigence, le talent de sa hargne, et un gauche-droite qui fait mal.

TOUTES proportions gardées, Jean-Edern Hallier mériterait d'être placé, comme Montcel, devant ses comédies politiques. En revenant aujourd'hui aux délices de la rêverie bourgeoise — *Le premier qui dort réveille l'autre* (2) — il confirme que l'excitation gauchiste des masses — *La Cause des peuples* — et des maquis auto-américains — *Chagrin d'amour* — ne visait qu'à flatter, d'ailleurs avec bonheur, une conception de la littérature et de l'écrivain plus barbaquienne que révolutionnaire.

Il se cache si peu de cette conception qu'avec son dernier livre repartit le *Grand Écrivain* (3), où s'avouait le caractère aristocratique de sa vocation : faute de la bonne vie requise à Saint-Cyr, décrocher dans les lettres la gloire que trois générations de généraux lui faisaient un devoir de gagner sur les champs de bataille. Cet élitisme dynastique est typique d'une certaine classe dirigeante dont les fils sont conditionnés à rechercher à tout prix le commandement ou la notoriété sous peine d'un effacement social jugé pire que la mort même. « Donner le change au néant » constitue l'obsession narcissique du *Premier qui dort*.

UN néant qui prend la forme d'une menace physique, biologique. L'auteur imagine que son frère, double de lui-même, est atteint d'un cancer cérébral. Les souvenirs d'enfance qui forment le trame du livre s'organisent autour des signes et de l'opération, valne, de cette tumeur en forme d'oiseau fatal et bientôt légendaire. Entre deux scènes atroces de délire ou de trépanation, s'enchaînent les fantômes et les jeux compliqués des deux frères, dans un jardin où les nouvelles, de la guerre se confondent avec le nom des fleurs et la mur-mure des branches.

A ce contraste entre l'innocence et le néant qui la guette, l'auteur ajoute celui de genres littéraires qu'on a peu l'habitude de voir rapprochés : à un réalisme et à une schizophrénie très modernes se mêle une poésie où, par-delà l'influence de Larbaud ou de Rilke, pointe un certain maniérisme symboliste. L'intention parodique n'apparaît pas clairement, le premier réflexe est de s'irriter devant les « azurs charbonneux » et autres « lactescences » qu'on pourrait prendre, plusieurs imprudemment aidant, pour des gaucheries de novice. On se dit alors qu'à quarante ans Hallier n'a plus l'âge de se contenter de fulgurances prometteuses. Au lieu de quémander à la presse des brevets illusoire pour le moins de ses écrits ou de ses gestes, ne ferait-il pas mieux de s'enfermer « on l'autorité granitique » de son château breton, et de gagner ses étoiles littéraires dans le silence travailleur, le seul vrai champ d'honneur de l'écrivain... là où finit la comédie.

MAIS c'est sans doute confondre injustement l'auteur et le réclémiste parisien. Avec son image d'enfance sou-venant suggestive et parfois bouleversante, avec son discret pathétique de l'innocence condamnée, et ses savoirs clin d'œil « rétro », *Le premier qui dort*... tranche sur la production habituelle et illustre un renouveau du pur bonheur d'écrire et de lire.

(Vendredi 25 mars.)

(1) Une nuit à Saint-Germain-des-Prés, de Jean Cau, Julliard, 188 pages, 35 F.
(2) Le premier qui dort réveille l'autre, de Jean-Edern Hallier, Sagittaire, 164 pages, 29 F.
(3) Le Grand Écrivain, de Jean-Edern Hallier, Sagittaire, 190 pages, 36 F.

Yves Bonnefoy, ce veilleur lucide

● Quelle vérité nous fait découvrir la recherche patiente et toujours recommencée d'Yves Bonnefoy ?

YVES BONNEFOY poursuit, dans le *Nuage rouge*, sa méditation sur la présence. Il le fait, cette fois encore, en réunissant dans une même approche peinture et poésie, deux domaines du signe où l'attention à la présence se laisse le plus aisément discerner. Mais qu'est-ce que la présence ?

Je dirai d'abord que c'est aujourd'hui ce qui nous manque le plus. Dans un monde objectif, piécé comme le nôtre sous l'emprise croissante de l'artifice, la présence n'a pour ainsi dire plus de lieu. Un certain espace, le silence, au moins l'intériorité latente des êtres et des choses.

* LE NUAGE ROUGE, d'Yves Bonnefoy, Mercure de France, 376 p., 70 F.

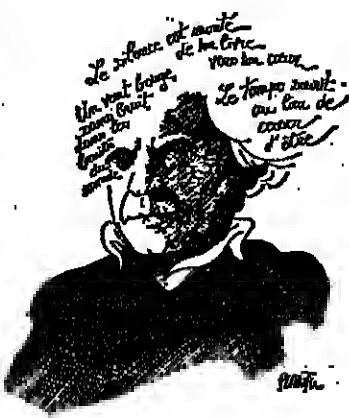
sont nécessaires pour qu'elle se lève. Il faut, sur ce point, lire l'admirable texte de Bonnefoy intitulé *Terre seconde*, qui met fin au volume.

Elle se lève... Rien sans doute ne peut mieux la désigner, dans son évidence impalpable, que ce simple verbe. Elle est ce qui des choses se lève, à de certains moments, pour un certain regard. Car elle n'est pas distincte des choses, bien au contraire. Elle serait presque, elle est dans son résultat, la chose même apparaissant.

Je regarde un village proche. Je ne vois sans le voir, distraitement. Je peux le voir aussi comme élément du paysage, en-clus en soi, situé, mais distant, sans vibration ni écho. Je peux enfin le laisser être, comme échoire en soi, partant de soi, et ainsi apparaître. C'est le même village et rien n'en est changé, mais une dimension l'enveloppe, qui pour une part le dépasse et, en même temps, n'est faite que de lui-même comme village sur la colline. De sorte que, le contemplant, me laissant peu à peu gagner, je m'ouvre à cette présence dont le pouvoir me rencontre et me parle.

Chez les peintres et les poètes auxquels il consacre des pages dans le *Nuage rouge* : Bellini, Rubens, Elsheimer, Mondrian, Morandi, Garache... et Bachelard, Mallarmé, Rimbaud, Saint-John Perse, Jouve, Célan, entre autres, Bonnefoy cherche à cerner l'attention qu'ils portent à cette dimension oubliée. Elle n'est pas toujours constante. Ainsi de Morandi, auquel il a consacré peut-être de faire en sa direction le dernier pas. Ainsi de Mallarmé, dont le tort fut « de chercher des essences, des « notions pures », là où, dans même et surtout le manque, même le nu, il faut nimer des présences ». Car la présence d'abord s'éprouve. Elle appelle, pour être reconnue, un mouvement d'adhésion. Mouvement dont Bonnefoy déploie les implications multiples, dans une recherche patiente et toujours recommencée de ce qu'on pourrait appeler la vérité de finitude.

La présence est toujours éphémère. Bonnefoy admettrait-il que l'on voie en elle l'épiphane même du fini comme fini ?



* Dessin de PLANTU.

L'annonce, en somme, d'une transcendance nouvelle qui ne serait pas entre, mais la même que ce qu'elle transcende, la transcendance du même.

Ce sont des questions que je pose. Elles me semblent en consonance avec les harmoniques d'une pensée où le poète, comme jamais peut-être elle n'avait su le faire jusqu'ici, vient réfléchir et peser ses pouvoirs. Le *Nuage rouge* est un livre salutaire aussi. En un temps où le plus souvent seul est ressenti le manque, où la finitude se par-fait les traits d'une contingence hagarde, il est bon de se mettre à l'écoute de ce veilleur lucide. Rien ne lui échappe du négatif toujours latent. Mais il cherche des signes là où d'autres ont renoncé à les croire possibles.

N'est-ce pas ce qu'indique ce « nuage rouge » dont l'image donne son titre au recueil ? Le sens n'a pas comme d'habitude le croient, déserté le monde : il fait seulement corps avec lui. Il épouse en son épaisseur. Il est sa propre épaisseur trans-muée. Comme cette nuée incandescente irradiant parfois le ciel en fin de jour et dont l'embrasement est avant son propre feu que celui de l'astre masqué. Ainsi la présence éprouvée vient irradier ce qu'elle assume, fermant le cercle du fini, lui donnant par instants, ou, ne fût-ce que par instants, comme un poids d'éternité.

ROGER MUNIER.

(Vendredi 25 mars.)

« L'Assassinat de Paris »

● Une autopsie après massacre, avec reconstitution du crime.

CE pourrait être un livre ennuyeux, bourré de statistiques, ou encore un règlement de comptes méchant. On tient tout le contraire, un livre époustouflant de savoir, comme on pourrait s'y attendre avec le meilleur connaisseur, pent-être, d'une capitale dont il parle comme d'une femme, en amoureux, de surcroît, poète, un livre, aussi, d'une drôlerie féroce, coulée d'humour sur les rancunes et les rancunes.

On se frustré Louis Chevalier de « sa » ville, celle dont il engrange, pour les historiens futurs et depuis des lustres, les moindres faits et gestes, les particularismes, les manies, et jusqu'aux odeurs et couleurs, tout ce dont les sédimentations du passé avaient fait de la beauté. En un tournemain, la belle a changé de visage et de caractère, on lui a arraché son âme, tout ce qui la rendait incomparable. Sous l'assaut de la ton s'entend la désolation d'un homme que l'on a, du même coup, amputé d'une partie de soi-même, notre désolation personnelle, exactement.

Quand ? Comment ? Qui ? Difficile de dater les prémices d'une dégradation aujourd'hui si avancée qu'elle paraît irréversible. Insidieux d'abord, les changements se sont enchaînés, à partir de 1960, quand les banques se sont entées dans le galop, et l'on peut imputer une part de mal 68 sur refus des jeunes de vivre dans un milieu urbain devenu hostile à toute vie. Beaucoup de coupables à ce stade : l'immobilier, piégé à illusions depuis un demi-siècle, s'étant mis brusquement à rapporter de l'or, l'acquiescement fut quasi général à l'invasion des grues, bétonnières et autres instruments de « rénovation », bientôt de destruction.

* De Louis Chevalier : L'ASSASSINAT DE PARIS, 296 pages, 55 F. Calmann-Lévy. Collect. « Archives et sciences sociales ».

Les promoteurs apparurent, profiteurs aux dimensions balzac-ques, haïs, dépeints, par les Parisiens comme ne le furent jamais les fermiers généraux ni les pires spéculateurs des farines : « Ex cas de révolution, ils seraient les premiers guillotins... » *La Défense* de la première fois, il y avait quelque chose à voir valant le déplacement. Dès lors, ce ne sont plus les personnages, qui comptent, mais les choses, les nids à rats emplies, mais aussi les supermarchés qui les complètent (ou les suscitent ?), mais plus encore « la bagnole », tenue d'arbres : « Aujourd'hui, arbres sur dalle : en fait d'arbres, que dalle ! »

« Il faut adapter Paris à la voiture. » Cette déclaration pompéiennne et quelques bours des fameuses concernant la forêt des tours promise comme perspective à l'Arc de triomphe traduisaient un état d'esprit que la sagesse populaire commençait à réprocher, mais dont technocrates et autres énarques — toujours en retard d'un train en matière d'intelligence sensible — se faisaient les hérauts, caste administrative omnipotente servant les intérêts privés quand on les croit voués au bien public.

Quelque regret qu'il en ait, car une camaraderie née rue d'Ulm et chaleureusement entretenue le liait à Georges Pompidou, Louis Chevalier le tient pour responsable au principal, les Topazes ne manquant pas, ici et là, pour sauver l'ouvrage — « repenser la ville », comme il le disait tous dans un carcéralisme délirant et dévot, qui sépare la beauté de l'utilité — et planifier à tour de bras une cité découpée en zones, traversée d'autoroutes, désarticulée, désossée, décrébrée. Mais, en toute justice, il souligne que la capitale du royaume « a commencé d'être « mise à l'incandescence sous le règne de son dernier roi », de Gaulle, avec la bénédiction de Malraux. A chacun ce qui lui revient.

Il faut absolument lire ce livre, qu'on soit de Paris ou d'ailleurs, car le spectacle, hélas ! n'est pas donné seulement dans la capitale. Un dossier, mais pathétique. « Et moi aussi, j'ai habité cette ville... » La plainte du Dante y court, sourdine. Pour ce Parisien-là, et pour quelques millions d'autres, Paris n'est plus une fête, c'est un exil.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(Vendredi 25 mars.)

LE MONDE diplomatique

Numéro de mars

LES ISRAËLIENS FACE A L'O.L.P.
(Amnon Kapeliouk)

●

LA CRISE EN GRANDE-BRETAGNE
(Ralph Miliband)

●

Le numéro : 5 F

5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 09.

Publié mensuellement du « Monde »
(En vente partout.)

vient de paraître

Poésie
ALAIN BOSQUET : *Le Livre du don et de la grâce*. — Un recueil dans la ligne du poète (Gallimard, 212 p., 35 F) saugé s'écroule, comme une surprise, des poèmes pour enfants le *Cheval applaudi*. (Éditions ouvrières, 104 p., 22 F.)

Roman français
IRENE MONESI : *Les Mars profondes*. — Le nouveau roman de l'auteur de *Nature morte* (Gallimard, 196 p., 22 F.). A dix ans de distance, une situation sentimentale se répète avec un glissement : l'homme d'aujourd'hui, le propriétaire d'aujourd'hui. (Maurice de France, 245 p., 45 F.)

Pamphlet
H.E. KAMINSKI : *Critique en chapeau brun*. — Rédaction d'un pamphlet de 1938 contre Céline. (Ed. Plasma, 58, rue des Moines, 75017 Paris, 129 p., 25 F.)

Religion
BERNARD GOULEY : *Les Catholiques français aujourd'hui*. — Six millions de Français de plus de quinze ans voient chaque semaine à l'église, un million jouent un rôle actif dans la catholique, cent soixante mille s'y consacrent. (Fayard, 410 p., 49 F.)

(Vendredi 25 mars.)